

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

RÉFORME DU RÉGIME DES BOISSONS

Bouilleurs de crû. — Monopole de l'Alcool.

« Or l'yvrongnerie, entre les autres.
« me semble un vice grossier et brutal...
« aussi la plus grossière nation de celles
« qui sont aujourd'hui, c'est celle-là seule
« qui le tient en crédit. »

« MONTAIGNE »

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 17 Décembre 1900 à 1 heure

PAR

Fernand GUICHARD

Lauréat de la Faculté de Poitiers.

(Economie politique. Droit romain. Droit international public).

Président : M. BEAUREGARD, *professeur*.

Assesseurs : { MM. GIDE,
BOURGUIN, } *professeurs*.

PARIS
L. BOYER
IMPRIMEUR-ÉDITEUR
15, rue Racine, 15

1900

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

RÉFORME DU RÉGIME DES BOISSONS

Bouilleurs de crû. — Monopole de l'Alcool.

« Or l'yvrongnerie, entre les aultres.
« me semble un vice grossier et brutal...
« aussi la plus grossière nation de celles
« qui sont aujourd'huy, c'est celle-là seule
« qui le tient en crédit. »

« MONTAIGNE »

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 17 Décembre 1900 à 1 heure

PAR

Fernand GUICHARD

Lauréat de la Faculté de Poitiers.

(Economie politique. Droit romain. Droit international public).



Président : M. BEAUREGARD, professeur.

*Assesseurs : { MM. GIDE,
BOURGUIN, } professeurs.*

PARIS
L. BOYER

IMPRIMEUR-ÉDITEUR
15, rue Racine, 15

—
1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

RÉFORME DU RÉGIME DES BOISSONS

BOUILLEURS DE CRU

Monopole de l'alcool

INTRODUCTION

Notre régime fiscal des boissons remonte à la loi de finances du 28 avril 1816. Elaborée par des hommes d'une très haute compétence, après une longue et minutieuse enquête, cette loi a constitué et constitue encore le véritable code des boissons. Depuis sa promulgation, il est bien intervenu certaines modifications, mais la plupart n'ont touché que des questions de détail, n'ont réglé que des points spéciaux et on peut dire qu'actuellement, du moins dans ses grandes lignes, dans ses principes généraux, la loi de 1816 est encore en vigueur.

Cependant, les critiques et les attaques de toutes sortes ne lui ont pas été ménagées, mais elle a toujours

résisté victorieusement. D'aucuns ont vu dans cette résistance prolongée un argument en sa faveur.

Est-ce à dire pourtant que cette loi de 1816 soit parfaite, qu'elle donne satisfaction à tous les intérêts? Nous ne le pensons pas. On a dit avec beaucoup de raison que les impôts et leur mode de perception doivent être calqués sur les habitudes, les mœurs et les ressources des peuples; qu'un système régulier de finances doit être proportionné aux besoins du Trésor et aux facultés des individus; qu'il ne doit favoriser aucun genre de richesse aux dépens de l'autre et ne nuire à aucune des sources de la prospérité publique. Les mœurs et les ressources du contribuable français sont loin d'être les mêmes qu'au commencement du siècle; ses facultés aussi bien que les besoins du Trésor ont changé. La situation sociale, économique et politique de la France s'est profondément modifiée depuis lors; de nouveaux besoins ont amené de nouvelles charges; la répartition des richesses a subi des changements, ce ne sont ni les mêmes habitudes, ni les mêmes idées, ni les mêmes sentiments.

La loi du 28 avril 1816 a survécu à l'évolution sociale et traversé les bouleversements politiques. Peut-être excellente au commencement du siècle, aujourd'hui elle est surannée et ne répond plus aux idées modernes. Du reste, depuis longtemps déjà on a senti tous les inconvénients, toute l'impopularité et toute l'impuissance même de notre régime fiscal des boissons. Toujours critiqué, souvent condamné, il a résisté à toutes les tentatives de réformes. Bien des projets ont été

élaborés et discutés, bien des combinaisons ont été étudiées, sans jamais pouvoir aboutir. La réforme de l'impôt des boissons est à l'ordre du jour des assemblées législatives de notre pays depuis plus d'un demi-siècle ; on renonce à compter les projets de loi qu'elle a fait éclore depuis une vingtaine d'années.

Pourquoi donc cet insuccès constant, ces vaines tentatives contre une législation que tout le monde s'accorde à critiquer ? Les raisons en sont nombreuses et diverses. Il serait bien difficile de les grouper dans une formule précise, sous une rubrique générale. Nous allons néanmoins essayer d'en examiner les principales.

L'une, d'ordre général, se rencontre toutes les fois qu'il s'agit de modifier un système fiscal. S'il est, en effet, aisé de reconnaître les défauts d'un impôt, la difficulté commence quand il faut remplacer une taxe dont les effets et le rendement sont assurés par une nouvelle dont la répercussion est incertaine et le produit aléatoire. Ces difficultés sont d'autant plus grandes qu'actuellement, il faut bien le reconnaître, notre situation financière paraît assez délicate et demande certains ménagements. On ne peut, sous prétexte d'opérer des remaniements dans notre système d'impôts, exposer le Trésor à une déception dans la rentrée des contributions.

Il est d'autres raisons, d'un caractère plus spécial, qui se rattachent directement et étroitement à l'impôt des boissons. Le problème qui nous occupe soulève de telles difficultés qu'une entente paraît difficile à obte-

nir. Cette question, en effet, présente un triple caractère : elle intéresse à la fois les éléments les plus divers de la fortune publique, elle touche au grand commerce et à l'industrie des alcools et enfin elle préoccupe au plus haut point l'une des branches les plus considérables de la production nationale, la viticulture. Dans toutes les discussions qui ont eu lieu aux Chambres sur ce sujet, trois intérêts se sont toujours trouvés en présence, également respectables et également absolus dans leurs revendications : le grand commerce, l'industrie et la production de la propriété viticole. Comment obtenir des industriels, des commerçants et des vignerons, cette entente qui ne peut se faire qu'au prix de mutuels sacrifices.

D'un autre côté, il faut bien avouer que la question avait été mal posée et que le problème manquait de l'une de ses données indispensables. Pendant très longtemps on a dirigé la réforme vers un but unique, celui de faire rentrer dans les caisses du fisc des sommes plus importantes par une répression énergique de la fraude. On semblait demeurer sourd aux justes récriminations des médecins et des hygiénistes qui signalaient les premiers ravages de l'alcoolisme. Avec un but aussi limité, aussi restreint, il était bien difficile de faire une réforme sage, utile et pratique.

De plus, en examinant la question d'un peu près, on voit que la lutte s'était envenimée et que la discussion était devenue trop personnelle. On avait tort d'oublier l'intérêt général pour s'attacher à des intérêts particuliers. Deux systèmes se trouvaient toujours en

présence, deux courants d'idées distincts et contradictoires : lutte engagée contre le propriétaire qui produit, qui cultive le sol national, au profit de l'industrie et du commerce des boissons. On avait complètement perdu de vue la réforme générale, la seule qui pût être efficace, pour détourner la discussion et la restreindre au privilège des bouilleurs de crû.

Tout le problème se ramenait à cette question unique et simple en apparence ; comment traiter les bouilleurs de crû ? Il y a quelques années encore, la Chambre était divisée en deux fractions bien distinctes : les partisans et les adversaires des bouilleurs de crû. On était pour ou contre les bouilleurs de crû, il semblait qu'il n'y eût pas d'autre réforme que la suppression ou le maintien des bouilleurs de crû. On se bornait à soutenir ou à combattre ce que les uns appelaient un droit et les autres un privilège, et on croyait aider la réforme. On désirait à tout prix qu'elle aboutît, mais on voulait la faire sur la tête des viticulteurs. La lutte devint si ardente, si acharnée, qu'on eut vite fait d'oublier le but poursuivi. La discussion s'étant ainsi égarée sur un terrain où elle ne pouvait utilement se produire, tous les efforts devaient dès lors demeurer stériles, car la question du privilège des bouilleurs de crû, qu'elle fût résolue dans un sens ou dans l'autre, ne devait être qu'un bien faible appoint dans la réforme générale. Il faut avouer, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, que la situation s'était profondément modifiée et que l'intérêt général avait à peu près complètement disparu : ce n'était plus qu'une rivalité de

régions, une lutte entre le Nord et le Midi, entre l'industrie et le commerce des alcools et la production des vins. Du reste, cet état d'esprit se reflète admirablement dans la longue discussion qui absorba les Chambres pendant longtemps. Nous lisons, dans le rapport de la commission du budget de 1895 présenté à la Chambre des députés par M. Salis le 13 novembre 1894 : « La question des bouilleurs de crû est la partie essentielle de la réforme des boissons, qui ne peut être réalisée qu'à la condition expresse et absolue de supprimer ou de réglementer l'exorbitant privilège des propriétaires récoltants » (1).

C'est une erreur grave et presque inexcusable de croire que la question des bouilleurs de crû constitue une partie essentielle de la grande réforme du régime des boissons ; elle n'en est, au contraire, qu'un côté, qu'un petit détail ; c'est un point purement secondaire auquel il ne faut pas donner plus d'importance qu'il n'en comporte. Sa solution eût-elle été obtenue, que le problème fût demeuré entier.

Enfin, nous pensons qu'il n'est pas inutile de mentionner parmi les causes de l'insuccès, l'entrée en scène de la politique qui, comme toujours, a jeté dans les débats, déjà si confus, un élément d'obscurité et de désorganisation. Naguère on voyait nos représentants soutenir ou combattre le privilège des bouilleurs de crû selon qu'ils appartenaient à telle ou telle région, aujourd'hui ils préconisent tel ou tel projet selon qu'ils

1. *J. O. Ch. Doc. parl.*, 1894, p. 1594 et s.

sont de tel ou tel parti politique. Une pareille discussion, entre gens qui apportent des idées préconçues, systématiquement arrêtées, ne pouvait jeter la lumière sur une question déjà si délicate et si complexe par elle-même.

Malgré le vice ou plutôt l'absence de méthode et l'obscurité des débats qui devait en être la conséquence, il est possible et intéressant de remarquer qu'une idée nette et précise a su rallier la presque totalité des suffrages, nous voulons parler de la suppression (partielle ou totale) des droits sur les boissons hygiéniques. C'est là une mesure dont l'opportunité et l'urgence ne sont plus à démontrer. Malheureusement encore, on a eu le tort de considérer comme une fin ce qui, à notre avis, n'est qu'un moyen. Le dégrèvement, même total, des droits sur les boissons hygiéniques, ne saurait constituer, pas plus que la suppression ou le maintien du privilège des bouilleurs de crû, un système complet se suffisant à lui-même. Au lieu de décréter de suite des suppressions de taxes et de discuter ensuite pendant des années sur la manière de combler le vide creusé dans le budget, il nous paraîtrait plus logique de s'entendre d'abord sur le choix d'un système, d'arrêter la réforme dans son principe et dans ses grandes lignes, ce qui aurait l'avantage de favoriser singulièrement la recherche des moyens de la réaliser. On pensait qu'une bonne réforme ne pouvait se concevoir sans le dégrèvement des boissons hygiéniques, et dès lors, partant de cette idée, qu'on plaçait à la base de l'édifice, on cherchait

un système compensateur, des taxes de remplacement sur le choix desquelles l'accord n'a jamais pu se faire. Parmi les taxes qui ont été mises en avant, tant à la Chambre qu'au Sénat et dans les commissions extra-parlementaires, il y a lieu de retenir l'augmentation de l'impôt sur l'alcool, l'augmentation des licences et la suppression du privilège des bouilleurs de crû. C'est à ces trois sources, alternativement ou simultanément mises à contribution, qu'on demandait de combler le vide creusé par le dégrèvement projeté. Mais ces moyens de compensation sont loin de réaliser tous les desiderata, et actuellement, s'ils ne sont pas encore complètement abandonnés, on peut dire qu'ils ne jouissent plus d'une bien grande faveur.

Diviser ainsi la réforme, c'est en accroître les difficultés de réalisation, c'est l'alourdir par des propositions qui n'en font pas essentiellement partie et qui, en offrant de nouveaux aliments à la discussion, rendent l'accord encore plus difficile.

Voilà les raisons qui, à notre avis, ont retardé la solution de la réforme du régime des boissons. Nous n'avons pas la prétention de les avoir données toutes ; comme nous l'avons annoncé au début, nous n'en avons examiné que les principales. Elles suffisent à expliquer et à excuser peut-être les hésitations qui ont, jusqu'à ce jour, fait ajourner ou repousser les nombreux projets de réforme soumis au Parlement.

Et pourtant, toutes ces hésitations doivent avoir un terme, sous peine de paraître un aveu d'impuissance que l'opinion publique pourrait ne pas comprendre et dont

elle rendrait responsable le régime parlementaire. Pourrait-on cependant affirmer que nous soyons à la veille de voir aboutir la réforme? Certains de ses partisans les plus convaincus, lassés et découragés par la stérilité de leurs efforts, se demandent s'ils ne doivent pas renoncer à en poursuivre la réalisation. Les intéressés eux-mêmes — et ils sont nombreux — s'ils la jugent toujours désirable et nécessaire, commencent à désespérer et à la croire impossible. Nous gardons, au contraire, la conviction sincère que la réforme de notre législation fiscale des boissons, telle que nous la concevons et dans le sens qu'il convient de lui donner, n'est pas une utopie et que la solution ne s'en fera pas attendre.

Jusqu'ici nous n'avons fait qu'une revue critique des réformes proposées, nous pensons, le moment venu, de faire connaître quels moyens nous entendons employer pour remédier à un état de choses que nous avons dénoncé comme défectueux.

Ainsi que nous avons eu l'occasion de le dire précédemment, de tous les systèmes de compensation préconisés, la suppression du privilège des bouilleurs de crû est assurément celui qui a pris la plus grande importance dans les débats. Aujourd'hui encore la question reste pendante, les adversaires n'ont pas désarmé et lors de la discussion du prochain budget nous la verrons de nouveau apparaître. C'est pour toutes ces raisons que nous avons décidé de consacrer la première partie de ce travail aux bouilleurs de crû. Nous examinerons toutes les accusations formulées contre

la situation de faveur faite aux propriétaires récoltants par la loi de 1875, nous verrons ce qu'il faut penser de ce fameux privilège et nous concluons que ce n'est ni dans le maintien du statu quo, ni dans la suppression de ce privilège qu'il faut chercher la solution du vaste et délicat problème qui nous occupe.

Enfin, dans une deuxième partie, nous exposerons le système de réforme que nous croyons propre à donner toute satisfaction tant au point de vue fiscal qu'au point de vue de l'hygiène et de la morale publiques, nous avons nommé le monopole de la rectification de l'alcool par l'Etat.

HISTORIQUE ET LÉGISLATION

La taxe sur les boissons est une des plus généralement et des plus anciennement établies. En France il faut remonter aux temps les plus reculés de notre histoire nationale pour en découvrir l'origine. A chaque époque de notre histoire financière, on la retrouve fournissant à l'Etat, aux provinces, aux villes, d'abondantes recettes. Toutes les fois qu'une taxe est établie sur les denrées, les boissons y sont soumises ; souvent même les autres marchandises en sont affranchies et les boissons seules y sont assujetties. Chez tous les peuples on retrouve les mêmes nécessités, les mêmes besoins et les mêmes principes. Partout, sans aucune exception, les gouvernements les plus absolus, les plus éclairés et les plus libéraux, les plus démocratiques, même dans les pays de production, ont eu recours à cet impôt ; chez tous il forme une partie importante des revenus publics.

Dès l'année 579 on voit le roi de France prescrire le prélèvement d'une amphore de vin par chaque arpent de vigne. S'il n'y a pas là une véritable taxe sur le vin, payée en nature, mais plutôt un impôt foncier comme d'aucuns l'ont prétendu, on ne saurait contester que

c'est bien là une première tentative d'impôt sur le vin, puisque c'est cette denrée qui est réellement frappée, peu importe que le quantum du prélèvement soit proportionnel à la surface plantée. En tout cas, il serait difficile de nier le caractère de droits de circulation aux taxes perçues par les prédécesseurs de Charlemagne sur le transport des vins sous les noms de *rodaticum* et de *mutaticum*. Nous avons encore présentes à la mémoire les aides établies sous l'ancienne monarchie et dont les boissons fournissaient la majeure partie.

D'abord destinées à faire face à des besoins passagers, temporaires, les aides ne tardèrent pas à prendre un caractère définitif et permanent. En 1360, elles furent fixées au $\frac{1}{3}$ de la valeur des boissons vendues; plus tard la taxe fut réduite à $\frac{1}{20}$, mais le droit de détail fut porté au $\frac{1}{4}$. Il est vrai que ce droit de détail ne tarda pas à être abaissé au $\frac{1}{8}$ mais dans certaines provinces seulement.

Jusque-là il n'a été question que du vin, du cidre, du poiré, ou plus généralement des boissons fermentées ; l'alcool n'apparaît pas encore parmi les matières imposables. Si on rencontre des essais de distillation dès le *viii^e* siècle, il est vrai de dire que l'alcool n'eut pas tout de suite des usages aussi nombreux qu'aujourd'hui. D'abord exclusivement employé par la médecine, il n'attira pas l'attention du fisc. Ce n'est qu'à partir du *xvi^e* siècle qu'il est question de l'alcool en tant que boisson. Presque aussitôt on voit le législateur intervenir pour en réglementer la production et

la vente. Ce fut l'objet de l'ordonnance de 1514. Mais c'est seulement dans la deuxième partie du xvii^e siècle que l'alcool fut frappé d'un impôt.

L'édit du 22 septembre 1561 prescrivit la perception de 5 sous par muid de vin à l'entrée des villes. Les dépenses augmentant toujours, cinq nouveaux sous furent ajoutés aux anciens par des lettres patentes du 28 décembre 1581. Deux arrêts du Conseil, des 28 mai et 6 novembre 1659 furent les premiers textes qui assujettirent l'alcool au paiement d'une taxe ; ils établirent un droit de détail du $\frac{1}{4}$ ou du $\frac{1}{8}$. Un autre arrêt du conseil, en date du 25 octobre 1665, prescrivit un droit de vente en gros. En 1680 l'alcool fut soumis au droit d'entrée. Bientôt la plupart des droits perçus sur les boissons fermentées (subvention à l'entrée et à la consommation, domaine, barrage, subsistance, etc.) furent étendus à l'alcool, mais sans unité, sans uniformité, la quotité du droit variant avec chaque généralité. A partir de cette époque et pendant toute la fin de cette seconde moitié du xvii^e siècle se succèdent un grand nombre d'édits, d'arrêts, de déclarations sur la matière qui nous occupe, mais la plupart n'ont qu'une importance secondaire, réglant le plus souvent des points de détail. Nous retiendrons l'ordonnance de 1680, à cause de son importance capitale. Préparée par Colbert elle consacra une innovation importante en remplaçant tous les droits par une taxe unique de 45 livres par muid, perçue à l'entrée. C'est un véritable code des boissons qui eut force de loi jusqu'à la Révolution. Cette ordonnance contenait en germe la taxe

de remplacement qui fut établie plus tard ainsi qu'un grand nombre des dispositions de la loi du 28 avril 1816. A la fin du xvii^e siècle, l'impôt sur l'alcool devint l'objet d'une réglementation plus spéciale et dès lors il tendit à former une classe à part dans le régime fiscal des boissons. La déclaration du 9 décembre 1687 prescrivit le congé, la déclaration de la destination, l'obligation de rapporter un certificat de décharge et une quittance des droits quand ils étaient dûs. La déclaration du 26 janvier 1692 assujettit les bouilleurs à déclarer, avant d'allumer le feu sous les chaudières, les quantités qu'ils entendaient mettre en œuvre. Cette obligation, qui existe encore de nos jours, est connue sous le nom de « déclaration préalable ».

Pendant le cours du xviii^e siècle, de nouvelles formalités furent exigées par un grand nombre de textes édictés sur la matière. La déclaration du 24 janvier 1713 interdit la fabrication des eaux-de-vie provenant de matières autres que le vin. Cette prohibition reposait sur ce que « la fabrication des eaux-de-vie de sirops, mélasses, grains, lies, bières, marcs de raisins, hydromels, cause un tort considérable aux eaux-de-vie de vin et que d'ailleurs leur usage est très préjudiciable au corps humain par la qualité des matières que l'on fait entrer dans leur composition ». Cette disposition conserva sa force jusqu'à la fin du xviii^e siècle ; elle fut abrogée par l'édit du 21 septembre 1784 qui autorisa la distillation des matières autres que le vin. Un arrêt du Conseil, du 10 octobre 1719, créa à Paris la taxe de remplacement, c'est-à-dire la réunion

en un seul des divers droits perçus sur les boissons. C'était la généralisation d'une des dispositions de l'ordonnance de 1680. L'édit de Versailles, de 1776, s'occupa de la circulation et du commerce des vins dans le royaume.

La législation devenait de plus en plus complexe, les textes se succédaient rapidement sans jamais prononcer d'une façon explicite l'abrogation des précédents ; les anciens droits étaient remaniés, des taxes nouvelles étaient créées et venaient s'ajouter aux anciennes, si bien que le régime des boissons devint tellement obscur et compliqué, qu'il était difficile, même à ceux qui étaient chargés de percevoir l'impôt, de connaître le montant exact des droits pour une opération donnée.

Toutes ces entraves disparurent avec la Révolution. La loi du 2 mars 1791 prononça la suppression complète des droits sur les boissons. Cet affranchissement dura jusqu'en 1804. La loi du 5 ventôse an XII (25 février 1804) établit un droit de 0 fr. 40 par hectolitre de vin et 0 fr. 16 par hectolitre de cidre. Ces droits étaient perçus au moment de l'inventaire chez le récoltant. Des dispositions édictées contre les distillateurs vinrent les soumettre au droit de licence et les assujettir à l'exercice. Une administration spéciale fut créée et organisée par les arrêtés des 5 et 6 germinal an XII pour le service des boissons. Elle prit le nom de « Régie des droits réunis ». La loi du 24 avril 1806 rétablit les droits de vente en gros et en détail, ce qui amena le droit de circulation et l'exercice chez les débitants et

les marchands en gros. Le droit de vente en gros fut fixé à $1/20$ du prix de vente et celui de vente au détail au $1/10$. L'inventaire et le récolement, qui constituent au premier chef des formalités vexatoires, puisqu'ils mettent constamment en présence et en pourparlers les assujettis avec les agents du fisc, avaient soulevé de vives et nombreuses protestations. La loi du 25 novembre 1808, faisant droit à ces récriminations, supprima ces deux formalités. Le droit de vente en gros fut remplacé par un droit de circulation dont le taux était fixé d'après le prix moyen du vin. De plus, les départements étaient répartis en plusieurs classes et la quotité du droit de circulation variait avec chaque classe. Le droit de vente en détail fut porté à 15 pour cent et un droit d'entrée fut établi, variable d'après la population de chaque ville. Les alcools étaient assimilés pour le paiement du droit au vin et au cidre. Le décret du 12 octobre 1812 vint modifier cet état de choses en réunissant, quant aux alcools seulement, les droits d'entrée et de circulation en une seule taxe et en les frappant d'un droit général de consommation de 15 pour cent *ad valorem*. Ce texte dispensait formellement les bouilleurs de crû de l'exercice. Le décret du 5 janvier 1813 augmenta toutes les taxes déjà existantes. En outre il introduisit une modification dans le droit d'entrée en graduant le tarif d'après une double échelle, à la fois d'après la population des villes et la classe des départements répartis en quatre catégories. La loi du 8 décembre 1814 étendit l'immunité accordée

aux propriétaires récoltants par la loi de 1808. Celle-ci accordait franchise au propriétaire qui s'expédiait à lui-même dans la limite du canton, la loi de 1814 étendit cette même franchise à toutes boissons sortant de chez le récoltant quels que fussent la qualité du destinataire et le lieu de destination. De plus, elle fit aux bouilleurs de crû une remise du $\frac{1}{4}$ sur la vente en détail.

Le décret du 8 avril 1815 opéra un remaniement complet. Il supprima les taxes existantes et ne laissa subsister que le droit d'entrée limité aux villes de 4.000 âmes et au-dessus. Comme compensation fiscale il établit un droit de licence sur les débitants et substitua au droit de détail une contribution répartie par communes et, dans chaque commune, par débitants. Ces dispositions ne tardèrent pas à être rapportées.

La loi du 28 avril 1816, dont nous avons déjà parlé, vint apporter une véritable réorganisation dans le régime fiscal des boissons, en abrogeant l'état de choses antérieur pour revenir à la loi de 1814 dont elle reproduisit la plupart des dispositions. Elle restreignit cependant légèrement la situation de faveur faite aux bouilleurs de crû par la loi de 1814. Dans son art. 90 in fine elle stipula que « les bouilleurs de crû qui feraient transporter les produits de leur distillation dans des caves ou magasins séparés de la brûlerie n'auraient droit à l'exemption du droit de consommation qu'en soumettant ces caves ou magasins aux exercices des préposés de la régie ». Cette loi de 1816 établit un droit de circulation, un droit d'entrée, des

droits de vente en gros et des droits de vente en détail. Le droit de circulation porte sur les vins, cidres, poirés, eaux-de-vie, esprits et liqueurs; il est gradué pour les vins en cercles d'après la classe du département et varie suivant que le transport a lieu ou non dans un département limitrophe. Le droit d'entrée est perçu dans toute agglomération de 2000 habitants ou plus et le tarif varie à la fois d'après la population de la ville et la classe du département. Le droit de détail est tarifé d'après le prix de vente et fixé à 15 pour cent de ce prix, aussi bien pour les eaux-de-vie, esprits et liqueurs que pour les vins, cidres et poirés. Les débitants sont assujettis à l'exercice. Un droit général de consommation, égal au droit de détail, est perçu sur toutes quantités de spiritueux adressées aux personnes non soumises aux exercices des employés de la régie. Les bouilleurs de crû sont exemptés de toute déclaration et de tout contrôle à condition de consommer sur place les quantités produites. Pour la capitale, la loi organise un régime spécial : une taxe unique de remplacement tient lieu du droit de circulation, du droit d'entrée et du droit de détail. Enfin, elle assujettit les débitants, les marchands en gros, dont elle donne une définition dans son art. 98, ainsi que les brasseurs, bouilleurs et distillateurs, au paiement d'un droit de licence calculé d'après un tarif spécial. Ce régime, établi par la loi de 1816, a conservé sa force pendant très longtemps et on peut même dire que la plupart de ses dispositions sont encore en vigueur aujourd'hui ; malgré quelques légères modifications de

détail apportées par des lois postérieures, il est certain que l'économie générale et le fond même de la loi n'ont que peu changé.

La loi du 25 mars 1817 apporta une première modification en élevant le droit de circulation ; elle le doubla pour les vins et le tripla pour les eaux-de-vie. Elle restreignit l'exemption de droits des récoltants au département de production et aux départements limitrophes. Elle exempta du droit de circulation les expéditions faites aux marchands en gros ou aux distillateurs ; les quantités sont seulement prises en charge par les commerçants destinataires. Le droit de circulation devint donc un véritable droit de consommation perçu seulement sur les boissons à destination des simples particuliers. De nombreuses récriminations se firent entendre au sujet du droit de circulation. La loi du 24 juin 1824 leur donna satisfaction en révisant le tarif du droit de circulation. Elle supprima la division des départements en classes et fixa le taux du droit au chiffre uniforme de 1 fr. 50 par hectolitre. Une autre modification importante fut opérée. Les eaux-de-vie étaient taxées d'après leur volume ; or, rien n'était plus inexact et plus injuste. Ce que le fisc voulait et devait frapper du droit, c'était la quantité d'alcool pur contenue dans le liquide expédié. La loi de juin 1824 fixa la taxation d'après la richesse alcoolique. Elle établit un droit unique de consommation pour remplacer le droit de circulation et le droit de détail sur les eaux-de-vie. Quatre lois furent promulguées à la même date, le 24 juin 1824 : la loi n° 1

est relative au droit de circulation sur les vins ; la loi n° 2 concerne la déduction à allouer aux marchands en gros pour déchet sur les vins ; la loi n° 3 règle la perception des droits sur les eaux-de-vie ; la loi n° 4 organise l'exercice des fabricants de liqueurs.

Après la révolution de juillet, de violentes protestations s'élevèrent contre les droits de toutes sortes qui frappaient les boissons et en entravaient la circulation et la consommation, une vive agitation se produisit contre la régie et la perception des droits fut même suspendue pendant quelque temps sur certains points du territoire. Pour satisfaire l'opinion publique, une ordonnance du 23 août 1830 prescrivit la réunion « sans délai » d'une commission spéciale chargée « de faire l'examen des impôts assis sur les boissons et de proposer les modifications dont ces impôts pourraient être susceptibles. » La commission se réunit et procéda très rapidement à l'examen dont elle avait été chargée. La loi du 12 décembre 1830 consacra à peu près toutes les dispositions du rapport de cette commission : suppression du droit d'entrée dans les villes de moins de 4000 habitants, rétablissement du tarif gradué en quatre classes, conformément aux lois de 1808 et de 1816 pour le droit de circulation, abaissement de toutes les taxes, y compris celle sur l'alcool qui fut ramenée de 50 francs à 34 francs. La loi du 21 avril 1832 devait achever la réalisation des vœux de la commission. Elle permit aux villes de remplacer toutes les taxes, droits d'entrée, de détail, de circulation, de licence et de consommation, par une taxe

unique; elle créa la classe des débitants rédimés, c'est-à-dire ceux qui se sont affranchis des exercices pour les spiritueux en payant le droit à l'arrivée comme les consommateurs ordinaires. Cette loi avait voulu simplifier le régime des boissons en diminuant et en réduisant le plus possible le nombre des taxes qui les frappaient. Elle réalisa trop bien ses désirs et de sérieux inconvénients ne tardèrent pas à se faire sentir. Tous les droits pouvant être réduits à une seule taxe, le fisc n'était plus armé pour surveiller la circulation des boissons dans les villes, de là une fraude considérable qui réduisait d'autant les revenus du Trésor. La loi du 25 juin 1841 vint réparer cette erreur et mettre un terme à la fraude.

Le gouvernement provisoire de 1848 avait pris l'engagement de modifier complètement la règle des contributions indirectes. Le décret du 31 mars 1848 supprima les exercices qui apparaissaient comme une mesure contraire à la liberté et remplaça le droit de consommation payable à l'enlèvement ou à l'arrivée des boissons. Le législateur manqua complètement son but. Il avait cru donner satisfaction aux protestations, il désirait l'apaisement; au contraire, la réforme souleva le désordre et amena des résistances. La loi du 22 juin 1848 vint abroger cet état de choses et rétablir la législation ancienne en apportant quelques modifications à l'abonnement.

L'Assemblée Constituante poussa à l'extrême le principe de la liberté; elle revint à la loi du 2 mars 1791 et supprima complètement, par un amendement à la loi de

finances, les impôts sur les boissons à partir du 1^{er} janvier 1850 (Loi du 19 mai 1849 art.3). Malheureusement le législateur commettait une imprudence grave : il supprimait un impôt sans indiquer de taxe de remplacement. Cette situation ne pouvait pas persister, il fallait, ou rétablir les droits abolis, ou indiquer une compensation fiscale, et cela avant le 1^{er} janvier 1850. Ce fut l'objet de la loi du 20 décembre 1849 qui vint décider que les anciennes taxes seraient maintenues pendant l'année 1850. C'était un moyen dilatoire qui devait permettre au gouvernement d'étudier la question. En effet, la loi du 20 décembre 1849 instituait une commission « pour l'examen de la production et de la consommation des boissons, et des modifications que pourrait recevoir l'impôt des boissons ». Cette commission composée d'économistes et de financiers éminents, se livra à une enquête longue et minutieuse, elle entendit un grand nombre d'industriels, de commerçants et de viticulteurs, provoqua des pétitions et rédigea un rapport qui fut présenté par un homme dont le nom reste attaché à la science financière, M. Bocher. Ce rapport concluait à la nécessité des contributions indirectes, et au maintien de l'impôt sur les boissons qui, disait-il, présentent ce triple caractère, de n'être pas de nécessité absolue, d'être d'une consommation générale et de ne pas servir de matière première à la main-d'œuvre industrielle. A côté de ces considérations, le rapport indiquait tout un plan de réforme du régime fiscal des boissons. Le décret-loi du 17 mars 1852 consacra un certain nombre des réformes préconisées par la com-

mission, notamment la diminution du droit d'entrée, l'élévation du droit de détail, la restriction du privilège des récoltants au canton de production et aux communes limitrophes. Les dispositions de ce décret subsistèrent jusqu'après la guerre. En 1870-1871 les nécessités budgétaires obligèrent le gouvernement à pressurer quelque peu le contribuable et à demander à l'impôt son rendement maximum. La loi du 1^{er} septembre 1871 releva la quotité de presque tous les droits.

Des mesures rigoureuses furent édictées contre la fraude. La loi du 18 février 1872 chercha à enrayer la fraude sur les spiritueux, celle du 26 mars 1872 contenait des dispositions relatives à la fabrication des liqueurs, celle du 2 août 1872 supprimait le privilège des bouilleurs de crû, celle du 24 juin 1873 tentait de déjouer certaines manœuvres frauduleuses. Tous ces textes, ainsi que plusieurs autres dispositions, avaient pour but d'améliorer le rendement de l'impôt. La loi du 15 février 1875 obligea les redevables qui profitaient du crédit de 4 mois pour l'acquittement des droits, à payer un escompte en échange de cette faveur. La loi du 4 mars 1875 établit sur les manquants des marchands en gros une taxe calculée de façon qu'ils n'eussent aucun avantage à écouler en fraude. La loi du 9 juin 1875 remplaça l'exercice dans les villes de 10.000 âmes et au-dessus par une taxe unique aux barrières. La loi du 17 juillet 1875 établit un impôt sur les vinaigres de manière à mieux saisir l'alcool.

Dans un autre ordre d'idées, il faut citer encore la loi du 24 décembre 1875 qui supprima, chez les bouil-

leurs de crû, l'exercice qu'avait rétabli la loi du 2 août 1872. Enfin, la loi du 19 juillet 1880 réduisit de $\frac{1}{3}$ les droits de circulation, d'entrée, de détail et la surtaxe sur les vins en bouteilles. Elle eut pour résultat d'amener une diminution dans le rendement de l'impôt.

Avec cette loi de 1880 nous avons épuisé l'énumération des textes relatifs à l'impôt sur les boissons. Depuis cette époque un nombre incalculable de projets ont été présentés aux Chambres. Tous ont eu le même sort, aucun d'eux n'a été consacré par une loi. Nous allons en examiner les principaux.

Dans sa séance du 29 novembre 1879, la Chambre des députés avait confié à une commission le soin d'examiner la question de la réforme des boissons. Le rapport fut déposé le 2 juin 1881, par M. Pascal Duprat. Ce rapport, qui contenait l'avis de la commission sur la question qui lui était posée, est généralement connu sous le nom de *Projet Pascal Duprat*. Il préconisait la suppression des droits sur les boissons hygiéniques, il maintenait seulement la taxe sur l'alcool qui devait alors fournir le produit des autres droits supprimés, en conséquence il instituait un droit unique de fabrication fixé à 220 fr. et calculé sur la contenance ou la production des ustensiles employés dans l'industrie des alcools ; il prescrivait l'obligation par tout détenteur d'appareils à distiller d'en faire la déclaration ; il proposait l'augmentation des licences et des patentes ; il était muet sur la question des bouilleurs de crû. Le grand reproche adressé à ce projet c'est

que tout en remplaçant les droits existant par une taxe unique sur l'alcool il proclamait la liberté de sa circulation. Il ne fut pas discuté mais il inspira plusieurs propositions conçues dans le même esprit qui furent discutées à la Chambre.

Projet Guyot (Rhône) (1881). — M. Guyot, député du Rhône, proposait la suppression des droits d'entrée et de circulation sur les vins et les cidres, le remaniement des droits de détail, l'augmentation des droits sur l'alcool. Ce projet ne touchait aux bouilleurs de crû qu'en ce qu'il demandait le paiement des droits à la fabrication.

Projet Bisseuil (1882). — Le sénateur de la Charente-Inférieure préconisait le dégrèvement des boissons hygiéniques et offrait, comme taxe de remplacement, l'augmentation des licences et l'établissement d'un impôt direct sur le capital. Défenseur énergique des bouilleurs de crû il ne touchait pas à la législation qui consacre leur privilège.

Projet Ballue (13 janvier 1883). — Ce projet contenait une refonte de tout l'impôt et établissait, à titre de remplacement, un impôt sur le revenu. Il ne touchait pas au privilège des bouilleurs de crû.

Projet César Duval (16 novembre 1885). — Il a pour base le dégrèvement des boissons hygiéniques et propose, comme compensation, l'établissement d'une contribution indirecte égale au produit moyen des droits pendant les 5 derniers exercices et répartie par communes puis, dans chaque commune, entre les mar-

chands de vin. Ce projet s'était inspiré du décret du 8 avril 1815.

Projet Sadi Carnot (16 mars 1886). — Sadi Carnot, alors ministre des finances, demandait la suppression de l'exercice comme ne répondant plus aux idées modernes, l'augmentation des licences des débitants, la transformation des droits de détail et de circulation en un droit général de consommation sur les vins et les cidres, la suppression du droit de détail dans les villes d'une population inférieure à 10.000 habitants ; l'impôt sur l'alcool était porté à 205 fr. l'hectolitre, le privilège des bouilleurs de crû était supprimé ; le vinage était autorisé avec tarif réduit à 37 fr. 50 et abaissement à 12° de la limite d'alcoolisation des vins ; la commission du budget, chargée d'examiner le projet, proposa diverses modifications, notamment le maintien du droit de détail avec tarif modifié, le quadruplement des licences des débitants, le maintien du taux de l'impôt sur l'alcool, le maintien du privilège des bouilleurs de crû. Comme compensation la commission demandait un supplément à l'établissement d'un impôt sur le revenu et à une surtaxe sur les droits de mutation par décès. Plusieurs amendements furent proposés relativement au dégrèvement des boissons hygiéniques, à l'impôt sur l'alcool et au privilège des bouilleurs de crû.

Projet Salis (1886). — Ce projet paraissait a priori très simple ; il supprimait tous les droits sur les boissons hygiéniques et comblait le vide du budget par

une législation progressive et des taxes proportionnelles applicables seulement aux commerçants.

Projet de la commission sénatoriale (1887). — Le Sénat avait nommé, le 23 mars 1886, une commission chargée de faire une enquête sur le régime des boissons tant au point de vue fiscal qu'au point de vue hygiénique. Le rapporteur, M. Claude (des Vosges), concluait, dans son rapport déposé le 7 février 1887, à l'installation d'entreprises de rectification ayant la faculté de délivrer des récépissés négociables des marchandises qu'elles recevraient pour les rectifier. Il proposait, en outre, la réglementation du privilège des bouilleurs de crû, l'interdiction de circulation aux eaux-de-vie et liqueurs reconnues nuisibles à la santé, le contrôle hygiénique des alcools fabriqués, l'augmentation des licences.

Projet Jamais. — Ce projet comportait le dégrèvement complet des boissons hygiéniques, la suppression de l'exercice chez le débitant, l'augmentation de la taxe sur l'alcool, la modification du tarif des licences.

Projet de Monopole. — M. Claude avait songé au monopole de l'alcool, il l'avait indiqué comme le moyen le plus propre à assurer l'innocuité des alcools, mais il avait reculé devant certaines considérations. Le premier projet de monopole est dû à M. Alglave, professeur de science financière à la Faculté de droit de Paris, qui n'a cessé depuis de poursuivre la réalisation de ses idées par la plume et par la parole avec une énergie et un dévouement remarquables. Le mono-

pole dont il est question, plaçait la rectification et la vente des alcools aux mains de l'État ; la fabrication conservait toute sa liberté. C'est le système que nous proposons et qui fera l'objet de la deuxième partie de ce travail.

Projet Yves Guyot (1887). — M. Yves Guyot proposait une réorganisation complète de la législation fiscale des boissons : suppression des taxes et du droit de circulation sur les vins, cidres et poirés ; maintien du statu quo pour les bières ; suppression du privilège des bouilleurs de crû, taxe de fabrication sur l'alcool perçue à l'enlèvement chez le producteur. La commission du budget substitua ce projet à celui de Sadi Carnot et il allait faire l'objet d'une discussion lorsque des circonstances politiques en ajournèrent l'examen.

Projet Tirard (1888). — Au nom du gouvernement, M. Tirard, ministre des Finances, déposa le 12 janvier 1888, un projet de budget rectifié différant complètement de celui de la commission. Il comprenait, en ce qui concerne le régime des boissons, le maintien de la taxe sur l'alcool, la suppression du droit de détail, une taxe unique de consommation sur les vins. Il ne portait aucune atteinte au privilège des bouilleurs de crû.

La discussion générale s'établit le 26 janvier. La Chambre adopta la proposition de M. Yves Guyot relativement à la suppression de privilège des récoltants, elle prit en considération certains articles du projet Tirard, en repoussa d'autres et enfin emprunta certaines parties de divers autres projets ou amende-

ments. L'ensemble ne présentait aucune unité, aucune homogénéité et lorsque l'article 1^{er} fut mis aux voix, la Chambre le repoussa à une grosse majorité. Le vote du budget s'imposait, il fallait à tout prix en hâter la discussion et ainsi la réforme du régime des boissons fut encore ajournée.

La commission extra-parlementaire nommée en vertu du décret du 18 septembre 1887 se réunit le 4 octobre 1887. Elle étudia de près la question de la réforme de l'impôt des boissons et les 31 mai et 21 juin 1888 M. Léon Say présenta un rapport général au nom de cette commission. Il reconnaissait les ravages de l'alcoolisme et, pour le combattre, préconisait la rectification des alcools d'industrie, proscrivait la circulation des boissons présentant un degré d'impureté supérieur à un maximum déterminé par l'administration. Il proposait, de plus, la suppression du privilège des bouilleurs de crû avec franchise de dix litres, la taxation des vins proportionnellement au degré, l'augmentation de l'impôt sur l'alcool tant au point de vue fiscal qu'au point de vue du frein à apporter à l'abus de l'alcool.

Projet Peytral (1888). — M. Peytral, ministre des finances, déposa, au nom du gouvernement, le 30 octobre 1888, un projet qui comprenait la suppression de l'exercice chez le débitant, la suppression du droit d'entrée sur toutes boissons, l'élévation du droit sur l'alcool, la suppression du privilège des bouilleurs de crû avec consommation familiale de dix litres.

Projet Maujan. — Dans un projet de réforme géné-

rale de l'impôt, M. Maujan proposait l'affranchissement des boissons hygiéniques, l'établissement du monopole de rectification de l'alcool. Ce projet arriva malheureusement un peu tard, il ne put être mis en discussion avant la fin de la législature et devint caduc.

Projet Rouvier (1892). — M. Rouvier déposa le 10 mars 1892 un projet demandant l'abolition de l'exercice, une réglementation du privilège des bouilleurs de crû à peu près équivalente à la suppression, l'unification du droit de circulation.

La commission du budget fut défavorable au projet. Le rapport de M. Salis (16 juin 1892) comportait le maintien du privilège. M. Doumer proposa un amendement aux termes duquel les boissons hygiéniques auraient été affranchies de tous les droits perçus au profit de l'Etat. Cet amendement ayant été adopté, un vide important se trouvait creusé dans le budget. Pour parer au déficit, la Chambre adopta le 14 novembre 1892 une proposition Turrel qui contenait, entre autres articles, la suppression du privilège des bouilleurs de crû. La réforme, adoptée par la Chambre, vint au Sénat qui la disjoignit de la loi de finances. Le Sénat ne voulut pas consacrer la suppression du privilège. Le projet fut ainsi voté par le Sénat avec plusieurs modifications ; il revint à la Chambre, mais la fin de la législature en empêcha l'examen.

Projet Burdeau (1894). — La réforme fut reprise par Burdeau, ministre des finances, qui déposa un projet le 17 mars 1894. Le ministère ayant été renversé, Burdeau abandonna son projet avec son portefeuille.

Projet Poincaré (1894). — M. Poincaré, successeur de Burdeau aux finances, déposa avec le projet de budget de 1895 un autre projet de réforme de l'impôt des boissons, le 24 juillet 1894. Burdeau appliquait l'exercice aux bouilleurs de crû, M. Poincaré, au contraire, maintenait le privilège. La commission du budget repoussa le projet de M. Poincaré et adopta la suppression du privilège.

Projet Guillemet (1894). — La même année M. Guillemet, député de la Vendée, proposa la réforme du régime des boissons par l'institution du monopole de rectification de l'alcool.

Projet Fleury-Ravarin (1894). — Dans le but de donner toute garantie à l'hygiène, ce projet proposait la rectification des alcools par des usines privées ; la régie serait chargée de procéder aux analyses et de donner aux rectificateurs l'autorisation de livrer les marchandises.

La commission du budget examina tous les projets qui lui étaient soumis. Le rapport déposé par M. Salis, le 13 novembre 1894, contenait un plan de réforme complet. Le rapporteur concluait à la suppression de l'exercice chez les débitants ; au remplacement des droits de détail et de circulation par une taxe générale de 1 fr. 50 par hectolitre de vin et 0 fr. 80 par hectolitre de cidre ; à la suppression du droit d'entrée dans les villes ne percevant pas l'octroi sur les boissons ; dans les autres villes, à la perception des droits suivant un tableau gradué d'après la population ; à la défense d'établir des taxes d'octroi dans les villes où il n'y

en a pas ; à la défense de surélever celles existantes ; à la réglementation du privilège des bouilleurs de crû ; à l'élévation du droit sur l'alcool à 190 fr.

La discussion fut ouverte à la Chambre le 28 mai 1895. Après l'adoption de quelques modifications, de certains amendements, notamment l'élévation de l'impôt sur l'alcool à 275 fr. le projet de la commission fut voté le 6 juillet 1895. Le 11 juillet il était envoyé au Sénat. Le rapport déposé au nom de la commission du Sénat par M. de Verninac, le 2 mars 1896, faisait ressortir les inconvénients et les dangers d'un dégrèvement intégral des boissons hygiéniques et de la trop grande surélévation du droit sur les spiritueux. En outre il repoussait le vote de principe émis par la Chambre relativement au monopole de l'alcool par l'Etat. Le projet voté par la Chambre fut donc profondément modifié par le Sénat. Il revint de nouveau à la Chambre et fut renvoyé à commission du budget. Au nom de cette commission le rapporteur, M. Salis, concluait, dans son rapport du 23 janvier 1897, à l'adoption du projet voté par le sénat. Mais la Chambre n'en put aborder la discussion avant sa séparation et, comme celui voté en 1893, il devint caduc.

Projet Guillemet (1896). — M. Guillemet, dont le nom se trouve constamment mêlé aux questions financières, déposa le 29 octobre 1896 un nouveau projet de monopole de l'alcool, qui fut renvoyé à une commission spéciale. Le rapporteur, M. Guillemet, concluait au nom de la commission, à l'établissement du monopole de rectification par l'Etat.

Projet Cochery (1897). — En vertu d'un décret du

Président de la République en date du 31 octobre 1896, M. Cochery, ministre des finances, présenta en 1897 un projet sur le contrôle hygiénique et fiscal de l'alcool. Le contrôle était exercé par un comité technique institué au ministère des finances. Le projet a été renvoyé à la commission du monopole.

Depuis une vingtaine d'années un nombre considérable de projets et de combinaisons sur le régime des boissons ont été présentés aux Chambres et, pour des raisons diverses, aucun n'a pu obtenir la consécration législative. Découragé par ces échecs répétés, désespérant de pouvoir jamais faire aboutir un projet complet, le gouvernement a cru devoir émettre la grande réforme, en distraire certaines dispositions essentielles et en solliciter le vote par les chambres. C'est dans cet ordre d'idées que nous avons : la loi du 16 décembre 1897 sur les alcools dénaturés, la déduction, les déchets de fabrication, etc ; la loi du 29 décembre 1897 relative au dégrèvement des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques ; la loi du 13 avril 1898 concernant le régime fiscal des vermouths et des vins de liqueurs ou d'imitation ; la loi de finances de 1899 qui renforce la surveillance de l'administration chez les bouilleurs de profession et qui modifie le régime fiscal des bières ; la loi votée à la Chambre le 27 juin 1899 qui proroge jusqu'au 31 décembre 1900 l'application de la loi du 29 décembre 1897.

Peut-on considérer cet ensemble de lois comme une réforme fiscale des boissons ? Nous ne le pensons pas.

En extrayant du projet général de réforme les dis-

positions principales pour essayer des remaniements et faire le plus souvent des modifications timides dont on recherche en vain les avantages et les progrès, on a brisé, désorganisé la grande et vraie réforme qui menace de rester encore longtemps sans solution, parce que les diverses commissions qui se sont emparées des dispositions pour en faire des lois spéciales, ont absorbé la majeure partie des recettes qui étaient indispensables à une réforme sérieuse et complète pour équilibrer le budget et combler le vide des dégrèvements projetés. La vieille réforme des boissons est complètement désorganisée, un nouveau travail s'impose, une mesure préalable est indispensable, il faut la remettre sur pied avant de songer à la faire accepter.

On continue toujours la réforme par fractionnements en s'attaquant à des points spéciaux du régime des boissons. Tout récemment encore le 27 mars 1899 un projet a été déposé au Sénat par M. Siegfried sur la réglementation des débits de boissons. Ce projet, sur lequel M. Volland a déposé un rapport le 17 mai 1899, apportait des modifications à la loi du 17 juillet 1830 relative à l'ouverture des cabarets. Il substituait le régime de l'autorisation à celui de la liberté ; il confiait aux Préfets le pouvoir d'autoriser ; il réduisait les cabarets à un nombre calculé à raison de 1 pour 300 habitants et, pour arriver à cette proportion, il proposait de n'accorder qu'une autorisation par trois vacances dans chaque canton ; cette proportion atteinte il ne serait plus accordé d'autorisation qu'en remplacement d'un débit existant ; de plus, il conférerait aux

municipalités la faculté de déterminer certaines zones dans lesquelles il ne pourrait être ouvert de cabaret.

Un autre projet a été déposé à la Chambre le 19 juin 1899 par *M. Fleury-Ravarin*. Le député du Rhône revient encore sur le dégrèvement partiel des boissons hygiéniques, et, comme compensation, il propose la réglementation des bouilleurs de crû, l'augmentation de l'impôt sur l'alcool, la transformation du tarif des licences. En outre, il préconise le contrôle hygiénique des alcools par un comité technique institué au ministère des finances.

Enfin, pour terminer, mentionnons le projet déposé par M. Caillaux, ministre actuel des finances, le 14 novembre 1899. Ce projet comporte le dégrèvement partiel des boissons hygiéniques, la suppression de l'exercice, l'élévation à 220 fr. du droit sur l'alcool, l'augmentation des licences et la réglementation des bouilleurs de crû.

Nous en avons terminé avec l'historique du régime des boissons. Nous avons peut-être trop insisté sur un point qui peut paraître d'importance secondaire. Nous pensons, cependant, qu'il n'est pas inutile de bien connaître l'histoire législative du régime fiscal des boissons et l'esprit des réformes proposées, pour arriver à une solution sage et pratique d'un problème si délicat et si complexe.

PREMIÈRE PARTIE

Bouilleurs de Crû.

PRÉLIMINAIRES

Le privilège des bouilleurs de crû n'a pas une origine aussi lointaine que l'impôt des boissons. Du reste cela se comprend puisqu'il ne concerne que l'eau-de-vie qui, nous le savons, n'est devenue matière imposable qu'au dix-septième siècle. Même à cette époque, et pendant longtemps encore, les bouilleurs de crû n'ont joui d'aucune faveur.

L'arrêt du conseil du Roy, rendu le 23 mai 1659, sur la plainte d'un sieur Jacques André, fermier de Normandie, et qui fut le premier texte soumettant l'alcool au paiement d'une taxe, n'établissait aucune différence entre l'industriel et le propriétaire récoltant. Tous les documents législatifs postérieurs, ordonnances, déclarations royales, arrêts du Conseil, décisions administratives, sont muets sur l'idée d'une situation spéciale aux bouilleurs de crû qui, en conséquence,

restent soumis au droit commun. Ce n'est pas cependant sans une résistance opiniâtre qu'ils subissaient l'impôt. Nous en trouvons une preuve dans la lettre du contrôleur général Phelypeaux de Pontchartrain à l'abbesse de Notre-Dame de Soissons. L'abbesse s'était plainte que le sous-fermier des Aydes poursuivait sa communauté pour fabrication d'eau-de-vie, et avait allégué que cette fabrication avait toujours été restreinte aux besoins de l'apothicairerie de la Maison. Le contrôleur général lui fit répondre le 30 avril 1698 qu'il a « donné des ordres pour cesser toutes « poursuites, mais que ce n'est que pour cette fois et « par sa seule considération, car on sait qu'elle en a « vendu; et, du reste, qu'elle n'a aucun droit, même « d'en brusler, quoique pour la consommation de son « couvent (1) ». Voilà certes des paroles qui, cette fois, ne laissent aucun doute sur l'application aux récoltants des règles fiscales de droit commun et qui condamnaient formellement toute idée d'exception à leur égard.

Constatons, en passant, qu'à cette époque déjà les communautés religieuses se montraient rebelles aux lois et tentaient d'échapper au paiement de l'impôt. Elles ne devaient point, dans l'avenir, faillir à leurs principes, ainsi qu'en témoigne notamment la dernière statistique de l'administration de l'enregistrement établissant que du mois d'avril 1896 au mois de novembre 1899, 2088 contraintes ont été rendues néces-

1. De Boislisle, *Correspondance des Contrôleurs généraux des Finances avec les Intendants des provinces* T. 1^{er} p. 480.

saires par l'obstination des congrégations à refuser le paiement de l'impôt.

Ce n'est qu'à partir du commencement du XIX^e siècle que nous voyons se dessiner une distinction entre le bouilleur de crû et le bouilleur de profession ; ce n'est seulement qu'à cette époque qu'apparaissent dans la législation fiscale certaines exceptions en faveur des récoltants. La loi du 24 avril 1806 accorde une première concession aux bouilleurs de crû en réduisant au 1/50 le droit sur leurs ventes au détail et en les dispensant du droit de vente en gros de 1/20 quand ils transportaient leurs eaux-de-vie de leur cellier à leur domicile dans les limites de l'arrondissement. Cette première faveur disparut avec la loi du 25 novembre 1808 qui maintint cependant la franchise du transport mais dans les limites du canton seulement.

Néanmoins le mouvement de faveur ne tarda pas à s'accroître. Le décret du 12 octobre 1812 déclara explicitement, dans son article 8, que « les propriétaires de vignobles qui font convertir les vins de leur récolte en eaux-de-vie ne seront pas assujettis aux exercices des commis ». C'était la consécration pure et simple du privilège des bouilleurs de crû. On peut donc dire que ce n'est seulement qu'en 1812 que la législation applicable aux bouilleurs de crû apparaît comme une véritable exception aux principes généraux. La loi du 28 avril 1816 vint encore confirmer ce régime de faveur tout en y apportant une légère restriction.

Ce régime de liberté presque absolue pour les bouilleurs de crû se prolongea jusqu'à la loi du 2 août 1872.

Nous savons sous l'empire de quelles nécessités fut votée cette loi. Au lendemain de la guerre, le gouvernement avait besoin de sommes considérables pour réparer nos désastres, il fallait demander aux impôts des rendements énormes et tout un système législatif fut combiné pour arrêter la fraude. La loi de 1872 astreignit les bouilleurs de crû à la déclaration et à l'exercice, tout en les dispensant du droit de licence et en leur accordant, à titre de consommation de famille, la franchise d'impôt jusqu'à concurrence de 40 litres d'alcool pur par an. Ce chiffre fut réduit à 20 litres par la loi du 21 mars 1874. A la suite de réclamations nombreuses, la loi du 14 décembre 1875 mit fin à ce régime et rétablit l'état de choses antérieur à loi de 1872. Depuis la loi de 1875 la situation de faveur faite aux bouilleurs de crû n'a reçu aucune restriction malgré les nombreuses attaques de ses adversaires.

Il est curieux de remarquer que l'expression « bouilleur de crû » n'existe dans aucun texte ; elle a été mise en avant dans les rapports de certaines commissions et par les interprètes, pour bien distinguer ceux qui distillent le produit de leur récolte, des bouilleurs de profession qui mettent en œuvre des matières de toute provenance.

La loi de 1816, pas plus que les précédentes, n'avait défini le bouilleur de crû. Ce n'est qu'en 1837 que le gouvernement proposa de qualifier ainsi « les propriétaires distillant les vins, cidres et poirés provenant de leur récolte ». Cette qualité fut même attribuée « aux fermiers et propriétaires distillant les

« marcs et lies ». La loi du 10 août 1839, dans son article 15, ajouta encore à cette énumération « les prunes et les cerises ».

Il est facile, d'après ces textes, de donner du bouilleur de crû une définition précise. On appelle donc bouilleurs de crû « les propriétaires ou fermiers qui distillent les vins, cidres, poirés, marcs, lies, prunes et cerises provenant exclusivement de leurs récoltes ».

Il ressort nettement de cette définition que deux conditions sont nécessaires pour constituer la qualité de bouilleur de crû. Il faut :

1° *Que la distillation porte sur des matières comprises dans l'énumération de la loi.* — Cette énumération, en effet, est absolument limitative et non pas seulement énonciative ; nous en trouvons la preuve dans l'obligation de recourir à la voie législative chaque fois qu'on a voulu en élargir le champ. Donc, le propriétaire qui voudrait extraire l'alcool de betteraves, de pommes de terre, par exemple, même provenant de sa récolte, ne serait pas un bouilleur de crû et ne saurait prétendre à la situation de faveur que la loi fait à ce dernier. Il faut absolument que les matières mises en œuvre soient des vins, cidres, poirés, marcs, lies, prunes ou cerises et encore cela ne suffit-il pas ; il faut, en outre, la réalisation de la seconde condition à laquelle nous arrivons maintenant.

2° *Que les matières soumises à la distillation proviennent de la récolte.* — Cette condition est absolument de rigueur. Le propriétaire qui achèterait des vins, cidres, poirés..... pour les distiller, serait consi-

déré comme un bouilleur de profession et, comme tel, soumis au droit commun. Il a même été jugé que le propriétaire qui ajouterait à sa récolte en vins, cidres, poirés.... des matières semblables, mais provenant d'achat, pour les distiller ensemble, perdrait la qualité de bouilleur de crû et serait considéré comme bouilleur de profession. Du reste, cette manière de voir découle directement de la loi du 14 décembre 1875 qui, dans son article unique, parle de matières « provenant *exclusivement* de la récolte... »

Il résulte de ces explications que la qualité de propriétaire (ou de fermier) est nécessaire pour constituer celle de bouilleur de crû, mais qu'elle n'est pas suffisante. En effet, tout bouilleur de cru doit être propriétaire (ou fermier), mais tout propriétaire n'est pas forcément bouilleur de crû.

Nous avons fait connaître ce qu'il faut entendre par bouilleur de crû, nous avons indiqué les éléments constitutifs de cette qualité, il nous reste encore à montrer en quoi la situation du bouilleur de crû est différente de celle du bouilleur de profession, comment cette situation exceptionnelle est avantageuse, en un mot examiner quelles sont les immunités dont jouit le propriétaire récoltant.

Aux termes de la loi du 14 février 1875 « les propriétaires qui distillent.... sont dispensés de toute déclaration préalable et sont affranchis de l'exercice ».

La situation exceptionnelle du bouilleur de crû consiste donc en ce qu'il est dispensé de la déclaration préalable qui est imposée à tout bouilleur ou distillateur

de profession, avant la mise en œuvre des matières destinées à la distillation. Le bouilleur de crû peut donc commencer ses opérations quand bon lui semble, les interrompre, les reprendre à son gré. Bien plus, ses opérations terminées, il n'est obligé de rendre compte à qui que ce soit du résultat, il n'a pas à craindre les visites des employés de la régie. C'est là ce que la loi appelle l'affranchissement de l'exercice.

Ces deux avantages exceptionnels ne sont pas les seuls dont jouit le bouilleur de crû. S'il veut vendre en gros le produit de sa distillation, il est exempt du droit de licence (circulaire n° 6 du 14 décembre 1824).

N'ayant aucune déclaration à faire tant avant qu'après sa distillation, le bouilleur de crû reste maître absolu de ses eaux-de-vie, la régie n'en connaît ni le volume ni le degré, elle ne peut donc intervenir dans les opérations concernant une matière dont elle ignore jusqu'à l'existence. Le bouilleur de crû peut donc consommer ses eaux-de-vie sans acquitter le droit de consommation qui est cependant d'une application générale.

Voilà les exemptions qui sont attachées à la qualité de bouilleur de crû et qu'on est convenu d'appeler les immunités des bouilleurs de crû. Ainsi, le propriétaire qui voudrait vendre au détail le produit de la distillation de ses récoltes ne jouirait plus d'aucune faveur ; il devrait acquitter le droit de consommation avec la réduction de 3 0/0 accordée aux débitants par l'article 66 de la loi de 1816.

Encore est-il indispensable d'ajouter que cette situation de faveur faite au bouilleur de crû ne lui est acquise que dans le local de sa brûlerie. S'il transporte ses eaux-de-vie d'un cellier dans un autre, il ne jouit pas de franchise : ou bien le droit de consommation doit être payé, ou bien le bouilleur de crû doit prendre l'engagement de se soumettre à l'exercice qui, du reste, ne portera que sur les quantités déplacées. De même, le bouilleur de crû n'est pas exempt du droit d'entrée (art. 36, loi de 1816). S'il habite une ville sujette au droit d'entrée, il doit acquitter ce droit pour ses vins ou ses vendanges, soit à l'introduction soit à la fabrication. Le paiement, suivant qu'il est fait à l'introduction ou à la distillation, produit des conséquences différentes. Dans le premier cas, le bouilleur de crû est absolument libre, il peut faire de ses récoltes ce que bon lui semble sans entrer en rapport avec la régie. Dans le second cas, au contraire, il doit faire une déclaration de distillation douze heures à l'avance. Un arrêt de la Cour de cassation du 15 juillet 1843 décide que « l'affranchissement de toute formalité s'étend à la distillation des « marcs et lies provenant de vendanges et fruits atteints « par le droit d'entrée lors de l'introduction » (1).

Cette jurisprudence ne saurait avoir une bien grande portée pratique, étant donné que presque tous les bouilleurs de crû habitent la campagne ou des villes peu importantes non soumises au droit d'entrée.

1. S. 43. 1. 905.

En résumé, les bouilleurs de crû, propriétaires ou fermiers, sont maîtres chez eux, soit comme producteurs, soit comme fabricants, soit comme consommateurs de leurs propres produits. Ils ne se trouvent donc en contact avec la régie que comme consommateurs en dehors du lieu de production ou comme vendeurs. Ils jouissent ainsi de nombreux avantages que la loi refuse aux bouilleurs de profession et aux distillateurs. L'ensemble de ces immunités : exemption du droit de consommation, du droit de licence, de l'obligation de fournir caution et des diverses formalités prescrites par le chap. VI de la loi de 1816 (déclaration de fabrication, des vaisseaux en usage dans l'établissement, exercice, prise en charge), constitue ce que, dans le langage courant, on appelle le privilège des bouilleurs de crû.

C'est cette situation exceptionnelle des bouilleurs de crû que maintenant nous allons examiner. Nous passerons en revue les critiques des adversaires du privilège, nous indiquerons quels arguments on peut leur opposer et, dans quatre chapitres, nous discuterons la question de savoir si la suppression de ce privilège serait juste, politique, nécessaire et efficace.

CHAPITRE I

La suppression du privilège serait-elle juste ?

Les adversaires du privilège qui ont tant crié à l'injustice, qui luttent depuis longtemps pour sa suppression, qui n'ont jamais négligé une occasion de décocher leurs traits aux bouilleurs de crû, ne manquent pas de prétendre qu'ils poursuivent une œuvre de justice.

Les reproches qu'ils adressent à la situation des bouilleurs de crû sont fort nombreux. Nous en négligerons volontairement un certain nombre, les uns parce qu'ils sont sans importance et sans portée, les autres parce qu'ils tombent d'eux-mêmes, tant l'argumentation en est faible et la base fragile. Nous n'en retiendrons que quatre qui semblent plus sérieux que les autres et que nous allons successivement faire entrer en discussion. On a soutenu que la situation des bouilleurs de crû constitue un *privilège*, qu'elle crée une *inégalité fiscale*, qu'elle est la cause d'une *fraude considérable*, qu'elle contribue à propager *l'alcoolisme*.

§ I. — Caractère de la situation des bouilleurs de crû.

Les adversaires des bouilleurs de crû soutiennent que la situation qui est faite à ces derniers par la loi constitue au premier chef un privilège monstrueux, une exception inique. Les partisans répondent que la liberté accordée au propriétaire récoltant de transformer, chez lui, ses récoltes comme il l'entend n'est, en réalité, qu'un droit, qu'une conséquence naturelle et logique du droit de propriété. La question s'est posée depuis la naissance même des bouilleurs de crû et les débats, ouverts depuis bientôt un siècle, ne paraissent pas près de se clore. Rien d'étonnant, puisque, dans les deux camps, c'est une résolution systématiquement arrêtée de soutenir sa thèse jusqu'au bout quoi qu'il arrive.

Le bouilleur de crû jouit-il d'un privilège, ou, au contraire, exerce-t-il un droit ? Voilà toute la question.

Il est permis d'hésiter sur ce point. Les deux opinions ont été brillamment soutenues. Les partisans des bouilleurs de crû, au nombre desquels nous nous rangeons, prétendent que la liberté laissée aux bouilleurs de crû, au récoltant, de faire ce qu'il veut de sa récolte, est un droit incontestable, un droit absolu et non un privilège ; que c'est le plus naturel et le plus légitime des droits, le plus indiscutable parce qu'il est le corollaire du droit de propriété. Le cultivateur, disent-ils, a le droit de convertir ses raisins en vin, son blé en farine, ses pommes en cidre, pourquoi ne pourrait-il

pas transformer son vin et son cidre en alcool sans avoir à subir aucun contrôle ? Pourquoi, cet alcool obtenu, ne pourrait-il pas le consommer, comme il fait de sa farine, sans avoir à payer un droit ? Cependant ce sont des récoltes au même titre, des produits qu'il a obtenus par son travail, dans des champs qui sont sa propriété exclusive ? Comment admettre que le propriétaire n'ait pas le droit de manipuler comme bon lui semble les récoltes de son champ, comment lui contester le droit imprescriptible de tirer parti des produits naturels de ses terres ? Ce n'est que l'exercice pur et simple du droit de propriété. Or, le droit de propriété c'est le droit d'user et même d'abuser de sa chose. Il n'y a qu'une limite, qu'une restriction à l'exercice de ce droit, c'est de ne pas porter atteinte au droit d'autrui. Il faut évidemment comprendre dans le droit d'autrui le droit du fisc. Mais le droit du fisc où commence-t-il ? Où naît-il ? Il prend naissance quand la matière frappée passe dans le commerce, quand elle entre en circulation. Jusqu'au moment où le propriétaire livre son produit au public il n'y a pas de droit pour le fisc, il ne saurait donc y avoir aucune atteinte et, par suite, jusqu'à ce moment, le récoltant est absolument libre chez lui. Il ne doit compte à l'Etat que lorsque le produit entre dans le commerce. Voilà le vrai principe, le seul juste et le seul acceptable. En l'admettant, nos lois fiscales n'ont fait que consacrer une situation normale et de droit commun.

Ce raisonnement très séduisant, très spécieux a priori, ne peut soutenir la discussion. Nous ne pensons

pas que ce soit là précisément la doctrine qui doit être adoptée. Nous ne saurions souscrire à cette manière de voir des partisans du privilège et cependant nous arriverons, par d'autres moyens, à la même conclusion. Ils commencent par une petite confusion qu'il importe de dissiper. Par défaut d'analyse, ils ont envisagé dans son ensemble, comme une opération simple, la situation des bouilleurs de crû. Or, elle est complexe et il est facile de discerner deux phases distinctes : la transformation de la récolte et la consommation du produit obtenu. En ce qui concerne la première opération, il nous paraît difficile de contester le droit du propriétaire. Du reste, ce qui fait l'objet de toutes les critiques, ce n'est point cette transformation, c'est la consommation qui lui succède. Quant à la seconde, il nous paraît difficile, du moins dans l'état actuel de notre législation, de lui accorder le caractère d'un droit. Le droit de propriété c'est bien, comme on l'a dit, le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements (art. 544 c. c.) Le droit de propriété n'est donc pas un droit absolu, illimité : toutes les fois qu'une loi vient interdire ou imposer un acte il reçoit une restriction. Tous les impôts sont autant de limitations ; le droit du propriétaire a pour concurrent celui du fisc ; le premier doit céder le pas ; il ne peut s'exercer qu'à condition de ne pas empiéter sur le second. D'une manière générale, quand peut-on dire que le droit du fisc prend naissance ? Il commence

toutes les fois que la matière imposable apparaît, toutes les fois que l'acte soumis à l'impôt est accompli. Il y a des taxes qui sont établies en considération de la personne, des actes qu'elle fait, et d'autres qui ne frappent que certaines matières. Le cultivateur peut librement consommer sa farine, son pain, sa viande, sans acquitter l'impôt parce que ces denrées ne sont soumises à aucun droit. Pour l'alcool, il n'en est plus de même, la loi le frappant d'un droit général de consommation. Or, s'il est un principe fiscal qui soit universellement admis et qui ait été appliqué dans la mesure la plus large dans tous les temps et dans tous les pays, c'est que les taxes de consommation doivent être générales. Elles frappent les denrées indépendamment de leur provenance et de leur mode de production. Qu'elles soient consommées sur place par celui qui les a produites ou qu'elles entrent, de n'importe quelle manière, dans la consommation de celui qui les achète, l'impôt n'en est pas moins dû. On parle de droit de propriété, mais celui qui achète valablement des objets est-il moins propriétaire que celui qui récolte ces mêmes objets et qui en devient propriétaire parce que l'instrument de production est sa chose ? Le vigneron qui transforme en eau-de-vie le vin qu'il a récolté a-t-il un droit plus respectable que le commerçant qui achète son vin pour le distiller ? Tous les deux ne sont-ils pas propriétaires du produit de leur travail ? Leurs droits, pour avoir des origines différentes, n'ont-ils pas la même qualité ? Pourquoi donc produiraient-ils des conséquences différentes ?

Dire que le droit du fisc ne prend naissance qu'au moment où les matières entrent en circulation, sont livrées au commerce, c'est commettre une erreur grave. C'est, en effet, méconnaître complètement le caractère de l'impôt de consommation. Peu importe que l'alcool soit consommé par un acheteur, un producteur ou un récoltant ! La taxe de consommation frappe la matière d'une façon absolue, abstraction faite de la qualité, de la situation du consommateur. Son nom même indique qu'il ne s'agit ni d'un impôt sur le commerce, ni d'un droit sur la vente, ni d'une taxe sur la circulation, c'est comme une sorte de prélèvement qui se fait au profit de l'Etat sur ce qui se consomme.

En reprenant notre distinction de tout à l'heure, nous dirons donc que la liberté de transformation dont jouit un propriétaire à l'égard des produits de son fonds n'est que l'exercice pur et simple d'un droit incontestable. Si le fisc s'immisce dans la distillation c'est parce que, pour assurer l'application régulière de l'impôt, il est obligé d'exercer un certain contrôle sur la production de manière à mieux saisir la consommation. Mais en ce qui concerne la seconde opération, celle qui constitue véritablement la situation favorable du bouilleur de crû, la consommation en franchise de l'alcool produit, nous sommes d'avis qu'elle ne répond pas à l'idée d'un droit. L'impôt de consommation, avec sa conséquence obligatoire, l'intervention de l'Etat dans les opérations de distillation, est actuellement la règle générale en France, le droit com-

mun en matière d'alcool, comme l'établissement des servitudes légales forme le droit commun de la propriété foncière. Toute personne, quelle qu'elle soit, quelle que soit sa situation ou sa qualité, qui peut, sous la protection de la loi, consommer de l'alcool en franchise, l'eût-elle produit elle-même avec ses propres récoltes, jouit d'une faveur, bénéficie d'une exception.

La situation des bouilleurs de crû constitue donc, à notre avis, un privilège et non un droit.

Privilège! soit, mais cela suffit-il pour faire condamner immédiatement et sans plus ample examen la situation des bouilleurs de crû? Nos adversaires prétendent qu'elle constitue un privilège, nous admettons qu'ils ont raison, nous le tenons pour avéré, mais, au moins, cette allégation, pour employer une expression de procédure, est-elle pertinente? Nous ne le pensons pas. Cette seule considération, à savoir que la situation fiscale des bouilleurs de crû constitue une exception au principe de la généralité d'application du droit de consommation, n'est pas suffisante pour qu'on puisse ipso facto la supprimer. Il faut s'entendre, en effet, sur le sens exact du mot privilège. Nous n'ignorons pas que ce mot sonne mal, qu'il évoque des souvenirs plutôt pénibles, que, par une association d'idées facile à comprendre, il nous reporte à une époque de notre histoire où l'égalité des citoyens n'était pas précisément la base de notre état social. On s'expliquerait presque alors ces exagérations de langage et ces expressions sévères qui forment comme les clichés invariables des discours politiques sur cette matière.

« Est-il possible de nier, disait M. Salis, que le privilège des bouilleurs de crû ne constitue une exception vraiment monstrueuse vis-à-vis des principes d'égalité qui dominent notre régime fiscal. » (Rapp. 13 novembre 1894) (1).

Il est vrai qu'il ne faut pas trop s'attacher à ces appréciations sur la sincérité desquelles il est permis d'avoir des doutes, puisque M. Salis lui-même, deux ans auparavant, qualifiait les immunités des bouilleurs de crû de « droit naturel et indiscutable » (Rapport du 16 juin 1892) (2). M. Dupuy, dans un grand banquet tenu au Puy au mois d'août 1894, poussait encore plus loin l'exagération dans un rapprochement sur lequel nous croyons inutile d'insister. « J'espère », disait-il, « qu'un jour les bouilleurs de crû, qui ont entravé la réforme de l'impôt des boissons, apporteront sur l'autel de la patrie, dans une nouvelle nuit du 4 août, le sacrifice de leur exorbitant privilège » (3). Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un député soigneux de ses intérêts parlant au milieu d'électeurs nettement hostiles au maintien du privilège. Néanmoins, cette comparaison peint admirablement l'état d'esprit de nos adversaires.

La situation du bouilleur de crû constitue un privilège, donc il faut la faire disparaître. Voilà le raisonnement qu'on nous oppose. Mais il y a privilège et

1. *Loc. cit.*

2. *J. O. Ch. Doc. parl.*, 1892, p. 669 et suiv.

3. Rapp. Salis, 1894. *Loc. cit.*

priviège. La Révolution a fait disparaître la chose (du moins on le prétend), mais la langue française a conservé le mot. Si, au point de vue des principes purs de justice et d'égalité, il serait à désirer que toute trace d'exception disparût, ce serait se mettre en opposition avec toute idée d'application pratique que d'en poursuivre la réalisation absolue. Il est d'excellents principes, très séduisants en théorie, qui, mis en pratique, ne donnent rien de bon, quand on en veut tirer toutes les conséquences. En vérité, il semblerait, à entendre nos adversaires, que la situation du bouilleur de crû fût unique, qu'il n'y eût de priviège nulle part ! Mais ils foisonnent dans notre état social et dans notre législation ! A chaque pas nous en rencontrons sous les formes les plus variées ! chaque jour nous entendons parler de monopole, de priviège ! Avons-nous besoin de les rappeler ? La loi du 28 juillet 1884 n'a-t-elle pas accordé aux départements du Nord une protection exceptionnelle en vue de favoriser la grande industrie nationale qui a fait leur richesse ? Il est pourtant évident que si elle avait pour but de favoriser une grande industrie nationale, elle devait principalement profiter à une région déterminée du sol français. Cette faveur a coûté environ trente millions au Trésor dès la première année. Les armateurs et les constructeurs de navires encaissent tous les ans dix millions que le Trésor fournit à la marine marchande. Les mesures législatives promulguées pour combattre la mévente des vins n'ont-elles rien coûté au pays ? Le Trésor ne s'est-il pas imposé un lourd sacrifice en accordant la

réduction du droit sur l'alcool et sur le sucre destinés au vinage et au sucrage des vins ? La loi du 2 août 1872 fixait la taxe de l'alcool dénaturé à 37 fr. 50 par hectolitre, celle du 16 décembre 1897 l'abaisse à 3 fr., pendant que le consommateur ordinaire supporte un droit de 156 fr. 25. N'existe-t-il pas des zones pour la vente des tabacs ? La loi du 9 avril 1898 ne concède-t-elle pas des primes à la culture du chanvre et du lin ? La loi du 2 avril 1899 n'accorde-t-elle pas des encouragements à la sériciculture et à la filature de soie ? Enfin, ne connaissons-nous pas le privilège des agents de change, des avoués, de la Banque de France, et bien d'autres encore que nous omettons ?

Comme on le voit la situation des bouilleurs de crû est loin d'être un fait isolé. Le Trésor s'est souvent imposé de lourds sacrifices pour venir en aide à des régions déterminées ou à des catégories d'habitants. Qu'est-ce donc que toutes ces primes, ces encouragements, ces subventions, sinon des privilèges ? Privilèges, privilégiés, nous nous garderons bien de les attaquer, puisque c'est l'intérêt public, la garantie des citoyens, qui veut qu'il en soit ainsi ; nous nous bornons à constater qu'ils existent. Le privilège des bouilleurs de crû n'est pas plus odieux, plus exorbitant, plus monstrueux que les autres. Il est de la même essence et il se justifie par les mêmes raisons. Il ne ressemble en rien aux privilèges de l'ancien régime ; il est accessible à tous, il suffit d'avoir quelques arpents de vignes ou quelques pommiers et une chaudière dans un coin de sa ferme pour être un bouilleur de crû et

jouir de tous les avantages attachés à cette qualité. Il ne s'agit plus de ces dispenses, de ces exemptions, de ces privilèges d'autrefois attachés à certaines classes, à certaines castes de la société auxquelles le hasard de la naissance ou de la fortune seul donnait accès. Ces privilèges ne reposaient que sur une idée fausse, une conception vicieuse de l'état social. Celui des bouilleurs de crû a une base plus solide et un but plus noble. C'est une simple exception à la loi, exception qui peut se restreindre ou s'étendre selon la volonté des gens. C'est une prime à la viticulture donnée sous une forme spéciale, sous une forme qu'on peut appeler négative; au lieu d'accorder des subventions, le Trésor néglige de percevoir l'impôt. Ce n'est autre chose qu'une tolérance volontaire de gouvernement sagement prévoyant, que la constitution d'avantages spéciaux en faveur de l'agriculture. C'est un encouragement à la production agricole. Tous les privilèges qui sont créés dans un but d'intérêt général se justifient. Quand une industrie nationale est menacée, il est du devoir du gouvernement de venir à son secours, de la protéger par des moyens quelconques. On l'a fait pour bien des commerces et des industries; pourquoi ne continuerait-on pas à l'agriculture en général et à la viticulture en particulier la protection qu'on s'efforce depuis plusieurs années de lui accorder? Un pareil régime en faveur d'une de nos productions nationales les plus atteintes ne nous paraît en rien contraire aux idées de justice et d'égalité.

2. — Le privilège des bouilleurs de crû constitue-t-il une véritable inégalité ?

C'est encore au nom de l'égalité des citoyens devant l'impôt qu'on est venu combattre le privilège des bouilleurs de crû. Pourquoi, dit-on, l'ouvrier qui va prendre son petit verre au cabaret est-il obligé de supporter la taxe de consommation, tandis que le propriétaire peut consommer librement chez lui tout l'alcool qu'il a distillé ? On ne comprend pas comment une classe de la population peut être ainsi arbitrairement exonérée de l'impôt pour en reporter tout le fardeau sur les autres.

En matière fiscale, plus encore qu'en tout autre, il ne faut pas se contenter d'un examen superficiel, il faut voir de plus près. Si nous allons au fond des choses nous trouvons de sérieuses raisons qui s'opposaient à ce que le législateur assimilât le bouilleur de crû aux distillateurs. Il est un principe fondamental en matière fiscale, c'est que les contributions indirectes doivent être réparties de telle sorte qu'elles soient véritablement une taxe sur la consommation. En effet, si l'impôt atteignait spécialement le fabricant ou le producteur, il deviendrait un impôt direct prélevé sur les fabriques, appauvrirait les producteurs d'autant et nuirait au développement de l'industrie et du commerce.

Si on frappait d'une taxe l'alcool produit par les bouilleurs de crû, qu'arriverait-il ? L'impôt viendrait frapper le produit dans les mains mêmes du producteur, il deviendrait un véritable impôt foncier qui s'a-

jouterait à celui déjà payé par la terre, il deviendrait une nouvelle charge imposée aux biens fonds et, sous ce double point de vue, il serait dénaturé, il n'aurait d'indirect que le nom car, en réalité, il ne produirait pas l'effet que la loi s'est proposé. Il faut, en outre, que la perception de l'impôt indirect ne cause aucune perte de temps, aucune entrave au producteur, autrement elle devient un obstacle assidu au perfectionnement, elle étouffe à son berceau la matière imposable et il en résulte pour le fisc et le commerce des pertes considérables. Supposons qu'on assujettisse le propriétaire récoltant à l'observation des mêmes formalités que les distillateurs et bouilleurs de profession : qu'arrivera-t-il ? Tracassé jusque chez lui, interrompu dans ses occupations, obligé de supporter les vexations et les inquisitions des fréquentes visites domiciliaires, le bouilleur de crû ne tarderait pas à abandonner la production de l'alcool et même la culture de la vigne pour d'autres travaux qui, s'ils sont peut-être moins rémunérateurs laissent en tout cas, plus de tranquillité et de sécurité.

On comprend ainsi pourquoi le législateur a pu faire une exception en faveur des bouilleurs de crû.

Du reste, ne sommes-nous pas obligé de convenir que l'inégalité que signalent nos adversaires est plus apparente que réelle ? Le bouilleur de crû peut, il est vrai, consommer librement son alcool chez lui, mais n'a-t-il pas déjà acquitté l'impôt foncier sur sa terre ? n'a-t-il pas payé, pour l'obtenir, le prix de sa ferme s'il est fermier, ou le salaire de ses ouvriers s'il est propriétaire ? n'a-t-il pas eu contre lui toutes les

intempéries des saisons ? N'a-t-il pas vu parfois disparaître sa récolte au moment même où il allait la recueillir ? Celui qui boit l'alcool au cabaret n'a rien payé de tous ces frais, n'a pas couru les risques de voir s'engloutir un capital engagé ; il n'a pas été en proie à tous ces ennuis, à toutes ces craintes qui tourmentent presque continuellement le vigneron. De quel côté, après tout, est l'avantage, où se trouve l'inégalité ?

Prenons maintenant deux propriétaires possédant chacun un champ exactement de même revenu cadastral. L'un est cultivé en vigne et l'autre, par exemple, en céréales. Les revenus étant égaux, par hypothèse, les deux propriétaires auront à payer le même impôt foncier. Supposons qu'au lieu de vendre son vin, soit par suite de mévente, soit pour toute autre cause, le vigneron le transforme en alcool. Toujours par hypothèse, nos propriétaires auront encore le même revenu, mais sous des formes différentes : l'un en céréales, l'autre en eau-de-vie. Le premier peut vendre ses grains comme bon lui semble, sans gêne, sans entrave, sans acquitter la moindre taxe ; si vous soumettez le second au paiement d'un impôt vous le troublez dans ses manipulations et, point très important, vous diminuez son revenu supposé, à raison et en proportion duquel il a été imposé, d'une somme égale au montant de l'impôt que vous lui ferez supporter. D'où, déduction facile, mauvaise répartition de l'impôt, trouble et injustice pour un genre de richesses, atteinte à une source de la prospérité publique. Que se sera-t-il passé ? Dans leur ardent désir de corriger une prétendue

erreur, de faire disparaître une faveur apparente, nos adversaires auront créé une inégalité véritable, réelle.

L'inégalité, nous dit-on encore, ne se rencontre pas seulement entre bouilleurs de crû et bouilleurs de profession, elle existe aussi entre propriétaires. Il y a inégalité entre celui qui récolte du vin ou du cidre et celui qui récolte des betteraves ou des grains. Deux propriétaires possèdent deux champs contigus, l'un a planté de la vigne, l'autre cultive des betteraves; le premier pourra transformer sa récolte en eau-de-vie qu'il sera libre de consommer même sans acquitter d'impôt, sans avoir à supporter l'exercice; le second, au contraire, devra se soumettre aux visites domiciliaires, pour extraire l'alcool de ses betteraves et, son opération terminée, s'il veut consommer au sein de sa famille le produit de son travail, il devra acquitter un impôt de 1 fr. 56 par litre d'alcool. Pourquoi cette différence que rien ne paraît justifier ? Voilà encore ce que nos adversaires nous objectent.

Encore une fois, et nous ne saurions trop le répéter, nous n'avons pas la prétention de soutenir que le bouilleur de crû exerce un droit, nous avons même démontré que sa situation constitue une exception. Mais nous avons vu que cette exception se justifie, s'explique par des raisons d'intérêt général, par une idée de protection accordée à une production nationale. Aussi, quand nos adversaires nous signalent des injustices, quand ils placent en regard des bouilleurs de crû une classe de la population qu'ils jugent moins bien partagée, nous ne pouvons que leur répondre : examinons sa

situation, voyons si elle est digne des mêmes faveurs que celle des bouilleurs de crû. Reprenons l'exemple de tout à l'heure, la comparaison entre le propriétaire de betteraves et le propriétaire de vignes. La production de l'alcool de betteraves constitue-t-elle une industrie nationale? L'alcool obtenu en France par la distillation des betteraves est-il un alcool *sui generis*, a-t-il des qualités particulières, se distingue-t-il de l'alcool anglais ou allemand? Nous ne le pensons pas. Si la France n'avait pas ses Cognacs, ses armagnacs, ses fines champagnes, son exportation en alcool tomberait considérablement. Dans tous les pays on peut cultiver la betterave et obtenir, par la distillation, le même produit. La vigne, au contraire, demande un terrain spécial, un climat particulier; nos vins ont toujours donné des eaux-de-vie dont l'étranger se montre jaloux et tente vainement l'imitation. La culture de la vigne est donc une spécialité de notre pays et nos eaux-de-vie constituent vraiment une production nationale. On ne voit donc pas, actuellement du moins, pourquoi on favoriserait la culture de la betterave plutôt que celle des autres denrées; tandis qu'on comprend très bien l'intérêt d'un pays d'encourager et de favoriser une production que le monde entier envie, que les marchés étrangers se disputent et qui constitue l'une des sources de la prospérité publique.

Du reste, pourquoi le producteur de betteraves solliciterait-il des pouvoirs publics la même faveur que le bouilleur de crû? Pour consommer en franchise, lui aussi, le produit de la distillation de ses betteraves?

Nous ne le pensons pas, car personne n'a jamais eu l'idée d'employer comme boisson de famille un tel breuvage. L'alcool de betterave sorti de l'alambic du propriétaire ne serait qu'un flegme impur qui aurait besoin d'être rectifié pour être livré à la consommation. Le bouilleur de crû, au contraire, fournit des eaux-de-vie d'une haute qualité, des produits complets qui peuvent immédiatement entrer dans la consommation sans subir une autre opération. On ne comprend donc pas pourquoi nos adversaires persistent à assimiler deux situations qui sont absolument différentes.

Nous avons dit que le législateur a le devoir de protéger toute production nationale qui est menacée. Il est à peine besoin d'ajouter que cette protection ne doit pas tourner contre le Trésor, qu'elle ne doit pas lui imposer des sacrifices au-dessus de ses moyens; en un mot il ne doit pas donner à cette production une liberté telle qu'elle puisse facilement se soustraire aux obligations que la loi lui impose.

Le bouilleur de crû a le droit de distiller tout le vin qu'il a récolté, qu'elle qu'en soit la quantité; mais il ne peut mettre en œuvre des matières étrangères à sa récolte sans sortir de la faveur que le législateur lui accorde. S'il ne se conformait pas aux prescriptions de la loi, les employés de la régie sauraient les lui rappeler par un procès-verbal, car l'administration n'a pas perdu son droit de contrôle. Le vin et le cidre étant soumis au droit de circulation, la régie a la possibilité de suivre le vin qui se déplace. Les betteraves, au contraire, ne sont assujetties à aucun droit; le bouilleur

qui en mettrait en œuvre pourrait acheter toutes les quantités qu'il lui plairait et en extraire l'alcool sans avoir à craindre la régie, puisqu'elle n'aurait aucun moyen de contrôle, pas même le droit d'arrêter un chargement de betteraves arrivant à la brûlerie et en demander la provenance.

Dans ces conditions, autoriser la distillation des betteraves, même chez le récoltant, en dehors de l'exercice de la régie, ce serait enlever toute efficacité à la loi qui établit le droit général de consommation, ce serait dépouiller le fisc de la majeure partie des recettes sur lesquelles il peut et doit compter.

Nous n'oublions point qu'on a fait le même reproche aux bouilleurs de crû, qu'on les accuse de soustraire au Trésor des sommes importantes. Nous répondrons provisoirement (la question de la fraude fait l'objet du paragraphe suivant) que l'administration des contributions indirectes possède toutes les armes, tous les moyens nécessaires pour réprimer cette fraude et qu'on ne saurait rendre les bouilleurs de crû responsables de l'inertie ou de la tolérance de la régie.

Nous en avons fini avec cette question d'inégalité devant l'impôt. Nous avons montré que cette situation de faveur qui se justifie par de si bonnes raisons d'intérêt public serait inapplicable à la plupart des cas qu'on met en comparaison. Voilà la fameuse inégalité qu'on nous reproche à chaque instant. Nous pensons en avoir fait justice et nous passons à une question autrement importante, celle de la fraude.

§ 3. — Le privilège des bouilleurs de crû est-il une cause de fraude ?

Jusqu'ici nous n'avons examiné que des questions de principes, nous allons maintenant aborder une nouvelle phase, nous allons entrer dans le domaine de la pratique. A quoi serviraient, en effet, toutes les discussions purement théoriques, si elles ne devaient avoir aucune portée pratique ? que seraient tous ces beaux principes que chaque jour nous entendons revendiquer si leur application n'offrait aucun intérêt ? Qu'importeraient, après tout, à nos adversaires, le privilège et l'inégalité qu'ils nous reprochent, si, dans leur esprit, ce privilège et cette inégalité n'avaient, dans la pratique, aucune conséquence fâcheuse ? On n'a pas oublié cette idée que nous avons émise au commencement de ce travail à savoir que la plupart des réformateurs n'avaient en vue que le coté fiscal et se proposaient seulement de faire entrer dans les caisses du Trésor des sommes plus importantes en réprimant la fraude.

Le raisonnement de nos adversaires est fort simple : la fraude empêche la rentrée des impôts ; or, la fraude est commise par les bouilleurs de crû grâce à leur privilège, donc il faut supprimer ce privilège. Si la question de fraude n'était venue se poser, il ne serait entré dans l'esprit de personne d'attaquer les bouilleurs de crû. La fraude sur l'alcool est, en effet, le véritable nœud de cette grave et importante question de la réforme du régime des boissons.

Les bouilleurs de crû sont des fraudeurs, soutiennent nos adversaires. Quand ils ont dit cela, il semble que la discussion doive être close et que le procès soit jugé ! Mais, avant de juger, il faut instruire ; avant de condamner, il faut avoir des preuves certaines de l'accusation. La fraude, nous dit-on, est commise par les bouilleurs de crû de mille façons ; tous les moyens leur sont bons et leur sont ouverts grâce à leur privilège ; ils peuvent s'ingénier à frustrer le Trésor, puisqu'ils ne sont l'objet d'aucune surveillance. Il serait donc difficile de préciser comment les bouilleurs de crû peuvent échapper à l'impôt.

Voilà une argumentation qui ne laisse pas que d'être très vague et il paraît difficile de répondre à une accusation aussi peu précise. Néanmoins, si nous analysons les diverses discussions qui se sont produites sur notre sujet, tant aux Chambres que dans les commissions, les syndicats et les conférences de toutes sortes, nous voyons qu'un certain nombre de moyens de fraude ont été constamment et particulièrement mis sur le compte des bouilleurs de crû. Nous avons pensé que la meilleure façon de confondre nos adversaires serait de passer en revue ces divers types de fraude et de montrer qu'il est difficile sinon impossible aux bouilleurs de crû de les utiliser.

I. — *Le bouilleur de crû met en œuvre d'autres produits que ceux de sa récolte.*

Une telle opération est-elle possible ? En fait, elle

peut se produire, mais légalement elle est impossible. Le vin est soumis à une taxe de circulation, la régie a donc le droit d'intervenir et de dresser procès-verbal chaque fois que du vin est transporté sans déclaration préalable. A qui donc la faute si l'application d'un texte est, en fait, difficile ? Pourquoi en rejeter la responsabilité sur le privilège des bouilleurs de crû ? Un propriétaire expédie à un autre une certaine quantité de vin pour sa consommation personnelle ; volontairement il oublie de faire à la régie la déclaration de transport ; les droits ne seront donc pas perçus et le Trésor sera frustré. A qui la faute ? Assurément pas au privilège puisque la qualité de bouilleur de crû n'intervient pas. Mais, nous dira-t-on, ce grief ne s'applique nullement aux droits de circulation dont le taux est si modique qu'on peut se dispenser d'en tenir compte. Il n'en est pas moins vrai, si peu élevés que soient ces droits, que cette opération, fréquemment répétée dans un pays où les transactions sur les vins sont nombreuses, finit par soustraire au Fisc une somme relativement importante. Nous admettons bien que la fraude sur l'alcool est autrement sérieuse, le droit de consommation s'élevant actuellement à 156 fr. 25.

Mais n'est-il pas vrai de dire qu'une partie de la fraude sur l'alcool peut être la conséquence du défaut de perception des droits de circulation ; le bouilleur de crû doit commencer par soustraire à la régie le vin qu'il achète pour distiller ; s'il ne pouvait frauder sur le vin son alcool ne saurait échapper au paiement des droits. Au surplus — et nous ne saurions trop insister

sur ce point — le privilège des bouilleurs de crû n'est pour rien dans cette fraude, puisqu'il n'entame en rien le droit de contrôle de la régie sur les matières premières soumises à la distillation. Le bouilleur de crû est maître chez lui, mais en dehors de sa brûlerie il reste soumis au droit commun. Supposons que, malgré lui, malgré la vigilance de ses employés, le fisc soit frustré des droits de circulation sur du vin qui va être transformé en alcool par un bouilleur de crû à l'abri de son privilège. L'administration des contributions indirectes, même dans ces conditions, reste-t-elle désarmée ? Non. Les bouilleurs de crû sont presque tous installés à la campagne, dans les petites communes, voire même dans les villages, et cela se comprend puisque, en dehors de certains petits avantages qu'ils en peuvent retirer, la loi exige qu'ils soient propriétaires de vignobles. Dans les campagnes, tous les gens se connaissent, chacun sait parfaitement ce que fait son voisin, même les choses qu'il voudrait laisser ignorer ; si un bouilleur de crû distillait des produits autres que ceux provenant de son fonds, sa petite opération deviendrait bientôt pour tout le monde, même pour les préposés de la régie, un véritable secret de polichinelle. Ainsi instruits de la fraude, les employés peuvent, aux termes de l'article 237 de la loi du 28 avril 1816, en se conformant à certaines formalités, opérer des visites chez les particuliers. Il leur sera facile de se rendre compte que la fabrication a porté sur une quantité de matières supérieure à la récolte du bouilleur de crû. De pareilles visites sont peu fréquentes, et pour cause, les bouilleurs

de crû qui distillent en fraude constituant une rare exception. Nous sommes obligé de convenir que de ce côté la fraude est absolument insignifiante et qu'elle n'est pour nos adversaires qu'un vain prétexte pour arriver à la suppression du privilège.

II. — *Le bouilleur de crû écoule ses produits en fraude.*¹

Nous avons vu que si le bouilleur de crû est libre de consommer chez lui, en franchise, les eaux-de-vie qu'il a fabriquées, il est, hors de son domicile, soumis à toutes les formalités et assujetti à tous les droits. De ce côté, disent nos adversaires, les bouilleurs de crû profitent encore de leur immunité pour se soustraire au paiement de l'impôt. C'est ainsi qu'ils écoulent en fraude tout le stock clandestin des eaux-de-vie qu'ils ont pu fabriquer sous le couvert de leur privilège. C'est grâce à eux que nous avons vu s'établir la pratique des acquits fictifs et des substitutions de marchandises, les deux fissures les plus importantes par lesquelles s'écoule la fraude.

Et d'abord, qu'entend-on par acquit fictif ? Nous savons que tout transport d'alcool est soumis à une déclaration préalable et au paiement d'une taxe. L'administration perçoit les droits et délivre un récépissé de la déclaration qui constitue la quittance de l'impôt. C'est ce récépissé qui porte le nom d'acquit. Quand l'expé-

diteur a l'intention sérieuse d'expédier les marchandises et le destinataire celle de les recevoir, quand le transport indiqué dans la déclaration s'effectue réellement on dit que l'acquit est réel ; quand, au contraire, le déplacement n'existe pas, l'acquit est dit fictif. L'expéditeur sort de ses magasins la quantité d'alcool qu'il est censé envoyer à son acheteur et la place dans un local qu'un voisin complaisant met à sa disposition et qui constitue en réalité pour le commerçant un magasin clandestin que les employés de la régie ne connaissent pas et dans lequel ils ne peuvent entrer. Le destinataire, qui est supposé recevoir, fait l'opération inverse. Comme son collègue et, du reste, comme tous les négociants en alcools, il possède son petit dépôt soustrait aux investigations de la régie, il en sort une quantité d'alcool égale à celle portée sur l'acquit et la tient dans sa cour à la disposition des employés pendant le temps réglementaire. Ce laps de temps-écoulé, il rentre ses marchandises et l'opération est terminée au préjudice du fisc. Cette pratique qui nous pouvons le dire, a contribué dans une large mesure à édifier la fortune des petits négociants en cognacs des Charentes, et qui est d'un usage fréquent, cause au Trésor des pertes considérables. Cela se comprend puisque tout l'alcool qui fait ainsi l'objet des acquits fictifs n'est plus sous la surveillance de la régie et pourra facilement être livré à la consommation sans acquitter la taxe.

Comme nous venons de le voir, cette opération frauduleuse ne peut s'exécuter qu'à la condition néces-

saire d'avoir sous la main des alcools qui n'ont pas été pris en charge. Où les commerçants peuvent-ils se les procurer ? chez les bouilleurs de crû, disent nos adversaires. Voilà le reproche. Nous ne contestons pas que, de ce côté, les bouilleurs de crû puissent favoriser dans une certaine mesure la pratique des acquits fictifs ; mais, d'autre part, n'est-il pas certain que le bouilleur de crû n'est pas le seul fournisseur ? Les commerçants ont souvent recours aux distillateurs et aux bouilleurs de profession qui, grâce à la tolérance excessive que leur accorde la loi pour déchets de fabrication, peuvent procurer aux fraudeurs toutes les quantités dont ils ont besoin. Nous répéterons encore ici ce que nous avons dit à propos du chef d'accusation précédent, à savoir que la régie a toute latitude pour intervenir, que le privilège ne gêne en rien la répression de la fraude. Toutes ces petites combinaisons ne peuvent se passer qu'entre un assujetti d'une part et un bouilleur de crû ou même un autre assujetti d'autre part ; les employés de la régie peuvent donc exercer leur surveillance facilement puisqu'ils sont autorisés en tout temps, à toute heure du jour, et même de la nuit, à procéder à des visites domiciliaires chez les exercés. Avec un peu d'habileté et de vigilance ils peuvent arriver, sinon à une suppression, du moins à une diminution considérable des acquits fictifs. Si l'administration des contributions indirectes juge que les moyens de surveillance et de répression qu'elle a à sa disposition sont insuffisants, qu'elle en réclame d'autres au législateur,

qu'elle demande des armes nouvelles, nous n'y voyons aucun inconvénient. Mais, sous prétexte de diminuer la fraude, qu'on n'aille pas porter contre un régime que le temps a consacré, des accusations mensongères ou tout au moins exagérées qu'on est incapable de justifier.

Les bouilleurs de crû, dit-on encore, sont les fournisseurs tout indiqués des débits de boissons ; une partie des alcools consommés dans les cabarets des petites villes et des campagnes échappe aux droits. Ce reproche repose sur la même idée que les précédents : la facilité, pour le bouilleur de crû, de transporter ses eaux-de-vie par suite de l'absence d'exercice. Nous ne pouvons que répéter la même chose : l'administration est en compte avec le cabaretier ; elle n'a qu'à surveiller ses opérations puisque la loi lui donne tous les moyens de recherche. Elle n'a qu'à examiner la consommation ostensible, celle qui est révélée par les registres et elle verra bientôt, par la modicité des chiffres, que le débitant est un fraudeur, que tous les alcools qui passent par son débit ne sont pas pris en charge. Les préposés de la régie ont le devoir de s'entourer de tous les renseignements et de tenir compte de toutes les considérations qui sont de nature à faciliter leur tâche, à attirer leur attention sur les fraudeurs ; le soupçon naît vite et du soupçon à la répression il n'y a qu'un pas.

En outre, les clients des cabarets — et ils sont nombreux — savent par expérience que les débitants ne leur servent pas souvent des eaux-de-vie de bouilleur de

crû ; le criterium est facile, le degré et le goût en révèlent l'origine. Les commerçants et les industriels en alcools sont en rapports constants avec le débitant qui n'est le plus souvent que leur homme de paille, leur machine à débiter les alcools qu'ils ont réussi à soustraire à l'exercice de la régie. Combinaison très simple, puisque, sans le secours de personne, pas même du bouilleur de crû, ils peuvent se couvrir de leurs manquants par les décharges énormes que la loi leur accorde à titre de déduction ou de déchet, par les acquits fictifs et divers autres petits moyens qui sont d'un usage courant chez les marchands en gros. Au surplus, le cabaretier aurait-il un bien grand intérêt à s'approvisionner chez le bouilleur de crû ? Celui-ci, qui ne possède que des eaux-de-vie de vin, les lui cèdera à un prix relativement élevé, certainement supérieur à celui qu'il paie les alcools d'industrie (droits compris). Pour réaliser un bénéfice, même ordinaire, il sera contraint de porter ses prix de vente à des chiffres que quelques rares consommateurs consentiront à accepter.

Nous avons encore entendu dire que le bouilleur de crû employait son eau-de-vie au vinage, qu'il portait ses vins et même ceux de ses voisins à un degré qui permettait le dédoublement et par conséquent l'écoulement en fraude d'une certaine quantité d'alcool. Nous ne répondrons que par un mot. Au moment de la discussion de la réforme du régime des boissons, nous avons vu, tant à la Chambre qu'au Sénat, des hommes d'une compétence incontestée faire justice de cette

accusation ridicule. Ils ont expliqué, et tout le monde le sait aujourd'hui, que le vinage ne saurait se faire utilement avec des eaux-de-vie de vin ; il faut absolument des alcools d'industrie. Le bouilleur de crû, d'ailleurs, n'aurait pas d'avantage appréciable à employer cette voie.

Enfin, d'aucuns ont prétendu que le bouilleur de crû allait jusqu'à payer ses ouvriers avec de l'eau-de-vie que ceux-ci, écoulaient ensuite en fraude des droits. Avec cette allégation nous tombons dans le ridicule, nous approchons du grotesque. Comment, de pauvres gens qui vivent au jour le jour, qui comptent pour vivre le lendemain sur leur paie de la veille, qui n'ont aucune notion de la valeur des eaux-de-vie, pourraient-ils accepter de consacrer leurs rares moments de repos à colporter de maison en maison des bouteilles d'alcool, de s'exposer à des déceptions dans la recette et même à des procès-verbaux de la régie qui leur emporteraient en un instant tout leur modeste gain d'une année ? Cette allégation passe tellement les bornes du bon sens que la plupart de nos adversaires eux-mêmes, ceux du moins qui apportent dans les débats la bonne foi indispensable à toute discussion saine, se sont récriés et n'ont pas voulu, même par leur silence, se rendre complices d'une pareille accusation. C'est ainsi que M. Martell, sénateur de la Charente, qu'on ne saurait soupçonner de partialité pour les bouilleurs de crû, autorisait M. Legrand à dire en son nom, à la tribune de la Chambre : « Quant à prétendre que le bouilleur de crû paie ses ouvriers avec de l'eau-de-vie, dans les Charentes, c'est de la

pure invention. Ce procédé n'a jamais existé » (1).

Après avoir montré quelque hésitation quand on leur a demandé d'indiquer par quels moyens les bouilleurs de crû commettent leur fraude, nos adversaires sont encore plus embarrassés quand il s'agit de préciser l'importance des pertes subies par le Trésor. Cependant cette évaluation est nécessaire. D'abord, parce qu'on ne peut porter une accusation sans en faire connaître la gravité. Ensuite, parce que la suppression du privilège, dans la pensée de tous ceux qui la proposent, n'interviendrait que comme taxe de remplacement ; or, on ne saurait faire disparaître du budget une recette quelconque sans être certain que la taxe nouvelle qu'on veut lui substituer à titre de compensation fiscale donnera un rendement suffisant pour combler le vide.

Aussitôt qu'on veut entrer dans le domaine des évaluations on tombe dans l'arbitraire, l'indécision et l'incertitude. Nos adversaires, à l'appui de leurs dires, ont donné les chiffres les plus divers et les plus fantaisistes sans qu'ils aient jamais pu appuyer leurs affirmations sur des preuves certaines, des faits incontestables.

M. Pouyer-Quertier, en 1871, évaluait la fraude sur les alcools à 5 millions. Ses calculs pouvaient d'autant moins être suspectés qu'il était un adversaire du privilège des bouilleurs de crû. De plus, il est indispensable de noter que cette évaluation était faite en prenant pour base une production supérieure à 400.000 hectolitres chez les bouilleurs de crû ; depuis cette

1, *J. O. Ch. Déb. parl.*, 1895, p. 1540.

époque la production a considérablement baissé et si on répétait les mêmes calculs avec le chiffre du rendement actuel, le résultat serait diminué de plus de moitié. M. Thiers avait donné à la fraude provenant des bouilleurs de crû une importance de 10 millions. M. d'Andelare l'estima à 25 millions. La commission du budget de 1887 mit en avant le chiffre de 40 millions. La commission sénatoriale de 1887, dans le rapport présenté par M. Claude (Vosges), ne l'évaluait qu'à 4 millions. Encore les calculs étaient-ils faits sur un droit de 215 francs proposé par le gouvernement. Il est vrai que M. Claude, au cours de la discussion, affirma que la fraude enlevait au Trésor une somme égale à celle qu'il percevait, c'est-à-dire environ 200 millions. M. Jarlaud, dans son rapport à la Chambre de commerce de Paris, indiquait le chiffre de 100 millions. Le syndicat des distillateurs de Rouen donnait une évaluation de 150 millions. M. Luzet, industriel entendu par la commission d'enquête du Sénat, alléguait une somme de 167 millions. La commission du budget de la Chambre, en 1892, était moins exagérée dans ses appréciations. Elle reconnaissait que la moyenne de production des bouilleurs de crû était de 46.000 hectolitres par an, ce qui ne pouvait constituer, en admettant que la fraude portât sur la totalité, qu'une perte de $(46.000 \times 156 \text{ fr. } 25) 7$ millions en chiffres ronds. A cette même époque (1892), l'administration des contributions indirectes, consultée par la commission du budget, répondit : « L'administration des contributions indirectes ne croit pas qu'il y ait, du fait

même du privilège, une fraude considérable. Elle estime qu'il y a eu une réelle exagération et qu'on a fait miroiter à tous les yeux les chiffres les plus fantaisistes (1). » Donc, de l'avis même de la régie qui, pourtant, pour des raisons d'ordre administratif, pour rendre sa tâche plus facile, réclame la suppression du privilège, la fraude imputable aux bouilleurs de crû est peu importante, bien au-dessous des chiffres mis en avant par les Syndicats de distillateurs, les chambres de commerce, les gros industriels, etc.

Nos adversaires se faisaient une fausse idée du rôle qui leur incombait ; ils pensaient leur tâche terminée quand ils ont eu démontré que la situation des bouilleurs de crû constitue un privilège, mais ils ont fini par comprendre combien cette preuve même était peu décisive et alors ils ont accusé les bouilleurs de crû de soustraire au Trésor des sommes considérables. Cette accusation était plus sérieuse, plus grave et plus susceptible de produire sur le public un effet immédiat. De là des évaluations en l'air, des chiffres fantaisistes reposant sur des hypothèses et des conjectures dont il est toujours dangereux, surtout en matière fiscale, de tenir compte dans les calculs. Il importe, pour raisonner, de chercher des bases ailleurs que dans l'imagination ; il faut une statistique certaine et sincère.

Pour nous, cette extrême diversité, ces contradictions mêmes dans les évaluations, proviennent de deux causes : l'exagération dans l'appréciation de la fraude

1. Rapp. Salis, 1892. *Loc. cit.*

totale et l'erreur qui a fait attribuer aux bouilleurs de crû toute cette fraude.

D'abord l'exagération. Nous avons vu que les évaluations ont varié de 4 à 200 millions et, chose curieuse, à mesure que la production des bouilleurs de crû allait en diminuant les chiffres suivaient une marche ascendante. Cependant il nous semble que la fraude doit être en raison directe de cette production. Prenons, par exemple, un chiffre moyen, celui de 100 millions, donné par la chambre de commerce de Paris. Pour que le trésor perdît une pareille somme il faudrait que 608.000 hectolitres d'alcool pur ($100.000.000 \cdot 156.25$) fussent soustraits au droit de consommation. Il nous paraît difficile, quelles que soient l'incurie de la régie et l'habileté des fraudeurs, d'admettre cette affirmation. La régie accuse pour 1897 une consommation de 1.633.973 hectolitres d'alcool pur ; il faudrait donc, pour avoir la vérité, ajouter à ce chiffre les 608.000 hectolitres qui représentent la fraude, ce qui ferait une consommation totale de 2.250.000 hectolitres en chiffres ronds. Ce serait donc environ le tiers de la consommation réelle, effective, qui serait composé d'alcool fabriqué clandestinement. La simple réflexion suffit à détruire une pareille allégation.

Maintenant passons à l'erreur. On a dit que toute la fraude était imputable aux bouilleurs de crû, les autres distillateurs de toutes catégories se trouvant soumis à l'exercice et par suite dans l'impossibilité de commettre la fraude. Ce serait nier l'évidence même que de prétendre que les industriels et les commer-

çants sont incapables de faire de la fraude. Cette fraude est non seulement possible, mais elle existe en réalité. « C'est par une réglementation plus sévère des bouilleurs de profession qui alimentent la consommation d'alcool sans paiement de droit... que nous avons voulu réprimer la fraude et récupérer un excédent de recettes » (1).

Il suffit d'avoir approché d'un peu près le monde des négociants en alcool pour se convaincre de la véracité de ces paroles. La fraude a des origines multiples, elle provient de toutes les opérations se rapportant à la fabrication et au commerce des alcools. Mais nous pensons que la plus large part provient des distillateurs, des bouilleurs de profession et du commerce (gros et détail). On peut s'en rendre compte en parcourant le *Journal des contributions indirectes* où sont relatés les procès-verbaux de la régie. On y voit que le 19 septembre 1890 une fraude de 1500 hectolitres, soit une perte de plus de deux millions, fut découverte à Marseillan (Hérault), chez de gros distillateurs; que le 19 novembre 1890, la régie s'aperçut qu'une fabrique clandestine de vins frelatés existait à Fourques; que le 21 août 1891 une fraude de 700,000 hectolitres fut commise à l'octroi de Bercy par un seul négociant; que le 28 novembre 1891, une vingtaine de négociants furent soupçonnés d'avoir fait des opérations importantes sur de l'alcool dénaturé qu'ils revivifiaient. Dernièrement les journaux nous apprenaient que la régie venait de dé-

1. Rapp. Salis 1892, *loc. cit.*

couvrir aux environs de Paris, une distillerie clandestine installée dans une cave et dont la fraude quotidienne est évaluée à environ mille francs. Voilà des faits, et nous en passons un grand nombre, qui ont causé au Trésor des pertes considérables et qui ne peuvent être imputés qu'à l'industrie et au commerce des alcools.

En outre, il est utile de remarquer que presque tous les alcools saisis par les employés de la régie en cours de fraude, titraient de 80 à 85 degrés. Ce ne sont pas les bouilleurs de crû qui pouvaient les avoir produits. Leurs eaux-de-vie s'élèvent rarement à plus de 65 degrés ; leurs appareils ne sont pas assez perfectionnés pour aller au-dessus. Si un propriétaire a besoin d'alcool, de trois-six pour remonter le degré de ses vins ou pour toute autre opération, il lui est facile de s'en procurer ; on rencontre, dans la campagne, des individus qui font profession de vendre et de transporter des alcools en fraude. D'où viennent ces trois-six ? Assurément pas des bouilleurs de crû. Ils ne peuvent émaner que de distilleries industrielles soumises aux exercices des préposés du Fisc. Ce n'est donc pas chez le bouilleur de crû, chez celui qui ne distille que les produits de sa récolte sans en faire une spéculation, qu'il faut chercher la grande fraude, ce n'est pas de là que sortent des flots d'alcool. La véritable fraude, celle qui cause au Trésor de grosses pertes, émane de l'industrie et du commerce.

Ce n'est pas à dire que les bouilleurs de crû soient tous de petits saints qui se feraient un scrupule de

tromper la régie. Nous savons qu'ils commettent de petites fraudes, mais leurs opérations ne sauraient avoir une bien grande importance, attendu que la quantité d'alcools dont ils disposent est très restreinte.

En effet, le récolement effectué en 1872-1873 confirmait les évaluations de la régie et établissait que chaque bouilleur de crû n'avait pas en moyenne cent litres d'alcool pur chez lui. Si on admet une fraude aussi étendue chez les bouilleurs de crû, comment expliquer que les départements qui comptent le plus de bouilleurs de crû paient, par tête, plus que les autres. Il semble que ce devrait être tout le contraire. Par exemple, les Ardennes paient plus que le Nord ; la Normandie plus que la Bretagne ; l'Aisne plus que l'Oise ; la Mayenne plus que l'Ille-et-Vilaine, etc. Du reste, il est facile d'établir approximativement la fraude qui peut provenir des bouilleurs de crû. L'administration des contributions indirectes a cherché à déterminer chaque année les quantités produites par les bouilleurs de crû et les quantités qui servent à la consommation familiale. A cet effet, elle a chargé ses agents locaux de s'enquérir dans chaque commune, auprès des maires, des receveurs buralistes, des vignerons, etc., de l'importance de la fabrication chez les propriétaires-récoltants. Les résultats sont publiés chaque année dans le *Bulletin de statistique et de législation comparée* du ministère des finances. Examinons le tableau de cette production depuis ces vingt dernières années (1879 à 1898).

1879.... 84.000 H	1886.... 72.000 H	1893.... 154.000 H
1880.... 25.000 »	1887.... 53.000 »	1894.... 214.000 »
1881.... 31.000 »	1888.... 57.000 »	1895.... 129.000 »
1882.... 34.000 »	1889.... 60.000 »	1896.... 134.000 »
1883.... 40.000 »	1890.... 43.000 »	1897.... 107.000 »
1884.... 62.000 »	1891.... 51.000 »	1898.... 76.000 »
1885.... 69.000 »	1892.... 67.000 »	
Total.. <u>345.000 »</u>	<u>403.000 »</u>	<u>819.000 »</u>

Donc, d'après l'enquête faite par
l'administration des contributions in- 403.000 »
directes, le chiffre de la production
des bouilleurs de crûs s'est élevée de 345.000 »
1879 à 1898, c'est-à-dire pendant
20 ans, à 1.567.000 H

ce qui fait une production annuelle moyenne de 78.350 hectolitres d'alcool pur. En supposant que tous les bouilleurs de crû soient des fraudeurs et pour la totalité de leurs produits, la perte subie par le Trésor de ce chef serait de 78.350×156 fr. 25, soit, en chiffres ronds, 12 millions de francs. Est-il possible d'admettre une pareille hypothèse, peut-on croire un seul instant que toutes les eaux-de-vie des bouilleurs de crû échappent à l'impôt? Il suffit de jeter un coup d'œil sur les registres de la régie pour se persuader du contraire, pour se convaincre que les expéditions d'eaux-de-vie émanant des propriétaires sont nombreuses. Plus de la moitié des quantités produites par les bouilleurs de crû subit l'impôt et nous sommes convaincu en toute sincérité que les sommes détournées du fisc chaque année, par suite du privilège, ne dépassent pas quatre ou cinq millions environ.

Nous serions même plutôt au-dessus de la vérité. En effet, comment s'opère la fraude chez le propriétaire ? Elle est absolument différente de celle des commerçants. Nous n'avons plus de fraude habituelle à jet continu, plus d'acquits fictifs portant sur des quantités considérables, plus de substitutions de marchandises, plus de ces soustractions de droits se chiffrant par des centaines de mille francs. Le bouilleur de crû ne peut opérer que sur de petites quantités, il ne peut commettre qu'une fraude extrêmement fractionnée et absolument limitée comme les produits dont il dispose. Son principal moyen de fraude consiste à vendre son eau-de-vie au marchand voisin qui la transporte pendant la nuit sans déclaration à la régie ; l'opération terminée, il devient inoffensif puisqu'il ne peut plus avoir de produits qu'après la prochaine récolte. Le commerçant, au contraire, est continuellement en fraude, il lutte constamment contre la régie pour échapper à l'impôt ; c'est un professionnel de la fraude, il connaît tous les procédés qui sont de nature à tromper les employés, chaque jour il s'exerce à cette opération qui constitue la partie la plus importante de ses bénéfices. Le bouilleur de crû écoule quelques bouteilles à ses amis, à ses voisins, il en consomme une partie en famille. Mais est-ce là ce qu'on peut appeler une fraude sérieuse, une perte grave pour le Trésor, une faute qui mérite une répression rigoureuse ? Nous ne le pensons pas.

Mais nous n'allons pas jusqu'à prétendre que nos chiffres ne seront pas contestés ; convaincre des adversaires

de parti pris, amener à des aveux des gens qui apportent dans la discussion une opposition systématique, est chose bien difficile. Nous concevons que nos calculs ne sont peut-être pas rigoureusement exacts, car il est presque impossible d'obtenir d'une manière certaine et indiscutable les quantités d'alcool qui échappent aux droits. Cependant, en ce qui concerne les bouilleurs de crû, la tâche est relativement plus facile ; cela se comprend : ils produisent ostensiblement, au grand jour, puisqu'ils sont protégés par la loi, ils ne dissimulent certes pas leur production, ils en exagèrent plutôt l'importance car il n'est guère dans le caractère du cultivateur de rabaisser le rendement de sa terre. Il est donc facile à la régie de se rendre compte très approximativement, par l'intermédiaire de ses agents, de l'importance de la production des bouilleurs de crû. De cette façon, nous avons une base solide pour établir nos calculs et, s'il ne nous est pas possible de préciser d'une manière absolue le chiffre de la fraude, nous pouvons du moins en fixer le maximum et c'est beaucoup, suffisant même, puisque ce maximum est encore bien inférieur aux évaluations de nos adversaires.

Nous ne pouvons être accusé d'avoir employé des chiffres de complaisance, nous les avons puisés au *Bulletin de statistique du Ministère des finances* qui est, en cette matière, un véritable officiel ; d'un autre côté, on ne saurait suspecter la régie dont les sentiments à l'égard des bouilleurs de crû sont bien connus. Qui oserait hésiter entre un semblable résultat et

les évaluations purement imaginaires de nos adversaires ?

Nous avons étudié la fraude ; nous avons vu en quoi elle consiste, les moyens employés pour la commettre ou, plus exactement, les formes principales qu'elle revêt ; nous avons essayé de l'évaluer ou plutôt d'en déterminer le maximum. Que conclure sur cette question ? Pour nous (nous avons déjà fait connaître notre avis), la fraude existe, elle est certaine, considérable même ; chaque année des quantités importantes d'alcool sont soustraites au paiement de l'impôt. Mais nous ne pouvons admettre, parce que c'est contraire à tout raisonnement, à l'expérience même, que toute cette fraude soit imputable aux bouilleurs de crû. L'industrie et le commerce des alcools, voilà la véritable source de la fraude, la cause principale des pertes du Fisc. Les marchands en gros, surtout ceux des campagnes, où la surveillance de la régie est plus difficile, escomptent la fraude et s'ingénient chaque jour à la rendre plus facile et plus fructueuse. Ils opèrent sur des quantités importantes et une seule opération suffit pour détourner des sommes considérables. Le bouilleur de crû, au contraire, est contraint de diviser ses opérations, il ne peut opérer que par petites quantités et par suite sa fraude ne saurait atteindre de bien grandes proportions. De plus, il n'est très souvent qu'un complice et parfois même un complice inconscient de la fraude ; il n'agit qu'avec un exercé, commerçant ou débitant ; si la régie est impuissante vis-à-vis du bouilleur de crû tant qu'il

opère dans sa brûlerie, elle reprend ses droits dès que l'eau-de-vie sort, dès qu'elle circule ; à l'égard de l'assujetti, son contrôle ne cesse pas.

Dans ces conditions, on se demande si la fraude qui emporte chaque année une partie de l'impôt, doit être imputée aux fraudeurs ou si, au contraire, il ne faut pas en rendre responsable, au moins pour partie, notre régime fiscal des boissons et même la régie dont il y aurait peut-être lieu de réchauffer le zèle. L'administration des contributions indirectes connaît parfaitement comment et où se pratique la fraude, qu'elle la réprime donc ou, si elle se prétend impuissante, qu'elle demande des armes nouvelles, qu'elle sollicite un remaniement général de son fonctionnement et même du régime des boissons au lieu de s'acharner sur le privilège des bouilleurs de crû dont la suppression, nous en sommes convaincu, ne ferait pas disparaître la fraude et ne contribuerait même à la diminuer que d'une manière insensible.

**§ 4. — Le privilège des bouilleurs de crû
contribue-t-il à propager l'alcoolisme ?**

Nos adversaires, aux abois, à bout d'arguments, sont allés jusqu'à accuser les bouilleurs de crû de propager l'alcoolisme. Avec ses appareils rudimentaires, disent-ils, le bouilleur de crû ne produit qu'un mauvais alcool, contenant en dissolution des matières impures qu'une distillation imparfaite n'a pu éliminer. Cet alcool, grâce au privilège, s'infiltré clandestine-

ment dans la consommation et alimente ainsi un mal que tous les efforts tendent à détruire. L'industriel, le distillateur, le bouilleur de profession ont intérêt à employer des alambics perfectionnés, à fabriquer des produits de bonne qualité parce qu'ils ont à lutter contre la concurrence ; mais le bouilleur de crû sait parfaitement que ses produits ne sont pas recherchés pour leur qualité, que cette seule circonstance, à savoir qu'il peut fournir des eaux-de-vie dont la régie ignore l'existence, lui procure de nombreux acheteurs et conséquemment une vente avantageuse. De plus, ajoute-t-on, si les bouilleurs de crû ne distillaient que du vin, leurs produits pourraient encore être utilisés, leur faible degré de nocuité permettrait d'en tirer parti, mais un grand nombre d'entre eux mettent en œuvre d'autres substances, des grains et des betteraves, par exemple. Les produits de cette distillation constituent des flegmes grossiers qui sont de véritables poisons. Tout cela peut être fait impunément, grâce au privilège concédé par la loi, car, comment penser que la régie, quels que soient son zèle et son habileté, puisse exercer une surveillance efficace autour de la demeure d'une légion de producteurs d'alcools qu'aucun signe extérieur ne signale à son attention ?

Pour celui qui a habité la campagne, qui sait ce qu'est un bouilleur de crû, qui connaît sa manière d'opérer, ses habitudes, ce raisonnement ne tient pas, car il n'a même pas le mérite de la vraisemblance. Nous connaissons bien des propriétaires qui, chaque année, distillent le vin provenant de leur récolte, nous avons

visité un grand nombre de brûleries, nous avons vu fonctionner beaucoup d'appareils, et il ne nous a pas paru que les bouilleurs de crû fussent moins habiles dans leurs travaux que les distillateurs assujettis. En quoi donc les alambics des bouilleurs de profession diffèrent-ils de ceux des bouilleurs de crû ? Ils ne sont pas mieux perfectionnés et si on peut y trouver une différence c'est seulement dans la capacité. Ils n'apportent aucun soin dans leur fabrication ! Il faut les voir surveiller la marche de leurs appareils, choisir l'époque favorable, faire une sélection dans leurs vins, et placer leurs eaux-de-vie dans des fûts et des locaux appropriés. D'ailleurs, quoi qu'en disent leurs détracteurs, n'ont-ils pas un intérêt direct et immédiat à faire de bons produits, puisqu'ils en consomment la majeure partie ? L'expérience et les faits sont là pour nous justifier.

Nous savons tous, et nous n'insisterons pas sur ce point, de quel renom jouissent les cognacs dans le monde entier, nous savons quelle énergie doivent déployer les propriétaires des Charentes pour défendre leurs produits contre les imitations, les contrefaçons et les usurpations de marques. Personne, pensons-nous, n'osera critiquer sérieusement la qualité de ces eaux-de-vie. Eh bien ! d'où viennent ces cognacs, par qui et comment sont-ils faits ? Par les bouilleurs de crû charentais avec leurs meilleurs vins. Allez donc soutenir maintenant que le récoltant des Charentes fabrique de mauvais alcools qui entretiennent l'alcoolisme ! On en pourrait dire autant pour les autres régions et, d'une

manière générale, pour tous les bouilleurs de crû. Pré-tendre que les bouilleurs de crû apportent dans la consommation un élément pernicieux, c'est affirmer la mauvaise qualité et le caractère nocif des eaux-de-vie de toutes marques et de tous crûs qui constituent une production nationale, c'est les déclarer impropres à la consommation.

Quant au second chef d'accusation, à savoir que les bouilleurs de crû distillent des matières autres que celles énumérées par la loi, comme des grains ou des betteraves, il suffit de l'énoncer pour le détruire. Comment serait-il possible à un propriétaire d'extraire l'alcool de ses grains ou de ses betteraves ? Nous savons que ce genre de distillation exige des appareils compliqués, très coûteux, une installation très étendue, un personnel important. Et on voudrait nous faire croire qu'un propriétaire consentirait ainsi à exposer des capitaux pour distiller clandestinement ! Une pareille industrie ne convient qu'à des spéculateurs qui ne peuvent échapper à la régie. S'il était possible à un bouilleur de crû, même avec le modeste appareil de distillation qu'il emploie pour bouillir son vin, de mettre en œuvre des betteraves, il faudrait alors se demander ce qu'il pourrait faire des produits ainsi obtenus. Les livrer à la consommation en les cédant à un débitant ? il n'y faut pas songer, les flegmes dont s'agit étant d'une impureté telle que le consommateur le plus aguerri ne saurait les boire impunément. Les consommer lui-même dans sa famille ? Pas plus, le bouilleur de crû étant le plus difficile des consommateurs parce qu'il sait appré-

cier la qualité des alcools. Les vendre à un industriel? Impossible, le distillateur pouvant obtenir avec ses appareils des produits de meilleure qualité à un prix de revient inférieur à celui que lui demanderait le bouilleur de crû.

Comprend-on maintenant quel intérêt, même indirect et lointain, aurait un propriétaire à transformer en alcool des grains ou des betteraves? Il risquerait toutes les chances de supporter les frais énormes d'un procès de régie pour obtenir des produits dont il ne saurait que faire puisqu'il ne pourrait ni les consommer lui-même, ni les livrer à la consommation publique, ni les vendre.

Interrogeons encore le passé, voyons les faits. Jusque vers 1850, c'est-à-dire pendant tout le temps que les bouilleurs de crû ont été à peu près les seuls pourvoyeurs de la consommation d'alcool, aucune trace d'alcoolisme n'a été signalée. A partir du moment où les progrès de l'industrie ont permis d'extraire de l'alcool des pommes de terre, des betteraves, des mélasses, etc, nous avons vu cet alcool prendre une grande importance dans le marché et envahir la consommation. C'est alors que les médecins et les hygiénistes signalèrent bientôt les symptômes d'un mal qui, depuis, a pris des proportions considérables. S'il n'y a pas là des relations de cause à effet, il faut admettre alors que c'est au moins une bien curieuse coïncidence. Nous aurons du reste l'occasion, dans la deuxième partie, consacrée au monopole de l'alcool, d'indiquer que les médecins sont presque unanimes à admettre la

supériorité hygiénique des alcools de vin sur ceux d'industrie. D'un autre côté, il est incontestable qu'une partie des alcools fabriqués par les bouilleurs de crû se consomme dans la région de production, à la campagne, chez les cultivateurs; il est même certain que dans les centres agricoles on n'en utilise pas d'autre. Nos adversaires, sur ce point, n'oseront pas nous contredire; ce serait une inconséquence puisqu'ils prétendent que le bouilleur de crû est le fournisseur indiqué de ses voisins et même des débitants, que c'est là son principal et plus fréquent moyen de fraude. Donc, l'eau-de-vie des bouilleurs de crû se consommant à la campagne, si nous en croyons nos adversaires qui affirment la mauvaise qualité, l'impureté de cette eau-de-vie, nous devons en conclure que la campagne contient un grand nombre d'alcooliques. C'est une déduction logique, une conséquence forcée. Or, y a-t-il des alcooliques dans les campagnes? S'il en existe, ils sont tellement peu nombreux que leur présence ne se remarque pas; cependant, en général, un ivrogne n'est pas un être qui passe inaperçu, surtout dans les localités qui ne sont pas habituées à ce genre de divertissement. En consultant les statistiques les plus sérieuses et les plus impartiales on remarque que l'alcoolisme est surtout florissant dans les grandes villes, dans les centres ouvriers. Dans les villages, dans les petites villes, il est à peu près inconnu et cependant nos braves paysans ne dédaignent pas l'eau-de-vie du bouilleur de crû; ils en font parfois une large consommation sans autre conséquence

que de légères indispositions tout à fait temporaires.

Puisque nos adversaires ont amené la discussion sur ce point nous voulons épuiser la question. Jusque là, nous nous sommes tenu sur la défensive, nous n'avons fait que relever les accusations qu'on nous a lancées, nous allons maintenant prendre, à notre tour, l'offensive et démontrer à nos adversaires que les mesures qu'ils demandent produiraient un effet absolument opposé à celui qu'ils attendent. Nous avons, en effet, la conviction que non seulement les bouilleurs de crû ne contribuent pas à propager l'alcoolisme, mais encore que la suppression de leur privilège ne ferait, au contraire, que raviver le mal et en augmenter l'étendue.

Il nous suffira de reprendre le raisonnement de tout à l'heure en le retournant. Pourquoi l'alcoolisme n'a-t-il pas encore fait son apparition dans les campagnes ? Parce que les consommateurs n'absorbent que de bons alcools, que des eaux-de-vie de vin absolument inoffensives pour l'organisme. Ces produits sont l'œuvre des bouilleurs de crû qui fournissent (ostensiblement ou clandestinement, cela n'a pas d'intérêt ici) les cabaretiers et les épiciers. Si on enlève aux bouilleurs de crû leur liberté et leur franchise, on supprimera du même coup leur existence même, car aucun cultivateur ne consentira à soumettre aux visites domiciliaires des préposés de la régie non seulement sa brûlerie, mais encore son domicile personnel et ses dépendances, pour réaliser un bénéfice insignifiant souvent et aléatoire. Avec la loi qui supprimera les immunités des bouilleurs de

crû disparaîtront toutes ces bonnes eaux-de-vie qui forment le fond de la consommation actuelle et alors nous verrons entrer dans les cabarets les alcools d'industrie, extraits de la betterave ou de la pomme de terre, avec tout leur cortège d'impuretés. Nous aurons fait naître la cause, l'effet se s'en fera pas attendre. L'alcoolisme aura fait un pas de plus, il aura pénétré dans les campagnes et ravagera une pauvre population qui pourtant n'aurait point besoin de ce nouveau fléau pour augmenter sa misère. Tous les paysans qui consommaient en famille l'eau-de-vie de leur crû, où puiseront-ils leur consommation ? Ils feront appel au distillateur, à l'industriel, au droguiste ; il ne faut point songer à faire disparaître une aussi vieille habitude, ils boiront leur petit verre comme par le passé, mais peut-être sans s'en douter, ils s'alcooliseront et empoisonneront leur existence et celle de leur famille.

Nous pensons donc que, grâce au privilège dont jouissent les bouilleurs de crû, les cultivateurs entretiennent dans la consommation un élément inoffensif et que, supprimer ce privilège, ce serait donner à l'alcool d'industrie, seule cause de l'alcoolisme, de nouveaux débouchés au détriment de la santé et de la morale publiques.

Il ne faut point perdre de vue le titre général de notre chapitre. Nous nous sommes proposé d'examiner si la suppression du privilège des bouilleurs de crû serait juste. A cet effet, nous avons analysé et pesé les arguments de nos adversaires ; nous avons montré le mal fondé de leurs accusations. Nous avons vu que si les

immunités dont jouit le bouilleur de crû constituent en réalité à son égard un privilège, ce privilège n'a rien de commun avec les abominables faveurs de l'ancien régime; qu'il a tous les caractères d'une véritable prime donnée à une production nationale déterminée sous une forme spéciale; que si ces immunités créent une inégalité devant l'impôt, cette inégalité est plus apparente que réelle et que le législateur ne pouvait agir autrement sans violer les principes fondamentaux en matière de contributions indirectes, et sans établir une inégalité réelle beaucoup plus grave. Nous avons discuté la question de la fraude imputable aux bouilleurs de crû et nous avons montré que la suppression de leur privilège ne procurerait au Trésor que des recettes absolument insignifiantes, bien au-dessous des chiffres qu'on a fait miroiter aux yeux du public. Nous avons admis que si ce privilège est l'occasion d'une fraude légère, insignifiante, qu'aucune répression ne saurait faire disparaître, en revanche il apporte dans la consommation des alcools l'élément sain et hygiénique, il protège nos campagnes contre le torrent impétueux de l'alcoolisme. Voilà donc un état de choses qui ne cause aucun préjudice à personne et dont l'intérêt général du pays demande le maintien; nous ne voyons pas, dans ces conditions, comment il peut violer les principes de justice et d'égalité, nous pensons même que décréter sa suppression serait faire œuvre d'iniquité et porter atteinte à des intérêts respectables.

CHAPITRE II

La suppression du privilège serait-elle politique ?

En même temps que nos adversaires tentent d'arracher aux chambres la suppression du privilège des bouilleurs de crû contre lequel ils ont tant parlé et tant écrit, ils nous font connaître (rien de plus naturel) par quels moyens ils entendent opérer cette suppression et quel régime ils ont l'intention de substituer à la situation actuelle. La méthode est très nette et fort simple : la loi du 14 décembre 1875 serait abrogée, toutes les immunités accordées aux récoltants par cette loi et les textes antérieurs disparaîtraient et les bouilleurs de crû seraient en tous points assimilés aux distillateurs et aux bouilleurs de profession, en un mot ce serait l'application générale et sans exception aucune de l'exercice à tous les producteurs d'alcool quels qu'ils soient. C'est de cette mesure qu'il s'agit d'apprécier l'opportunité.

Nous avons dit précédemment que l'organisation des impôts et tout ce qui concerne leur perception doivent être réglés sur les mœurs des peuples et les idées de l'époque. Est-il possible de soutenir, ne serait-ce qu'un

instant, que le rétablissement de l'exercice soit conforme au sentiment populaire actuel? qui dit exercice, dit assujettissement (on nomme, en effet, assujetti tout individu soumis aux exercices des employés de la régie). Or, le peuple tient en horreur tout ce qui constitue une atteinte même légère à sa liberté. Il a mis trop de temps et fait trop de sacrifices à la conquérir pour en consentir l'abandon de la plus petite parcelle.

L'origine de l'exercice remonte aux époques troublées de notre histoire financière; considéré comme le complément indispensable de tout impôt sur l'alcool, il s'est toujours maintenu depuis. La loi de 1816 établit un régime fiscal des boissons reposant sur cette pratique. Mais aujourd'hui l'exercice et le régime lui-même dont il est la garantie sont frappés d'une impopularité pour ainsi dire historique que n'ont pu arrêter tous les adoucissements qui y ont été apportés. Nous avons encore présent à la mémoire l'effet produit par l'inventaire (l'exercice n'est qu'une forme d'inventaire) établi par l'édit de 1531 qui, pour prévenir les abus et les fraudes, avait attribué pouvoir aux commis du fermier de se transporter dans les caves, pressoirs et celliers des laboureurs et possesseurs d'héritages. Le souvenir des rigueurs attachées à l'exercice de ce pouvoir et à la perception du droit de gros-manquant et de trop-bu qui se levait sur le vin consommé chez le propriétaire au-delà de quantités concédées, n'a pas peu contribué à créer ce courant d'opinion traditionnel contre l'impôt des boissons. C'est l'objection la plus grave qu'on puisse faire contre l'exercice, que celle de l'expérience qui s'en

est faite dans notre pays. Deux tentatives ont été essayées pour rétablir l'exercice chez le propriétaire, en 1804 et en 1872 ; toutes deux ont provoqué un grand mécontentement et soulevé de vives protestations qui se sont souvent traduites par des scènes de désordre et de violence.

Le grand mouvement de la Révolution de 1789 a été inspiré autant par l'indignation que causaient des taxes inégalement réparties que par un courant d'idées philosophiques. Les cahiers de doléances de la Généralité d'Alençon contenaient des récriminations contre un certain droit de Maubouge qui était perçu sur le cidre au lieu du crû. Ce droit ressemblait beaucoup à notre exercice actuel. Quand on a étudié attentivement l'histoire de cet exercice, on sait de quelles contestations, de quelles plaintes il a été l'objet. Or, cet inconvénient serait actuellement plus sensible encore par suite de la division incessante de la propriété. Est-il possible de croire sérieusement que, dans l'état actuel des esprits dans notre pays, le peuple ferait bon accueil à la généralisation d'une institution qui ne répond plus aux idées modernes, qui a été successivement abandonnée dans les pays d'Europe et qui est généralement discréditée en France, à une institution que l'autorité de l'ancienne monarchie eut beaucoup de peine à soutenir et que l'administration de l'Empire ne put défendre longtemps contre les résistances des populations rurales.

La tentative de nos adversaires se comprend et se justifie d'autant moins qu'il est fortement question depuis déjà assez longtemps de supprimer l'exercice chez le débitant. « Tandis qu'on cherche, disait M. Salis, à

« délivrer le commerce de l'exercice, on ne saurait
« imposer aux propriétaires bouilleurs de crû les me-
« sures vexatoires dont les débitants seraient affran-
« chis. La législation cherche le progrès général et
« non la satisfaction d'un groupe d'intérêts ; si elle
« abolit l'exercice d'un côté, ce ne sera point pour le
« rétablir de l'autre ; si elle libère une classe de
« citoyens, ce ne sera point pour que les inconvénients
« qu'elle désapprouve soient imposés à une autre classe
« qui est bien plus nombreuse et d'autant plus recom-
« mandable, aux yeux du Trésor, qu'elle a déjà payé
« l'impôt foncier pour le sol qui a donné le produit et
« qu'enfin la matière imposable n'existerait pas sans
« son concours (1). »

N'y a-t-il pas, en effet, une contradiction impardonnable à vouloir rétablir chez le bouilleur de crû l'exercice dont on demande la suppression chez le débitant ? Le commerçant a choisi librement sa profession, il a dû se rendre compte de toutes les formalités qu'il aurait à remplir, il a escompté d'avance les ennuis qu'il pourrait éprouver, il s'est exposé volontairement aux tracasseries et aux vexations de l'exercice ; enfin, il est rémunéré et compensé de tous ses déboires par l'espérance de bénéfices réalisables, d'une spéculation fructueuse. Le cultivateur, au contraire, a été conduit souvent à son insu, par la force même des choses, à vivre des produits de la terre, il n'a pas été maître de se soustraire à cette profession ; ce qu'il a en vue, ce

1. *J. O. Ch. Déb. parl.*, 1892, p. 1442 et s.

n'est pas la spéculation, mais bien le moyen de tirer parti, au mieux de ses intérêts du champ qu'il cultive.

Les deux situations sont complètement différentes et on comprend très bien que le législateur ait prescrit pour chacune d'elles un régime spécial. Au contraire on ne saurait se faire à l'idée de voir le débitant soustrait aux visites inquisitoriales des employés de la régie pendant que le bouilleur de crû y serait soumis. A l'égard du vigneron, encore plus qu'à l'égard du commerçant, l'exercice nous apparaît comme une formalité en opposition absolue avec les idées et les aspirations du peuple français. Que ce sentiment populaire puisse peut-être paraître exagéré, qu'il ait pour cause le souvenir d'abus qui remontent à un passé à jamais disparu plus encore que les pratiques actuelles de la régie, qu'importe ! il n'en existe pas moins, général et tenace, et l'exercice, de quelque manière qu'il soit effectué, reste, surtout aux yeux des populations rurales, comme le vestige détesté d'un régime maudit. C'est là un fait contre lequel aucun raisonnement ne saurait prévaloir et dont le législateur a le devoir de tenir compte.

Contraires à la vérité et en opposition avec les traditions nationales, l'extension de l'exercice et son application aux bouilleurs de crû seraient plus détestables encore dans leurs effets. Nous n'examinerons pas toutes les conséquences d'une aussi grave mesure, nous n'en passerons en revue que les principales. Du reste, on peut dire qu'elles se réduisent à un très petit nombre dont découlent ensuite toutes les autres.

Comment le bouilleur de crû accepterait-il sa soumission à l'exercice ? Nous pensons, en dehors des protestations violentes qui ne manqueraient pas de se faire entendre, que le bouilleur de crû préférerait abandonner sa production d'alcool que d'ouvrir son domicile à la régie, que la suppression de la liberté des bouilleurs de crû serait leur disparition même. Sans doute la fraude doit être sévèrement réprimée, on doit surtout, autant que possible, tâcher de la prévenir. Mais dans les mesures, préventives ou répressives, il faut apporter du tact et de la modération. L'assujettissement des bouilleurs de crû à la licence et à l'exercice aurait pour conséquence immédiate l'entrée et les investigations des agents du Fisc dans l'intérieur des maisons d'un grand nombre de propriétaires et de fermiers. Ce remède serait hors de proportion avec le mal, car, ainsi qu'on l'a vu, les bouilleurs de crû ne peuvent causer au Trésor qu'une perte absolument insignifiante, et mieux vaut certainement laisser certaines fraudes impunies que d'apporter le trouble dans une honnête population en la soumettant à l'intervention parfois désagréable des employés de la régie. Quelle gêne ! quelles entraves dans la production des eaux-de-vie ! Comment voulez-vous qu'un petit viticulteur qui distille à ses moments perdus, pendant l'hiver, quand la pluie, la neige ou le froid l'éloignent de ses champs, qui abandonne sa chaudière pour revenir à sa terre dès que la température ou la saison le permet, dont la production, en un mot, est intermittente, comment voulez que ce petit viticulteur

puisse se plier à toutes les formalités compliquées de la loi ? Est-il possible de supposer que le bouilleur de crû sera à la hauteur de sa nouvelle situation ?

Le plus souvent, il n'aura reçu qu'une instruction tout à fait rudimentaire qui ne lui permettra pas de comprendre et d'observer les règles parfois délicates de la comptabilité qu'exigera la régie. Une différence s'impose entre le cultivateur et le commerçant. Cette vérité a été comprise depuis longtemps, et, à chaque pas, nous en trouvons des applications dans nos codes. La Constituante disait : « Le cultivateur ne peut être assimilé au marchand ou à l'industriel pour la manipulation de ses récoltes ; la taxe foncière étant payée, il doit être délivré de toutes les taxes vexatoires ou tracassières ». Elle affirmait encore : « Il doit y avoir une taxe sur la terre, car le propriétaire de la terre doit concourir aux charges de la communauté, mais cette charge doit être légère, car il ne faut pas décourager le cultivateur dont l'industrie rend le territoire propre à nourrir une nombreuse population ». Découragé, perdu dans ce labyrinthe, le pauvre paysan préférera éteindre ses feux et abandonner la chaudière pour se consacrer entièrement à la culture de ses champs. Encore n'est-il pas aux termes de ses ennuis ! Les bouilleurs de crû ayant renoncé à brûler, il ne restera plus que les distillateurs et les bouilleurs de profession qui tiendront à discrétion le marché des vins. Ils se syndiqueront de façon à obtenir l'unité dans la tyrannie du producteur de vin. Il ne pourra plus résister puisqu'il n'aura plus comme suprême ressource de transformer

sa récolte en eau-de-vie pour la conserver et attendre pour la vendre un moment favorable. Les années de grande production surtout, le vigneron sera contraint d'abandonner ses vins à des prix dérisoires. Quels moyens a-t-il pour se défendre ? Aucun. Attendre l'année suivante pour vendre ! Il lui faut des locaux spacieux, des tonneaux en grand nombre, le vin souvent se conserve mal, et puis pourquoi attendre ? N'aura-t-il pas encore les mêmes adversaires, aussi intransigeants, aussi résolus, aussi avides de gros bénéfices ? Nous sommes d'autant mieux à même de prévoir cet état de choses, qu'il existe déjà actuellement. Dans certaines régions, notamment dans les Charentes, où le privilège des bouilleurs de crû a disparu en fait, par suite des ravages du phylloxéra, les gros négociants qui sont en même temps distillateurs se sont organisés en associations. Chaque année, ils fixent le cours moyen des vins, et le vigneron est obligé de passer par leur volonté, puisqu'il n'a plus à compter sur la concurrence pour amener une augmentation des prix ; il devra passer sous les fourches caudines des commerçants.

Ce n'est pas tout. Déjà lourdement chargé par l'impôt foncier et les taxes de toutes sortes (on a dit que le paysan payait jusqu'à 40 0/0 de son revenu) le cultivateur ne trouvera plus dans ses vins la juste rémunération de son travail, il abandonnera la culture de la vigne et sera forcé, au prix de très lourds sacrifices, de changer l'assolement de ses champs ; beaucoup même, en face de la crise agricole actuelle, désertent leurs travaux pour aller chercher à la ville une

existence que le législateur leur aura rendue impossible à la campagne. On ira ainsi à l'encontre de tous les efforts tentés pour arrêter le dépeuplement des campagnes. Ces mesures, l'extension de l'exercice aux bouilleurs de crû, constitueront encore une inconséquence à un autre point de vue. Depuis bon nombre d'années, depuis que le phylloxéra a commencé ses ravages, le gouvernement français a pris des mesures dans le but d'encourager la reconstitution des vignobles. Dans cet ordre d'idées il convient de citer la loi du 1^{er} décembre 1887 « exonérant de l'impôt foncier les terrains nouvellement plantés en vigne », et le décret du 21 juin 1892 « admettant les vignes reconstituées au moyen de porte-greffes à jouir de l'exemption d'impôt prévue par la loi de 1887 ». On arriverait donc à ce résultat que d'un côté le législateur chercherait à favoriser la reconstitution du vignoble pendant que par d'autres mesures il y apporterait des obstacles.

Nous entendons déjà la réponse qu'on va nous faire. On ne manquera pas de nous objecter qu'on n'a pas l'intention d'assimiler l'agriculture à l'industrie, que l'exercice pratiqué chez le propriétaire comportera certaines atténuations, certains adoucissements. C'est là un piège de nos adversaires pour amener les partisans du privilège à des concessions. Pour nous, il ne saurait y avoir deux sortes d'exercices. Ou bien il sera pratiqué d'une façon sévère, rigoureuse, tel que le prévoit la loi et l'exigent les mille formes de la fraude, et alors il sera inquisitorial, vexatoire, insupportable, ou

bien il revêtira, à l'égard du bouilleur de crû, des formes spéciales, prendra des allures moins belliqueuses, et alors il sera dépourvu d'effet. Donc, impossible de sortir de ce dilemme : vous ferez quelque chose qui sera ou intolérable ou inefficace.

On est même allé jusqu'à dire que, chez le récoltant, l'exercice serait pratiqué « très galamment ». Evidemment les employés de l'administration des Contributions indirectes, en entrant dans le domicile des citoyens, s'y conduiront de la façon la plus convenable et avec les égards dûs à de braves propriétaires qui distillent leur récolte ; mais il y aurait arbitraire à confier aux employés de la régie l'interprétation d'une loi. Ils ne sont pas et ne peuvent pas être choisis dans l'élite de la société ; ils ne seront peut-être pas assez pénétrés de la différence qui existe entre un distillateur de profession et un propriétaire qui distille chez lui l'eau-de-vie de sa consommation personnelle. Préposés à la recherche de la fraude, intéressés, moralement du moins, à la découvrir, ils pourront parfois pousser leurs investigations au-delà des limites que le sentiment des convenances et le respect du domicile devraient leur imposer. C'est là le grave et le sérieux inconvénient.

La suppression du privilège des bouilleurs de crû et, avec elle, l'abandon de la culture de la vigne et même des travaux agricoles en général, serait une mesure grosse de conséquences. La production des alcools se trouverait immédiatement concentrée entre les mains des industriels et cela jetterait une perturba-

tion grave dans une branche importante de la prospérité publique. Il se produirait alors un fait analogue à ce qui s'est passé pour les raffineries de sucre, un véritable monopole serait constitué au profit des grandes usines d'alcools, monopole bien plus dangereux et plus monstrueux que le privilège qu'on aura voulu détruire. Les tentatives faites encore tout dernièrement par quelques gros spéculateurs pour monopoliser la fabrication du sucre comme ils l'avaient fait pour la raffinerie devrait cependant nous mettre en garde contre un pareil danger. Débarrassés de leur plus sérieux adversaire, n'ayant plus à craindre la concurrence de produits supérieurs aux leurs, les distillateurs seraient tentés de se laisser aller à l'esprit de spéculation, l'alcool pur vin deviendrait plus rare et le commerce extérieur de la France serait atteint. Comme le disait M. Martell à l'assemblée nationale « lorsque la distillerie sera presque entièrement entre les mains des « bouilleurs de profession, parce que le bouilleur de « crû ne consentira jamais à être exercé, la qualité de « nos produits s'amointrira et conséquemment les ordres diminueront ». (1) L'exportation, en effet, est le seul mode qui puisse favoriser l'écoulement des produits, mais à une condition, c'est qu'ils soient d'une qualité vraiment supérieure. Nous n'avons pas la prétention de faire croire que tous les alcools exportés de France sous le nom de Cognac méritent bien ce titre. Que nous importe ! Il nous suffit que l'étranger en soit per-

1. *J. Off. Ch. Deb. parl.* 1895 p. 1541.

suadé. Quand il saura que le bouilleur de crû n'existe plus, que toutes les eaux-de-vie françaises sortent des mains des industriels, ils perdra ses illusions, il fera chez lui les alcools d'industrie qu'il recevait sous le nom de crûs français. La qualité est donc le véritable facteur de l'exportation et le bouilleur de crû seul est capable de la maintenir.

L'abaissement de la qualité aurait un autre effet plus grave, plus regrettable encore, parce qu'il atteindrait la nation au cœur même, dans sa puissance et sa vitalité, nous voulons nommer l'alcoolisme. Nous verrons plus loin, à propos du monopole de rectification, que si la mauvaise qualité des alcools n'est pas la seule cause de l'alcoolisme, elle n'exerce pas moins une influence prépondérante. La production monopolisée entre les mains de l'industrie, ce serait la substitution à nos eaux de vie de vin des alcools de betterave, de pommes-de-terre, de mélasses, etc.

Ce serait la suppression du seul élément qui pouvait maintenir la consommation dans des conditions hygiéniques satisfaisantes ; ce serait abandonner cette consommation aux spéculateurs, aux exploiters de la santé et de la morale publiques. Nos campagnes, actuellement si saines, ne tarderaient pas à prendre la physionomie malade des grandes villes, les germes de l'alcoolisme seraient répandus à pleins verres et le mal ne tarderait pas à décimer une population hier encore si alerte et si vigoureuse. Et cela se comprend. Le seul producteur qui pût donner toute garantie est disparu, le bouilleur de crû, pourvoyeur habituel des

cabarets de campagnes, est supprimé ; le cabaretier devra désormais s'adresser aux industriels qui lui fourniront des produits sur la qualité desquels nous sommes fixé. Les propriétaires eux-mêmes, qui consommaient l'eau-de-vie de leur crû, seront contraints de se rendre au cabaret où, en dehors du poison qu'ils absorberont, ils auront à subir des promiscuités parfois blessantes et contracteront des habitudes fâcheuses.

Supprimer le privilège des bouilleurs de crû serait donc faire disparaître les bons alcools, encourager la production des mauvais et favoriser l'extension de l'alcoolisme. C'est, en effet, beaucoup moins la fraude que la concurrence que, en réalité, nos adversaires veulent détruire. Sans qu'on l'ait nettement dit, il est clair que dans cette lutte nous sommes surtout en face des grandes usines d'alcool, des grandes distilleries qui veulent faire disparaître du marché des eaux-de-vie contre la qualité desquelles elles ne peuvent lutter, concentrer le plus possible la production et constituer ainsi de grands centres d'approvisionnement et de vente qui rétabliraient ainsi à leur bénéfice un véritable privilège autrement inique que celui des bouilleurs de crû parce qu'il serait concédé en vue d'un intérêt purement privé.

Enfin, serait-il bien dans l'intérêt du gouvernement actuel de pousser à la suppression du privilège ? Nous ne le pensons pas. Ses ennemis se montrent plus audacieux et plus tenaces que jamais, il serait imprudent et dangereux de se déclarer hostile au courant d'idées démocratiques et libérales qui grandit chaque jour.

L'état de nos finances demande instamment des économies, des diminutions de dépenses; or, l'application de l'exercice aux bouilleurs de crû impliquerait comme conséquence fatale la nécessité de tripler au moins le personnel déjà si coûteux de l'administration des contributions indirectes. On se demande où serait le côté économique d'une réforme aussi impopulaire? Dans quelle proportion et au prix de quelles mesures vexatoires la fraude serait diminuée? Pour toutes ces raisons nous sommes convaincus qu'il ne serait ni sage ni politique de supprimer le privilège des bouilleurs de crû et nous pensons, avec M. Alglave, que « le gouvernement qui supprimera le privilège décrétera du même coup sa propre mort » (1).

1. *Journal Officiel. Ch. Déb. parl.*, 1895, p. 1541.

CHAPITRE III

La suppression du privilège est-elle nécessaire ?

Nos adversaires prétendent que nous avons tort de nous attarder ainsi dans de vaines démonstrations absolument dépourvues d'intérêt ; que la suppression du privilège soit juste ou injuste, politique ou impolitique, cela leur importe peu : il leur suffit de prétendre qu'elle est nécessaire. Dans leur argumentation, on lit entre les lignes que cette considération est suffisante, que toutes les raisons que nous pourrions invoquer en principe doivent s'effacer devant la nécessité. C'est inexact. La nécessité ne peut, à elle seule, légitimer une réforme qui est injuste, qui blesse des intérêts supérieurs à ceux qu'elle prétend garantir, qui froisse et méconnaît les principes les plus respectés et les plus inviolables chez un peuple libre et soucieux de sa dignité. Le principe de la nécessité est évidemment un grand principe auquel souvent malheureusement les gouvernants ont trop facilement prêté l'oreille. On comprend, jusqu'à un certain point, qu'en face de besoins impérieux, après les désastres d'une guerre ou d'une révolution, lorsque le temps de la réflexion et de la discussion manque, qu'une décision urgente s'impose, que le légis-

lateur se soit laissé aller à des mesures qui ne paraissent pas toujours en harmonie avec les principes de justice et d'équité. Mais nous, qui ne sommes dans une situation, ni si embarrassante, ni si pressante, nous qui pouvons tout à notre aise examiner tous les côtés de la réforme, nous entendons demander à nos adversaires de nous démontrer la nécessité présente de supprimer le privilège des bouilleurs de crû. Le principe de la nécessité peut servir à expliquer bien des actes, mais il ne suffit pas toujours à les excuser ou à les justifier. Il y a des sentiments, des intérêts, des droits dont il faut savoir tenir compte, même en matière d'impôt. C'est précisément parce que nous savons que tout impôt constitue une atteinte plus ou moins grande à la liberté des citoyens que nous devons nous attacher à ne pas trop en accentuer le caractère. Il ne faut pas demander à une taxe tout ce que théoriquement elle peut donner, mais seulement ce que pratiquement, et sans violence, elle peut fournir. Il faut savoir faire une juste part des besoins du Trésor et des facultés des contribuables ; il ne faut pas forcer les ressorts de la législation de crainte de les briser.

C'est toujours au nom de l'intérêt du Trésor que nos adversaires ont poursuivi la réforme, c'est le but apparent du moins, de la suppression qu'ils réclament. Evidemment il y a de la fraude dans l'application de l'impôt sur l'alcool. Mais n'existe-t-elle pas partout, dans toutes les industries, en lutte avec le fisc, même dans les industries soumises à sa surveillance constante, à l'exercice ? Elle existe aussi bien à l'intérieur

qu'à la frontière. Il n'y a pas une seule de nos contributions indirectes qui ne perde, par suite de la fraude, une partie de ce qu'elle doit au Trésor. La fraude doit certainement être combattue, quelle qu'elle soit. Mais nous pensons qu'elle peut l'être partout efficacement sans recourir aux mesures extrêmes qu'on nous propose. Elle peut l'être à la circulation par une surveillance active, par une rigueur inflexible dans l'application des pénalités aux délinquants.

Nous poursuivons la fraude, il est donc logique et naturel de nous adresser à ceux qui la commettent. Nous avons prouvé que les bouilleurs de crû ne font pas et ne peuvent pas faire une fraude importante, pourquoi donc diriger vers eux l'offensive puisque leur destruction même ne serait d'aucun intérêt pour le but que nous poursuivons. Nous avons démontré, au contraire, que la fraude sérieuse, grave, la seule dont il soit intéressant de s'occuper, provient exclusivement de l'industrie et du commerce des alcools. Il est certain que tous les intermédiaires, tous les gens entre les mains desquels passe une quantité quelconque d'alcool, ne serait-ce qu'un instant, ont le même intérêt à la fraude : l'augmentation du bénéfice. Il faut donc édicter des mesures sévères contre tous ces producteurs et ces négociants d'alcool. Les mesures préventives ont ici l'inconvénient grave d'apporter des vexations et des entraves à la liberté : nous pensons qu'il est préférable d'avoir recours aux mesures répressives, d'avertir simplement l'industriel et le commerçant des peines auxquelles peuvent donner lieu les

actes frauduleux et de les abandonner ensuite à eux-mêmes jusqu'au jour où ils auront à répondre d'une faute. Plus on enferme le contribuable dans des limites étroites, plus il est tenté d'enfreindre la loi, car, au désir de recueillir le produit des droits frustrés, s'ajoute le besoin d'échapper à des prescriptions arbitraires et tracassières. S'il était moins gêné, moins enserré dans des liens étroits, n'est-il pas certain qu'il se soumettrait plus facilement et qu'il y aurait peut-être un léger arrêt dans la fraude ? La suppression de certains abus, la modification de certains privilèges de l'administration des contributions indirectes, loin de nuire au rendement de l'impôt, ne pourrait, en facilitant la perception, que produire des résultats avantageux.

Voilà donc vidée une question de principe avec laquelle nos adversaires se mettent en opposition absolue puisqu'ils prétendent limiter la fraude en augmentant les formalités dont tout le monde se plaint depuis longtemps, en étendant l'application de l'exercice à tous les propriétaires récoltants.

Entrons maintenant dans le domaine de la pratique et demandons-nous s'il n'existe pas certains moyens qui seraient de nature à diminuer la fraude sans apporter une bien grande gêne au contribuable. Sur cette question il y a divergence dans les vues. Les uns prétendent que la régie est suffisamment armée, que les lois préventives et répressives que le législateur met à sa disposition sont suffisantes, qu'il faut s'adresser à l'administration même pour lui demander d'exiger plus de vigilance et de zèle de ses pré-

posés à tous les degrés de la hiérarchie. La régie n'est plus aujourd'hui qu'un fantôme dont personne n'a plus peur ; son inaction et son apathie ont entraîné les plus timides et actuellement la fraude est commise avec un sans-gêne et un cynisme qui pourraient faire croire à une connivence des employés. Les autres soutiennent une opinion diamétralement opposée. Pour eux, la régie ne peut pas se défendre contre les fraudeurs, les moyens mis à sa disposition ne sont pas capables de les intimider ou de les décourager ; il ne faut pas chercher le développement prodigieux de la fraude ailleurs que dans les ménagements que les employés sont tenus d'observer dans une surveillance qui n'a pas de sanction légale. Si parfois on constate chez ces employés ce que des yeux inexpérimentés pourraient qualifier de défaillance, c'est qu'ils ont conscience de l'impuissance à laquelle ils sont voués par avance. Il faut alors s'adresser au législateur et lui demander des lois nouvelles.

Nous ne partageons ni l'une ni l'autre de ces opinions que nous considérons comme trop absolues. Nous n'alions pas jusqu'à prétendre que l'administration de la régie est un modèle d'organisation, que le système de répression mis à son service est suffisant, qu'il faut aller chercher la cause principale de la fraude dans la négligence ou le manque d'habileté de ses employés. Cependant nous devons avouer que trop souvent la régie est arrêtée par des considérations qu'elle ne devrait pas écouter ; mais dans l'état actuel des choses elle est malheureusement obligée d'en tenir compte. N'a-t-elle

pas à subir les influences locales et politiques ? Ne doit-elle pas aussi songer à ses propres intérêts ? Les employés ne peuvent pas se montrer trop rigoristes, sous peine de se mettre à dos toute la population et se rendre la vie difficile ; leurs appointements ne sont pas très élevés et, si peu que leurs charges augmentent, ils sont vite en proie aux préoccupations pécuniaires. Ils sont presque toujours en bons termes avec les marchands en gros qu'ils sont chargés d'exercer ; ils les sollicitent parfois et le lien de la reconnaissance les place quelquefois dans une situation délicate ; ils se souviennent et ferment les yeux quand leur devoir leur commande de les ouvrir. Nous avons vu souvent des procès de régie importants qui menaçaient de devenir sensationnels, se terminer par des amendes insignifiantes que, sous l'influence de grosses personnalités politiques, l'administration, en vertu de son pouvoir de transaction, exigeait des fraudeurs. De plus, il est certain que les employés sont trop peu nombreux ; l'administration en place deux par canton, c'est insuffisant. Nous connaissons certains cantons qui comprennent plus de 20 communes ; les employés ne peuvent donc consacrer par mois qu'une seule visite pour chaque commune ; aussitôt qu'ils ont tourné le dos ils ne sont plus à craindre que le mois suivant. S'ils pouvaient seulement compter sur le secours du préposé qui existe dans presque toutes les communes pour leur signaler les fraudes en préparation, pour attirer leur attention sur les commerçants peu scrupuleux, mais non ! La situation de ces préposés, qui les met à même de se tenir au

courant d'une foule de petits détails intéressants, leur interdit en même temps de compromettre des voisins, des amis ou des parents. Que faire ? D'aucuns ont prétendu que des réformes sérieuses seraient à désirer dans l'administration de la régie.

Nous avons, dans cet ordre d'idées, un projet de loi de M. Fleury-Ravarin, déposé le 20 janvier 1899, sur la « réforme de la régie des contributions indirectes ». L'auteur prétend que, « sans toucher aux recettes de l'Etat, sans apporter de profondes modifications au régime actuel des boissons », son projet « tend simplement à asseoir sur des bases plus équitables les rapports entre la régie des contributions indirectes et les contribuables » ; qu'il « adoucira les rapports quelque peu tendus parfois entre employés et assujettis et, rendant les commerçants moins rebelles à des prescriptions parfois arbitraires, presque toujours vexatoires, contribuerait peut-être, dans une sensible proportion, à la diminution de la fraude ». Nous pensons également qu'il y aurait beaucoup à faire de ce côté, nous rendons hommage à l'heureuse initiative de M. Fleury-Ravarin, mais nous ne croyons pas que son projet soit appelé à réaliser une sérieuse amélioration, car les inconvénients dont nous avons parlé tiennent plutôt à la nature des choses et à l'essence même de l'humanité. Du reste, les employés de la régie fussent-ils des hommes parfaits, ayant avec les contribuables des rapports reposant sur la plus cordiale courtoisie, qu'il y aurait encore fort à faire pour arriver à la réforme que nous poursuivons. La fraude serait sans doute diminuée

mais probablement pas dans des proportions telles que le Trésor pût opérer des dégrèvements. C'est d'un autre côté qu'il faut diriger nos recherches, sur un autre point qu'il faut exercer notre sagacité.

Nous sommes d'avis qu'il existe actuellement des lois sur la répression de la fraude qui seraient d'un utile secours mais qui, par suite de circonstances difficiles à expliquer, restent le plus souvent inappliquées. La loi de 1894 sur l'alcoolisation des vins reste lettre morte, aucun procès-verbal n'est dressé ; cependant les occasions d'application ne manquent pas : tous les épiciers et les débitants vendent des vins alcoolisés. Voilà une fissure par laquelle l'alcool s'échappe. Nous n'avons pas ici à apprécier cette loi de 1894, mais il nous semble que le raisonnement suivant s'impose : ou bien la loi est inapplicable parce qu'elle est mal faite ou pour toute autre cause, alors le législateur doit revenir sur lui-même et l'abroger ; ou bien elle est susceptible d'application et il faut exiger de la régie qu'elle l'exécute. Le vinage a toujours été considéré comme dangereux pour le Trésor, le vin est le véhicule naturel de l'alcool, c'est donc à cette porte qu'il faut exercer une surveillance sévère. La loi sur le mouillage et celle sur les vins de raisins secs sont, comme la précédente, à peu près inappliquées. Il semble que ce soit précisément les lois qui paraissent devoir être efficaces qu'on néglige d'exécuter. Nous ne voulons pas insister sur ce point, il est encore bien d'autres textes que nous passons sous silence nous voulions simplement montrer aux défenseurs aveugles

de la régie et à ceux qui prétendent que tout est parfait en cette matière qu'il y aurait encore beaucoup à faire.

En revanche, n'avons-nous pas des lacunes, des imperfections, qui rendent souvent, sinon impossible, du moins très difficile le contrôle des agents ? N'est-il pas des cas où l'outillage de l'administration demeure inutile ? L'article 4 de l'arrêté du 7 brumaire an IX interdit formellement à la régie de vérifier par elle-même la contenance des fûts en cours de route. Les préposés aux poids publics peuvent le faire, mais ils doivent être assistés d'un employé. A cet effet, il doit être établi, par les soins des préfets, des bureaux publics de pesage et de mesurage dans toutes les villes où les besoins du commerce l'exigeront (art. 1). Des circonstances imprévues en ont empêché la réalisation. L'article 1 de la loi du 29 floréal an X ajoute qu'il en sera établi de semblables dans les communes qui en seront jugées susceptibles par le gouvernement. Cette organisation s'impose. La loi du 4 juillet 1839 est bien venue prescrire certaines mesures, mais elles sont insuffisantes et inapplicables aux quantités importantes. L'autorité municipale a aussi été chargée, par la loi du 15 mars 1790, d'établir dans les marchés, halles, ports et quais, des préposés chargés de peser et de mesurer les marchandises. Mais, à part de très rares exceptions, cette loi n'a pas reçu d'exécution. La loi du 21 juin 1873 a essayé de combler cette lacune en créant des dépotoirs cylindres ; malheureusement l'organisation a soulevé des difficultés imprévues

et les résultats sont loin de ceux qu'on attendait. Deux villes seulement, Paris et Rouen, ont été pourvues de ces dépotoirs. L'installation très coûteuse a encore été un obstacle à l'extension de cette pratique. Cependant l'art. 588 C. pr. c., relatif aux saisies-exécutions, exige que le procès-verbal de saisie contienne « la désignation détaillée des objets saisis : s'il y a des marchandises, elles seront pesées, mesurées ou jaugées, suivant leur nature ». Comment faire, puisqu'il n'existe pas de système légal de mesurage ou plutôt puisque les systèmes prescrits par la loi n'ont jamais été exécutés ? Nous sommes en face d'une situation embarrassante, il importe que cette lacune soit comblée au plus tôt.

Ce n'est pas tout. La loi du 21 juin 1873 (art. 12) punit d'une amende élevée et d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois toute introduction ou tout transport frauduleux d'alcool dans une ville sujette au droit d'entrée ou au droit d'octroi et dans un certain rayon qui peut atteindre 5 kilomètres. Cette loi peut rendre de grands services, mais pourquoi a-t-elle une portée d'application aussi restreinte ? Pourquoi n'exercer cette rigueur qu'à l'égard de certaines localités seulement ? Pourquoi ne pas étendre l'art. 12 à toutes introductions et à tous transports frauduleux, à la campagne comme à la ville ? Cette extension s'impose pour atteindre la production clandestine.

Il est maintenant deux points sur lesquels il est indispensable d'attirer l'attention parce qu'ils sont d'une importance capitale. Nous avons vu que la fraude se

commettait par un nombre infini de moyens, qu'il était impossible de prévoir tous les systèmes que les gens peu scrupuleux peuvent mettre à contribution pour frustrer le Trésor. Nous avons cependant indiqué deux pratiques habituelles par lesquelles les commerçants écoulent clandestinement des quantités importantes d'alcool : le déchet et l'acquit fictif.

Il y a deux sortes de déchets : celui qui est accordé aux producteurs d'alcool, distillateurs et bouilleurs de profession et qui porte le nom de déchet de fabrication ; et celui qui est alloué aux commerçants et qui est connu sous le nom de déduction. Le déchet de fabrication, aussi bien que la déduction, sont fixés actuellement à 7 0/0 (Décret du 4 décembre 1872, art. 1^{er}). La loi du 16 décembre 1897 (art. 10) réduit cette déduction à 3 0/0 en ce qui concerne les alcools logés dans des récipients autres que les fûts en bois. Ce chiffre de 7 0/0 est beaucoup trop élevé car, de l'avis même d'hommes compétents en la matière, il atteint, en réalité, rarement plus de 2 0/0. On entrevoit immédiatement les inconvénients graves pour l'Etat d'une aussi grande latitude donnée aux commerçants. Si nous admettons, avec la presque unanimité des gens qui ont étudié la question, que ce déchet atteigne environ 2 0/0, chaque marchand en gros pourra, à son gré, disposer de 5 0/0 des quantités qu'il aura prises en charge. Il lui sera donc loisible de vendre à ses voisins, aux simples particuliers et même aux cabaretiers, une quantité importante d'alcool qui variera avec le chiffre accusé par le dernier recensement de la régie. Tant qu'il

restera dans les limites de la déduction légale, il n'a rien à craindre ; en sortirait-il, qu'il ne serait pas encore bien exposé. Nous avons dit précédemment que chaque négociant, à la campagne et dans les petites villes du moins, avait, à côté du local affecté à son commerce, un magasin clandestin ; il lui suffira donc de transporter de ce magasin dans l'autre une quantité d'alcool approximativement égale à celle qu'il a écoulée en plus de son déchet. Si même il n'était pas en mesure d'opérer cette petite substitution, il trouverait facilement un collègue qui lui viendrait en aide au moyen d'une pratique que nous connaissons, que nous avons expliquée et appréciée, l'acquit fictif. Enfin si, par impossible, le marchand en gros se trouvait à découvert lors de la visite des employés de la régie, il ne serait pas encore bien compromis. Il pourrait facilement se tirer de ce pas en soldant le droit de consommation simple. Il est facile de comprendre que le Trésor subit, de ce chef, des pertes importantes. Nous connaissons dans les Charentes, nombre de petits négociants qui n'ont pas moins, encore actuellement, de 60, 80 et même 100 hectolitres d'alcool pur en magasin. Avec cent hectolitres, un négociant peut disposer, en vertu même de la loi, (à condition, bien entendu, que les marchandises ne soient pas saisies pendant le parcours) chaque année de 7 hectolitres, sur lesquels, d'après ce que nous avons expliqué plus haut, 5 pourront être vendus. En admettant même qu'il n'ait pas fait usage des acquits fictifs, il aura fait perdre au Trésor, dans une seule année, par le fait même de la déduction, environ 780 fr.

(156 fr. 25. $\times$ 5). On voit, avec le grand nombre des marchands en gros, et des détenteurs d'alcool de toutes sortes, le chiffre considérable que peut atteindre la fraude. Si nous pouvions ajouter à ces quantités les pertes provenant des acquits fictifs et des autres pratiques frauduleuses, nous serions effrayés du résultat.

Que penseront nos adversaires de ces constatations plutôt pénibles? Persisteront-ils à soutenir que l'extension de l'exercice aux propriétaires récoltants est nécessaire pour faire recouvrer au Fisc les pertes qu'il subit par suite de ces combinaisons aussi ingénieuses que malhonnêtes? Comme eux nous sommes d'avis qu'une intervention immédiate du législateur s'impose pour mettre un terme à ces détournements. Mais nous pensons qu'il est inutile de sortir du milieu même de la fraude. Il faut qu'une loi vienne au plus tôt réduire le déchet à ses proportions normales et réelles. En ce qui concerne les acquits fictifs nous devons mentionner un décret tout récent, du 29 novembre 1898, portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 7, 8, 9 et 10 de la loi du 16 décembre 1897, qui prescrit l'application de certaines règles dans le transport des alcools. Ce décret, mis à exécution le 1^{er} mai 1899, stipule notamment le pesage des fûts et le visa de l'acquit en cours de route. Quelques mots à ce sujet sont indispensables. L'une seulement de ces mesures, le visa en cours de route, offre une garantie sérieuse. A moins de supposer que le préposé à ce visa fasse un oubli complet de son devoir, auquel

cas il n'y a plus à compter sur la prévoyance et l'initiative du législateur, la pratique des acquits fictifs devient impossible. Le pesage des récipients servant au transport présente moins d'intérêt. En effet, comment se font les acquits fictifs ? C'est le destinataire et non l'expéditeur (point très important) qui procède en fait aux formalités prescrites, tare du fût vide, poids du fût plein, poids net, etc, sur des récipients lui appartenant et qu'il doit placer dans la cour de son magasin aussitôt après l'expiration du temps indiqué pour le transport, pour figurer les fûts qui sont supposés faire l'objet de l'expédition. Il envoie la note ainsi rédigée à son expéditeur qui prend l'acquit en se conformant aux indications qu'elle contient. Cette nouvelle formalité ne serait donc d'aucun effet sur les acquits fictifs si le transporteur n'était obligé de faire viser, en cours de route, une ou plusieurs fois selon la distance, l'acquit que lui a délivré la régie.

Nous ne pouvons qu'applaudir à cette nouvelle prescription qui va singulièrement contrarier les fraudeurs et faire des vœux pour que le législateur persévère dans cette voie.

Et maintenant, pour revenir à nos bouilleurs de crû, ne serait-il pas possible de faire de ce côté encore quelques innovations utiles. On a prétendu que le bouilleur de crû retirait un bénéfice de la fraude du négociant, qu'il profitait de ce que son eau-de-vie n'était pas soumise à la régie pour en exiger un prix plus élevé. Nous ne partageons pas cette manière de voir. Le plus souvent le propriétaire débat avec son acheteur le

prix de sa marchandise sans se préoccuper de quelle manière elle sera enlevée, avec ou sans acquit. Quoiqu'il en soit, que le bouilleur de crû soit complice conscient ou inconscient, nous avons l'intention d'indiquer un moyen qui serait de nature à éviter cette participation du propriétaire à la fraude de son acheteur. En même temps, nous trouvons une nouvelle occasion de montrer à nos adversaires que la suppression du privilège n'est pas nécessaire. La loi du 9 avril 1898 qui accorde des primes, par suite un privilège comme celui qui nous occupe, à la culture du chanvre et du lin, nous donne dans son article 2 un sage et utile enseignement. Aux termes de cet article, « tout individu qui sera rendu coupable de fraude pour l'obtention de la prime sera, à l'avenir, déchu du droit à la prime... » Voilà une excellente disposition qui retiendra plus les fraudeurs que toutes les menaces d'amendes élevées et même de prison. Le bouilleur de crû malhonnête, celui qui joue son honneur sans émotion, s'inquiète peu de la peine qu'il peut encourir, pourvu qu'il soit assuré de pouvoir recommencer. Si, au contraire, il était dit dans un texte que « les bouilleurs de crû qui, à la faveur de leur privilège, ont fraudé ou participé d'une manière quelconque à la fraude, perdront, à l'avenir, le bénéfice de leur privilège », certaines opérations frustratoires pour le Trésor seraient évitées. Il serait facile, en réfléchissant, de trouver un certain nombre d'autres mesures qui retiendraient les fraudeurs. Par exemple, ne pourrait-on pas établir entre le vendeur et l'acheteur un certain lien de soli-

darité à l'égard de la fraude. De cette façon, le propriétaire qui vend son eau-de-vie exigerait de son acheteur un transport régulier. Aujourd'hui, le vendeur n'est nullement responsable, à moins cependant que l'administration de la régie puisse établir sa complicité, ce qui offre souvent de grandes difficultés.

Toutes ces mesures qui rendraient la tâche de la régie moins pénible et plus efficace, ne gêneraient en rien les bouilleurs de crû, surtout les bouilleurs honnêtes, les seuls dont nous voulons défendre les intérêts, puisque le récoltant, pour vendre ses produits, n'a pas besoin d'offrir aux acheteurs un bénéfice illícite, la qualité seule de son eau-de-vie étant suffisante pour en assurer l'écoulement.

Nous ne prétendons pas avoir tracé la voie au législateur en lui indiquant tous les moyens susceptibles, sinon de détruire, du moins de diminuer la fraude, ce n'était pas notre but. Nos adversaires affirmaient la nécessité de supprimer le privilège des bouilleurs de crû pour assurer au Trésor un excédent de recettes; nous avons contesté cette allégation et, pour nous justifier, nous avons énuméré un certain nombre de mesures que nous jugeons propres à apporter un frein sérieux aux pratiques éhontées des fraudeurs. Peut-on dire que la suppression du privilège soit nécessaire, quand il existe tant d'autres moyens, moins vexatoires et moins tracassiers, pour arriver au but qu'on se propose? On ne peut qualifier un remède de nécessaire, que lorsqu'il n'en existe pas d'autres pour guérir le mal.

CHAPITRE IV

La suppression du privilège serait-elle efficace ?

La question de l'efficacité est peut-être une des plus importantes que soulève la suppression du privilège des bouilleurs de crû. C'est une voie très tentante pour un gouvernement qui a la responsabilité de ses finances que celle qui consiste à édicter des mesures qui doivent faire obtenir à l'Etat un excédent de recettes ; on passe bien facilement sur toutes les raisons de justice et d'équité. Mais, quand on veut faire des réformes fiscales, il ne suffit pas de mettre en avant des chiffres obtenus par des calculs plus ou moins ingénieux, d'escompter des rentrées d'impôts, il faut encore et surtout démontrer que le recouvrement en aura lieu ; il ne suffit pas, dans d'aussi graves questions, de savoir ce qu'on a en vue, mais si ce qu'on a en vue se réalisera. Il importe, avant tout, de s'assurer que la réforme proposée produira un triple effet : avantage pour la masse des contribuables, respect des droits légalement et légitimement acquis, rentrée certaine dans les caisses de l'Etat des taxes nouvelles substituées aux anciennes. Nous avons eu l'occasion d'exa-

miner les deux premiers effets, il nous reste à voir maintenant si la suppression du privilège donnerait les résultats que ses partisans nous annoncent.

La réforme, telle qu'on la propose, serait infailliblement inefficace. Bien que ce serait plutôt à nos adversaires, demandeurs de la suppression, de faire la preuve de leurs assertions, nous allons intervertir les rôles et essayer de démontrer que la suppression du privilège ne serait qu'une déception.

Voyons d'abord si, a priori, on ne peut pas se faire une idée du résultat. La fraude, avons-nous dit, provient en majeure partie des assujettis; la régie, au moyen de l'exercice, est impuissante à la découvrir. Que voudrait-on faire pour la réprimer chez les bouilleurs de crû? Les soumettre à l'exercice. Pense-t-on que cette formalité sera efficace à l'égard des cultivateurs alors qu'elle est impuissante chez les commerçants et les industriels? Les négociants sont concentrés dans un cercle relativement étroit et facile à surveiller, les bouilleurs de crû, au contraire, sont répartis sur toute la surface de la terre, ils sont dispersés dans les campagnes, à proximité de leurs propriétés. Les commerçants et les industriels, déjà trop nombreux pour que la surveillance de la régie puisse être sérieuse, le sont cependant beaucoup moins que les bouilleurs de crû dont le nombre atteint actuellement presque un million (988.174 en 1896). Comment arriver à exercer une population aussi considérable et aussi disséminée? N'y a-t-il pas, de la part de nos adversaires, une singulière inconséquence, une grave contradiction à préten-

dre que l'exercice des bouilleurs de crû sera efficace alors que la surveillance des distillateurs et bouilleurs de profession n'est pour ainsi dire qu'un vain mot ? Il nous paraît pourtant bien évident que plus l'administration des contributions indirectes étendra le champ de ses investigations, plus elle augmentera le nombre de ses assujettis, moins sa surveillance sera facile et par suite plus elle courra la chance de ne pas rencontrer de fraudeur sous sa main.

Le simple raisonnement, un examen même superficiel de l'état de choses actuel, peuvent donc nous édifier par avance sur les résultats de la réforme. Nous nous proposons maintenant d'apporter des arguments d'une valeur moins contestable parce qu'ils sont empreints d'un caractère de réalité et basés sur l'expérience du passé.

Nous avons démontré précédemment que la fraude imputable aux bouilleurs de crû n'était pas très importante ; nous avons expliqué comment, en admettant, ce qui est irraisonnable, que toutes les quantités produites par eux fussent écoulées en fraude, les pertes du Trésor ne pourraient pas dépasser un maximum d'une douzaine de millions environ. De plus il faudrait encore faire une seconde hypothèse, c'est que la mesure proposée fera disparaître radicalement toute trace de fraude. Ces deux suppositions ne sont pas plus vraisemblables l'une que l'autre. Comment admettre, en effet, que toutes les eaux-de-vie des bouilleurs de crû échappent à l'impôt et que par le seul fait de l'extension de l'exercice, la plus petite quantité de ces eaux-

de-vie ne pourra y être soustraite? C'est impossible. Avec les progrès de la science industrielle, la fraude devient de jour en jour plus facile à opérer et moins facile à saisir. On vend depuis plusieurs années des appareils à distiller d'un fonctionnement simple, d'une installation facile et peu coûteuse. Avec ces instruments, il sera loisible aux propriétaires de narguer la régie. Peu employés actuellement puisque la loi protège les bouilleurs de crû, leur usage deviendra très répandu si on exerce les récoltants. Quand on aura supprimé le privilège, quand on aura enlevé aux bouilleurs de crû la liberté que plusieurs lois ont consacrée et qu'ils considèrent comme un droit, quand on aura placé les vignerons dans la triste alternative d'être fraudeurs ou de courir à la ruine, quand on les aura forcés à vaincre leurs derniers scrupules, est-il permis de croire que ceux qui n'abandonneront pas leurs vignes s'en tiendront à la distillation des produits de leur crû? Ne peut-on pas affirmer d'ores et déjà que, assimilés aux professionnels par la loi, ils se conduiront comme tels et chercheront par les mille artifices de l'industrie à obtenir un rendement élevé au détriment de la qualité? Où seront alors les résultats fiscaux et les effets hygiéniques que certains esprits superficiels ou prévenus attachent à la réforme? Où prendra-t-on les fameuses recettes qui doivent suppléer au dégrèvement des boissons hygiéniques et à la diminution des impôts de certains contribuables qui plient sous le faix?

Du reste, le privilège des bouilleurs de crû a déjà

été supprimé, il est facile d'examiner les résultats obtenus; l'expérience du passé est un enseignement sûr et profitable, il faut nous en inspirer.

La loi du 2 août 1872 supprima le privilège, mais la loi du 14 décembre 1875 le rétablit. Pendant ces trois années les résultats constatés, tant au point de vue des quantités soumises à l'impôt que des recettes, sont loin de confirmer les assertions de nos adversaires. Nous empruntons, à cet effet, les renseignements fournis par le bulletin de statistique et de législation comparée du ministère des Finances.

Examinons le tableau de la production pendant les trois dernières années de liberté avant la loi de 1872 pendant les trois années d'exercice, et enfin pendant l'année qui a suivi le rétablissement de la liberté.

Années	Régime	Quantités fabriquées		Fabrication totale	Quantités imposées	Production	
		Dist. et bouil. de prof.	Bouilleurs de crû			de vin	de cidre
1869	Liberté	1.151.000	260.000	1.411.000	1.008.750	70.000.000	4.280.000
1870		902.000	335.000	1.237.000	882.790	54.535.000	19.194.000
1871		1.179.000	422.000	1.601.000	1.013.216	56.901.000	2.128.000
1872	Mixte	1.439.000	452.000	1.891.000	755.464	50.155.000	4.597.000
1873		1.249.000	175.000	1.424.000	934.450	35.716.000	13.635.000
1874	Exercice	1.348.000	184.000	1.532.000	970.599	63.146.000	13.312.000
1875		1.472.000	377.000	1.849.000	1.049.052	83.836.000	18.257.000
1876	Liberté	1.408.000	301.000	1.709.000	1.000.182	41.847.000	7.036.000

(1)

1. *Bull. de stat. et de légis. comp. du Min. des Fin., 2^e sem. 1899, p. 168.*

En 1872, la production générale de l'alcool est de 1.891.000 hectolitres. Nous sommes sous un régime mixte puisque la loi qui supprime le privilège est du 2 août. En 1873, cette production générale tombe à 1.424.000 hecto, d'où une diminution de 467.000 hecto. Cette diminution provient en grande partie des bouilleurs de crû dont la production descend de 452.000 hecto. à 175.000, soit en moins 277.000 hecto. Il est bon de remarquer cependant que la récolte en vins et cidres est moins élevée en 1874 que celle de l'année précédente. Mais poursuivons notre examen. Prenons les années 1871 et 1874 dont les récoltes en vins et cidres semblent annoncer une abondante distillation chez les bouilleurs de crû. En 1871 la production totale en vins et en cidres atteint 59.000.000 hecto. la fabrication générale d'alcool est de 1.601.000. hecto, En 1874 la production totale s'élève à 76.500.000. hecto. et la fabrication générale d'alcool est seulement de 1.532.000. hecto. La production des matières premières est supérieure en 1874 de 17 millions $1/2$ d'hecto. et la fabrication des alcools est inférieure de 69.000 hecto. En 1871, bonne récolte de vins, les bouilleurs de crû fabriquent 422.000 hecto. d'eau-de-vie; en 1874, très bonne récolte de vins, les bouilleurs de crû ne fabriquent plus que 184.000 hecto. D'où vient cette différence? Il est logique de l'attribuer au changement de régime chez les récoltants. Il est probable que s'ils avaient encore joui de la même liberté, la production d'eau-de-vie aurait suivi la marche ascendante de la récolte des vins et des cidres.

Ces deux années (1871 et 1874) mises en comparaison, n'ont pas été choisies à dessein pour les besoins de la cause. Il serait facile de s'en convaincre en en prenant deux autres, par exemple 1875 et 1876.

Il est encore intéressant de constater les effets de la suppression du privilège à un autre point de vue. En 1875, année d'exercice, la production totale des alcools atteint 1.849.000 hectolitres et la quantité soumise au droit de consommation est de 1.019.052 hectolitres ; en 1876, année de liberté, la production est de 1.709.000 hectolitres et la quantité soumise à l'impôt, de 1.000.182 hectolitres. Donc l'année 1876 qui a fourni 140.000 hectolitres de moins d'alcool que 1875 n'a livré à la consommation que 18.818 hectolitres de moins. Si le privilège avait été, comme on le prétend, l'occasion de fraudes considérables, le rendement de l'impôt aurait dû baisser aussitôt son rétablissement. Au contraire, la récolte de vin baisse de plus de moitié et cependant la production chez les bouilleurs de crû ne descend que de 377.000 hectolitres à 301.000 hectolitres. De plus, la proportion des quantités soumises à l'impôt par rapport à la production totale est plus élevée en 1876 qu'en 1875. Le privilège des bouilleurs de crû, au lieu de diminuer le rendement du droit sur l'alcool semble plutôt l'augmenter. Il est facile de s'en rendre compte. Examinons la moyenne des quantités imposées pendant les années 1867, 1868 et 1869. Etant données les désorganisations de toutes sortes qui se sont produites pendant les années 1870 et 1871, on comprendra que nous ne fassions pas entrer en ligne de compte la

perception pendant ces deux années. Au surplus, cela ne modifierait que très peu notre résultat.

Années	Régime	Quantités soumi- ses à l'impôt	Moyenne
1867	Liberté de fabrication	939.465 H	973.177
1868		971.317	
1869		1.008.750	
1873	Exercice	934.450	974.700
1874		970.599	
1875		1.019.052	
1876	Liberté de fabrication.	1.000.182	1.043.459
1877		1.029.683	
1878		1.100.512	

Au cours des trois années pendant lesquelles le régime de l'exercice a été imposé aux bouilleurs de crû (1873, 1874 et 1875) les droits ont été perçus sur 2.924.101 hectolitres, alors que pendant les trois années 1887, 1868 et 1869, sous le régime de la liberté, l'impôt n'avait été perçu que sur 2.919.532 hectolitres. Cela fait une différence de 4.569 hecto, soit un supplément de revenu de $(4.569 \times 156 \text{ fr. } 25) 713.906 \text{ fr. } 25$ ou, en chiffres ronds, de 238.000 fr. par an. Nous n'essayerons pas de rechercher la cause de cette augmentation, nos adversaires ont tenté d'en tirer parti contre nous et ont voulu voir là un effet de l'extension de l'exercice aux bouilleurs du crû. C'est un argument sans valeur. L'impôt sur l'alcool est d'une application si étendue, si générale, qu'une variation aussi peu importante que celle que nous venons de constater peut se produire par le simple jeu des événements naturels sans qu'il faille aller en

rechercher la cause dans la suppression du privilège. Du reste, continuons à passer en revue la consommation dans la période suivante. Pendant les trois années qui ont suivi la loi du 14 décembre 1875 (1876, 1877 et 1878), les droits ont été acquittés sur 3.130.377 hectolitres ; tandis que la quantité soumise à la taxe, pendant le régime de l'exercice, n'a atteint que 2.924.101 hectolitres. Le rétablissement du privilège a donc permis au fisc de s'enrichir d'une somme égale aux droits perçus sur 206.276 hectolitres soit $(206.276 \times 156 \text{ fr. } 25)$ 32.230.625 francs, ce qui fait une moyenne de 10.700.000 francs par an en chiffres ronds. Voilà cette fois une augmentation anormale qu'on ne peut rattacher à des circonstances naturelles et ordinaires. Un impôt ne rend pas une année 10.700.000 francs de plus que l'année précédente s'il n'y a pas une cause précise et déterminée. Cette cause, on ne saurait la voir ailleurs que dans l'abrogation de la loi du 2 août 1872, que dans le rétablissement du privilège des bouilleurs de crû. Voilà donc une constatation tout à fait concluante ! Cependant nous ne pouvons nous en tenir là et nous allons continuer notre comparaison des deux régimes en établissant le rapport entre les quantités fabriquées et celles soumises au droit.

En nous reportant au tableau publié chaque année par le ministère des finances, dans son bulletin de statistique, nous voyons que pendant les trois années qui ont précédé la suppression du privilège (1869, 1870 et 1871) la production totale des alcools a atteint 4.249.000 hectolitres et que les droits ont porté

sur 2.904.756 hectolitres, ce qui établit que l'impôt a été perçu dans la proportion de 60,5 0/0. Dans les trois années correspondant au régime de l'exercice (1873, 1874 et 1875) la production totale s'est élevée à 4.805.000 hectolitres et les droits ont été perçus sur 2.924.000 hectolitres, soit dans la proportion de 60,80 0/0. La suppression du privilège des bouilleurs de crû a donc laissé la perception de l'impôt sensiblement dans les mêmes proportions qu'auparavant. Au contraire, pendant les trois années qui ont suivi immédiatement la loi de 1875 (1876, 1877 et 1878) les quantités produites ont atteint 4.435.000 hectolitres et celles soumises à la taxe de consommation, 3.130.000 hectolitres, soit une proportion de 70,60 0/0. En continuant notre examen et nos rapprochements, nous verrions que cette proportion s'élève encore dans les années suivantes pour atteindre en 1880 le chiffre énorme de 83 0/0.

A quoi rattacher cette augmentation ? Nous pourrions nous dispenser de répondre à cette question puisqu'il nous suffit d'avoir constaté que la suppression du privilège produit un effet absolument contraire à celui que nos adversaires veulent lui attribuer. Il est évident qu'il faut voir là le résultat du rétablissement du régime de la liberté chez les bouilleurs de crû. En effet, les choses sont restées entières, aucun événement fortuit n'est venu menacer la fabrication ou la consommation, un seul élément a varié, le rétablissement du privilège, il est donc logique de lui attribuer les changements survenus dans la perception de l'im-

pôt. La commission du Sénat ne s'est pas méprise sur l'effet de la suppression du privilège. Nous lisons dans le rapport déposé par M. de Verninac, au nom de cette commission, le 25 mai 1893 : « Le privilège des bouilleurs de crû a été supprimé pendant trois ans ; les résultats constatés au point de vue du recouvrement de l'impôt sont loin de confirmer les assertions des adversaires de ce privilège » (1). Nos adversaires ont si bien compris combien étaient probantes ces constatations, qu'aujourd'hui ils n'osent plus les contester. Comme leur parti pris ne leur permet pas de reculer et d'avouer leur erreur, ils rejettent la faute de l'insuccès sur la tête du législateur qui, à les entendre, n'aurait pas été absolu dans sa réforme et aurait compromis les résultats en accordant une franchise à titre de consommation de famille. Nous sommes bien convaincu que, quel que fût le régime appliqué aux bouilleurs de crû à la place du régime de faveur actuel, le rendement de l'impôt sur l'alcool n'augmenterait pas dans des proportions sensibles.

En résumé, la loi du 2 août 1872, décrétant la suppression du privilège des bouilleurs de crû, n'a augmenté en rien les recettes budgétaires. Elle a maintenu à grand'peine la perception du droit de consommation dans la même proportion que précédemment. Il est même permis de croire que si cette loi fût demeurée en vigueur plus longtemps, ses effets déplorables se seraient traduits par une diminution importante des

1. *J. O. S. Doc. Parl.*, 1893, p. 350 et s.

quantités d'alcool soumises à la taxe. Au contraire, dès l'année suivante, aussitôt qu'apparaît le rétablissement du privilège, la perception de l'impôt se fait dans une bien plus grande proportion, puisque de 60, 8 0/0 pendant le régime de l'exercice, elle passe à 70,6 0/0 pendant les trois années qui suivent, pour atteindre 83 0/0 en 1880.

Après des constatations aussi sincères que convaincantes, après des calculs établis sur des chiffres provenant de source autorisée, officielle même, est-il permis de croire un seul instant aux affirmations de nos adversaires ? Est-il permis raisonnablement de penser que la suppression du privilège des bouilleurs de crû nous donnerait des effets satisfaisants au point de vue fiscal ? Pouvons-nous penser que l'assimilation des bouilleurs de crû aux bouilleurs de profession ferait entrer dans les caisses de l'Etat des sommes suffisantes pour opérer une réforme générale et complète du régime des boissons ? Peut-on, avec un semblant de logique et de raison, opposer à nos résultats certains, mathématiques, basés sur l'expérience, des calculs douteux établis sur des données purement imaginaires. Comment comprendre qu'à des preuves irréfragables on ose opposer des arguments aussi fragiles ? Il faut avoir dans l'avenir une confiance bien aveugle pour croire que la loi qui supprimerait le privilège des bouilleurs de crû aurait, au point de vue fiscal, une efficacité plus grande que la loi du 2 août 1872 dont nous avons constaté les fâcheux résultats puisqu'elle a détourné, arrêté le flot montant des revenus fiscaux

auquel la loi du 14 décembre 1875 devait rendre son cours libre et naturel.

Voilà tranchée la question de l'efficacité au point de vue fiscal. Nous pourrions nous en tenir là, puisque nos adversaires n'ont jamais cherché dans la suppression du privilège que les intérêts du Trésor. Cependant il est une autre question ou plutôt une autre face de la question dont il faut dire un mot. Nous avons parlé, dans les Ch. I et II, de l'influence des bouilleurs de crû sur la qualité des produits livrés à la consommation. Nous avons donc pour ainsi dire traité par avance la question de l'efficacité de la suppression du privilège au point de vue hygiénique. On a dit que le privilège des bouilleurs de crû, en évitant tout contrôle sur certains alcools, permet, facilite même, la fabrication clandestine et la circulation en fraude de produits de mauvaise qualité et contribue ainsi, dans une large proportion, à la propagation de l'alcoolisme. Nous avons fait justice de cette accusation erronée et mensongère. Nous avons dit que le bouilleur de crû seul était capable de maintenir la qualité de nos produits français, que seul il pouvait apporter dans la consommation un élément sain et donner toute garantie à la santé et à la morale publiques. Nous avons démontré que l'extension de l'exercice aux propriétaires, loin d'apporter un frein à l'alcoolisme, ne ferait que substituer aux eaux-de-vie de vin, de mauvais alcools d'industrie, forcerait les cultivateurs qui s'alimentent actuellement à leur propre récolte à venir grossir la clientèle des cabarets et par consé-

quent introduirait dans une population saine les germes d'un mal terrible. Nous n'insisterons donc pas sur un point que nos adversaires même n'osent contester qu'avec timidité et embarras et nous nous résumerons en disant que, pas plus au point de vue fiscal qu'au point de vue hygiénique, la suppression du privilège ne serait efficace.

CONCLUSION

Nous avons examiné et renversé un à un tous les arguments des adversaires du privilège des bouilleurs de crû. Nous avons montré que cette suppression ne serait ni juste, ni politique, ni nécessaire, ni efficace ; on ne voit plus, par suite, quelles raisons on pourrait invoquer pour soutenir qu'elle s'impose. La conclusion qui semble découler naturellement de toutes ces considérations c'est qu'il ne faut pas toucher aux immunités des bouilleurs de crû, c'est qu'il faut conserver le *statu quo*. Ce ne sera pas la nôtre.

La réforme du régime des boissons n'est pas intimement liée au privilège des bouilleurs de crû, elle n'est nullement subordonnée à son maintien ou à sa suppression. Nous voulons une réforme générale et complète dont la question des bouilleurs de crû n'est qu'un côté presque négligeable, un petit détail dont la solution ne peut venir qu'après l'élaboration des grandes lignes. Nous sommes loin de penser que la situation actuelle donne satisfaction à tous les intérêts, nous convenons qu'il y a beaucoup à retrancher et beaucoup à ajouter à la législation actuelle ; comme nos adversaires nous prétendons qu'une fraude considérable

prive le Trésor d'une partie importante des recettes sur lesquelles il a le droit de compter, comme eux nous sommes d'avis qu'une réforme urgente s'impose, mais nous ne sommes plus d'accord sur le choix des moyens.

Une mesure fiscale ne doit pas être considérée comme efficace par ce seul fait qu'elle augmente le rendement de l'impôt auquel elle est appliquée ; car l'impôt, en effet, ne doit pas être qualifié d'utile par cette seule raison qu'il fait entrer dans les caisses de l'Etat des sommes considérables, il faut encore que le législateur sache l'adapter aux besoins de la nation, sous peine de faire une œuvre inutile et dangereuse.

L'expérience renouvelée a montré que dans cette grave question de la réforme du régime des boissons, on ne pourrait pas aboutir si on restait dans les termes où on l'a posée jusqu'ici. C'est parce que les échecs qui se renouvellent, qui se multiplient, ne sont pas purement accidentels ; c'est parce qu'ils ont des causes plus profondes et démontrent qu'on ne pourra ni réaliser le large dégrèvement des boissons hygiéniques, ni donner aux bouilleurs de crû aucune compensation en échange de leur privilège. Cette longue expérience, ces insuccès répétés, ces vaines tentatives démontrent que la réforme est impossible si l'on se tient dans la formule générale adoptée jusqu'ici. M. Jamais avait cherché, à l'aide de diverses combinaisons se rattachant soit à l'augmentation des licences et du droit sur l'alcool, soit à la suppression du privilège, de combler le déficit creusé par le dégrèvement des boissons

hygiéniques qu'on se proposait d'opérer. Ce projet avait rencontré une certaine faveur au Parlement et le gouvernement résolut de le mettre en pratique avant de le soumettre aux lois de la Chambre. Il donna l'ordre à l'administration des contributions indirectes de soumettre une certaine zone de la France à une expérience pratique et effective de la proposition de loi. Mais le résultat n'a pas répondu à l'attente du gouvernement et des agents du Trésor chargés d'expérimenter la réforme. Le gouvernement a déclaré nettement que lorsque ce système, mis en pratique, a fonctionné fictivement par une expérience directe, les résultats obtenus n'ont pas été favorables et les bouleversements occasionnés par le projet étaient tels que certains départements étaient surtaxés pendant que d'autres étaient indemnes.

Il y a, en effet, une autre préoccupation que l'intérêt du Trésor qui a grandi dans le pays et dont il faut tenir compte. Il s'est opéré peu à peu, dans cette question des boissons, une sorte de transformation, d'évolution bien curieuse. Tout d'abord, le problème se ramène simplement à une question purement fiscale, il s'agit de trouver des compensations aux dégrèvements projetés ; ensuite, à mesure qu'on y réfléchit et à mesure que les hygiénistes, les médecins, les économistes font entendre leurs récriminations, on s'aperçoit que le côté fiscal que l'on considérait d'abord comme l'unique but de la réforme, est absolument secondaire, que ce qui domine c'est la question hygiénique, la question sociale, le souci et le devoir impérieux de mettre un

frein à l'empoisonnement continu de la population. C'est cet intérêt public, général, supérieur à celui du fisc et de l'agriculture, qu'on a négligé de faire entrer dans la discussion. Cependant, la production de l'alcool intéresse la richesse du pays, tant au point de vue de la santé publique que du rendement fiscal; il faut donc envisager cet impôt dans ses rapports avec l'hygiène comme dans ses résultats financiers. L'hygiène et le fisc sont, en cette matière, si intimement liés qu'on ne peut étudier l'un sans remarquer l'influence de l'autre. En les examinant séparément, non seulement on ferait une œuvre incomplète, mais encore on serait forcément conduit à sacrifier l'un ou l'autre de ces intérêts également respectables.

C'est pour toutes ces raisons que nous affirmons à nouveau que s'attacher à la question des bouilleurs de crû ce n'est pas vouloir une réforme sérieuse. Ce n'est ni dans l'abolition ni dans le maintien de leur privilège qu'il faut chercher la solution. Il faut placer au premier plan la question hygiénique, et alors, ce qui nous paraît le plus nécessaire dans la réforme du régime des boissons, c'est d'édicter, pour les alcools d'industrie livrés à la consommation, l'obligation d'un minimum de pureté, c'est de confier à l'Etat la rectification des alcools d'industrie qui constitue le seul moyen pratique et décisif d'éliminer de la circulation tous les alcools impurs.

DEUXIÈME PARTIE

Monopole de l'Alcool.

PRÉLIMINAIRES

Dans la première partie nous avons étudié sous toutes ses faces le privilège des bouilleurs de crû. Cette question, avons-nous dit, ne présente qu'un intérêt tout à fait secondaire au point de vue de la réforme qui nous occupe. Nous ne lui avons donné une aussi grande importance dans notre travail qu'à cause du rôle qu'elle a joué jusqu'ici dans les débats sur cette matière, de l'ampleur toute particulière que nos adversaires lui ont donnée par leur acharnement contre une juste et légitime faveur dont la suppression ne pourrait profiter qu'à une catégorie déterminée de la population, qu'aux industriels et aux commerçants d'alcools dont ils sont les représentants les plus dévoués. Nous avons voulu donner notre avis sur une vieille querelle qui paraît encore loin d'être vidée ; nous avons essayé d'apporter

un peu d'ordre et d'impartialité dans une discussion où la politique et le parti-pris avaient jeté le désordre et l'incohérence. Nous avons produit les raisons qui militent en faveur du maintien du privilège, nous avons apprécié les principaux arguments et les objections sérieuses qu'on a fait valoir contre la situation actuelle des bouilleurs de crû et nous avons conclu que la suppression du privilège avait contre elle non seulement les difficultés insurmontables d'une application pratique, mais encore la tradition, la logique et la justice. Quand autant d'éléments se trouvent assemblés pour combattre une thèse, est-il raisonnable, est-il possible même de la soutenir ?

Nous n'avons examiné la situation des bouilleurs de crû que comme un fait isolé, pris en lui-même, au point de vue des intérêts généraux du pays, nous sommes loin de penser, malgré notre conclusion favorable au privilège, que la réforme du régime des boissons doive se limiter et se subordonner à la solution de cette question absolument secondaire. Jusqu'ici nous avons beaucoup critiqué, nous avons fait connaître les principales raisons qui avaient ajourné ou fait échouer les divers projets, maintenant nous allons essayer d'édifier. Pour donner au problème toute l'étendue qu'il comporte, nous introduirons un nouvel élément. Nous ne rechercherons plus seulement quel serait le moyen de favoriser la rentrée de l'impôt des boissons en réduisant la fraude, nous ferons connaître par quel système il serait possible, en donnant à l'hygiène toutes les garanties désirables, de faire récupérer au Trésor

un excédent de recettes considérable par la suppression de la fraude. Ce moyen, nous l'avons déjà indiqué, c'est le monopole de la rectification et de la vente des alcools par l'Etat. Mais, comme il est logique avant d'essayer de corriger un vice d'en examiner les causes, nous allons faire comme le médecin, nous allons observer et étudier le mal avant d'en indiquer les remèdes. Voyons donc d'abord l'alcoolisme dans ses causes et ses effets, et ensuite nous pourrons aborder le monopole.

Dans un très court historique nous ferons connaître l'origine de la théorie du monopole de l'alcool, ensuite nous en établirons l'organisation, nous en examinerons le but et, après avoir passé rapidement en revue les principaux pays qui ont déjà adopté ce système, nous discuterons les objections de nos adversaires. Enfin, nous rechercherons quels dégrèvements utiles on pourrait effectuer avec l'excédent de recettes du monopole.

TITRE I

LE PÉRIL ALCOOLIQUE

La rubrique seule de ce titre indique assez qu'il s'agit ici des méfaits de l'alcool. Avant de parler des conséquences de la consommation alcoolique, nous croyons utile de rappeler la provenance de l'alcool, sa fabrication et les différentes qualifications qu'il prend selon son origine. Nous aurons ainsi l'avantage de connaître par avance le sens de divers termes que nous rencontrerons au cours de ce travail.

D'après l'étymologie, il semblerait que l'alcool fût d'origine arabe ; cependant, dans l'opinion généralement admise aujourd'hui, sa découverte est attribuée à Arnaud de Villeneuve, professeur de l'Université de Montpellier ; du moins, c'est lui qui, vers 1272, dans son traité *De conservanda juventute*, parle pour la première fois de cette liqueur qu'on tire du vin par des procédés chimiques et qui n'en a ni la couleur, ni les effets ordinaires... « Cette eau de vin est appelée par quelques-uns eau-de-vie et ce nom lui convient puisque c'est une véritable eau d'immortalité... »

L'alcool est un liquide obtenu par la fermentation des jus naturellement sucrés ou préparés artificielle-

ment par la saccharification des matières amylacées. La fermentation donne naissance à l'alcool, mais il contient encore en dissolution certaines matières étrangères qu'il faut faire disparaître pour avoir un liquide propre à la consommation. Cette séparation se fait par une opération particulière qu'on appelle la distillation et qui a pour but d'éliminer les matières étrangères.

A l'état pur, l'alcool ne présente qu'un type, sa composition est toujours la même et sa qualité est constante, quelle que soit la substance dont il a été extrait. En un mot il n'y a qu'un seul alcool pur (ou alcool éthylique) qu'on peut toujours obtenir en débarrassant le produit de la distillation des matières étrangères qu'il contient. Malheureusement l'alcool pur ne se rencontre qu'assez rarement; ses usages sont à peu près limités à la médecine et à la pharmacie. Les alcools du commerce et même ceux de la consommation sont loin d'être purs. Ils contiennent en dissolution des matières qui ont échappé à la distillation et même à la rectification. Ils ne sont pas non plus identiques; il y a entre eux de nombreuses différences qui proviennent, soit de leur mode de préparation, soit surtout des substances dont ils ont été extraits.

L'alcool éthylique n'est pas absolument inoffensif, il est légèrement toxique, mais sa consommation ne peut être dangereuse que s'il est absorbé en très grande quantité. Le docteur Lannelongue affirme que si la dose ne dépasse pas 112 à 115 grammes par jour, un

adulte, un homme de travail, peut la supporter. On peut dire, dans ces conditions, que l'alcool pur, pris à dose modérée, ne produirait pas sur l'organisme de graves désordres. Il n'en est pas de même des alcools du commerce ni même de ceux qui sont livrés à la consommation. Leur toxicité varie avec les impuretés qui les accompagnent et généralement avec les substances qui les ont produits.

Tout d'abord, et même longtemps après la découverte de l'alcool, le vin était à peu près la seule matière que les distillateurs mettaient en œuvre, mais les chimistes ne tardèrent pas à découvrir la présence d'alcool dans un grand nombre de produits de la terre. Aujourd'hui la liste des matières alcooliques et, conséquemment, des divers alcools, est longue. Généralement on les classe, par ordre croissant de toxicité, de la façon suivante :

1° *Eau-de-vie de vin* qui, bien distillée, renferme presque exclusivement de l'alcool éthylique ;

2° *Eau-de-vie de poiré* qui est en majeure partie composée d'alcool éthylique ;

3° *Eau-de-vie de marcs de raisin et eau-de-vie de cidre*, qui accusent nettement un certain degré de toxicité à cause des alcools propylique, cœnanthylique et caprylique qu'elles contiennent ;

4° Eau-de-vie de grains,	} qui sont très nocives parce qu'elles contiennent de l'alcool butylique et de l'alcool amylique.
5° Eau-de-vie de betteraves,	
6° Eau-de-vie de mélasses de betteraves.	

7° *Eau-de-vie de pommes de terre*, qui est la plus toxique parce qu'elle contient des huiles essentielles composées d'alcool butylique et d'alcool amylique.

Les alcools du commerce et de la consommation ne sont que des mélanges de ces divers alcools. On peut déjà se faire une idée de leur degré de toxicité. Il y aurait lieu de mentionner encore certaines autres substances qui donnent aux mélanges des goûts et des saveurs particuliers, mais qui, presque toutes, sont très nocives.

L'alcool, en général, n'est donc pas une substance inoffensive, un liquide qu'on peut impunément consommer à toutes doses. Nous en avons non seulement des preuves par les nombreux essais qu'on a pu faire dans les laboratoires, mais par l'expérience de chaque jour sur la nature humaine. Il produit sur l'homme des désordres nombreux, des effets déplorables dont l'ensemble prend le nom d'alcoolisme.

L'alcoolisme n'a pas une origine bien lointaine ; c'est à peine s'il faut remonter un demi-siècle en arrière pour en découvrir les traces en France. Lors de la publication du dictionnaire de Littré, le mot paraissait d'introduction récente. Au mot « alcoolisme chronique » nous lisons : « maladie caractérisée par une détérioration graduelle de la constitution et par des accidents nerveux ; elle s'observe surtout dans les pays froids, où les travaux pénibles exigent l'emploi de boissons alcooliques de la part des ouvriers, ce qui en conduit beaucoup à abuser de ces boissons ». Dans son supplément (V. Alcoolisme), le même auteur

déclare que le mot n'aurait été introduit dans la langue médicale que « vers 1852 par un médecin suédois, Magnus Huss, pour résumer l'ensemble des symptômes pathologiques qu'entraîne l'abus de l'alcool ». A partir de 1833 on trouve quelques articles intéressants sur l'alcoolisme ; mais partout il en est question comme d'une chose nouvelle, curieuse même ; l'alcoolisme chronique est noté comme peu fréquent et comme formant en quelque sorte un vice particulier à certaines professions. Ainsi donc, vers le milieu de notre siècle, l'alcoolisme n'était encore qu'à l'état naissant ; peu développé, apparaissant sous des formes très variées, il n'attira point l'attention des médecins qui ne prévoyaient pas les proportions considérables que le mal allait prendre dans l'avenir.

Jusqu'à cette époque la consommation était alimentée presque exclusivement par les eaux-de-vie naturelles, mais l'apparition de l'oïdium vint porter à nos vignobles un coup terrible ; les eaux-de-vie de vin diminuèrent considérablement et furent remplacées dans les cabarets par des alcools d'industrie. Alors l'alcoolisme, dont jusque-là on n'avait constaté que des cas isolés, devint de plus en plus fréquent. C'est là un fait sur lequel nous aurons à nous expliquer à propos des causes de l'alcoolisme et auquel nous attachons une importance toute particulière.

Nous pouvons donc dire que l'alcoolisme prend sa source dans la consommation de l'alcool. Mais, dans les effets produits par l'absorption de l'alcool, il y a lieu de faire des distinctions. Très souvent, dans le

langage courant, on confond ivresse, ivrognerie et alcoolisme. Or, si ces trois états se ressemblent par une origine commune, il n'en est pas moins vrai qu'il y a entre eux des différences profondes. L'alcoolisme n'est pas l'ivresse ni même l'ivrognerie. L'ivresse est un fait passager, une indisposition momentanée, souvent accidentelle ; au contraire, l'ivrognerie indique l'habitude, c'est l'ivresse répétée. Ces deux états sont apparents, ils se constatent au dehors parce qu'ils se manifestent par des signes extérieurs caractéristiques. L'alcoolisme est un état tout différent. Il ne suppose nullement des défaillances publiques, il produit plutôt des désordres internes. Evidemment, il est difficile de rencontrer un ivrogne qui ne soit pas un alcoolique ; cela se comprend, puisque l'ivrognerie, comme l'alcoolisme, suppose un excès habituel, fréquent, dans la consommation de substances alcoolisées. Mais, la réciproque n'est pas toujours vraie : beaucoup d'alcooliques ne sont pas des ivrognes. L'ivrognerie est la divulgation, l'aveu de l'alcoolisme, mais l'alcoolisme ne se manifeste pas toujours par des signes extérieurs. Il suffit, grâce à une constitution robuste ou à une longue habitude, d'avoir conduit son corps à supporter des quantités d'alcool de plus en plus grandes. Aujourd'hui, il paraît de bon ton d'apparaître au café avant et après chaque repas pour prendre des apéritifs et des digestifs. Beaucoup de gens se font un point d'honneur de se conformer à cet usage ; ils absorbent quotidiennement des quantités relativement importantes d'alcool qu'ils paraissent supporter gaillardement. Ce ne sont pas des ivrognes, ce

sont des alcooliques ; aucun signe extérieur ne trahit leur état, aucun symptôme ne révèle leur maladie, mais ils n'en sont pas moins exposés à des dangers dont ils n'entrevoient pas la gravité. Le *Journal des Débats* (17 avril 1895, édition blanche) rapporte qu'un médecin anglais a exprimé cette idée dans une conférence. « Il a affirmé qu'il avait vu dans son hôpital
« beaucoup de malades qui souffraient de l'alcoolisme
« et qui n'étaient pas des ivrognes. C'étaient seulement
« des personnes qui avaient bu plus que leur capacité
« physiologique. »

Nous ne reprendrons pas ici les nombreuses dissertations qui ont été faites sur l'alcoolisme ; il serait banal, fastidieux, en tous cas trop long de retracer les conséquences multiples et à tous égards fatales de l'abus de l'alcool. Toutefois, un bref raccourci ne sera pas inutile.

On peut dire que l'alcoolisme atteint non seulement l'individu, mais encore la famille, la race, la collectivité entière. Il produit, avec une régularité presque certaine, la dégradation des facultés physiques, intellectuelles et morales. L'individu qui a contracté la déplorable passion de s'alcooliser n'est plus un être humain, il est pire que la brute ; tout disparaît : réflexion, raison, sentiments, le corps n'obéit plus qu'à une fiévreuse excitation. Un peuple alcoolisé est un peuple déchu ; il ne saurait s'organiser, il n'est plus bon qu'à faire des émeutes stériles. « L'alcool, disait M. Gladstone, fait de nos jours plus de ravages que ces trois fléaux historiques : la famine, la peste et la guerre.

Plus que la famine et la peste il décime ; plus que la guerre il tue ; il fait pis que tuer, il déshonore. » (1). Au point de vue physique l'alcoolisme surexcite la sensibilité, entame et désorganise le système nerveux, amoindrit la force et la résistance ; c'est une vieillesse anticipée. « Ce qui caractérise le buveur, a dit le docteur Lannelongue, c'est son défaut de résistance... c'est un mauvais blessé, c'est un mauvais malade .. Le vieillard et le buveur se ressemblent, je me trompe, le vieillard a l'avantage... Le vieillard résiste mieux que l'alcoolique parce que ses tissus sont normaux, ne sont pas altérés. Au contraire, les tissus de l'ivrogne sont altérés, dégénérés et le placent dans un état d'infériorité réelle par rapport au vieillard. » (2).

Tous les hommes qui ont étudié les boissons au point de vue hygiénique sont unanimes à considérer l'alcoolisme comme le fléau le plus terrible de notre époque.

M. Salis lui-même reconnaît la gravité du mal qu'il signalait à la tribune de la Chambre en ces termes. « Quelle belle génération et quelle superbe race nous ménage l'avenir, déjà si sombre, et quel est celui d'entre nous qui hésiterait à sévir ? Quel est celui qui continuerait à rester impassible devant le flot montant des misères et des scandales que soulève contre la morale et la santé publiques la fabrication de tous ces

1. *Bull. de l'Association Française pour l'avancement des sciences*, 1893, p. 1069.

2. J. O. Ch. *Déb. Parl.* 1895 p.1604 (docteur Lannelongue).

alcools impurs et malfaisants ? Quel est celui qui pourrait hésiter désormais à porter le fer rouge sur cette plaie hideuse qui se développe sans cesse et menace d'envahir et de gangréner bientôt tout notre corps social ? » (1).

Voilà ce que les médecins, les hygiénistes, les hommes d'Etat, sont venus dire de l'alcoolisme, voilà le tableau navrant qu'ils ont fait de ce fléau hideux et terrible. Les progrès du mal sont si rapides que, si un remède prompt et efficace n'est pas apporté, il en est fait de la société actuelle. Dans sa marche effrayante l'alcoolisme renverse et détruit tout, rien ne saurait lui résister ; il atrophie la volonté, altère la raison et dégrade l'intelligence.

Il y a une liaison évidente entre les désorganisations physiques et les désordres moraux ; on relève une corrélation certaine entre l'alcoolisme et la criminalité ; un grand nombre d'actes plus ou moins répréhensibles sont commis dans cet effacement de la réflexion raisonnée qui est le propre de l'ivresse ; en dehors même de l'ivresse caractérisée, il est indéniable que la simple excitation produite par l'alcool prédispose à la violence. L'alcoolisme est un des agents les plus actifs de désorganisation, de misère matérielle et morale. Tout en ruinant la santé, il s'attaque à la bourse, il conduit à la misère. L'alcoolisme et le paupérisme marchent de pair. Non point cependant que l'alcoolisme

1. J. O. Ch. *Déb. Parl.* 1895. p. 1598.

soit l'apanage des classes pauvres. Il est plus répandu qu'on ne se l'imagine généralement dans les milieux aisés et riches ; mais il est moins apparent, moins étalé que dans la population ouvrière. Le riche fréquente peu le cabaret, il s'alcoolise chez lui ou dans les cabinets particuliers des établissements à la mode. Il est, du reste, mieux armé que le pauvre pour résister au torrent ; il oppose à la marée montante des digues et des remparts plus solides qui le protègent contre le dépérissement matériel et moral. Le riche a des moyens que le pauvre n'a pas. Quoiqu'il en soit, le mal est partout, dans tous les pays, dans tous les mondes, dans toutes les classes ; partout il menace et envahit, partout il règne en maître. Qui n'en a pas observé les effets désastreux ? Qui oserait rester impassible devant les statistiques si édifiantes ? On ne saurait, en effet, contester la regrettable contribution que l'alcoolisme apporte à l'aliénation mentale et à la criminalité. On a constaté qu'en 1890, 35,51 0/0 des aliénés étaient des alcooliques. M. Marambat, dans sa communication faite à l'académie de médecine le 3 avril 1888, évaluait à 72 0/0 la proportion des alcooliques parmi les condamnés. « *La Médecine Moderne* » publiait récemment une curieuse histoire de la descendance d'une alcoolique. Le professeur Pelleman, de l'université de Bonn, a découvert et identifié 709 descendants de la femme Ada Jurke, alcoolique avérée, née en 1740 et qui mourut en 1800. Sept furent convaincus d'assassinat, 144 furent des mendiants de profession, 61 vécurent de la charité publique et 181 furent des prostituées. En frais de

surveillance, de poursuites, d'asiles et de prisons, cette famille a coûté au gouvernement allemand 6 millions de francs.

Quelle statistique serait plus édifiante ? Quel exemple serait plus démonstratif ?

CHAPITRE I

Les Causes.

Nous avons vu ce qu'est l'alcoolisme, nous avons étudié son origine, son développement, ses symptômes, ses effets; il faut maintenant en rechercher les causes.

Quelles sont les causes de l'alcoolisme? Cette nouvelle question présente une importance capitale. Il est, en effet, indispensable de connaître les sources d'un mal pour en arrêter les conséquences. Pour triompher de l'affection que lui a révélée son diagnostic, le médecin s'attache avant tout à préciser les origines de la lésion. Efforçons-nous donc de dégager les causes d'un mal dont les effets deviennent inquiétants. C'est de la solution de cette question que va sortir le régime à appliquer aux boissons. L'entente est encore loin d'être faite en cette matière. Les uns prétendent que l'alcoolisme a pour cause unique l'excès dans la consommation, les autres voient dans la mauvaise qualité des alcools l'élément générateur du mal. Nous ne partageons intégralement ni l'une ni l'autre de ces opinions, nous ne pensons pas que l'alcoolisme ait une cause unique, aussi simple et aussi facile à atteindre. Sans admettre que l'alcool pur, l'alcool éthylique, soit une

boisson inoffensive dont on peut user à son gré, à toutes les doses, sans crainte de désordres dans les fonctions vitales, nous sommes convaincu que si l'alcool livré à la consommation était débarrassé de toutes les impuretés qui l'accompagnent le plus souvent, il en faudrait absorber une quantité relativement importante pour éprouver les symptômes de l'alcoolisme. En un mot, nous sommes d'avis que l'alcoolisme peut être rattaché à deux facteurs qui agissent, il est vrai, dans des proportions différentes, mais dont l'influence n'en est pas moins certaine : la quantité d'alcool consommé et la mauvaise qualité de cet alcool. En conséquence, pour livrer bataille à l'alcoolisme, il y a lieu de s'attaquer à deux éléments. Nous verrons, dans le chapitre suivant, que, pour des raisons décisives, il serait inutile et dangereux de lutter contre la consommation dont l'influence, du reste, est loin d'avoir l'importance qu'on a quelquefois voulu lui accorder. De sorte que, sans partager complètement l'opinion de ceux qui ne voient que la mauvaise qualité, nous arrivons à la même conclusion : appliquer tous nos efforts à améliorer la qualité des alcools de la consommation.

Deux considérations mettent en lumière le rôle prépondérant des impuretés de l'alcool dans le développement du fléau : la genèse même de l'alcoolisme et les expériences scientifiques. Nous avons vu tout à l'heure que jusque vers 1850 l'alcoolisme était à peu près inconnu en France. Jusqu'à cette époque la consommation avait été alimentée presque exclusivement

par les eaux-de-vie de vin ou eaux-de-vie naturelles. De 1840 à 1850 elles sont entrées pour 815.000 hecto. dans une production totale de 891.500 hecto., soit pour plus de 9 dixièmes. Mais, à la suite des ravages de l'oïdium, la récolte des vins tomba considérablement et l'alcool d'industrie, presque inconnu en France jusqu'alors puisqu'il n'entrait que pour moins d'un dixième dans la fabrication totale, prit un développement effrayant. De 1853 à 1857 le produit des eaux-de-vie naturelles descend à 165.000 hectolitres tandis que celle des alcools d'industrie passe à 506.000 hectolitres. En 1886 nous ne trouvons plus que 19.500 hectolitres d'eau-de-vie de vin et, malgré une légère augmentation, la production n'atteint encore, en 1895, que 61.000 hectolitres tandis que l'industrie fournit 1.970.000 hectolitres d'alcool. Les rôles sont complètement renversés et les eaux-de-vie de vin n'entrent plus que pour environ trois centièmes dans la production totale. Les boissons fermentées, qui d'abord étaient d'une consommation courante, ne suffisent bientôt plus ; on recourt à l'alcool et on fait appel à l'industrie qui met en œuvre toutes les substances fermentescibles. Des alcools de toutes origines et de toutes provenances inondent le marché et l'absorbent ; ils font aux eaux-de-vie naturelles une concurrence d'autant plus facile que celles-ci sont en quantité très restreinte et d'un prix de revient beaucoup plus élevé. Tous ces alcools mal rectifiés pourvoient aux besoins des cabarets et les médecins ne tardent pas à constater chez les buveurs des symptômes nouveaux, des accidents insolites, qu'ils

n'hésitent pas à mettre sur le compte des alcools dont la consommation se répand de plus en plus. On crée alors le mot « alcoolisme » qui n'est qu'un effet inconnu d'une cause nouvelle.

Il eût été sage et prudent à ce moment là de s'attacher tout au moins à restreindre la consommation d'une substance qu'on considérait comme dangereuse. Malheureusement il se produisit, comme toujours, des discussions interminables sur les causes, la nature et la gravité de la maladie et des années s'écoulèrent. Mais le pays était désormais conquis au goût des spiritueux ; il était difficile de remonter le courant et d'imposer une volonté à une habitude déjà solidement établie. On n'y songea même pas. Aussi, bientôt un demi-siècle s'est écoulé sans que le gouvernement ait pu prescrire aucun remède à une maladie dont les progrès constants sont devenus si effrayants qu'on se demande aujourd'hui si les moyens, même les plus radicaux, seront capables d'apporter un soulagement efficace.

Peut-on admettre qu'il n'y ait qu'une simple coïncidence entre ces deux faits : le développement de l'industrie des alcools et la naissance de l'alcoolisme ? N'est-il pas plus logique et plus conforme à la vérité de dire qu'ils sont unis entre eux par une relation de cause à effet ? On a bien prétendu que l'alcoolisme existait avant la destruction des vignobles, du temps même où la consommation était alimentée presque exclusivement par les eaux-de-vie naturelles, mais qu'il n'avait jamais attiré l'attention des médecins parce qu'ils n'en avaient constaté que des cas isolés et qu'il ne paraissait pas

susceptible d'une extension aussi rapide. Ce qui a provoqué ce brusque changement qu'on a pu prendre pour l'éclosion, la naissance d'une maladie nouvelle, c'est l'élévation du chiffre de la consommation alcoolique. C'est donc à l'excès de consommation et non à la mauvaise qualité des alcools qu'il faut attribuer les ravages de l'alcoolisme. Notre réponse est facile. Si l'alcoolisme existait au moment où les eaux-de-vie de vin étaient les seules connues, il était loin d'avoir les mêmes caractères qu'aujourd'hui, il ressemblait plutôt à ce que nous avons appelé l'ivresse, qui n'atteint que le buveur lui-même et ne lui cause le plus souvent qu'un malaise momentané qui n'atteint en rien ses facultés. « L'alcoolisme de nos pères », a dit le docteur Legrain dans une Conférence à la Faculté de Médecine, « était un mal isolé sans autre conséquence sérieuse ; « c'était une maladie de l'individu ; l'alcoolisme d'aujourd'hui, c'est une maladie de l'espèce, c'est un mal « national (1) ».

Nous prévoyons encore une autre objection. On ne manquera pas de nous dire qu'on peut répéter à l'égard de la consommation le même raisonnement que nous avons fait pour la qualité des alcools. Vous prétendez que l'industrie des alcools est la cause de l'alcoolisme parce qu'elle remonte à peu près à la même époque que la constatation des symptômes de l'alcoolisme ; mais la consommation, elle aussi, n'a-t-elle pas aug-

1. D^r Legrain. Conférence à la Faculté de Médecine.

menté brusquement dans les quelques années qui ont suivi la disparition des eaux-de-vies naturelles, pourquoi ne pas tirer la même déduction que tout-à-l'heure, pourquoi ne pas la charger de la même responsabilité ?

Tout d'abord, il est certain que l'augmentation rapide et inattendue de la consommation a eu pour cause la diminution énorme de la récolte des vins qui a détourné la population des boissons fermentées au profit des liqueurs alcooliques. Cependant, malgré ce bouleversement dans l'état économique qui a produit des conséquences profondes dans les habitudes et les mœurs, nous sommes persuadé que si l'ouvrier avait trouvé au cabaret une boisson saine, il n'aurait pas été en proie aux désastres de l'alcoolisme. En un mot, nous prétendons que, même avec le chiffre actuel de la consommation, l'alcool de vin n'aurait pas donné à l'alcoolisme les proportions inquiétantes qu'il a aujourd'hui. Pourquoi ? Parce qu'il y a entre les deux substances, alcool d'industrie et eau-de-vie naturelle, une différence essentielle dans la composition chimique qui explique tous les désordres physiques, intellectuels et moraux que la médecine attribue à l'alcoolisme. Nous sommes sur ce point en parfait accord avec les hommes de science qui se sont occupés de la question. Nous pourrions citer un grand nombre de témoignages autorisés ; mais l'énumération en serait trop longue et même inutile puisque cette manière de voir n'est plus sérieusement contestée.

Qu'il nous suffise de rappeler que le Dr Dujardin-

Beaumetz déclarait en 1884 que « les alcools de vin et ceux qui sont complètement rectifiés produisent des lésions peu appréciables, tandis qu'au contraire elles sont très accentuées avec les alcools bruts ou mal rectifiés provenant soit des betteraves, soit des grains, soit des pommes de terre » (1) ; que le D^r Lunier, dans sa communication au Congrès international de 1878, concluait ainsi : « de quelque manière qu'on envisage la question,.... on arrive invariablement au même résultat : la proportion des uns et des autres (cas de mort, de folie, etc.) se montre constamment en raison directe de la consommation des alcools d'industrie et en raison inverse de celle des alcools de vin » ; que le D^r Lancereaux disait : « Depuis longtemps j'ai remarqué que ce ne sont pas les individus qui font les plus grands excès qui sont les plus alcooliques ; il faut donc admettre que ce n'est pas la quantité qui a le plus contribué à l'intoxication et qu'il importe de ne livrer à la consommation que des boissons de bonne qualité ». Ces conclusions ne sont pas isolées, nous pourrions encore en continuer la série, mais à quoi bon puisque toutes ces appréciations reposent sur des faits incontestables et sont confirmées par toutes les expériences. Nous ne voudrions pas rendre la lecture de ce travail trop aride en le hérissant de chiffres, cependant nous sommes obligé, pour réfuter la thèse qu'on nous oppose, de relever un certain nombre de constatations expérimentales. Nous ne rappellerons

1. *J. O. Ch. Déb. parl.*, 1895, p. 1604.

pas tous les travaux nombreux et intéressants qui ont été effectués pour arriver à déterminer le degré de toxicité des divers alcools. Nous ne citerons que les plus importants. Par une méthode expérimentale très scrupuleusement suivie pendant de longues années, le Dr Laborde a démontré que l'alcool d'industrie possède une toxicité bien supérieure à celle de l'eau-de-vie de vin et que cette toxicité varie et augmente encore à raison des matières impures qu'il contient. Il a injecté à deux cobayes la même quantité d'alcool éthylique et d'alcool amylique : les effets ont été bien différents. Sur le premier animal, l'absorption de l'alcool éthylique a produit une excitation et une agitation plus ou moins vives, une marche hésitante, mais qui ne dépassent pas les symptômes ordinaires d'une ivresse gaie, tandis que sur le second elle se traduit par une courte période d'agitation, de convulsion même suivie immédiatement d'une insensibilité complète, qui n'est que le prélude d'une mort rapide. Ces mêmes effets, ne les avons-nous pas constatés maintes fois chez les individus en proie aux terribles alcools des débits ? On ne s'explique pas toujours pourquoi certains ivrognes ont l'ivresse tantôt gaie et tantôt, au contraire, effrayante ; on rattache parfois cette différence à l'état d'esprit du moment, à la bonne ou à la mauvaise humeur. C'est une erreur. Les effets sont étroitement liés à leurs causes. L'alcool éthylique produit une ivresse gaie, l'alcool d'industrie mal rectifié conduit à une violence extrême.

Le Dr Laborde a répété son expérience sur deux

chiens avec de l'alcool éthylique et de l'alcool de betteraves ; les résultats ont été les mêmes. Le chien auquel on a fait absorber de l'alcool éthylique présente les caractères ordinaires de l'ivresse : il est doux, caressant, gai, un peu excité ; tandis que son congénère tombe inanimé, insensible, inerte. Le premier sera sur pied au bout de quelques heures, il aura recouvré son état normal, tous les accidents passagers de son ivresse auront disparu, il aura repris ses allures ordinaires. Le second demeurera probablement plusieurs jours dans cet état, et conservera encore quelque temps un hébètement, un abrutissement particuliers.

M. Girard, chef du Laboratoire Municipal de Paris, expliquait, le 14 avril 1886, à la Commission d'enquête du Sénat que le bouquet de Cognac, ajouté par la distillerie parisienne aux alcools d'industrie, avait une force toxique telle qu'il suffisait d'une injection hypodermique de 1 centigramme de ce liquide pour tuer en onze minutes un chien de terre-neuve. Le Dr Lannelongue exposait le 6 juin 1895 à la Chambre que beaucoup de vins blancs de la consommation parisienne sont fabriqués avec un bouquet dit « huile allemande » dont 4 centimètres cubes suffisent à tuer un chien de 10 kilogs.

Une première déduction découle immédiatement de ce résultat expérimental : c'est que si l'on pouvait ramener les alcools d'industrie les plus toxiques au type le moins nocif on aurait porté au fléau un coup terrible et diminué le danger dans de grandes proportions. Or, cette transformation des alcools d'industrie est pos-

sible, facile même, elle se fait chaque jour sur certains alcools, c'est la rectification. Sur ce point, notre manière de voir repose encore sur l'expérience. Il est facile de s'en rendre compte en administrant à un autre chien l'alcool de betteraves de tout à l'heure, après l'avoir préalablement rectifié. L'animal présente les mêmes symptômes que celui auquel on avait injecté de l'alcool éthylique; il est ivre et rien de plus; c'est le minimum des effets toxiques; c'est tout ce qu'on peut demander dans la lutte que nous poursuivons, mais c'est tout simplement la solution du problème hygiénique, celle à laquelle il faut s'arrêter puisqu'elle est satisfaisante. Nous ne pouvons empêcher l'ivresse, mais nous arrêtons l'alcoolisme; avec l'alcool rectifié le buveur pourra encore s'enivrer, mais il ne pourra plus s'alcooliser.

Nous prévoyons encore une nouvelle objection que nos adversaires ne manqueront pas de nous faire, nous allons de suite la discuter et mettre fin à une querelle récemment soulevée. Nous avons dit que l'alcool dit naturel, produit de la distillation des liquides sucrés, notamment du vin, peut aussi contenir certaines impuretés grâce à une distillation mauvaise ou incomplète; mais, toutes choses égales, nous prétendons que jamais cet alcool naturel ne présentera une toxicité aussi grande que l'alcool d'industrie non rectifié. Nous insistons à nouveau sur ce point parce qu'en ces derniers temps il s'est créé un courant contre les eaux-de-vie de vin. On a émis cette idée que les eaux-de-vie naturelles sont plus nocives, même beaucoup, que les alcools d'industrie. C'est, à notre avis, une grossière erreur qu'on ne

peut attribuer qu'à un défaut d'analyse et de critique expérimentales.

Ainsi formulée, cette allégation choque le bon sens et paraît contraire à la vérité. Pour la justifier, il faudrait modifier complètement les termes de la comparaison et y introduire des conditions qui lui enlèveraient toute garantie sérieuse. Nous nous récusons d'avance, par exemple, à accepter comme exacts les résultats d'un parallèle entre un alcool d'industrie parfaitement rectifié, ramené aussi près que possible de l'alcool éthylique et une eau-de-vie naturelle de provenance douteuse, ou qui aurait pour origine une substance de mauvais goût ou enfin une eau-de-vie qui, quoique authentique, aurait été mal distillée ou aurait subi des manipulations de nature à en modifier la composition.

On ne saurait trop se mettre en garde contre toutes ces fameuses expériences qu'on a exécutées sur de prétendues eaux-de-vie naturelles. Beaucoup de gens ne se font pas une idée des difficultés qu'on éprouve pour obtenir une eau-de-vie de vin véritablement et absolument authentique. Nous pourrions presque affirmer qu'il n'en existe pas dans le commerce. Où s'approvisionnent les marchands en gros qui alimentent la consommation? Presque toujours chez les petits négociants de campagne qui traitent directement avec les propriétaires, avec les bouilleurs de crû et qui, avant de porter leurs offres sur le marché, ne manquent pas d'opérer leur ingénieuse petite cuisine. Consultez donc le registre d'échantillons d'un de ces intermédiaires et vous pourrez vous rendre compte dans quelle propor-

tion ces eaux-de-vie dites naturelles contiennent de trois-six. Bien heureux encore quand ils ne sont pas eux-mêmes les dupes de quelque malin propriétaire. Nous n'ignorons pas qu'il se fabrique encore d'excellent cognac, mais nous pensons qu'il serait imprudent, dans une question aussi délicate, de trop se reposer sur le renom d'une marque. Nous ne contestons pas que le consommateur riche puisse, avec certaines précautions, se procurer des eaux-de-vie de bonne qualité, mais, la statistique en main, nous sommes obligé d'avouer que plus des 9/10 des alcools consommés en France sont bus sur le zinc ; or, il est prouvé que les alcools des cabarets sont de mauvaise qualité. En 1896 la commission du monopole de l'alcool s'est livrée à une enquête sérieuse dans le but de déterminer la qualité moyenne des alcools consommés dans la capitale. A cet effet, elle a prélevé un grand nombre d'échantillons dans les établissements de Paris, depuis le bouge le plus mal famé jusqu'au café luxueux, rendez-vous habituel de l'aristocratie parisienne. Elle a soumis tous ces échantillons à une analyse minutieuse. Quels résultats ! Tous ont été jugés mauvais ou même dangereux. Cette analyse n'a pas manqué de causer à beaucoup de gens une déception aussi cruelle que curieuse. Elle a dévoilé que les plus mauvais alcools ne sont pas toujours ceux dont le prix est le moins élevé, que les consommateurs des petits débits populaires étaient souvent mieux partagés que les habitués des grands cafés des boulevards. On a découvert, dans certains restaurants à la mode, sous le nom de fines champ-

gnes, de vulgaires alcools d'industrie chargés de substances impures et qui ont été déclarés à la limite des alcools impropres à la consommation. Certains échantillons pris dans des bouges interlopes, comme il en existe autour de la place Maubert, n'ont pas été considérés plus dangereux que certains cognacs vendus 0 fr. 75 et même 1 fr. le petit verre. Voilà les alcools qu'on vend et que nous buvons sous le nom de cognacs ou de fines champagnes, mais qui, presque toujours, n'en ont que le nom et l'étiquette. Voilà aussi ce qu'on voudrait faire entrer en ligne de comparaison avec un alcool d'industrie soigneusement préparé pour venir ensuite nous affirmer que l'eau-de-vie naturelle est plus toxique que l'alcool de betteraves, de grains ou de pommes de terre, en nous apportant ce qu'on croit être des preuves. Pour arriver à un résultat sérieux et concluant il faut placer les deux objets de comparaison dans des conditions identiques. Alors on sera convaincu que l'alcool d'industrie est d'une nocuité bien supérieure à l'eau-de-vie de vin. Du reste, si cette erreur (on pourrait dire ce paradoxe) a été colportée avec une certaine insistance, il est bon de constater qu'elle n'a jamais obtenu beaucoup de crédit. Tous les hommes compétents en la matière sont à peu près d'accord aujourd'hui pour rejeter cette thèse et admettre l'opinion inverse.

Que conclure de toute cette discussion ? C'est que la qualité de l'alcool contribue dans une très large proportion, presque pour la totalité, à la propagation de l'alcoolisme. Quant à la consommation, son influence

est si faible qu'on peut la considérer comme un facteur négligeable. Diriger ses efforts contre elle, ce serait mal choisir l'objectif et conséquemment manquer son but. Nous avons dit, et nous le prouverons, que vouloir supprimer la consommation des alcools ou même la diminuer dans les proportions qu'on a parfois proposées, est chose impossible ; fût-elle possible, qu'on ne ferait pas faire un pas à la question. Diminuer la consommation sans prescrire des mesures sévères pour l'amélioration de la qualité serait faire une œuvre coûteuse et inutile. L'alcoolisme peut, en effet, exister à côté d'une petite consommation individuelle de l'alcool. La Russie tient le dernier rang parmi les nations, quant à l'importance de la consommation par habitant, et cependant elle a éprouvé tous les ravages de l'alcoolisme. Au contraire, une consommation supérieure par habitant peut se rencontrer à côté des progrès moraux et économiques d'un pays comme le montre l'exemple de certains états de l'Europe. Tout dépend de la forme et des conditions de la consommation de l'alcool. Tous nos efforts doivent donc tendre à substituer à la consommation des boissons impures celle des boissons saines, à ne laisser circuler que des alcools rectifiés.

Tel est, pensons-nous, le véritable sens de la réforme.

CHAPITRE II

Les Remèdes.

L'embarras sur l'attribution des causes de l'alcoolisme amène forcément une difficulté et une divergence dans l'application des remèdes. Cela se comprend ; selon que l'on admet l'une des trois opinions que nous avons énoncées au chapitre précédent on est infailliblement conduit à préconiser telle ou telle solution. Pour ceux qui voient uniquement dans la consommation l'origine du mal, les mesures de nature à diminuer cette consommation s'imposent ; au contraire, ceux qui attribuent l'alcoolisme à la mauvaise qualité seule des alcools proposent des moyens de nature à l'améliorer. Pour nous, qui admettons un système mixte et qui, sans accorder à la consommation une bien grande influence, sommes néanmoins disposé à en arrêter la marche croissante, il est nécessaire d'édicter des prescriptions sévères dans le but de donner à l'hygiène toutes les garanties désirables, tout en acceptant les mesures qui seraient de nature à arrêter la marche croissante de la consommation.

Quoi qu'il en soit, nous allons passer en revue et examiner au point de vue critique les principaux sys-

tèmes qui ont été proposés pour combattre l'alcoolisme.

Ces systèmes, assez nombreux, ont été classés en plusieurs catégories qui varient selon le point de vue auquel on se place. C'est ainsi qu'on a dit, les remèdes sont *directs* ou *indirects* suivant qu'ils agissent immédiatement, soit sur la consommation, soit sur le consommateur, soit encore sur la matière consommée, ou, au contraire, qu'ils tendent plutôt à améliorer l'individu en lui faisant entrevoir toute l'horreur du vice qu'il contracte. Parmi les moyens directs il faut citer : l'augmentation du droit de consommation, la réglementation des cabarets, l'aggravation des peines contre les ivrognes et le contrôle hygiénique des alcools. Dans les moyens indirects nous trouvons le développement des sociétés de tempérance et des asiles d'aliénés alcooliques, la propagande dans les écoles et les conférences aux adultes. En nous plaçant au point de vue du caractère des remèdes, nous arrivons à un deuxième classement en remèdes *d'ordre fiscal* (dégrèvement des boissons hygiéniques, monopole de l'alcool, augmentation des droits sur l'alcool), remèdes *d'ordre législatif* (mesures contre les buveurs, mesures contre les débitants, réglementation des cabarets) et remèdes *d'ordre moral* (propagande, sociétés de tempérance, éducation, enseignement, etc). Enfin, en prenant en considération le but à atteindre, on entrevoit encore une troisième classification en *moyens propres à diminuer la consommation* (augmentation de l'impôt sur l'alcool, dégrèvement des boissons

hygiéniques, limitation du nombre des débits, augmentation des licences, propagande) et en *moyens de nature à améliorer la qualité* (monopole de l'alcool et propositions diverses tendant à soumettre l'alcool à un contrôle hygiénique).

Disons tout de suite que ce dernier classement nous paraît préférable à tous les autres parce qu'il fait ressortir immédiatement le but poursuivi ; du reste, il répond mieux aux diverses opinions qui se sont faites dans la recherche des causes de l'alcoolisme et il a l'avantage de rallier sur un même genre de remèdes tous ceux qui sont en communion d'idées sur ces causes. C'est donc cette division que nous plaçons à la base de ce chapitre et sur laquelle nous allons étudier les principaux remèdes qui ont été proposés.

SECTION I. — *Remèdes ayant pour but de diminuer la consommation.*

1. — Dégrevement des boissons hygiéniques et augmentation de l'impôt sur l'alcool.

L'alcoolisme, dit-on, vient de ce que la consommation de l'alcool a supplanté dans d'énormes proportions celle des boissons hygiéniques. D'où, l'idée de cette double mesure : dégrèvement des boissons fermentées, surimposition des liqueurs alcooliques. Cela est parfait en théorie, mais paraît bien inefficace en pratique. Que

le dégrèvement des boissons hygiéniques puisse produire un effet salulaire, c'est notre avis. Il est probable qu'il aurait probablement pour résultat d'établir en France une combinaison fort recommandable qui se pratique couramment en Autriche. De grands propriétaires récoltants ouvrent dans les villes des débits où ils vendent à emporter et au comptant une boisson saine et franche à prix modéré. La consommation des vins de bonne qualité est mise ainsi à la portée des familles ouvrières au grand détriment du cabaret. Tout le monde y gagne : consommateur et producteur. Cependant il ne faudrait pas se méprendre sur la portée d'une pareille mesure et en exagérer par trop l'importance. Elle peut bien contribuer à faire baisser légèrement la consommation, mais il est à craindre que l'alcool que l'ouvrier évitera au cabaret il ne le consomme chez lui dans le vin. Le dégrèvement des boissons hygiéniques ne se comprend donc qu'à la condition expresse de favoriser la production des vins naturels et de surveiller étroitement le vinage. En effet, les vins que nous buvons actuellement sont presque tous alcoolisés avec de mauvais alcools d'industrie et, par conséquent, il ne sera vrai de dire que le vin est une boisson hygiénique que lorsque tout l'alcool sera soumis à une rectification sérieuse et obligatoire.

Le principe du dégrèvement des boissons hygiéniques ne se conteste plus aujourd'hui; il y a simplement discussion sur la question de savoir s'il est préférable de procéder à un dégrèvement partiel ou à un dégrèvement total.

Quant à l'augmentation du droit sur l'alcool il en est tout autrement. A mesure qu'on en étudie de plus près les effets on l'abandonne. On a voulu donner à cette mesure une double portée : un but fiscal (excédent de recettes) et un but hygiénique (diminution de la consommation).

Elle ne serait efficace ni à un point de vue ni à l'autre. Le dégrèvement des boissons hygiéniques qui appelait comme contre partie et comme compensation la surimposition de l'alcool ferait perdre au Trésor environ deux cents millions. Il faudrait donc demander à l'augmentation de l'impôt sur l'alcool deux cents millions. Aujourd'hui cet impôt produit, en chiffres ronds, 280 millions ; ce n'est plus cette somme qu'il faudrait exiger, mais bien 480 millions ($200 + 280$), ce qui porterait le taux de la taxe à environ 275 fr. par hectolitre. Ce chiffre, quoique loin d'atteindre le droit perçu dans certains pays, marquerait cependant, croyons-nous, une élévation trop accentuée qui produirait de profondes perturbations dans notre situation fiscale et économique. Il est certain qu'un bond aussi brusque dans l'échelle des droits, amènerait, pendant quelque temps du moins, une baisse trop sensible dans la consommation et produirait des déficits budgétaires auxquels il faudrait parer par de nouveaux impôts ou des augmentations de taxes anciennes. Probablement la consommation reprendrait au bout de quelques années sa marche ascendante, mais il n'en est pas moins vrai qu'après avoir apporté des déceptions dans le rendement des impôts, cette mesure ne serait d'aucun secours à l'hygiène. Quel serait donc son effet sur l'al-

coolisme ? Pour s'en rendre compte, il suffit d'examiner ce qui s'est passé autour de nous et chez nous. L'Angleterre a porté son droit sur l'alcool à 477 fr. ce qui ne l'a pas empêchée d'être très éprouvée par l'alcoolisme; la Russie l'a élevé à 455 fr. et cependant elle a été dans l'obligation de recourir au monopole pour arrêter les progrès du fléau. En France, les choses ne se sont pas passées autrement. La loi du 24 juin 1824 avait fixé l'impôt à 50 fr., la consommation atteignit en 1830 un litre 12; la loi du 12 décembre abaissa l'impôt à 37 fr. 50 et la consommation au lieu de s'élever s'abaissa, en 1831, à un litre 09; la loi du 14 juillet 1855 porta l'impôt à 60 fr. et la consommation subit une augmentation sérieuse puisqu'elle était, en 1856, de deux litres 13; la loi du 26 juillet 1860 porta l'impôt à 90 fr. et la consommation, continuant à s'élever, atteignit, en 1861, deux litres 27; la loi du 1^{er} septembre 1871 éleva l'impôt à 150 fr. et la consommation suivant toujours la même marche, était, en 1873, de deux litres 59; enfin la loi du 30 décembre 1873, porta l'impôt à 156 fr. 25 et la consommation monta en 1874 à deux litres 69, en 1875 à deux litres 82, en 1879 à trois litres 22, en 1883 à trois litres 96. Elle a toujours suivi depuis cette marche ascendante, mais après avoir atteint en 1892 quatre litres 56, elle a légèrement diminué ensuite, puisqu'aujourd'hui elle n'est guère supérieure à quatre litres.

Quel a donc été l'effet produit sur la consommation par l'augmentation du droit général de consommation ? Toutes les statistiques accusent une élévation du chiffre

moyen de la consommation C'est donc un effet diamétralement opposé à celui que lui prêtent nos adversaires.

« Puisque vous parlez d'ivrognerie, disait M. Bocher, « avez-vous été de l'autre côté du détroit ? avez-vous « été à Londres ? avez-vous vu ces tristes faubourgs ? « avez-vous vu ces palais richement illuminés, ces « gin « palaces » ? ils sont très beaux à l'extérieur, mais « pénétrez. Qu'est-ce que vous voyez ? L'ivresse, l'ivro- « gnerie abrutie et hébétée. Eh bien ! c'est de l'ivresse « à cinq cents francs l'hectolitre. » (1). M. Le Jeune, ministre d'Etat belge, dans son discours à la Société des prisons, sur les travaux de la commission belge chargée de rechercher les moyens de combattre l'alcoolisme, s'exprimait ainsi : « La Belgique, par des ma- « jorations successives, a décuplé son impôt sur l'alcool « pendant que le vice alcoolique s'enracinait chez elle « et que l'absorption d'alcool s'élevait progressivement « jusqu'au chiffre de treize litres par habitant. La France « en était, en 1831, à deux litres 21 d'alcool par habi- « tant avec une accise de 18 fr. 70, elle en est aujour- « d'hui à plus de huit litres avec un droit de 156 fr. 25. « L'expérimentation est la même avec des résultats « identiques chez toutes les nations où règne l'alcoo- « lisme : progression de l'absorption d'alcool parallè- « lement à l'augmentation d'impôt sur l'alcool. La ma- « joration de cet impôt, dans les conditions où l'expé- « rimentation en a contrôlé les effets, a été et sera

1. Rapp. Guillemet. *J. O. Ch. Doc. Parl.*, 1897, p. 140 et s.

toujours une taxe prélevée sur la misère et la dénu-
« trition du buveur d'alcool, de sa femme et de ses
« enfants » (1).

L'impôt sur l'alcool n'a donc, tant en France qu'à l'étranger, jamais eu pour conséquence une diminution dans la consommation. Au contraire, on a remarqué qu'à toute surimposition a correspondu une augmentation de consommation. Serait-il prudent, dans ces conditions, de fonder des espérances sérieuses sur ce moyen qui n'a toujours donné que des déceptions, et d'espérer qu'un nouvel essai serait plus heureux que les précédents ? Nous ne le pensons pas.

L'élévation de la taxe générale de consommation serait donc impropre à remplir le but qu'on voudrait lui assigner. Mais ce n'est pas tout : elle produirait, de plus, des effets regrettables. Tout d'abord, il est certain qu'elle favorise la fraude. Nous savons, en effet, que c'est l'intérêt, la perspective d'un gros bénéfice qui pousse le plus souvent les fraudeurs à se soustraire au paiement des droits. Partant de cette idée, il est évident que plus la taxe sera élevée, plus la prime à la fraude sera tentante et plus, par conséquent, il y aura de pertes pour le fisc. On se résout d'autant plus facilement à violer la loi qu'on doit en retirer un gros avantage. De là une déduction forcée, c'est qu'il en résulte des déceptions dans les évaluations budgétaires qui peuvent amener des complications sérieuses. Ensuite, l'augmentation de

1. Rapp. Guillemet, 1897. *Loc. cit.*

L'impôt sur l'alcool tend à amoindrir la qualité. La surimposition la plus élevée n'est pas faite pour décourager les fabricants d'alcool, bien résolus qu'ils sont à la faire supporter en réalité par le consommateur. Il arrive parfois que l'augmentation des droits sur une denrée laisse, au grand étonnement des acheteurs, les prix de vente stationnaires. Rien de plus facile à comprendre. Le producteur qui craint, en haussant ses prix, de déranger les habitudes de ses clients et d'amener peut-être ainsi une baisse dans le nombre des transactions, diminue ses prix de revient. Mais comment s'y prend-il ? En mettant en œuvre des matières premières de qualité inférieure qu'il paie moins cher. Finalement l'augmentation d'impôt se traduit par une diminution dans la qualité. Enfin, l'élévation de la taxe de consommation rend plus sensible l'inégalité dans la répartition de l'impôt sur l'alcool. Cet impôt fournit tous les ans au trésor des sommes importantes, mais il est mal réparti. On relève, en effet, dans les statistiques, des départements qui paient, de ce chef, beaucoup plus que certains autres. Si on augmente encore l'impôt, ces inégalités deviendront plus sensibles et soulèveront de nombreuses récriminations. Voilà donc, rapidement énumérés, les inconvénients principaux d'une augmentation des droits sur l'alcool. Impuissante, inefficace, et détestable dans ses effets, nous n'hésitons pas à condamner la surimposition comme système de réforme du régime des boissons.

S. 2. — Limitation du nombre des débits.

Toujours dans le même ordre d'idées, c'est-à-dire dans le but d'arriver à une diminution de la consommation, on a mis en avant la limitation et la réglementation des débits de boissons. Pour détruire l'alcoolisme, dit-on, il ne suffit pas de le frapper dans ses manifestations, il faut encore l'atteindre dans ses causes. Il est bien certain que les cabaretiers poussent à la consommation, encouragent l'absorption de l'alcool par tous les moyens, car on entrevoit facilement leur intérêt. Donc, plus le nombre des cabarets est grand, plus le buveur trouve d'occasions de satisfaire sa passion — la vue d'un comptoir suffit souvent pour réveiller une vieille habitude qui sommeille — et plus en même temps il se trouve d'agents qui poussent à la consommation. Il est dès lors facile à comprendre que si on diminue le nombre des cabarets on contribuera à diminuer la consommation.

Ce raisonnement peut paraître spécieux ; nous allons le discuter. Tout d'abord, il serait intéressant et utile de rechercher si c'est le nombre des cabarets qui pousse à l'augmentation de la consommation ou bien si, au contraire, ce ne serait pas cette augmentation qui aurait produit cette multiplicité des cabarets ; en un mot, lequel est la cause de l'autre. Nous pensons qu'on peut, avec des apparences de vraisemblance et de vérité, soutenir que le développement des débits a eu pour origine la consommation même. Pourquoi en

serait-il autrement pour l'alcool que pour les autres denrées ? Qu'une industrie ou un commerce quelconques deviennent, dans une région, subitement florissants par le chiffre de leurs affaires et le nombre de leurs clients, immédiatement on verra se fonder dans cette région un grand nombre d'établissements similaires. Il y a toujours des gens qui n'aiment pas à risquer leurs capitaux dans des entreprises hasardeuses et aléatoires, et qui cherchent à profiter des expériences et des essais des autres. Vers le commencement du siècle, au moment où la consommation, presque exclusivement alimentée par les alcools naturels, n'avait pas encore atteint le développement qu'elle a aujourd'hui, il est certain que le petit nombre des débits suffisait amplement au nombre restreint des clients. Il est fort probable qu'à cette époque une augmentation du nombre des cabarets, sans avoir aucune influence sur la consommation, aurait tout simplement provoqué un grand nombre de faillites chez les débitants. Mais, lorsque la production du vin fut ruinée par les maladies de la vigne, que la consommation se détourna des boissons fermentées pour reporter son goût sur les liqueurs fortes et que le marché fut envahi par des quantités considérables d'alcools d'industrie, on vit alors la population des cabarets prendre des proportions inquiétantes et les bénéfices réalisés par ces établissements attirer l'attention des spéculateurs. Il s'ouvrit bientôt un grand nombre de débits qui partagèrent la clientèle avec ceux déjà existants. La consommation a provoqué la création des cabarets et nous sommes con-

vaincu qu'elle seule pourra également en faire diminuer le nombre, en dehors bien entendu de toute mesure législative. Si, pour des raisons quelconques que nous n'entrevoions pas encore, la consommation des alcools venait à baisser notablement, le nombre des cabarets suivrait la même marche : le chiffre des affaires n'étant plus suffisant pour assurer un bénéfice rémunérateur, on verrait des faillites, des maisons de commerce disparaître, jusqu'à ce que les établissements restants puissent vivre du produit de la consommation. En sens inverse, qu'on diminue législativement le nombre des débits, on finira bientôt par s'apercevoir que la consommation ne sera nullement atteinte. Les clients deviendront un peu plus nombreux dans chacun des établissements maintenus, la consommation sera moins divisée, moins étendue, plus concentrée, mais le chiffre total n'en sera en rien modifié. Donc, si on touche au nombre ou à la répartition territoriale des cabarets, il est permis de penser qu'il n'y aura aucune répercussion sur la consommation, pendant que, au contraire, si on arrivait à diminuer la consommation, le nombre des débits diminuerait infailliblement. Qu'en conclure ? C'est que le nombre des cabarets est d'autant plus grand que la consommation est plus active et plus élevée.

Conformément à ce que nous avons fait jusqu'ici, examinons maintenant la question au point de vue pratique et voyons quels ont été les résultats obtenus par la limitation du nombre des débits. La France est actuellement l'un des rares pays qui vivent sous le ré-

gime de la liberté au point de vue de l'ouverture des débits. La loi du 17 juillet 1880 a consacré ce régime. Au contraire, à l'étranger, on a plutôt une tendance à exiger l'autorisation. Actuellement la Belgique possède environ un cabaret par 50 habitants et cependant elle a essayé de réagir en soumettant le cabaretier au paiement d'une licence par la loi du 19 août 1889. Tout récemment, le 21 décembre 1898, un projet a été déposé au Sénat de Belgique, par M. Le Jeune, sur la police et la vente des boissons alcooliques. La Hollande avait déjà donné l'exemple ; effrayée par les progrès de la consommation elle avait, par la loi du 25 juin 1881, soumis l'ouverture des débits à la nécessité d'une autorisation et au paiement d'un droit de licence. Le Danemark, par la loi du 23 mai 1873, avait substitué au régime de la liberté celui de l'autorisation. Les Etats-Unis et la Russie ont organisé des mesures beaucoup plus radicales relativement à la fabrication, à la vente et à la consommation de l'alcool. La loi du 2 juin 1851 est venue prescrire la fabrication, la vente et la fourniture des boissons enivrantes dans l'Etat du Maine. Depuis déjà quelque temps l'application de cette loi a été étendue à sept Etats. Ces Etats, dits prohibitionnistes, sont entourés d'autres Etats où la fabrication et la vente des boissons alcooliques est autorisée. Cependant, dans les Etats prohibitionnistes, chaque chef de famille peut acheter l'alcool qui est nécessaire à sa consommation domestique. On entrevoit immédiatement la possibilité d'une fraude facile par la création de débits clandestins. Les Etats non prohibi-

tionnistes peuvent fabriquer et vendre les alcools, mais ils sont soumis au régime des hautes licences. L'augmentation considérable des licences a pour conséquence de concentrer la consommation dans quelques grands établissements. Elle contrarie peut-être les habitudes mais n'apporte aucun remède à l'alcoolisme. Elle constitue même inutilement une atteinte à la liberté en monopolisant, au profit des spéculateurs disposant de capitaux puissants, l'exploitation de la passion de l'alcool, en supprimant la concurrence des petits cabarets. Ce système des Etats-Unis n'a même pas pour lui un semblant de raison. Il est évident que tant qu'une partie pourra fabriquer et vendre à l'autre une quantité quelconque d'alcool, la prohibition partielle ne se comprend plus. En Russie, la loi de 1885 a prononcé la suppression pure et simple des cabarets proprement dits. La vente de l'alcool n'est pas absolument proscrite, mais la consommation sur place n'est permise que dans les établissements qui servent en même temps à manger et que l'on appelle les « Tracktirs ». La vente à emporter se fait dans des établissements spéciaux et dans des conditions déterminées. L'alcool est contenu dans des récipients hermétiquement clos et il est défendu de séjourner dans les magasins de vente pour consommer. Voilà encore une loi qui ne nécessite pas de la part du fraudeur un grand effort d'imagination pour arriver à la tourner ; les moyens sont nombreux, il n'a que l'embaras du choix. Aussi la plupart des cabarets sont-ils devenus des « tracktirs » où on mange peu, mais où on boit beaucoup ; il est si facile de simuler

un repas pour avoir le droit de consommer de l'alcool. Les buveurs en sont même arrivés à verser l'alcool dans une boisson autorisée, la bière par exemple, pour boire sans crainte des répressions. Toutes les brasseries ont été ainsi transformées en cabarets. A côté de cela, il existe nombre de maisons clandestines qui donnent asile aux buveurs munis de leurs bouteilles et leur fournissent de cette façon le moyen de consommer en paix à l'abri des regards de la police.

Ces deux systèmes, celui des Etats-Unis et celui de la Russie, n'ont produit que de médiocres résultats. Il est permis de penser que leur sévérité même devait être un obstacle sérieux à leur application.

Dans les pays Scandinaves on a employé le système dit de Gothembourg. Ce système ne supprime pas le cabaret, il ne fait que le réorganiser sur une base nouvelle, le débarrasser des éléments pernicieux qui le rendent dangereux. Les lois suédoises et norvégiennes accordent à l'administration municipale le droit de confier le monopole du débit des boissons alcooliques à une société dite « Bolag », véritable société de tempérance, dont le but est non de spéculer mais d'enrayer l'alcoolisme. La première de ces sociétés fut créée en Suède à Gotheborg (d'où le nom de Gothembourg) le 22 août 1865. La Norvège a consacré ce régime le 3 juin 1871. Ces sortes de sociétés n'ont aucun intérêt à flatter le client et à encourager la consommation. Le gérant touche des appointements fixes, la vente à crédit dans tous les cabarets, fermés tous les dimanches

et jours fériés, et les jours de semaine, il n'ouvre que jusqu'à 8 heures ; il y est défendu de fumer, de s'asseoir, etc. Le produit des ventes est versé au Trésor sous déduction de 5 0/0 remis aux actionnaires. On cherche par tous les moyens à ne pas rendre agréable au buveur le séjour au cabaret de façon à le décourager d'y aller et à le ramener au foyer domestique. Ce système a produit, du moins en apparence, des résultats satisfaisants car le chiffre de la consommation officielle a diminué. Il est bon de noter que ce système, possible dans les pays Scandinaves, qui sont les premiers sur la brèche dans la lutte contre l'alcoolisme, ne pourrait peut-être pas être appliqué en France utilement dans l'état actuel des mœurs.

La loi du 1^{er} mars 1860 en Autriche, celle du 20 mars 1865 en Italie, celle du 21 juin 1869 en Allemagne et celle du 35-36 Victoria 1872 en Angleterre soumettent les cabarets au régime de l'autorisation. En Angleterre, la consommation était en 1880 de 2 litres 95 avec 565 débits pour 100.000 habitants ; en Ecosse, où il n'y avait que 346 débits pour le même nombre d'habitants la consommation était de 7 litres 95 ; en Irlande, elle était de 4 litres 54 avec 357 cabarets pour le même nombre d'habitants. La chambre des Lords institua, en 1878, une commission chargée d'« étudier les améliorations à faire subir à la législation pour combattre l'alcoolisme ». Cette commission, dans son rapport, déclare que le nombre des cabarets n'a aucune influence sur les progrès de l'alcoolisme. « Réduire le nombre des cabarets, n'est pas, tant s'en faut, résoudre le pro-

blème de l'alcoolisme. A mesure que le nombre des cabarets diminue, ces établissements prennent plus d'extension, quant aux locaux et quant à la variété des boissons offertes aux buveurs » (1).

La France, actuellement, est donc un des rares pays qui aient conservé à l'égard des débits le régime de la liberté. La loi du 17 juillet 1880 assure la liberté absolue de la profession de cabaretier et n'apporte aucun obstacle à l'augmentation du nombre des débits. Cette loi a été inspirée par des considérations politiques qui en expliquent l'économie. Le décret du 29 décembre 1851 avait institué le régime de l'autorisation. Il portait qu'« à partir de 1852 aucun café, cabaret ou autre débit de boissons à consommer sur place, ne pourra être ouvert sans la permission de l'autorité administrative. » L'Empereur savait fort bien que les cabarets étaient des lieux de rendez-vous politiques, des clubs qui étaient loin de lui être favorables, il voulut en enrayer le développement. Après les élections de 1878, le gouvernement voulut récompenser les services des débitants et proclama la liberté qu'il substitua à l'autorisation. La loi de 1880 déclare qu'à l'avenir « tout individu aura le droit, en France, d'ouvrir cabaret moyennant une simple déclaration à la mairie et sous la réserve de certaines exclusions. » Il est certain que le nombre des cabarets a considérablement augmenté depuis une vingtaine d'années, mais nous nous refusons à voir là une conséquence du régime de la liberté.

1. Rapp. Guillemet, 1897, *loc. cit.*

Nous comptons actuellement en France 450,000 cabarets sans compter ceux de Paris au nombre d'environ 35,000.

En résumé, quelle que soit la valeur de la loi du 17 juillet 1880, qu'elle soit mauvaise dans son principe même comme le prétendent les uns ou qu'elle soit seulement inapplicable comme soutiennent les autres, nous n'en avons pas moins la conviction que la réglementation des cabarets ne serait d'aucune influence sur la consommation. Nulle part, les faits n'ont confirmé l'opinion contraire. En Suisse, on a dressé deux cartes teintées des cantons, l'une au point de vue du nombre des débits, l'autre au point de vue des cas d'alcoolisme. Les deux cartes ne coïncident pas : on voit certains cantons possédant un grand nombre de cabarets et peu de cas d'alcoolisme et vice-versa. La même opération a été faite pour les provinces de la Hollande et elle a produit les mêmes résultats. A l'exception du système scandinave, qui a pu peut-être donner des résultats satisfaisants, toutes les tentatives qui ont été faites en ce sens dans les différents pays sont demeurées infructueuses. Chez nous, quelques projets ont été présentés sur la réglementation et la limitation du nombre des débits. Le plus récent a été déposé au Sénat le 27 mars 1899 par M. Siegfried. Ce projet, qui a été renvoyé à la commission et sur lequel un rapport a été présenté, propose de substituer le régime de l'autorisation à celui de la liberté, de réduire le nombre des débits à la proportion de 1 pour 300 habitants. L'auteur n'ayant pu obtenir le renouvellement de son mandat aux élections

dernières, il est probable que ce projet ne sera jamais discuté, à moins qu'il ne soit repris par l'un de ses anciens collègues. Du reste, outre l'inefficacité à laquelle elle serait inévitablement vouée, cette réforme présente de telles difficultés de réalisation que nous ne pensons pas qu'elle puisse obtenir la consécration législative. Les cabaretiers jouissent chez nous d'une grande influence électorale ; c'est dans leurs établissements que se réunissent un certain nombre de petits clubs politiques, c'est là qu'on discute les différents programmes, c'est là, en quelque sorte, qu'on fait les députés ; le cabaretier est l'intermédiaire tout indiqué entre les candidats et les électeurs. Essayer de restreindre leur liberté serait s'aliéner une grande partie du corps électoral. Nos élus en auront-ils le courage ? Il est permis d'en douter.

§ 3. — Mesures contre les buveurs et contre les débitants.

Nous allons examiner des mesures d'un caractère tout différent de celles que nous avons vues jusqu'ici. Pour décourager l'ivrogne, dit-on, il ne suffit pas d'exercer sur lui une action indirecte, d'éviter la tentation ou de rendre la consommation plus onéreuse, il faut atteindre directement ceux qui boivent et ceux qui favorisent l'alcoolisme, dans leur personne et dans leurs biens.

Peut-on fonder sur ces moyens répressifs de belles et sérieuses espérances ? En ce qui concerne les buveurs, nous pensons que la loi pénale ne saurait les toucher tous et que, même à l'égard de ceux qu'elle frappera, elle restera impuissante et inefficace.

Le législateur ne peut, en effet, intervenir que pour réprimer certains faits matériels, tangibles, certaines manifestations extérieures du vice dont on poursuit la destruction. Mais s'il est vrai que l'alcoolisme se produit généralement au cabaret, au grand jour, il n'en est pas moins certain que bien souvent il est impossible d'intervenir. Quand un individu s'alcoolise chez lui, ou chez un ami, comment le frapper ? Quand un homme boit au dehors, dans un établissement quelconque, mais sans se mettre en état d'ivresse, comment l'atteindre ? Il est donc beaucoup de cas d'alcoolisme qui, par la force même des choses, doivent demeurer en dehors du champ d'application de la loi. Si seulement elle devait amender ceux qu'elle peut atteindre ; mais nous sommes obligé d'avouer qu'elle est incapable d'apporter la moindre diminution dans la consommation. Comment admettre que l'amende ou la prison puissent corriger un buveur ? L'amende le frappera dans ses deniers, dans sa fortune, mais, en définitive, ce sera sa famille qui en souffrira. Tous les sacrifices pécuniaires sont à la portée de l'alcoolique, il se restreindra jusque dans le nécessaire pour satisfaire sa passion. La peine ne fera qu'augmenter sa misère. La prison sera plus funeste encore que l'amende. Au contact de ses co-détenus l'alcoolique se corrompra. Nous

savons quelle œuvre moralisatrice il faut attendre de l'emprisonnement. Entré alcoolique, il sortira criminel. Il faut ajouter encore à cela les effets déplorables de la condamnation, qui apportera au casier judiciaire une tache, non plus ineffaçable (loi du 5 août 1899) mais qui, néanmoins, gênera l'ouvrier dans son placement et apportera un obstacle constant au reclassement des libérés. On a parlé d'attacher à la condamnation la déchéance de certains droits. Inutile, celui qui ne recule pas devant la ruine pécuniaire, physique et morale, ne sera pas retenu par la perspective de perdre certaines prérogatives auxquelles il n'attache qu'une médiocre importance.

Cette idée d'édicter des peines contre les buveurs n'est pas neuve. En 1536, François I^{er} rendit un édit d'une sévérité excessive : « Et pour obvier aux blas-
« phèmes, homicides et autres inconvénients qui arri-
« vent d'ébriété, est ordonné que quiconque sera
« trouvé ivre, sera incontinent constitué et détenu pri-
« sonnier au pain et à l'eau, pour la première fois ; et
« si secondairement est pris, sera, outre ce que de-
« vant, battu de verges dans la prison ; et la tierce
« fois sera fustigé publiquement ; et, s'il est incorrigi-
« ble, sera puni d'amputation d'oreilles, d'infâmie et
« du bannissement de sa personne. » La passion de
l'alcool n'avait pas encore atteint la puissance qu'elle
a aujourd'hui et cependant ces prescriptions restèrent
sans effet.

A l'égard des débitants la loi ne serait pas beaucoup
plus efficace. Il est certain que les cabaretiers ont tout

intérêt à pousser à la consommation et qu'en fait ils usent de tous les moyens pour conserver les buveurs et encourager leur passion. « Ne croyons pas », disait Saint-Simon, « que tout cabaretier est un honnête « commerçant qui attend paisiblement derrière son « comptoir que les ivrognes viennent lui apporter l'argent de leur famille. Un cabaretier qui sait son métier en revendrait à un usurier et à une courtisane « dans l'art d'allumer les passions. »

Très souvent le débitant adjoint à son débit une autre industrie peut-être moins licite encore qui attire la clientèle. La prostitution et l'ivroquerie marchent souvent de pair. On rencontre nombre de débits dont l'arrière-boutique n'est qu'une maison de débauche ; à Paris, par exemple, il serait facile de se rendre compte que de nombreux petits magasins de toutes sortes sont ainsi doublés. D'après une statistique de la police, la moitié des débits d'une grande ville du Nord sont devenus des maisons de prostitution, de recel et d'usure. Tel faubourg de Lille compte un cabaret borgne pour trois maisons.

Cette situation est, en effet, digne d'intérêt et de nature à attirer l'attention du législateur. Par des mesures habiles on pourrait peut-être corriger certains vices, prévenir des débauches honteuses et des habitudes dégradantes, mais il est permis de douter de l'efficacité d'une loi de répression, sur la consommation alcoolique. Il faut cependant, affirme-t-on, frapper ces gens dont le commerce repose sur l'excitation à l'alcoolisme et les bénéfices représentent les primes

perçues sur la misère. A l'inverse des buveurs, les peines les plus sévères seront les meilleures. Le débitant recherche des profits pécuniaires ; si vous le frappez dans sa fortune d'une amende hors de proportion avec le bénéfice qu'il peut réaliser sur l'ivrognerie, vous lui enlèverez le désir d'exciter à la consommation. Théoriquement, on pourrait comprendre qu'un semblable système pût produire un effet appréciable, mais ne soulève-t-il pas dans l'application des difficultés inextricables. Outre le côté politique de la question, que nous avons exposé tout à l'heure, les cabaretiers ayant au Parlement de nombreuses et puissantes influences, il faut songer encore aux moyens de preuves du délit. Quand le débitant s'apercevra qu'un client commence à donner des signes non équivoques d'ivresse, il le fera mettre à la porte et par suite il deviendra difficile à l'agent qui l'arrêtera d'indiquer dans quel lieu il a consommé. Les cabaretiers ne seront point à court, ils auront vite fait de tourner ingénieusement la loi la plus prévoyante. De plus, ne s'expose-t-on pas à l'arbitraire ? Le débitant ne pourra-t-il pas, en servant un verre à un client qui aura déjà copieusement bu dans un autre établissement, s'exposer aux rigueurs de la loi ? Nous manquons d'un critérium sûr pour apprécier quelle quantité d'alcool on peut accorder à une personne déterminée sans provoquer l'ivresse. On aurait des chances de punir les débitants pour de prétendues fautes dont il ne serait pas juste de leur faire endosser la responsabilité.

Du reste, on a compris partout l'inanité et le danger

même d'un pareil système et on peut dire qu'actuellement dans aucun pays il n'existe, contre les débi-
tants, de législation pénale digne d'être citée. On
sent si bien l'inefficacité des mesures répressives
contre les ivrognes que les magistrats eux-mêmes et
ceux qui sont chargés de constater les infractions à la
loi sur l'ivresse publique, font preuve d'une indulgence
significative et semblent s'en désintéresser.

§ 4. — Initiative privée.

Les lois demeurent impuissantes sans le secours des
mœurs. Pour que le législateur se décide à agir et
pour que ses efforts puissent aboutir il est indispen-
sable qu'il se sente soutenu par l'opinion publique. Il
faut préparer la population au nouvel état de choses,
il faut, par avance, avoir son assentiment, lui faire saisir
tous les dangers de l'alcoolisme, il faut modifier les
mœurs en un mot. Dans cette éducation, le législateur
serait impuissant s'il n'était secondé par l'initiative
privée. Depuis longtemps déjà le public s'intéresse au
mal et s'applique à en obtenir la guérison. Les méde-
cins, les hygiénistes, les économistes et tous ceux qui
par leur situation, leur fortune ou leurs connais-
sances, peuvent exercer sur l'alcoolisme une influence
bienfaisante, redoublent d'énergie dans la lutte.
On voit surgir de toutes parts des sociétés, des as-
sociations, des réunions, dans le but de détourner
l'ouvrier du cabaret et de le ramener à la consumma-
tion des boissons dites hygiéniques. Les membres du

corps enseignant font aussi de louables efforts pour combattre le penchant de l'alcoolique. En un mot, l'initiative privée prend les formes les plus variées et les plus diverses; elle se manifeste par des sociétés de tempérance, des moyens d'instruction et d'éducation, etc.

Sociétés de tempérance. — En France, comme aux Etats-Unis, on a tenté d'interdire la consommation de l'alcool; mais avec cette différence qu'en Amérique cette mesure émanait du gouvernement tandis que chez nous toutes les tentatives dans ce sens sont dues aux hygiénistes. Nous savons ce qui s'est passé aux Etats-Unis, nous avons vu combien un pareil régime laisse de prise à la fraude. Il n'est guère possible d'espérer en France un meilleur résultat. On aura beau faire former des sociétés et les enfermer dans des règlements sévères, on n'arrivera jamais à faire de l'eau la boisson naturelle et habituelle de l'homme comme elle est celle des animaux; on aura beau multiplier les sociétés de tempérance et prêcher d'exemple, on n'arrivera pas à réaliser ce but impossible. Ces idées se sont surtout développées dans les pays de race anglo-saxonne, nous pensons qu'on arrivera difficilement à les faire acclimater en France, maintenant que nos vignobles commencent à se reconstituer. Au moment où par suite des ravages du phylloxéra, les campagnes se trouvèrent brusquement privées de vin, on vit les paysans s'ingénier à mettre en œuvre les fruits de leurs vergers pour composer des boissons. Ils ne peuvent se résoudre à admettre l'eau comme breuvage et ils pré-

fèrent toujours, à l'eau pure de leurs sources, de mauvaises boissons.

Les abstentionnistes complets englobent dans leur réprobation tout l'alcool sous quelque forme qu'il se présente : le petit verre d'eau-de-vie, le verre de vin, de cidre, de bière, sont également interdits. D'autres sociétés sont moins intransigeantes, moins radicales, et ne proscrivent que les boissons spiritueuses.

Le but des sociétés de tempérance est d'éclairer l'ignorance et de fortifier la faiblesse. Dans certains pays on est même sorti du domaine purement théorique, du terrain purement spéculatif et à chaque instant nous entendons dire qu'elles obtiennent des résultats pratiques encourageants. Après avoir demandé au buveur de réagir par devoir, elles prétendent montrer que cette réaction contre une habitude invétérée peut se faire sans qu'il en coûte beaucoup à la satisfaction et au bien-être. Nous nous méfions un peu de ces fameux résultats proclamés si haut, et nous ne saurions les accepter avant de les avoir examinés et discutés.

La première société de tempérance remonte au ^{xvii}^e siècle. Il y a lieu de mentionner la société de Saint-Christophe dont les membres prenaient l'engagement de ne pas trinquer et de ne pas chercher à faire enivrer les autres convives ; la société de l'anneau d'or sous le patronage du comte Paladin Frédéric V, et un certain nombre d'autres associations moins connues. Mais ces premiers tempérants ne sont pas restés célè-

bres par leur sévérité. On trouve des sociétés où le maximum de la consommation était fixé à sept bocaux par tête et par repas. Nous sommes donc encore bien loin de l'abstinence. Le mouvement contemporain a pris naissance en Amérique vers le commencement du siècle. On rencontre une société dont la fondation date de 1808, mais ce n'est réellement que vers 1820 que l'idée prit un essor considérable. En 1826 fut créée la grande « American temperance Society » dont chaque membre prenait l'engagement de « s'abstenir entièrement de liqueurs spiritueuses excepté lorsqu'elles lui seraient données par un médecin en cas de maladie ». Cette idée a fait son chemin et actuellement l'Amérique compte plus de quatre cents sociétés de ce genre qui comprennent plus de cinq millions d'adhérents. D'autres pays ont suivi l'exemple de l'Amérique et ont fait preuve d'une grande énergie dans ce mouvement de tempérance. En 1877 fut fondée en Suisse sous le nom de « Société internationale de la Croix Bleue » une société de tempérance connue dans le monde entier. La France est longtemps restée réfractaire à ces idées. Cependant, aussitôt la guerre, on vit apparaître quelques sociétés de tempérance. En 1871 fut fondée la « Ligue nationale contre l'alcoolisme » dont les docteurs Bergeron et Lunier furent les promoteurs. On trouve également une « Société française de la Croix Bleue » fondée en 1893. Enfin, il y a quelques années, en 1895, s'est formée la « Société contre l'usage des boissons alcooliques » sous la présidence du docteur Legrain. Son programme est contenu dans ces mots :

« Guerre à l'alcool ; permission, à titre modéré, des boissons fermentées ». Elle compte plusieurs milliers de membres abstinents quant à l'alcool et consommateurs modérés des boissons alimentaires ». « La Prospérité, société française contre l'usage de l'alcool », combat depuis deux ans le terrible fléau de l'alcoolisme par des conférences répétées et les publications d'un journal anti-alcoolique. Pour donner une base plus solide à cette œuvre et pour faire connaître au public tous les dangers de l'alcool, le président de cette société a ouvert, depuis le 1^{er} octobre 1899, une école d'enseignement anti-alcoolique.

A côté des Sociétés de tempérance et dans le même ordre d'idées il est utile de mentionner les cafés de tempérance. Cette institution qui a pris naissance en Angleterre s'est d'abord répandue en Suisse, puis ensuite dans presque tous les pays du monde. Nous sommes encore sur ce point bien en retard et nous suivons de très loin le mouvement. La « Société contre l'usage des boissons alcooliques » a nommé, dans sa séance du 27 octobre 1897, une commission chargée d'étudier les moyens propres à établir à Paris un café-restaurant de tempérance. L'enquête faite par cette commission a révélé qu'il existait déjà dans la capitale treize établissements de ce genre où l'alcool est absolument pros- crit. Cette Société poursuivant son but a fait ouvrir à Paris plusieurs établissements parmi lesquels il convient de citer celui qui est situé au coin du pont d'Iéna et « Aux petits repas hygiéniques », rue de Cronstadt. Il vient de se fonder il y a quelque temps à Paris sous

le nom de « Compagnie internationale d'alimentation et d'hygiène pour l'exposition de 1900 », une société ayant pour but d'installer sur le terrain même de l'exposition des restaurants, des cafés et des kiosques de tempérance.

Il faut enfin mentionner les « congrès internationaux contre l'alcoolisme » qui se réunissent à intervalles assez rapprochés et qui traitent les questions se rattachant à ce sujet. Le dernier a eu lieu à Paris au mois d'avril 1899. Nous n'en reprendrons pas le compte-rendu ; ce serait une tâche beaucoup trop longue qui nous ferait sortir du cadre étroit de notre travail dont nous nous promettons de ne point dépasser les limites.

On a chanté sur tous les tons les heureux résultats produits par les sociétés de tempérance et les établissements similaires. Mais, pour apporter un semblant de preuve à l'appui de leurs dires, les protagonistes de ce système en sont réduits à nous montrer les listes des adhérents et à en compter le nombre. C'est une tactique de nature à faire illusion et sur laquelle il faut s'expliquer. On rencontre, en effet, des sociétés de tempérance qui réunissent un grand nombre d'adhérents et on se félicite déjà du résultat. Quel résultat ? C'est évidemment une expérience honorable, même digne d'encouragement, mais à peu près vaine. On peut dire qu'elle est à la solution de l'alcoolisme ce que la production d'un corps déterminé dans un laboratoire est à la production industrielle de ce corps. On oublie de remarquer que la plupart des membres de ces sociétés, tous peut-être, étaient déjà, avant leur

entrée dans l'association, des ennemis jurés de l'alcool; ils n'étaient ni ivrognes ni prédisposés à l'ivrognerie; les seuls mobiles de leur adhésion sont la haine de l'alcool et la propagation de la tempérance par l'exemple. Il n'y en a même pas un dixième qui ait dû renoncer réellement à l'alcool pour se faire inscrire. On a constaté en Amérique en 1895 que 20 0/0 des meurtriers étaient des soi-disant buveurs d'eau. Bien plus, c'est dans l'État du Maine où il est défendu de boire de l'alcool que la statistique a révélé le plus d'idiots et de criminels. Pour nous, toutes les longues listes d'adhérents ne nous disent rien et nous avons la conviction qu'elles ne peuvent même pas servir à compter les buveurs d'eau, ceux qui ont toujours été les ennemis irréconciliables des liqueurs spiritueuses. Il arrive, en effet, pour les sociétés de tempérance, ce qui se passe dans les pays sauvages où des prêtres de religions concurrentes se disputent les néophytes. Interrogez, par exemple, en Extrême-Orient, le missionnaire catholique et le missionnaire protestant : l'un et l'autre obtiennent des résultats merveilleux. Fait-on la somme de leurs conversions. Avec surprise on constate une quantité supérieure à la réalité. Les prétendus convertis sont des gens qui passent alternativement d'une religion à l'autre pour obtenir des aumônes. De même pour les sociétés de tempérance. Elles accordent certains avantages à leurs adhérents et alors les ivrognes se résignent à jouer le rôle d'abstinents pour en profiter. L'alcoolisme a-t-il été atteint dans ses progrès, a-t-il subi un arrêt, aussi léger fût-il, dans sa marche

rapide ? Les statistiques nous révèlent toujours les mêmes désordres ; le nombre des suicides, des folies, des crimes dus à l'alcool, reste sensiblement le même.

Education. — Nous avons une tout autre confiance dans les moyens d'éducation. La plupart des alcooliques pèchent par ignorance et par faiblesse ; il faut donc instruire le peuple et le fortifier. C'est dans le problème de l'éducation, a dit Kant, que gît le grand secret du perfectionnement de l'humanité. Mais il ne faut pas attendre que l'habitude soit contractée ; il vaut mieux prévenir que réprimer. Pour faire l'avenir meilleur ce n'est pas sur les adultes qu'il faut compter, leurs habitudes sont prises, ils sont engagés dans la vie sous l'action de goûts et de préjugés qui tend plutôt à se fortifier. C'est dans l'enfant qu'il faut préparer l'ennemi de l'alcool, c'est sur les nouvelles couches qu'il faut agir, c'est l'écolier qu'il faut élever dans l'horreur du cabaret. Pendant longtemps l'action individuelle, l'initiative privée ont été abandonnées à leurs seules ressources, force était donc de n'agir que sur les adultes en les conviant le soir à des conférences publiques et en leur conseillant la lecture d'ouvrages appropriés. Mais hélas ! quelle médiocre influence ! Les cabaretiers et les conférenciers étaient loin d'avoir le même public. Semblables aux sociétés de tempérance les conférences n'attiraient presque toujours que des gens déjà convertis. Les quelques buveurs d'alcool qui, par simple curiosité, répondaient à l'appel, allaient, la causerie terminée, finir leur soirée au café comme pour narguer les beaux parleurs et jeter un défi à tous les moyens

de propagande. Cependant, émus, et épouvantés des ravages du mal, les gouvernements ont enfin pris l'heureuse résolution d'intervenir dans la lutte. C'est encore l'Amérique qui donne le signal du mouvement. Dès 1878, on constate l'existence, aux environs de Boston, d'une école pour la propagande anti-alcoolique. L'idée s'est répandue rapidement. La Suisse et l'Angleterre se sont engagées dans cette voie. En Belgique elle a reçu un grand développement. L'expérience a commencé dans la province de Limbourg. Aujourd'hui cette matière a sa place dans tous les programmes d'enseignement primaire et même dans ceux de divers établissements d'enseignement secondaire. La France — nous l'avons déjà constaté souvent — a suivi le mouvement mais après être longtemps demeurée impassible devant le danger. Ce n'est qu'en 1895 que le gouvernement se décida à intervenir. Au mois de juillet 1895 une commission fut nommée au ministère de l'instruction publique pour étudier les bases d'un enseignement anti-alcoolique. Cette commission, dans sa séance du 16 juillet, adopta un remarquable rapport de M. Steeg, inspecteur général. Le rapporteur estimait que nos programmes d'enseignement, tels qu'ils sont conçus, fournissent toutes les armes utiles pour lutter contre le fléau, qu'ils contiennent toutes les notions efficaces, qu'il suffit simplement de les bien dégager en vue du but à atteindre. Il indiquait cette opération pour les écoles primaires de tous les degrés. L'expérience pourra révéler et suggérer d'autres procédés et peut-être faire ressortir la nécessité

de « constituer de toutes pièces un enseignement spécial, un programme à part ».

Des circulaires ministérielles ont ratifié les conclusions du rapport de M. Steeg, notamment celle adressée le 2 août 1895 aux Recteurs et aux Préfets par le ministre de l'instruction publique. Il convient encore de citer celle de M. Rambaud, ministre de l'instruction publique, du 9 mars 1897, sur le rôle de l'instituteur dans l'alcoolisme.

Aujourd'hui l'enseignement anti-alcoolique fait partie de tous nos programmes d'enseignement primaire. Il se forme également une bibliothèque scolaire de l'anti-alcoolisme qui est appelée à seconder les leçons et le travail de l'instituteur et à produire une heureuse influence sur l'hygiène future.

Que dire, d'une manière générale, de l'initiative privée ? Nous ne croyons pas à l'efficacité des sociétés et des établissements de tempérance, mais nous considérons que l'instruction sera un excellent agent d'anti-alcoolisme parce qu'elle développe le sentiment de la dignité personnelle, de la modération dans les goûts. Si l'instituteur pénètre l'écolier que boire est méprisable et que celui qui boit fait tort à soi, à la patrie et à l'espèce, l'enfant devenu homme fuira le cabaret et l'alcool.

Nous avons maintenant passé en revue et apprécié la valeur de tous les moyens, ou du moins des principaux, qui ont été proposés dans le but de lutter contre l'alcoolisme par la diminution de la consommation. Nous avons vu quels résultats insignifiants ils étaient

susceptibles de produire et nous avons par suite démontré combien il était difficile, sinon impossible, d'arriver à une diminution dans la consommation moyenne des boissons spiritueuses. Assurément, il y aurait un remède qui paraît d'une efficacité certaine, complète, c'est l'interdiction absolue de la consommation de l'alcool. Ce procédé est tellement radical qu'il ferait sourire les réformateurs les plus naïfs. Malheureusement, cette prohibition se heurte à une triple impossibilité matérielle, fiscale et économique. Nous avons vu le résultat des expériences faites dans une partie des Etats-Unis. Toutes les lois, même les plus draconiennes, seraient impuissantes. Il faut compter avec les habitudes contractées et les mœurs qu'on ne réforme pas subitement par un simple texte de loi. Il est de mode d'aller souvent au café et de bon ton d'y absorber des liqueurs fortes. Cette habitude est déjà ancienne. « Une chose folle, et qui découvre notre petitesse, c'est l'assujettissement aux modes, quand on l'étend à ce qui concerne le goût, le vivre, la santé et la conscience... Un individu qui jette en sable un verre d'eau-de-vie, et, chose merveilleuse, qui y revient à plusieurs fois, on l'admire, on l'admet dans sa familiarité » (1). L'alcoolisme, pourrait-on dire, est le triomphe de la mode et changer brusquement la mode est chose fort difficile. Il faut aussi tenir compte de la production clandestine qui ne manquerait pas de devenir très active puisqu'elle serait

1. La Bruyère. *Les Caractères*. Ch. XIII. *De la mode*.

seule à alimenter la consommation et qui fournirait des alcools d'autant plus mauvais qu'elle serait en dehors de tout contrôle. De plus, comment le Trésor pourrait-il récupérer les pertes que lui causerait la suppression de l'impôt sur l'alcool ? L'alcool cessant d'exister en tant que matière imposable, il faudrait demander au contribuable de nouveaux sacrifices. Enfin, quel est le gouvernement qui consentirait à proscrire la consommation de l'alcool et à décréter ainsi la ruine d'un nombre considérable d'industriels et de commerçants ? Que deviendraient toutes les grandes usines de troissix dont l'écoulement des produits serait à peu près impossible ? Ce serait une véritable spoliation, car il ne faudrait pas songer à payer des indemnités, la situation financière ne le permettant pas.

La diminution de la consommation, du moins dans des proportions qui pourraient expliquer les prétentions de nos adversaires, n'est pas davantage possible. Tous les systèmes préconisés dans ce but, aussi bien les remèdes fiscaux que les remèdes législatifs et les remèdes moraux, ne sont pas de nature à apporter une solution prompte et efficace. N'y a-t-il pas un contraste frappant entre cette propagande et l'inférieure puissance du fléau, entre les espérances lointaines et aléatoires que ces moyens de persuasion peuvent faire naître et les douleurs sans nombre, les hontes, les crimes que l'alcoolisme accumule chaque jour sur une nation ! Tous les efforts sont louables, l'idée part de cœurs généreux et est inspirée par de nobles sentiments. Mais seront-ils efficaces ? Nous en doutons.

Nous avons montré, par la genèse même de l'alcoolisme et les nombreuses expériences effectuées sur l'alcool, qu'il ne fallait pas voir dans la consommation la cause génératrice de l'alcoolisme ; nous venons de faire plus, nous avons prouvé que tous les systèmes appliqués à la consommation sont incapables d'en faire baisser le chiffre. C'est donc d'un autre côté qu'il faut tourner la tête, sur un autre point qu'il faut concentrer nos efforts, l'amélioration de la qualité.

SECTION II. — *Remèdes ayant pour but d'améliorer la qualité.*

Nous n'allons plus trouver ici la même diversité que tout à l'heure. En effet, il n'y a pas plusieurs moyens de s'attaquer à la mauvaise qualité des alcools, il n'y en a qu'un seul : la rectification. Bien entendu, il n'entre pas dans notre esprit de songer à restaurer la déclaration du 24 janvier 1713 qui prohibait la distillation des matières autres que le vin. Nous prétendons seulement qu'on peut, par une rectification soignée, ramener les alcools de la consommation à un type voisin de l'alcool naturel, de l'alcool éthylique.

Tout le monde est d'accord sur le moyen à employer, la seule divergence qui se produit c'est sur l'organisation de la rectification, sur le point de savoir qui sera chargé de rectifier. Faut-il confier au commerce lui-même le soin d'épurer les alcools en réservant à l'administration un droit de contrôle, ou bien faut-il mettre

aux mains de l'Etat la rectification de l'alcool ? Telle est la seule question que se sont proposé de résoudre les divers projets que nous allons examiner.

§ 1. — Rectification obligatoire.

La rectification obligatoire, c'est la nécessité pour les producteurs de ne mettre en circulation que des alcools rectifiés et ramenés au minimum de pureté fixé par une commission de contrôle. Tous les projets qui rentrent dans cette catégorie ne diffèrent que sur des points de détail.

Projet Turquan. — M. Victor Turquan, chef de la statistique générale de France au Ministère du commerce, est l'auteur d'un projet qui n'a d'autre but que d'assurer la pureté des produits en imposant l'obligation de la rectification. Il diffère du monopole en ce que la rectification n'est pas aux mains de l'Etat. Un certain nombre de laboratoires seraient établis pour analyser les alcools et en vérifier la pureté. Des entrepôts locaux seraient chargés de recevoir et de faire rectifier par des usines privées les produits des bouilleurs n'ayant pas d'appareils de rectification. Le déposant recevrait un récépissé de sa marchandise, une sorte de warrant qu'il pourrait négocier.

Projet Loubet. — Ce projet diffère très peu du précédent. Comme lui il prescrit la rectification. Il interdit la circulation des alcools reconnus par l'analyse chimique nuisibles à la santé. Il propose l'organisation

d'entrepôts ou d'établissements de rectification ayant la faculté de délivrer des récépissés négociables.

Projet Fleury-Ravarin. — M. Fleury-Ravarin, député du Rhône, est l'auteur de plusieurs projets de loi sur la rectification obligatoire. Le plus récent est, comme nous l'avons vu, du 19 juin 1899. L'auteur préconise l'obligation de rectifier les alcools destinés à la consommation et le contrôle de l'Etat sur ces alcools. Il confie la surveillance à un comité technique institué au Ministère des Finances.

La rectification obligatoire ne donne pas à l'hygiène toutes les garanties désirables. Actuellement, il est interdit de faire circuler des alcools sans déclaration préalable à la régie ; nous entretenons une véritable armée d'employés pour assurer le respect de cette prescription. Est-ce à dire qu'il n'y a pas de fraude sur ce point, est-ce à dire que tous les alcools déplacés paient le droit de circulation et sont pris en charge, ou acquittent la taxe de consommation ? Nous sommes fixé sur cette question, nous savons que la fraude est sérieuse et importante et qu'il est même bien difficile d'arriver à l'enrayer. Quand on aura prescrit aux industriels l'obligation de rectifier ou de faire rectifier leurs produits, comment s'assurera-t-on que la loi n'est pas violée ? Par un droit de contrôle accordé à un comité technique. En quoi ce comité pourra-t-il exercer une action plus efficace que la Régie actuelle ? Comme elle, il sera la dupe des fraudeurs qui feront circuler, comme aujourd'hui, des flegmes, des alcools impurs qui envahiront la consommation. Il y a dans

toutes ces propositions, excellentes quant à leur principe, des difficultés d'application dont leurs auteurs ne semblent pas avoir soupçonné l'existence. Comment espérer que la vérification puisse être sérieuse ? Comment faire avec les 500.000 débitants ? Il faudrait faire de fréquentes saisies suivies d'analyses, autrement le contrôle deviendrait illusoire ; alors tous les laboratoires d'Europe ne suffiraient pas. Dans les cabarets, les boissons sont contenues dans des bouteilles ; il serait impossible de les vérifier toutes, on ne pourrait qu'en prendre une ou deux au hasard, par suite les chances de succès du système sont déjà considérablement diminuées. En procédant seulement à deux analyses par mois dans chaque cabaret, ce qui n'est pas exagéré, cela ferait un total d'environ un million d'analyses mensuelles. Entre le moment de la saisie et celui où le résultat de l'analyse serait connu le cabaretier en défaut aurait facilement le temps d'écouler tous ses produits et de cesser sa profession. Une répression, dans ces conditions, serait d'autant plus grotesque que la marchandise dont l'analyse a révélé l'état d'impureté serait consommée depuis longtemps. Ce système de la rectification obligatoire par les producteurs eux-mêmes ne sera pas réalisable tant qu'on n'aura pas trouvé un moyen simple et pratique de vérifier instantanément le degré de pureté d'un alcool. A cela s'ajoute encore une difficulté d'ordre économique. Si on impose aux producteurs la rectification de leurs alcools, que deviendront les petits et moyens distillateurs qui ne possèdent pas de ressources suffisantes pour faire l'acqui-

sition d'un matériel de rectification ? Ils seront à la merci des gros producteurs qui feront tout pour amener leur disparition, ce qui ne manquera pas d'arriver à brève échéance. La rectification obligatoire c'est donc la monopolisation de la production des alcools entre les mains des gros industriels et la ruine des petits et des moyens distillateurs et bouilleurs, c'est, en quelque sorte, la féodalité de l'alcool. Ce monopole serait détestable car il n'aurait d'autre but que la spéculation, et la santé publique serait négligée et sacrifiée comme devant.

§ 2. — Monopole.

Le monopole, comme les précédents projets, poursuit l'amélioration de la qualité des alcools de consommation au moyen de la rectification. Mais il en diffère profondément en ce que l'industrie privée n'intervient pas ; l'Etat seul est chargé de la rectification. Aucun alcool n'est livré à la consommation sans être passé par les mains de l'Etat pour être rectifié ou recevoir un certificat d'innocuité.

On conçoit plusieurs façons d'organiser le monopole. Il peut comprendre à la fois la fabrication, la rectification et la vente des alcools. C'est le monopole complet. C'est le système du groupe collectiviste de la Chambre. Un projet dans ce sens a été présenté par M. Vaillant. Il paraît difficile, actuellement du moins, étant donnés les mœurs de notre pays, l'état des esprits, les difficultés énormes qu'il soulèverait et les dépenses consi-

dérables d'indemnités d'expropriation qu'il nécessiterait, d'appliquer le système du monopole complet.

Le monopole peut encore comprendre seulement la rectification et laisser libres la fabrication et la vente ; enfin il peut s'appliquer à la rectification et à la vente et laisser à l'industrie et au commerce privés la fabrication des alcools. Ce sont des monopoles partiels.

De tous les systèmes que nous venons d'énumérer, un seul nous paraît devoir donner des résultats sérieux et acceptables, c'est le monopole de la rectification et de la vente des alcools par l'Etat. Il permet de supprimer totalement, sinon l'unique, du moins le principal facteur de l'alcoolisme, la mauvaise qualité, et, de plus, il permet de placer tout l'alcool entre les mains de l'Etat qui peut ainsi à son gré en limiter la consommation. D'autre part, tout en sauvegardant la santé et la morale publiques, tout en modérant la consommation, on peut faire du monopole un merveilleux instrument de réforme fiscale. Sans doute, il présente quelques difficultés, il implique des remaniements assez profonds, il se heurte à des intérêts puissants, mais on en viendrait vite à bout.

Nous sommes convaincu que le monopole peut se suffire à lui-même, qu'il est propre à fournir la véritable solution du grand problème général de la réforme du régime des boissons. Cependant, nous ne voulons pas être aussi exclusif dans nos idées et nous admettons très bien qu'à côté du monopole l'Etat puisse, par l'enseignement et l'éducation, faire naître et développer chez l'enfant le mépris de l'alcool.

Evidemment, il ne faut pas se faire illusion sur la portée de cette mesure et en attendre des effets aussi complets qu'on l'a quelquefois prétendu. Il est, en effet, un autre enseignement non moins profitable pour le peuple. Tous les jours, le spectacle des suites de l'ivrognerie se déroule dans d'affreuses réalités sous les yeux mêmes de ceux qu'il s'agit de préserver du fléau, et l'enseignement poignant qui se puise dans l'horreur de ce spectacle ne les préserve pas. La contagion est beaucoup plus facile que les avertissements les plus terrifiants. Quoi qu'il en soit, nous sommes d'avis qu'on peut agir utilement sur des esprits sains et des âmes neuves et créer un courant d'idées bien-faisantes. Pour toutes ces raisons nous considérons qu'il est du devoir d'un gouvernement sage et prévoyant de favoriser l'enseignement anti-alcoolique à côté du monopole dont nous allons maintenant aborder l'étude.

APPENDICE

Equisine.

Notre désir d'être complet nous oblige à mentionner ici un remède dont le caractère tout spécial ne nous a pas permis de le faire entrer dans aucune des classifications que nous avons énumérées précédemment. Il s'agit d'une solution au problème de l'alcoolisme, présentée tout récemment, et qui semble rallier dès sa naissance un certain nombre de partisans. Ce remède a été découvert par un médecin de San Francisco, le Dr d'Evelyn, qui lui a donné le nom de *Equisine* (latin *equus*, cheval). Il constitue une curieuse originalité, non pas précisément dans son principe, dont Pasteur a fait de si merveilleuses applications, mais plutôt dans son adaptation au mal qui nous occupe.

Tous les systèmes proposés jusqu'alors peuvent se ramener à ces deux idées : agir sur l'alcool ou sur l'individu, et ceux qui visent le buveur s'attachent surtout à le bien pénétrer de toute l'horreur de son vice, à le convaincre que l'alcoolisme est le pire des maux. Malheureusement la persuasion n'est pas toujours une arme bien puissante, surtout quand elle s'attaque à des

habitudes invétérées. Le D^r d'Evelyn a vu la question d'une tout autre façon. Pour lui, l'alcoolisme est une affection organique au même titre que la rage et il a, comme l'avait fait Pasteur, trouvé le remède en inoculant au sujet le virus de la maladie même qu'il s'agit de guérir. Il a pris un cheval qui, par des doses d'alcool combinées d'une certaine façon et dans certaines proportions, il a rendu alcoolique. C'est le virus pris sur cet animal qui devait constituer le remède à l'alcoolisme. En l'injectant à des chevaux parfaitement sains, il a remarqué que non seulement l'alcool ne produisait plus sur eux ses effets habituels, mais encore qu'ils montraient pour l'alcool une telle répulsion, un tel dégoût, qu'il devenait presque impossible de leur en faire absorber. Dès lors, pour guérir un individu de l'alcoolisme, il n'y aurait plus qu'à lui inoculer un vaccin approprié.

Ce remède sera-t-il efficace et doit-on lui accorder toute la vertu que certains médecins se plaisent à lui reconnaître ? Malgré toute l'originalité de la découverte, il est à remarquer que les feuilles médicales ont gardé une prudente réserve. L'Institut Pasteur, consulté à ce sujet, n'a pas encore donné son avis. On comprendra facilement que nous gardions le silence sur ce point.

Si notre incompétence en la matière ne nous permet pas de nous prononcer sur cette question, il nous est au moins possible d'envisager quelles pourraient être les conséquences de ce remède tant au point de vue financier qu'au point de vue économique.

Nous avons vu que la suppression absolue de la consommation de l'alcool était à peu près impossible et nous avons fait connaître quels en seraient, en tout cas, les graves inconvénients. Si l'Equisine avait toute l'efficacité qu'on lui prête, la situation créée par cette découverte serait peut-être encore plus délicate. L'Etat où prendrait-il, en effet, les sommes importantes qu'il retire de l'alcool ? A qui demanderait-il la compensation ? Cette question embarrasserait fort, nous en sommes convaincu, les hommes d'Etat les plus habiles. L'impôt sur l'alcool constitue actuellement un appoint important et sûr dans la balance des recettes, et l'enlever serait exposer le budget à une désorganisation complète.

Les partisans de cette solution ne tiennent aucun compte de cette idée que nous avons émise au *Chapitre des Remèdes*, à savoir qu'il était impossible de séparer et de poursuivre isolément le but hygiénique et le but fiscal. L'un ne peut se comprendre sans l'autre et la meilleure solution à la question hygiénique seule serait inacceptable parce qu'elle conduirait fatalement à la ruine financière. L'Equisine nous en fournirait un exemple.

Et au point de vue économique ? Que deviendraient l'industrie et le commerce des alcools ? Quelle serait l'attitude de ceux qui ont engagé leurs capitaux dans le commerce ou l'industrie des alcools, et qui se verraient subitement ruinés ? Le pays ne serait-il pas dans l'alternative ou d'abandonner cette solution ou de tarir l'une des sources les plus fécondes de la richesse et de la prospérité publiques ?

Nous n'avons parlé que brièvement, et pour ainsi dire, que pour mémoire de ce remède dont, pour des raisons faciles à comprendre, nous ne pouvons apprécier l'efficacité, mais nous pensons que s'il avait la puissance que lui attribue son auteur et s'il était l'objet d'une application générale, il entraînerait des conséquences d'une extrême gravité.

TITRE II

Monopole de rectification de l'alcool par l'Etat.

CHAPITRE I

Historique du Monopole.

L'idée de confier à l'Etat la rectification de tous les alcools destinés à la consommation n'est pas absolument neuve. Elle a été conçue et exprimée depuis déjà assez longtemps, mais nous devons avouer que, tout d'abord, elle fut assez mal accueillie et ne produisit pas dans le monde politique et économique un bien grand retentissement. Considérée comme une conception purement chimérique, une utopie impropre à toute application pratique, on se refusait généralement à lui accorder crédit. Nous n'avons donc nullement la prétention d'apporter sur cette matière un système de notre crû, ni d'émettre des idées et des opinions qui n'aient déjà été mises en avant par ceux qui se sont occupés de cette importante question. Cependant, il n'y a guère qu'une vingtaine d'années que l'on a proposé de confier à l'Etat la rectification de l'alcool dans

le but, tant de maintenir et même de fortifier l'équilibre du budget que de combattre l'alcoolisme. La question d'hygiène a vivement préoccupé les esprits et bien des savants ont maintes fois, non seulement au sein du Parlement et des commissions techniques, mais encore dans des brochures, des ouvrages et des conférences publiques, signalé les dangers toujours croissants de l'alcoolisme. On voyait généralement le mal, mais on ne pouvait se résoudre à adopter un remède énergique ; on cherchait partout des attermolements, on discutait beaucoup, d'où le désaccord complet, les plus grandes divergences sur les moyens à employer, et pendant ce temps le mal s'enracinait. On s'étonne véritablement, en examinant les nombreux projets qu'a suscités la réforme du régime des boissons depuis 1880, de ne rencontrer aucune disposition qui puisse être considérée comme un remède sérieux et efficace contre l'alcoolisme. Les auteurs, trop préoccupés par la question fiscale, trop enclins à ne voir dans la réforme projetée qu'un moyen d'obtenir les ressources que l'Etat, en face de nécessités de plus en plus impérieuses, est obligé d'exiger de ses contribuables, semblaient à tort se désintéresser de l'hygiène et de la morale publiques. Convaincus que ces deux questions, hygiène et fiscalité, étaient absolument différentes, ils s'occupaient de la seconde et laissaient à d'autres le soin de pourvoir à la première. On rencontre bien quelques idées générales, quelques propositions de résolution aux termes desquelles le gouvernement prenait l'engagement, absolument platonique du reste, dans un

délai toujours très long, de soumettre aux Parlements un projet de contrôle hygiénique des alcools, mais peu ou point d'articles précis déterminant de quelle façon et dans quelles conditions s'exercerait ce contrôle.

C'est à M. Alglave que nous devons la conception du monopole de l'alcool tel qu'on le comprend généralement aujourd'hui. Dès 1872 il exposa son système; vivement critiqué, énergiquement combattu, il ne se découragea point et commença, avec une ardeur à laquelle on se plaît à rendre hommage, une propagande acharnée et fortifiée par une solide conviction, en faveur des idées dont il voulait assurer le triomphe. Depuis lors ses théories ont fait du chemin et il s'est créé en faveur du monopole un courant d'opinion dont il serait aussi injuste de nier l'importance qu'imprudent de ne pas tenir compte.

C'est en 1887 que la question du monopole de l'alcool paraît avoir été posée devant le parlement. Le Sénat, dans sa séance du 23 mars 1886, avait nommé une commission chargée d'examiner le problème de la réforme du régime des boissons tant au point de vue fiscal qu'au point de vue hygiénique. Cette commission se livra à une enquête sérieuse sur l'alcool, sa consommation, sa qualité, ses effets toxiques, etc., et en consigna les résultats dans un rapport déposé le 7 février 1887. Le rapporteur, M. Claude (des Vosges), concluait, au nom de la commission, à la nécessité d'un contrôle hygiénique sur les alcools et à l'installation d'usines de rectification. Il proposait l'établissement entre les mains de l'État du monopole des

alcools « qui permet seul d'atteindre le rendement théorique et absolu, le rendement sans fraude ni coulage. » « Est-ce à dire que, quand il s'agit des grands « intérêts moraux qui font l'objet de cette enquête, « quand il s'agit de la vitalité même de la France, « au point de vue de ses forces défensives comme « de ses forces productives, votre commission repous- « serait a priori toute idée de monopole ? En aucune « façon. Le monopole de l'alcool, facile à justifier en « lui-même, n'est pas moins facile à établir que celui « des tabacs. Mais ce n'est pas ici le lieu de traiter « cette grande question (1). »

Le Sénat renvoyait le 24 juin suivant ce rapport au ministre des Finances et au ministre du Commerce et de l'industrie en recommandant au gouvernement les conclusions « comme base d'une réforme fiscale que sa connexité avec les règles de la morale et de l'hygiène rend chaque jour plus urgente. » Une commission extraparlamentaire fut instituée au Ministère des Finances par décret du 18 septembre 1887, « à l'effet d'étudier les réformes qu'il convient d'apporter à la législation de l'alcool et, en général, au régime des boissons. » Cette commission, présidée par M. Léon Say, qui en fut également le rapporteur, se déclara opposée à l'établissement en France du monopole de la fabrication, de la rectification et de la vente de l'alcool. Cependant il n'est pas sans intérêt de relire les lignes écrites à cet égard par M. Jamais,

1. J. O. S. Doc. parl., 1887, p. 34 et s.,

rapporteur de la sous-commission du monopole, et reproduites dans le rapport de M. Léon Say. « La conclusion que nous avons l'honneur de vous proposer, « c'est que le monopole, nous parlons surtout du monopole de la fabrication et de la vente, n'est pas, « au point de vue fiscal et hygiénique, la solution « nécessaire de la question dont nous sommes saisis... « Pour introduire le monopole dans un pays justement « épris de la liberté de l'industrie et des transactions, « pour faire violence à tant d'intérêts privés, il faudrait « avoir pour soi le courant d'opinion. Mais cette volonté « impérieuse du pays n'existe pas, et le caractère « d'une aussi grave mesure, les avantages que ses « partisans lui attribuent, sont encore trop contestables pour qu'il se trouve dans les Chambres une « majorité décidée à tenter l'inconnu (1). »

Il est facile de comprendre que si M. Jamais se déclare opposé au monopole ce n'est pas absolument parce qu'il juge ce système impraticable mais bien plutôt parce que l'opinion publique n'est pas préparée pour accepter les remaniements qu'il nécessiterait. Aujourd'hui ce motif n'existe plus après les votes répétés des Chambres, après les vœux émis par un grand nombre d'assemblées politiques.

En 1891, la Chambre des Députés fut saisie par M. Maujan d'une proposition tendant au remaniement général du système des impôts et, au nombre des

1. Léon Say. Rapport fait au nom de la commission extraparlémentaire.

recettes devant équilibrer ce nouveau budget, figuraient les produits du monopole de la rectification de l'alcool par l'État. Cette partie du projet fut, l'année suivante, l'objet d'un rapport de M. Guillemet favorable au principe du monopole de la rectification. Rappelons encore la discussion de la loi sur les boissons qui eut lieu à la chambre en 1895 sous le ministère Ribot. Dans la séance du 1^{er} juillet, la Chambre avait repoussé un contre-projet de M. Vaillant, tendant à prélever sur le produit du monopole intégral une somme suffisante pour effectuer le dégrèvement des boissons hygiéniques ; mais le 6 juillet, elle adopta une addition de M. Vallé tendant à prélever « sur le monopole de la rectification des alcools industriels » la somme nécessaire pour compenser la perte résultant du non relèvement des droits de licence. L'article 13 de la loi votée par la chambre portait : « Tous les droits antérieurement perçus sur les vins, cidres, bières, poirés et hydromels sont supprimés et remplacés par : 1^o.....; 2^o.....; 3^o le monopole de la rectification des alcools d'industrie. » Cet article fut adopté par 307 voix contre 225, malgré une opposition sérieuse du ministère. A la suite de la loi fut voté un projet de résolution présenté par M. Guillemet, aux termes duquel « le gouvernement était invité à déposer, dans les six mois qui suivront la promulgation de la loi, un projet de loi spécial déterminant les conditions d'établissement et de fonctionnement du monopole de l'alcool prévu à l'article 13 de la loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. » Ce projet, comme tant d'autres, fut modifié par le Sé-

nat qui rejeta, entre autres dispositions, « le monopole de la rectification de l'alcool. » Il revint ainsi modifié à la Chambre qui ne put le voter avant la fin de la législature.

Plus récemment, au mois de juillet 1896, au moment de la disjonction du projet de M. Cochery sur la réforme fiscale et du vote des quatre contributions dans la forme traditionnelle, M. Guillemet rappela au gouvernement la résolution adoptée dans la séance du 6 juillet 1895. Le ministre promit de mettre la question à l'étude. A cet effet, un certain nombre de délégués furent envoyés à l'étranger pour étudier le fonctionnement du monopole dans les pays qui l'ont déjà mis en pratique. En même temps, sur un rapport de M. Cochery, ministre des finances, et en vertu d'un décret du 27 octobre 1896, le gouvernement instituait, pour étudier la réforme projetée, une commission composée de membres du Parlement, de savants, de hauts fonctionnaires, de publicistes, de commerçants, etc. Dans l'intervalle, la session d'août avait donné à un grand nombre de Conseils généraux l'occasion d'émettre des vœux favorables au monopole. Tous ces vœux visaient à la fois la question hygiénique et la question fiscale et proposaient d'utiliser le produit du monopole à un certain nombre de dégrèvements concernant généralement les boissons hygiéniques, la terre, les portes et fenêtres, et à la constitution d'une caisse des retraites ouvrières et d'un fonds d'amortissement.

Parmi les vœux émis par les Conseils Généraux il

en est quelques-uns qui méritent de retenir l'attention. Le Conseil général du Rhône ne reculerait même pas devant le monopole complet pour sortir de l'état de torpeur dans lequel nous nous débattons depuis longtemps et auquel on trouve difficilement une issue. Il émet le vœu « que les pouvoirs publics s'apprêtent à réaliser des économies grâce à une réorganisation de nos services administratifs dont les rouages pourraient être simplifiés et les dépenses diminuées ; que, sans méconnaître l'inconvénient du système des monopoles, auxquels il ne faut recourir qu'en cas d'extrême nécessité, il soit procédé immédiatement à l'étude d'une réorganisation du régime de l'alcool, soit par une surélévation de droits,... soit par le monopole de la rectification, soit même par le monopole intégral, de façon à trouver des ressources suffisantes pour dégréver l'agriculture... »

Les départements dans lesquels ces vœux se sont produits sont disséminés sur toute la surface du pays, de sorte que la simultanéité même de ces manifestations marque bien réellement un mouvement important et indéniable. Ce n'est donc pas seulement au Parlement qu'on s'est occupé de trouver des moyens propres à remédier aux ravages de l'alcoolisme. La presse, les journaux et revues de toutes sortes, ont pris parti dans le débat et ont créé autour de la question une vive agitation. Mais parmi tous ceux qui ont le plus contribué à former le mouvement d'opinion en faveur du monopole il faut, de nouveau, citer M. Alglave qui poursuit toujours sa campagne avec l'ardente convic-

tion d'un apôtre. Cette réforme semble être devenue le but et le souci constants de sa vie. « Tout homme, dit-il, arrivé à la fin de sa carrière, doit se demander s'il laissera en mourant quelque œuvre accomplie utile à ses semblables. Je me suis fait maintes fois cette question. Eh bien ! il me semble que quand je serai arrivé au résultat final, il me sera possible de me dire que ma vie n'aura pas été tout à fait inutile, car si je n'ai pas eu le respect des principes, j'ai fait tout ce que je pouvais faire pour sauver des milliers d'êtres humains du péril de l'alcoolisme, ce père du crime et de la folie, si mal à propos défendu au nom de la liberté (1). »

Nous sommes donc bien loin aujourd'hui de ces affirmations timides, de ces opinions isolées en faveur du monopole. Il y a un courant marqué vers le monopole de la rectification, et ce courant existe non seulement dans le Parlement et dans les assemblées politiques, mais dans le pays tout entier. C'est bien là le mouvement dont parlait M. Jamais, qu'il ne constatait pas en 1888 et qui lui paraissait la condition essentielle et comme la préface indispensable de l'établissement du monopole. M. de Verninac, dans son rapport du 2 mars 1896 sur le projet de loi relatif à la réforme de l'impôt des boissons voté par la Chambre, s'exprimait ainsi : « La discussion qui s'est déroulée devant la Chambre des députés est loin d'avoir épuisé la question du monopole de l'al-

1. *Temps*, août 1896.

cool. Lorsqu'il en sera saisi par un projet bien précis, le Sénat l'étudiera avec tout le soin et toute la maturité qu'il comporte » (1). Il appartient donc au gouvernement de s'inspirer de déclarations aussi nettes et aussi manifestes. Nous avons confiance qu'un projet de monopole et de rectification de l'alcool aurait des chances sérieuses d'aboutir parce qu'il grouperait autour de lui non seulement tous ceux qui placent la lutte contre l'alcoolisme au-dessus de tout, mais encore tous ceux qui, bien pénétrés de la répartition défectueuse des impôts et des charges énormes que supporte l'agriculture, sont partisans des réformes urgentes. Les objections ne manqueront pas, nous les connaissons et nous aurons l'occasion de les discuter. Mais l'hygiène et le fisc appellent ensemble le monopole, et il se fera en dépit de tous les obstacles que ses détracteurs pourront accumuler devant lui. Ce n'est plus une question de principe, c'est maintenant une question de fait devant laquelle s'inclineront tous les arguments.

1. *J. O. S. Doc. Parl.*, 1896, p. 100 et s.

CHAPITRE II

Organisation du Monopole.

Pendant longtemps les économistes ont considéré que le système fiscal idéal serait celui qui ne comprendrait qu'un très petit nombre d'impôts indirects. Aujourd'hui l'opinion dominante est bien différente. L'expérience a démontré qu'il était difficile d'augmenter les impôts directs dans des proportions notables. C'est donc aux impôts indirects qu'il faut s'adresser pour obtenir les augmentations que nécessitent les besoins du Trésor ; ils ont, du reste, l'avantage sérieux d'être presque imperceptibles par leur grande divisibilité. Mais, pour obtenir un produit important, il faut encore faire un choix judicieux dans les matières à frapper. Les substances qui entrent dans la consommation peuvent se grouper sous trois catégories : d'abord, les denrées de première nécessité, comme celles qui sont indispensables à l'alimentation de l'homme ; ensuite, les denrées de luxe, dont l'utilisation est purement superflue ; enfin les denrées qui, sans être de première nécessité, sont cependant d'un usage général. Ce sont ces dernières surtout qu'il faut frapper quand on veut obtenir, sans trop de froissements et de dépenses, de gros rendements. Si la matière imposée n'est pas

d'usage général, on tombe dans l'inconvénient des impôts de luxe qui ne donnent presque rien, gênent considérablement et inutilement l'industrie et occasionnent des frais de perception énormes. Si elle est de première nécessité, l'impôt touche à l'alimentation du peuple que la prudence et l'humanité défendent d'imposer. L'alcool a l'avantage d'échapper à ce double inconvénient. Sans être un objet de luxe et sans constituer un aliment de première nécessité, il est d'un usage général. C'est là ce qu'on appelle la *théorie des consommations vicieuses*. Il faut frapper lourdement tous les excitants nuisibles dont l'emploi devient de plus en plus fréquent, de manière à dégager complètement les substances nécessaires à l'alimentation, à en encourager et à en favoriser la consommation. C'est une théorie qui forme l'une des bases du monopole.

A ce principe fondamental, il est nécessaire d'en adjoindre un autre qui complétera la base scientifique de notre système, c'est la *théorie de la division de la fraude*. Nous avons dit, et ce point est indiscutable, que la fraude est d'autant plus grande que les taxes sont plus élevées. Il semblerait donc a priori que le monopole qui va porter l'impôt sur l'alcool à un chiffre considérable, dût occasionner des mécomptes dans les recettes budgétaires. Mais n'y a-t-il pas un moyen de décourager la fraude même avec des droits élevés ? Ce qui inspire le fraudeur, c'est le désir de faire de gros bénéfices au détriment du Trésor ; peu lui importe le tort qu'il peut causer à l'État, ce qu'il considère uniquement, c'est le résultat de ses spéculations malhon-

nêtes. Si donc, nous arrivons à le contraindre à diviser ses actes, à n'opérer que sur de petites quantités à la fois, nous réduirons d'autant ses bénéfices et nous l'obligerons à effectuer un grand nombre d'opérations pour réaliser un gain appréciable. Cette théorie n'est pas absolument nouvelle et présente de nombreuses applications pratiques. L'impôt du timbre, découvert par un théoricien à la suite d'un concours ouvert par les États de Hollande, est basé sur la théorie de la division de la fraude. A-t-on jamais entendu dire qu'il avait été lancé dans le commerce du papier timbré contrefait? Cependant l'impôt atteint un taux très élevé, bien supérieur à la valeur intrinsèque de la matière mise en œuvre. La feuille de timbre ordinaire à 0 fr. 60 centimes représente un grand nombre de fois le prix du papier employé. Et la taxe sur les correspondances? Le petit carré de papier coloré que nous devons placer sur nos lettres ne représente-il pas une valeur nominale bien supérieure à sa valeur intrinsèque? Et cependant on n'a pas d'exemple de fraude sur les timbres-poste. Pourquoi? parce que le timbre-poste, comme le papier timbré, ne donnerait pas au fraudeur un bénéfice suffisant, parce que le gain espéré n'est pas en rapport avec les rigueurs de la loi répressive de la fraude.

Voilà donc exposées brièvement les deux principales théories scientifiques et économiques sur lesquelles repose le monopole de rectification de l'alcool. Voyons maintenant son fonctionnement.

Nous avons vu qu'il fallait ranger les alcools en deux

catégories bien distinctes. Dans l'une nous placerons les eaux-de-vie naturelles, qui contiennent presque exclusivement de l'alcool éthylique, et dans l'autre les alcools d'industrie, qui renferment des matières impures. Nous savons que ces derniers entrent pour au moins 9/10 dans la consommation. Ils attirent donc l'attention à un double point de vue : par leur quantité et par leur qualité. Quant à la quantité nous avons vu que son influence sur l'alcoolisme était négligeable et que, du reste, tous les moyens proposés jusqu'alors pour la réduire seraient inefficaces. Nos efforts seront donc concentrés sur la qualité et nous sommes ainsi amené logiquement à exercer sur les alcools d'industrie une surveillance étroite, tandis que nous pourrions laisser aux eaux-de-vie naturelles toute la liberté et la latitude qui sont compatibles avec les règles d'une bonne administration fiscale. Le meilleur système paraît donc être celui qui sera organisé de telle façon que tous les alcools d'industrie ne puissent entrer dans la circulation sans avoir été préalablement débarrassés des matières impures et toxiques qu'ils contiennent et ramenés le plus près possible du type le moins nocif. Comme la rectification de ces alcools ne peut donner à l'hygiène des garanties sérieuses et incontestables qu'autant qu'elle ne sera pas placée aux mains de spéculateurs, nous confierons à l'Etat le soin d'y procéder. Les eaux-de-vie naturelles, si elles sont en principe inoffensives, peuvent cependant devenir dangereuses si elles ne sont pas faites avec soin. Il n'y aura donc lieu pour celles-ci qu'à un contrôle de

la régie afin de s'assurer de leur pureté et de leur authenticité. Tout en favorisant la consommation, cette surveillance aura pour conséquence d'encourager une production essentiellement nationale en faisant renaître, ou plutôt en conservant à nos produits, leur antique renom. Il est bien certain que faire subir une rectification aux Cognacs ou aux Armagnacs serait une opération non seulement inutile mais encore nuisible parce qu'elle ferait disparaître le bouquet qui leur donne un goût sui generis.

Le système que nous proposons peut donc se résumer en deux mots : l'Etat rectifie tous les alcools d'industrie et contrôle les eaux de-vie naturelles. L'Etat devient donc l'intermédiaire obligatoire entre le producteur et le consommateur. Aucun alcool ne pourra désormais entrer dans la consommation sans avoir été rectifié par l'Etat ou reconnu par lui inoffensif. La production et même la rectification demeureront absolument ce qu'elles sont aujourd'hui, notre système ne les gênera en rien, nous verrons qu'au contraire elle les favorisera, mais l'Etat pourvoira seul à la fourniture des cabarets et des cafés. Seulement, comme l'Etat, pas plus qu'un négociant ordinaire, ne peut se rendre acquéreur d'une quantité de marchandises supérieure à la demande, il ne saurait s'engager d'avance à prendre livraison de tous les alcools produits. Il prendra seulement l'engagement d'acheter aux producteurs français tout l'alcool dont il aura besoin, ce qui leur procurera un sérieux avantage puisqu'ils n'auront plus à craindre la concurrence étrangère. Les

achats seront faits à un prix fixé chaque année et même plus souvent si besoin est et variant entre un maximum et un minimum selon la qualité et le degré de pureté de l'alcool ; mais les prix seront toujours suffisamment élevés, par exemple quarante francs l'hectolitre pour les flegmes, pour que les producteurs aient intérêt à s'adresser à l'Etat, d'où un second avantage pour eux. Dans ces conditions, tout le monde voudrait vendre ses alcools à l'Etat. L'administration des contributions indirectes ferait alors une répartition des achats entre tous les producteurs proportionnellement à la quantité fabriquée par chacun d'eux l'année précédente et officiellement constatée. On éviterait ainsi tout arbitraire dans les commandes et personne n'aurait à craindre la faveur qui répartirait inégalement sur les intéressés les avantages du système. Chaque industriel pourrait fournir de l'alcool brut ou de l'alcool rectifié, mais le prix ne serait pas le même dans les deux cas. De plus, comme l'Etat a le devoir d'encourager la production des eaux-de-vie de vin et les distilleries agricoles, il fixerait chaque année quelle quotité il leur demanderait.

Devenu propriétaire et détenteur de l'alcool, l'Etat le soumettrait à une rectification complète de manière à le rendre absolument pur et aussi près que possible de l'alcool éthylique. A cet effet, il ferait construire un certain nombre d'usines de rectification. Il y a tout lieu de croire que quatre ou cinq suffiraient aux besoins de la consommation.

L'Etat n'aurait pas simplement la mission de rectifier

l'alcool ; ainsi comprise, elle serait incomplète. Il faut encore tenir compte des habitudes et des goûts du consommateur. L'État serait donc également chargé de fabriquer les liqueurs communes ou artificielles et cela se comprend. S'il laissait au commerce la préparation de ces liqueurs, dans lesquelles il n'entre que de l'alcool d'industrie et un arôme spécial qui varie avec chacune d'elles, comment aurait-il des garanties sur leur qualité ? Comment pourrait-il se rendre compte qu'il n'entre dans leur composition que de l'alcool rectifié et des arômes inoffensifs ? Il lui faudrait recourir à un contrôle absolument inefficace et extrêmement vexatoire. La régie, au contraire, n'emploiera que des alcools purs et des bouquets inoffensifs au lieu des substances toxiques qu'on introduit fréquemment aujourd'hui dans les liqueurs populaires. De là un avantage incontestable pour le consommateur qui boira pour le même prix une boisson d'une qualité bien supérieure. Enfin l'Etat ramènerait ses produits à 40°, de façon à se rapprocher encore autant que possible de ce qui existe actuellement.

Voilà donc l'alcool complètement transformé et prêt à passer dans la consommation. Comment l'Etat entrerait-il en relations d'affaires avec les cabaretiers ? Rien de plus simple. Comme les débits sont extrêmement nombreux (plus de 450.000 actuellement) la régie ne peut se charger de faire directement toutes les livraisons. L'Etat agira donc comme pour les tabacs, il placera entre lui et les débitants un intermédiaire. C'est ce que font actuellement les marchands en gros. Seu-

lement le mode de nomination des entreposeurs ne serait plus le même que pour les tabacs. Au lieu de faire un choix qui malheureusement ne repose le plus souvent que sur le favoritisme, l'Etat réserverait les entrepôts aux négociants qui concourraient par voie d'adjudication. Donc, plus d'arbitraire, puisque l'adjudication est la voie naturelle de la libre concurrence. Il y aurait un entrepôt par canton et même par groupe de quelques communes selon leur importance et tous les négociants de la région pourraient s'entendre et s'associer pour gérer l'entrepôt de façon à changer le moins possible les relations commerciales existantes. Les entreposeurs recevront de l'Etat les alcools qu'ils n'auront plus qu'à expédier aux débitants au fur et à mesure des demandes, absolument comme cela se passe aujourd'hui entre le débitant de tabac et l'entreposeur.

Le moment est venu de faire connaître l'application que nous entendons faire de la théorie de la division de la fraude que nous avons placée à la base du monopole. On peut dire que cette application constitue la partie vraiment ingénieuse et originale du système que nous préconisons.

Il faut, avons-nous dit, que les opérations ne puissent avoir lieu que sur de petites quantités à la fois de façon à rendre presque illusoire le gain du fraudeur. C'est M. Algalve qui a trouvé la solution de cette importante question qui forme comme la clef de voûte du monopole. Il a imaginé d'enfermer dans des bouteilles d'une forme spéciale, d'un litre au maximum, tout l'alcool de

la consommation. C'est dans ces bouteilles que l'alcool voyagera des usines de l'Etat aux cabarets et même chez les particuliers. La fraude ne pourra donc plus se faire que sur un litre à la fois ce qui rendra peu lucratif le métier de fraudeur, pendant qu'actuellement elle peut rouler sur plusieurs hectolitres. Encore, la fraude sera-t-elle considérablement diminuée par suite de cette particularité que les bouteilles employées seront telles qu'une fois vidées elles ne pourront plus être remplies ou tout au moins ne pourront l'être que difficilement, au moyen d'une machine spéciale d'une acquisition et d'une installation fort onéreuses. On ne voit plus dès lors l'avantage qu'on aurait à violer les bouteilles pour les remplir d'alcools d'industrie à bas prix ; le fraudeur ne voudra pas se donner une peine inouïe pour gagner deux ou trois francs, d'autant plus que ses pratiques malhonnêtes auraient toute chance d'être vite découvertes. La présence seule de la bouteille et d'une vignette spéciale apposée par la régie constitueront la quittance de l'impôt. Toutes les formalités exigées actuellement, ainsi que toutes les pièces qui accompagnent les déplacements d'alcools, deviendront inutiles. De ce chef encore le Trésor évitera des pertes sérieuses car nous avons vu que la fraude avait surtout pour cause la possibilité pour les alcools de circuler plusieurs fois avec les mêmes pièces de régie. Les acquits fictifs et les substitutions de marchandises dont nous avons longuement parlé ne reposent absolument que sur cette considération. Avec la bouteille fiscale, la surveillance devient beaucoup plus efficace tout en étant moins vexatoire ;

la fraude n'est plus possible qu'avec la connivence des employés du fisc.

Voilà donc les diverses transformations et les diverses étapes de l'alcool d'industrie du producteur chez le débitant. Comment l'Etat agira-t-il à l'égard des eaux-de-vie naturelles ? Nous avons expliqué pourquoi elles ne seront pas soumises à la rectification, il nous reste à montrer comment la régie pourra les surveiller. Comme l'alcool d'industrie, l'eau-de-vie naturelle ne devra voyager qu'en bouteilles fiscales ; elle ne sera dispensée que des opérations qui ont pour but de débarrasser l'alcool des matières toxiques, encore ces opérations seront-elles remplacées par un droit de contrôle exercé par l'administration des contributions indirectes. A partir du moment où l'eau-de-vie quitte le lieu de production elle est assimilée, quant aux formalités, à l'alcool ordinaire.

Que deviendront alors nos bouilleurs de crû avec ce système ? Ils ne recevront aucune atteinte, ils pourront distiller librement comme par le passé, consommer leurs produits en toute franchise, la régie n'aura de rapports avec eux qu'au moment où ils voudront faire une expédition, que lorsque leur eau-de-vie sortira de la brûlerie pour entrer en circulation. Hors de leur domicile ils seront traités sur le même pied que les bouilleurs de profession. Un producteur d'eau-de-vie de vin, bouilleur de crû ou de profession, veut-il expédier une quantité quelconque de ses produits ? Il doit en faire la déclaration à la régie qui vient contrôler la qualité des marchandises et procéder au

remplissage des bouteilles fiscales. Cette opération terminée l'alcool pourra être transporté librement, et aller aussi bien chez le cabaretier que chez le particulier.

Et les liqueurs fines ? On appelle liqueurs fines, par opposition aux liqueurs communes ou ordinaires, celles qui sont un produit direct de la distillation et non pas un simple mélange de substances diverses dans des proportions données. Ainsi le cognac, la chartreuse, la fine champagne, la bénédictine, sont des liqueurs fines. Ces liqueurs seront traitées comme les eaux-de-vie naturelles, car il ne saurait entrer dans l'esprit d'un homme sérieux de les soumettre à une rectification. Leur situation est très simple. L'Etat vendra aux producteurs de liqueurs fines, comme aux fabricants d'eau-de-vie naturelles, la bouteille fiscale vide le même prix qu'il la fait payer pleine d'alcool ordinaire. Mais il est bien évident que ce prix ne s'entend que des liqueurs à 40°. Pour celles ayant une force alcoolique supérieure, le prix sera augmenté proportionnellement à leur degré. Ainsi placées dans les bouteilles du monopole, ces liqueurs pourront circuler librement. Le producteur vendra son produit comme bon lui semblera sans avoir à redouter l'intervention de la régie. Cependant il est bien entendu que l'Etat n'abandonne pas son droit de contrôle sur les liqueurs fines à l'égard desquelles il se conduira comme pour les eaux-de-vies naturelles.

Le cabaretier se trouvant muni de produits de toutes sortes : alcool ordinaire, liqueurs communes, eaux-de-

vie naturelles, liqueurs fines, comment va-t-il exercer son commerce et quels seront ses rapports avec la régie ? La situation des débitants ne sera point changée par l'établissement du monopole, si ce n'est qu'ils seront un peu moins exposés aux tracasseries des employés. Disons tout de suite qu'ils seront tenus d'avoir constamment de l'alcool du monopole ; l'Etat ne les oblige pas à vendre exclusivement ses produits, mais il est juste qu'ils soient toujours à même de satisfaire les désirs de ceux qui veulent consommer une boisson à laquelle l'Etat donne un certificat de pureté et d'innocuité. Il est à peine besoin de mentionner cette obligation que les cabaretiers rempliront toujours de bon gré, l'alcool du monopole étant, à cause de la modicité de son prix, mieux à la portée de la classe ouvrière qui forme la partie importante de leur clientèle. Le débitant ne pourra vendre l'alcool du monopole que dix centimes le petit verre comme cela se fait aujourd'hui pour les alcools d'industrie. Il importe avant tout, en effet, de pas faire retomber sur le consommateur les conséquences de la réforme. Il ne faut, en aucune façon, augmenter le prix de vente ce qui, loin de faire baisser la consommation, comme l'ont prétendu certains esprit superficiels, aurait pour effet de faire payer à une des classes les plus pauvres de la société l'excédent de recettes qu'on attend du monopole. Augmenter le prix du petit verre, ce serait prélever un nouvel impôt sur la misère. Le cabaretier sera donc tenu de maintenir le petit verre à dix centimes. Mais en ce qui concerne les eaux-de-vie naturelles et les

liqueurs fines, en un mot pour tout ce qui ne sera pas un produit du monopole, il sera libre de fixer ses prix comme bon lui semblera. Il en résultera certainement une augmentation de prix pour ces boissons de luxe, mais comme elles ne sont consommées que par des gens riches et qu'elles n'entrent que pour une faible proportion dans la consommation populaire, nous nous en désintéressons. N'est-ce pas justice, après tout, que les riches contribuent pour une plus large part aux charges de l'Etat ? Avec le régime actuel les liqueurs communes de l'ouvrier sont plus frappées que les liqueurs fines. Personne ne songera à se plaindre et cette augmentation n'apportera, nous en sommes convaincu, aucune gêne et aucune perturbation dans les habitudes des familles riches. Sur ces consommations de luxe le débitant aura un bénéfice indéterminé, aléatoire, qui sera d'autant plus grand qu'il achètera meilleur marché, et vendra plus cher. Mais sur les produits du monopole, son gain sera fixé d'avance, par exemple à 20 0/0 du prix de vente.

Malgré la présence de la bouteille fiscale et les avantages réels qu'elle peut donner, l'Etat ne saurait abdiquer sa surveillance et son contrôle tant sur les opérations des producteurs que sur celles des débiteurs. L'alcool doit traverser deux portes pour remplir le rôle qui lui est assigné : la production et la consommation. Si l'une de ces deux portes pouvait être fermée hermétiquement, il serait possible de laisser l'autre ouverte sans crainte de la fraude. Malheureusement le monopole, pas plus qu'aucun autre moyen, ne peut

réaliser une pareille condition ; il est donc nécessaire d'établir une surveillance à chacune d'elles. C'est ce qui se fait actuellement chez nous avec le régime de l'accise. Le monopole maintiendra cette double surveillance, mais avec cette différence importante qu'il rejettera tous les procédés tyranniques et les mesures vexatoires que la régie considère comme la seule garantie contre les fraudeurs.

L'alcool sortant de chez le producteur peut prendre quatre voies distinctes : 1° l'usine de rectification de l'Etat ; 2° l'exportation ; 3° le magasin d'un marchand en gros ou d'un fabricant de liqueurs ; 4° la consommation. Quelle que soit la direction qu'il suive, l'alcool sera l'objet d'une surveillance étroite. Dans le premier cas, il est bien évident qu'il n'y aura aucune difficulté, le transport se faisant sous l'escorte des employés de la régie. Dans le second cas, l'alcool destiné à l'exportation est placé dans des tonneaux plombés par la régie avant sa sortie de la fabrique. Cela est d'autant plus facile que des employés sont placés en permanence auprès de chaque distillerie. A l'arrivée à la frontière, les agents de la douane vérifient les plombs et les tonneaux, et l'alcool peut passer librement à l'étranger sans échange de pièces qui prêtent à la fraude ni accomplissement de formalités gênantes.

Troisième cas, l'alcool est expédié à un fabricant de liqueurs fines. Ce fabricant étant exercé et le producteur aussi, il est facile à la régie de régler les opérations qu'ils feront entre eux. Comme pour l'ex-

portation, la régie procède à la mise en tonneaux et au plombage. A l'arrivée chez le liquoriste, elle vérifie le tout, brise les plombs et met l'alcool à la libre disposition du destinataire. Tout cela se passe sans pièce d'aucune sorte et avec la plus grande simplicité. Le fabricant de liqueurs veut-il, à son tour, expédier ses produits à l'étranger ? Les choses se passeront absolument comme tout à l'heure. L'exportation s'effectue toujours de la même façon, qu'elle émane du distillateur d'alcool ou du fabricant de liqueurs.

Nous arrivons enfin au quatrième cas, l'envoi à la consommation. L'alcool est expédié chez les négociants entreposeurs qui sont chargés de fournir les particuliers et les cabaretiers. Nous n'avons pas à envisager le cas où il s'agit de l'alcool du monopole, car c'est la régie elle-même qui procède à la mise en bouteilles et effectue l'envoi. Occupons-nous seulement des eaux-de-vie naturelles et des liqueurs supérieures. Nous savons qu'elles ne peuvent circuler qu'avec une enveloppe particulière, la bouteille fiscale. La régie fournit ces bouteilles au prix de quatre francs et, après s'être assurée de l'innocuité de la liqueur, procède à la mise en bouteilles. Dès lors, le négociant est libre de disposer de son produit comme bon lui semble, il peut l'expédier au cabaretier ou à un simple particulier sans pièce de régie, sans indication du temps, de l'itinéraire ou du mode de transport.

Nous avons dit que le monopole fournira les bouteilles pleines d'alcool ordinaire ou vides au même prix. Il faut maintenant examiner comment s'effectueront les

paiements. Les cabaretiers auront un crédit indéterminé, ils ne deviendront débiteurs envers l'État qu'au fur et à mesure qu'ils vendront les produits du monopole. Chaque débitant ne pourra se fournir que chez l'entreposeur de sa circonscription avec lequel il aura un compte ouvert. Il sera donc facile à la régie de savoir à tout moment la quantité de bouteilles prises en charge par chaque débitant. En arrivant chez lui, les employés se rendent compte du nombre de bouteilles encore pleines, et perçoivent le prix sur la différence, déduction faite de la remise, et se font livrer les bouteilles vides qu'ils expédient à l'entreposeur. Si le cabaretier allègue qu'une bouteille s'est brisée et que, par suite, il est injuste de la lui faire payer, il devra représenter le col métallique; s'il peut le faire, il ne paiera que la valeur de la bouteille; mais s'il ne le peut pas, il paiera non seulement le prix de la bouteille pleine mais encore la bouteille elle-même. Sans doute cette perte de bouteilles aura pour conséquence de jeter la suspicion sur le cabaretier qui sera désormais l'objet de la part de la régie d'une surveillance étroite. On pourra, en effet, supposer qu'il préfère payer la bouteille et la conserver par devers lui pour la remplir frauduleusement.

Si un bouilleur de crû ou un producteur soumis à l'exercice livre à un cabaretier une certaine quantité de bouteilles, c'est le destinataire qui deviendra comptable de l'impôt. La régie prendra note du nombre et de la capacité des bouteilles ainsi que du degré du liquide qu'elles contiennent et portera l'impôt au compte

du cabaretier ; mais celui-ci, comme pour l'alcool du monopole, ne sera tenu de payer qu'à mesure qu'il en fera la vente. Mais si le bouilleur de crû ou le producteur exercé livrent leurs produits à un particulier, comment les choses se passeront-elles ? C'est alors l'expéditeur qui devient comptable de l'impôt et cela se comprend puisque le destinataire n'est pas soumis aux visites de la régie. L'expéditeur sera comptable non seulement de l'impôt mais encore de la valeur des bouteilles expédiées. En ce qui regarde l'impôt, l'Etat lui accordera un crédit de quatre mois, mais, quant au prix des bouteilles, il ne pourra être réglé définitivement qu'après leur restitution. Il pourra donc prendre avec son vendeur tels arrangements qu'il jugera convenable pour la restitution des bouteilles.

L'entreposeur demeurera comptable de l'impôt relatif aux expéditions qu'il aura faites aux particuliers. Il jouira également d'un certain crédit qui serait déterminé par un règlement d'administration publique et qu'on pourrait fixer à trois mois. Les entreposeurs, comme les producteurs et les cabaretiers, seront soumis à l'exercice de la régie tel qu'il existe actuellement, mais il est facile de comprendre que cet exercice sera, surtout pour le cabaretier, beaucoup moins tyrannique et moins vexatoire, puisqu'il se réduira, hors le cas de fraude, à une simple constatation.

Voilà esquissés, aussi brièvement que possible, l'organisation et le fonctionnement du monopole de rectification de l'alcool tel que nous le comprenons. Quel-

ques détails peuvent nous avoir échappé, mais ils ne sont d'aucune influence sur la solution que nous proposons. Du reste il est toujours certains points que la pratique seule peut révéler et qui relèvent plutôt d'un règlement d'administration publique que de la loi.

CHAPITRE III

But du Monopole.

Nous avons dit que la plupart des systèmes proposés comme solution à la réforme du régime des boissons, étaient incomplets parce qu'ils ne tenaient aucun compte de la question hygiénique. L'intérêt du Trésor a semblé pendant longtemps préoccuper seul les réformateurs, mais actuellement les choses sont presque renversées. C'est surtout la lutte contre l'alcoolisme que nous poursuivons, c'est la question hygiénique que nous plaçons au premier plan, mais il nous parait bien difficile de se désintéresser de la question fiscale. Il est permis à la rigueur, aux médecins et aux hygiénistes, de préconiser, comme remède au fléau terrible qui nous ruine, la suppression des boissons alcooliques dans la consommation. C'est là certes une proposition bien facile à formuler sur le papier mais impossible à réaliser dans la pratique. Outre l'obstacle matériel auquel il se heurte et que nous avons mis en évidence, ce système amènerait de telles perturbations dans la situation financière de la France que les économistes ne sauraient l'accepter. Pour détruire l'alcoolisme il ne faut pas provoquer la banqueroute ou susciter la révolte. Le contribuable français, et particu-

lièrement le paysan, est accablé d'impôts ; gémissant et courbé sous le faix des charges fiscales, il est facile de prévoir quel accueil il réserve aux augmentations qu'entraînerait l'adoption d'un pareil système. Il faut donc mener de front les deux questions, hygiénique et fiscale, et la réforme de l'impôt des boissons doit être à la fois une solution à l'une et à l'autre. Non seulement cette réforme doit se faire sans augmentation des charges, mais encore il faut qu'elle permette les dégrèvements que le pays réclame et attend depuis si longtemps. Le monopole de la rectification de l'alcool est seul capable de réaliser ce double but.

§ 1. — But hygiénique.

Au cours des développements qui précèdent nous avons eu maintes fois l'occasion de faire connaître quel devait être le vrai caractère d'une réforme du régime des boissons ; nous avons dit qu'il fallait placer au premier plan la lutte contre l'alcoolisme et que la question fiscale ne devait venir qu'accessoirement. Telle est l'idée qui a présidé à la conception du monopole et qui nous a dirigé dans son organisation.

Pour ceux qui, comme nous, attribuent les causes de l'alcoolisme à la mauvaise qualité des alcools de la consommation, il ne fait aucun doute que la rectification est le seul système qui puisse apporter un frein aux graves désordres qu'il entraîne. Mais encore faut-il, pour que cette solution donne des garanties sérieuses, que cette rectification soit obligatoire et soit organisée

de telle façon que ceux-là mêmes qui en seront chargés n'aient aucun intérêt à la fraude. Nous verrons qu'elle ne peut-être confiée au commerce ou à l'industrie parce, n'ayant aucun intérêt à bien faire, ils essaieraient souvent de s'y soustraire malgré le contrôle le plus minutieux et la surveillance la plus sévère. L'Etat seul peut utilement procéder à la rectification en s'en attribuant le monopole.

Avec le monopole de rectification aux mains de l'Etat, aucun alcool n'entrera dans la consommation sans avoir été préalablement débarrassé des matières toxiques qu'il contenait. Enfermé dans la bouteille fiscale, il pourra ainsi voyager pendant longtemps sans avoir à craindre de falsifications en cours de route. Le buveur pourra continuer à absorber, comme par le passé, sa ration habituelle d'alcool sans avoir à craindre les symptômes d'une maladie qui le conduit à la folie, au crime ou au suicide. Les habitués du cabaret ne s'apercevront pas de la réforme puisque rien ne sera changé dans la forme et dans le prix de la consommation. Nous avons vu qu'il est impossible de contraindre l'alcoolique à abandonner ses habitudes qui sont en quelque sorte une partie de lui-même, un élément indispensable de sa vie, tellement elles sont invétérées, le monopole imposera le remède. N'est-ce pas ainsi que souvent agissent les médecins ? Ne sont-ils pas parfois obligés de contraindre leurs malades à observer le régime qui doit les guérir ? Nous ne pouvons pas empêcher l'alcoolique de boire, mais il nous est facile, grâce au monopole, de ne mettre à sa disposition que

des alcools de bonne qualité. Si nous ne pouvons pas opérer une cure complète et radicale nous aurons au moins un remède préventif sûr, un moyen certain de circonscrire la maladie et de la limiter aux seuls cas déjà existants. Un pareil résultat n'est-il pas suffisant pour justifier le monopole ?

§ 2. — But fiscal.

La réforme financière, quoique secondaire, avous-nous dit, n'en présente pas moins une importance réelle. Le commerce et l'industrie se plaignent et l'agriculture languit ; de toutes parts on demande des réformes, mais les pouvoirs publics demeurent sourds aux sollicitations. Pour réformer il est une condition indispensable, il faut avoir des ressources, des recettes suffisantes ; dans l'état actuel des esprits il paraît bien difficile d'exonérer une classe quelconque pour reporter le fardeau sur les autres. Il faut trouver dans un remaniement de l'impôt, et sans créer de nouvelles charges au contribuable, la compensation aux dégrèvements demandés. Le monopole de l'alcool peut-il remplir ce but ? C'est ce que nous allons examiner.

La consommation dépasse annuellement en France un million et demi d'hectolitres d'alcool pur. La quantité taxée par la régie en 1897 est exactement de 1.715.718 hectolitres. C'est là le chiffre de la consommation officielle ; il y a encore la consommation clandestine qu'il est difficile d'apprécier exactement mais qui est sûrement très élevée et dont le monopole saisi-

rait la majeure partie. Mais, précisément à cause des difficultés d'évaluation et des incertitudes qu'elle occasionnerait, nous avons décidé de n'en pas tenir compte dans nos calculs.

Nous prendrons pour base de nos prévisions les chiffres consignés pour 1897 au *Bulletin de statistique du ministère des finances*.

Nous avons dit que l'alcool serait ramené à 40° avant d'être livré à la consommation. Par suite 1.715.718 hectolit. d'alcool pur représentent $\frac{1.715.718 \times 100}{40}$ soit

4. 289.295 hect. d'alcool à 40°. Donc, dans l'état actuel de la consommation, le monopole aurait à livrer environ 4.290.000 hectolitres d'alcool, et cela sans tenir aucun compte de la répression de la fraude. Dans un litre il y a environ 40 petits verres; dans certains débits la capacité du petit verre est peut-être un peu supérieure, mais en revanche, dans le plus grand nombre, elle est inférieure, de sorte qu'on peut admettre le chiffre moyen de 40 petits verres par litre. Chaque petit verre étant vendu 10 centimes, cela fait quatre francs par litre ou quatre cents francs par hectolitre. Avec une consommation de 4.290.000 hectolitres, le monopole obtiendrait une recette brute de $4.290.000 \times 400$, soit 1.716 millions. Encore est-ce là un chiffre faible puisque nous avons compté tous les alcools à 40° alors que certainement la plupart des liqueurs communes du monopole n'auraient que de 25 à 30°.

Voilà donc quel serait approximativement le produit

brut du monopole. Il y a lieu de déduire de ce résultat les frais que l'Etat serait obligé de faire pour l'installation du monopole. Ces frais peuvent se grouper sous trois chefs : 1° achat des flegmes, 2° construction des usines de rectification, manipulations, achat de bouteilles, etc., 3° et remises aux cabaretières.

Actuellement, l'alcool brut ne se vend guère plus de 30 à 32 francs l'hectolitre ; mais, conformément à ce que nous avons déjà annoncé et dans le but unique de favoriser et d'encourager la production, l'Etat achèterait l'alcool brut à un prix toujours très voisin de 40 fr. l'hecto. Il va sans dire que les produits rectifiés qui seraient présentés à l'Etat et qui ne contiendraient que le maximum d'impuretés seraient estimés un peu plus cher, 48 à 50 fr. environ. Cela représente à peu près une dépense d'achat de 70 millions en chiffres ronds.

Passons aux frais de construction des usines et de manipulation de l'alcool. Nous avons dit que cinq usines de rectification suffiraient. Chaque usine pourrait occasionner une dépense d'environ 3 millions, soit 15 millions. En ce qui concerne le nombre et le prix d'achat des bouteilles, il est bien difficile de se livrer à des calculs exacts. En tablant sur le chiffre de 4.290.000 hectolitres d'alcool, il y aurait lieu de faire construire 429 millions de bouteilles d'un litre ; mais ici une considération s'impose. Toutes ces bouteilles ne seront pas nécessaires en même temps ; à chaque visite chez les débitants les employés de la régie feront rentrer à l'entrepôt les bouteilles vides, de sorte qu'il y aura constamment un

mouvement de l'entrepôt chez les cabaretiers et vice-versa. Il est permis de penser que chaque bouteille pourrait servir au moins 5 ou 6 fois, de sorte que l'exploitation du monopole n'exigerait point le nombre total de bouteilles que nous avons indiqué plus haut, mais environ le sixième, soit 70 millions en chiffres ronds. Que pourrait être le prix de revient de chaque bouteille ? Il est difficile de le dire exactement. Mais il est certain que l'Etat posséderait par voie d'adjudication, ce qui lui procurerait une baisse importante. D'un autre côté, la bouteille fiscale demande une construction spéciale, délicate, soignée, et il ne faut pas songer à l'assimiler aux bouteilles ordinaires quant au prix d'achat. Quoi qu'il en soit, et en tenant compte de toutes ces considérations, nous pensons qu'en tablant sur 50 centimes par bouteille nous ne sommes pas au-dessous de la vérité. Cela ferait donc une nouvelle dépense de 35 millions environ. Il faut également compter les frais de manipulation : remplissage et transport des bouteilles, réparations, etc. Nous sommes d'avis que ces divers frais ne sauraient dépasser une douzaine de francs par hectolitre, soit, en tout, 50 millions en chiffres ronds.

Reste enfin la remise accordée aux débitants. Cette remise serait fixée à 20 0/0 du prix de vente, ce qui correspond à 80 centimes par litre, ou 80 fr. par hectolitre. Il est juste de remarquer que l'Etat n'aurait pas à payer la remise sur toute la consommation puisqu'en ce qui concerne les eaux-de-vie naturelles et les liqueurs fines il vendrait la bouteille vide le même

prix que pleine d'alcool ordinaire. Il n'y aurait donc aucune remise à déduire sur environ le dixième de la consommation. Mais nous avons promis d'être large dans nos calculs et nous ne tiendrons aucun compte de cette considération. Une remise de 80 fr. par hectolitre entraîne une déduction de 340 millions environ. C'est donc encore une nouvelle somme à retrancher du produit brut du monopole.

Nous avons ainsi établi toutes les dépenses que susciterait l'établissement de notre système, il est donc facile maintenant de dresser le budget général du monopole. Reprenons nos chiffres :

Produit brut 1.716.000.000

A déduire :

Achat des regnes	70.000.000	
Construction des usines de rectifi-		
cation.	15.000.000	
Achat des bouteilles.	35.000.000	
Manipulations diverses.	50.000.000	
Remise aux débiteurs	340.000.000	
Total.	510.000.000	510.000.000
D'où un bénéfice net de		1.206.000.000

Ces chiffres ont souvent été attaqués, mais jamais on n'a pu apporter contre eux aucun argument péremptoire, même aucune présomption sérieuse. Ils reposent sur des calculs mathématiques que les inventions les plus osées ne pourraient détruire. Il est bien certain qu'en matière d'impôt, surtout quand il s'agit d'expérimenter un système nouveau, la pratique révèle parfois des mécomptes graves ; mais ici nous n'avons rien

à craindre parce que nous avons calculé sur des données plutôt défavorables à notre système, parce que nous avons laissé de côté des recettes certaines qui tomberaient dans les caisses de l'État, parce qu'enfin nous n'avons pas tenu compte de la diminution considérable de la fraude qui ne manquerait pas de se produire avec les moyens de contrôle puissants dont disposerait le monopole. Nous avons donc par devers nous toutes les garanties contre les petites surprises, les petites déceptions qui viendraient à se produire.

Avec l'accise, l'impôt sur l'alcool ne produit que 280 millions environ ; le monopole procurerait donc à l'Etat un excédent de plus de 900 millions qui serait d'autant plus à considérer qu'il ne coûterait rien à la masse des contribuables.

CHAPITRE IV

Examen des critiques. Justification du monopole.

De tous les systèmes proposés pour réformer le régime des boissons, le monopole de l'alcool est certainement celui qui a été le plus souvent et le plus vivement critiqué. Cela tient probablement à ce qu'il est généralement mal connu. Les reproches qu'on lui fait sont de deux sortes : les uns visent le principe même du monopole en général, les autres s'adressent plus spécialement au monopole de l'alcool lui-même, à son organisation, son fonctionnement et son but. Nous allons donc, dans ce chapitre, examiner les principales de ces critiques et lorsque nous les aurons toutes réfutées, nous aurons du même coup justifié notre système.

§ 1. — Droit d'intervention de l'État.

Tout monopole implique l'intervention de l'État puisque c'est entre ses mains que se concentre toute la matière imposable. Nos adversaires ont prétendu que l'État n'avait pas le droit d'intervenir. Pourquoi, s'écrient-ils, le peuple n'aurait-il pas le droit de s'empoisonner

avec de l'alcool ? Tout citoyen peut se donner la mort, pourquoi l'État lui interdirait-il tel moyen plutôt que tel autre ? L'homme est libre de disposer de sa personne, c'est là une conséquence de la déclaration des droits de l'homme. Où serait la liberté individuelle si l'homme ne pouvait disposer de lui-même, comme bon lui semble ? En un mot, on veut nous persuader que la Révolution a proclamé le droit au suicide. Du reste, ajoute-t-on, l'empoisonnement par l'alcool est absolument facultatif puisque personne n'est obligé d'aller au cabaret, par suite il constitue bien un véritable suicide. Ce raisonnement peut-être spécieux en apparence, contient des erreurs qu'il importe de rectifier.

La liberté, c'est le droit pour chacun de faire ce que bon lui semble, à condition de ne pas nuire aux autres. Or, le suicide porte atteinte à la collectivité, au corps social dont il diminue la force et la richesse. Donc, le suicide n'est pas l'exercice d'un droit, une conséquence naturelle et logique de la liberté individuelle. L'Etat a non seulement le droit, mais encore le devoir de protéger ses membres. S'il punit toute attaque contre les personnes, c'est pour maintenir l'égalité des droits des citoyens et pour empêcher l'anarchie ; s'il cherche à limiter et à organiser la vente des poisons de façon à restreindre les suicides par empoisonnement, c'est non plus pour réprimer la violation des droits des simples citoyens, mais bien pour prévenir celle de ses propres droits et protéger le corps social contre les attaques de ses membres. De plus, dans les suicides par empoisonnement, il y a presque toujours deux personnes :

celle qui s'est administré le poison et celle qui le lui a procuré. Que penser d'une nation où la vente des poisons serait absolument libre ? Actuellement les matières toxiques sont soumises à divers règlements que les pharmaciens doivent observer scrupuleusement. Pourquoi ne pas soumettre les cabaretiers à des obligations analogues ? Il est reconnu, il est prouvé que tout l'alcool consommé dans les cabarets, constitue un poison plus ou moins violent, donc il serait logique d'en limiter la vente.

De plus, quand les adversaires du monopole de l'alcool ont assimilé l'alcoolisme contracté au cabaret à un véritable suicide, ont-ils bien réfléchi ? Il est permis d'en douter. Pour justifier cette assimilation, il faudrait démontrer que les buveurs ont le désir, l'intention de s'empoisonner par l'alcool. Or, ce n'est pas ce qui se passe généralement. L'alcoolique n'a pas l'envie de se tuer, il fréquente le cabaret parce qu'il en a contracté l'habitude et il prend pour la satisfaction d'un besoin, ce qui n'est que l'exécution d'un pur caprice. Admettre, dans ces conditions, que le cabaretier peut livrer à l'ivrogne des matières susceptibles d'abréger sa vie, c'est soutenir que le droit au suicide comprend le droit de tuer les autres. A part quelques rares économistes, comme M. Leroy-Beaulieu qui qualifie cette idée de « sentiment éthique un peu puritain » et M. Yves Guyot qui voit dans l'intervention de l'Etat une conception socialiste abominable, presque tout le monde aujourd'hui admet le devoir de l'Etat d'intervenir pour protéger la vie humaine et l'avenir de la race

contre l'empoisonnement par les alcools non rectifiés. « La légitimité de cette intervention, disait M. Bourcart, ne peut théoriquement être un instant mise en doute. Et d'ailleurs, si la réforme doit consommer des ruines, et, d'autre part, assurer des bénéfices, il semble bien équitable que ce soit la nation tout entière, et non point quelques personnalités, qui ait qualité pour infliger ces sacrifices ou en retirer profit (1) ». Mais on prétend que l'Etat peut remplir ce devoir autrement que par le monopole.

§ 2. — Principe du monopole.

Nous avons encore à faire justice d'une autre critique qui vise le principemême des monopoles en général. Beaucoup de nos adversaires se sont effrayés du nom donné à notre projet et le seul mot de monopole les a fait bondir. Ce n'est pas absolument le monopole de la rectification qu'ils combattent : ils sont systématiquement hostiles à tout monopole, quel qu'il soit. C'est à vrai dire une critique bien facile : c'est un monopole, donc une atteinte à la liberté individuelle, à la liberté du commerce et de l'industrie, par suite un système condamnable comme contraire à tout principe démocratique. Il semblerait, d'après certains économistes, qu'on ait réfuté toute idée, toute proposition, quand on a affirmé qu'elle porte atteinte à la liberté. La liberté,

1. *Revue politique et parlementaire*, 1896, t. I, p. 299 et s.

en effet, est une chose sacrée à laquelle nous sommes d'avis qu'il ne faut toucher qu'aux cas d'extrême urgence; mais il est indispensable de constater qu'en matière d'impôt il ne faut pas se montrer trop rigoriste. Tout impôt est par lui-même attentatoire à la liberté, il vient apporter une restriction plus ou moins profonde au droit de propriété, il est anti-démocratique et cependant il a toujours existé, il existe encore dans tous les pays civilisés et il est vraisemblable d'affirmer qu'il existera toujours sous une forme ou sous une autre. Il n'est donc guère possible de parler d'attentat à la liberté en matière d'impôt, puisqu'il est de l'essence même de l'impôt d'être contraire à la liberté. Dû reste, pourquoi donc tant de scrupules ? Quand un individu se rend coupable d'un méfait ou quand il est jugé dangereux pour la société, on n'hésite pas à l'enfermer au mépris de la liberté individuelle, comment une hésitation serait-elle possible, quand il s'agit d'un fléau aussi terrible que l'alcoolisme, comment pourrait-on sacrifier la nation au principe de la liberté ? Ce serait une bien néfaste théorie que de prétendre, au nom de la liberté, autoriser l'empoisonnement général. En conséquence, le reproche adressé au monopole ne porte pas puisque, étant lui-même un mode de perception des impôts, il est évident qu'il doit apporter une restriction à la liberté. Au reste, est-il bien exact de dire que tout monopole soit mauvais, et par suite condamnable ? Nous ne le pensons pas. Il est bien certain que le monopole est une dérogation au droit commun, au droit pour chacun de se livrer, comme bon lui semble, à la profession

de son choix, de vendre et d'acheter à sa guise, à la seule condition de ne pas porter atteinte à la même faculté chez les autres. Mais il ne s'ensuit pas que toute atteinte au droit commun soit mauvaise. Il y a un certain rapprochement à faire à cet égard entre les bouilleurs de crû et le monopole. Il ne serait pas plus juste de supprimer les bouilleurs de crû, parce que leur situation constitue un privilège, que de repousser notre système parce qu'il prend la forme du monopole. Il y a des privilèges qui se justifient comme il y a des monopoles qu'il est facile de légitimer. D'après M. Fernand Faure, « un monopole est légitime quand il se justifie par une véritable nécessité, quand il assurera mieux qu'aucune autre combinaison la rentrée des impôts indispensables à l'Etat, ou enfin quand il procurera à la collectivité des avantages que la libre initiative des individus serait impuissante à fournir » (1). Il n'est pas jusqu'à M. Leroy-Beaulieu lui-même, quoique adversaire juré de notre système, qui ne reconnaisse la légitimité de certains monopoles. «.... Malgré ces incontestables inconvénients, dit-il, le monopole peut être « défendu pour quelques produits très exceptionnels « comme le tabac. Nous ne croyons pas qu'il y ait un « procédé aussi commode, moins vexatoire pour percevoir un énorme impôt sur cette denrée. En France « on sait que l'Etat en tire près de 300 millions nets ; « nulle part ailleurs on approche de cette somme.

1. Léon Say et Chailley. *Vouv. dict. d'écon. polit.* V. *Monopole*.

« Or, il est si difficile, dans un Etat qui a de grands
« besoins, de trouver des impôts qui ne soient pas
« une entrave à la production que, même au point
« de vue économique, dans les circonstances présen-
« tes, nous considérons le monopole de la fabrication
« du tabac comme une excellente mesure. Il ne serait
« pas possible à l'Etat de se procurer ces 300 millions
« qui lui sont nécessaires, par un procédé qui jetât
« moins de trouble dans les conditions générales de la
« production et qui assujettît les citoyens à moins de
« formalités » (1). A propos du monopole des tabacs
le même économiste ajoute encore : « Il ne nous en
coûte pas de l'approuver, alors même qu'il soit perçu
à un taux très élevé et que la perception en soit orga-
nisée sous la forme d'un monopole de fabrication dans
les mains de l'Etat. Il faudrait que les finances d'un
pays fussent singulièrement prospères pour qu'on re-
nonçât à un impôt aussi inoffensif, aussi moral, aussi
productif, d'une taxation aussi aisée » (2). Donc, d'a-
près M. Leroy-Beaulieu, un monopole fiscal peut être
une excellente mesure. La question de principe étant
ainsi posée, nous n'éprouvons plus aucun scrupule,
car l'alcool est, encore plus que le tabac, un objet de
grande consommation dont il est nécessaire d'entraver
l'usage en le frappant d'une taxe élevée. Voilà donc
une question définitivement liquidée : il est des mono-
poles qui sont légitimes. On peut même dire, encore

1. *Science des Finances*. T. I, p. 631.

2. *Science des Finances*. T. I, p. 673.

avec M. Leroy-Beaulieu, que « si on veut retirer de grosses sommes de revenus nets de l'impôt, le monopole directement exercé par l'Etat est préférable ; il offre au consommateur plus de garantie ». Tout revient donc à la question de savoir si le monopole de l'alcool est légitime. Mais avant tout il importe d'examiner si le système que nous proposons constitue bien un véritable monopole.

Qu'est-ce qu'un monopole ? Il est à remarquer que presque tous les économistes se sont bornés à traiter de tel ou tel monopole sans donner une définition du monopole en général. D'après M. Fernand Faure, « on appelle monopole la possession par un seul individu ou par un seul groupe d'individus de la faculté de fournir une espèce déterminée d'objets ou de services » (1). Et il ajoute : « un seul producteur ou vendeur, telle est la condition nécessaire, fondamentale de l'exercice d'un monopole. Si, pour la même espèce d'objets ou de services, il y a seulement deux vendeurs ayant un intérêt propre et distinct, deux vendeurs ne s'entendant pas entre eux, il n'y a plus de monopole, il y a concurrence. La concurrence sera plus ou moins étendue, plus ou moins intense : mais il suffit qu'elle existe, si limitée qu'elle soit, pour exclure le monopole » (2). Donc, pour M. Fernand Faure, la concurrence, aussi restreinte soit-elle, est exclusive du monopole. Tous les économistes ne sont pas d'accord sur ce point : la

1. Léon Say et Chailley. *Nouv. dict. d'écon. polit.* V. Monopole.

2. Léon Say et Chailley. *Nouv. dict. d'écon. polit.* V. Monopole.

plupart admettent, au contraire, qu'il y a un monopole dès que la concurrence est simplement limitée, que cette limitation soit naturelle ou artificielle, dès que la concurrence s'exerce mal, dès que le nombre des marchands n'est pas aussi grand qu'il pourrait l'être. Nous ne pouvons admettre cette opinion. En effet, si toute limitation de la concurrence constitue un monopole, comme en réalité la concurrence sera toujours limitée, soit naturellement, soit artificiellement, il faudrait dire que le monopole seul existe, que tous les modes de perception de l'impôt constituent des monopoles, ce qui est inadmissible. Nous nous rallierons de préférence à l'opinion de M. Faure et nous dirons qu'il n'y a monopole que si la concurrence est entièrement supprimée.

Le système que nous proposons constitue-il un véritable monopole ? Cela revient à rechercher s'il fait disparaître complètement la concurrence, s'il réduit à l'unité les producteurs ou les vendeurs d'alcools. Nous avons vu que notre monopole de rectification ne touche en rien à la production, qu'au contraire, il l'encourage en lui assurant des prix de ventes élevés et des débouchés certains. Il ne réduit donc pas le nombre des producteurs. Et celui des vendeurs ? Il est vrai que l'Etat tout en se chargeant de la rectification s'arroe en même temps le droit de vendre les alcools ainsi rectifiés, mais nous savons qu'il reste en dehors du monopole un grand nombre de distillateurs sur lesquels l'Etat n'exerce qu'un simple contrôle hygiénique, qui peuvent vendre directement leurs produits aussi

bien aux cabaretiers qu'aux simples particuliers. L'Etat n'est donc pas le seul fournisseur de la consommation. Il ne vend que de l'alcool éthylique obtenu artificiellement par la rectification des alcools d'industrie ; les producteurs vendent de l'alcool éthylique naturel obtenu directement par la distillation. Il y aura donc deux vendeurs : l'Etat et les producteurs d'eaux-de-vie naturelles. La concurrence ne sera pas complètement écartée : les industriels auront leur choix de vendre à l'Etat ou à l'étranger et le consommateur pourra tout aussi bien s'adresser aux producteurs d'alcools naturels qu'à la régie. On conçoit donc la possibilité d'une concurrence tant au point de vue de l'achat entre l'Etat et l'étranger, qu'au point de vue de la vente, entre l'Etat et les fournisseurs d'eaux-de-vie naturelles. Dans ces conditions on peut soutenir que notre système ne constitue pas un véritable monopole dans le sens de la définition de M. Fernand Faure. Il faudrait, pour qu'il en fût ainsi, que l'Etat fût le seul auquel on pût s'adresser pour avoir de l'alcool.

Au reste, toute cette discussion n'intervient que pour répondre à une objection sur ce point. Il ne nous en coûte pas — d'ailleurs d'admettre que notre système constitue un monopole — bien que ce soit contraire à sa conception même, puisqu'il nous est très facile de le légitimer. Pourquoi, en effet, l'économie politique condamne-t-elle en général tout monopole ? C'est d'abord parce qu'il supprime une industrie privée. Le monopole de rectification de l'alcool supprime-t-il la production des alcools ? Pas le moins du monde. Nous

laissons l'industrie absolument libre comme sous le régime actuel de l'accise, nous n'y touchons pas. Nous pouvons même soutenir que nous l'encourageons puisque nous assurons les fabricants qu'ils vendront une quantité déterminée d'alcool à un prix fixé d'avance et supérieur aux cours actuels. Voilà un premier avantage. De plus, l'Etat s'engage à ne se fournir à l'étranger qu'au cas où les produits français viendraient à manquer. Ce second avantage n'est pas moins appréciable que le précédent. Nous disons simplement aux distillateurs : « vous ne pourrez vendre directement à la consommation parce que vos produits sont dangereux pour la santé publique ; vous vendrez à l'Etat qui rectifiera et deviendra ainsi un intermédiaire obligatoire entre vous et le consommateur. Si malgré tous les avantages que vous offrira l'Etat vous ne vouliez pas lui vendre vos alcools, vous seriez libres de les exporter directement et sans entrave ». Le monopole de l'alcool ne gêne donc en rien l'industrie des alcools. Et le commerce ? Il faut remarquer que la plupart des gros négociants en alcools sont des spéculateurs qui, grâce à la fraude, ont amassé des fortunes considérables. On ne saurait donc trop nous blâmer, alors même que nous apporterions quelque entrave à l'exercice d'une profession qui est pour le trésor l'occasion de pertes importantes. Néanmoins le monopole ne fait pas disparaître le commerce des alcools, du moins en ce qui concerne les alcools naturels. Tous les marchands en gros qui sont aujourd'hui les intermédiaires entre les producteurs et les

maisons d'exportation conserveront sous le monopole toute leur raison d'être et toute leur liberté d'action. Les eaux-de-vie naturelles restent en dehors des opérations de rectification, leur vente reste libre comme elle l'est actuellement. Quant aux marchands en gros qui servent d'intermédiaires entre les industriels et les cabaretiers, leur existence sera singulièrement menacée, mais c'est ici le moment de rappeler qu'à l'égard de gens peu scrupuleux l'Etat n'a pas à reculer devant des considérations qui ne sauraient prévaloir sur l'intérêt général. Du reste, l'Etat ne porterait pas atteinte au commerce des alcools d'industrie sans accorder aux négociants une compensation. Cette compensation consisterait dans la faculté accordée exclusivement aux marchands en gros de se rendre adjudicataires des entrepôts d'alcools.

Quoi qu'il en soit, il est incontestable qu'au point de vue spécial qui nous occupe le principe devient secondaire. L'alcool est un produit qui peut devenir nuisible, par suite il est juste de le soumettre à un régime particulier. Une entrave au développement de sa production se justifierait même au prix de la liberté du commerce des alcools. La seule question qui doive se poser pour nous c'est celle de savoir si le monopole est possible et si, sans augmenter la somme des vexations et des tracasseries, il est susceptible de donner un rendement supérieur à celui de l'accise. La possibilité de son établissement ne fait aucun doute, la supériorité de son rendement fiscal est également certaine, il serait facile de se rendre compte qu'il est moins

tyrannique que le régime actuel. L'accise est beaucoup plus incommode pour les assujettis et elle entraîne bien des violations de la liberté qui disparaissent avec notre système. Plus un mode de perception d'impôt exige de complications, de formalités, plus il est gênant et plus il prête à la fraude. Actuellement, la régie impose un grand nombre d'obligations avec lesquelles on ne se familiarise pas du premier coup; pour s'assurer de leur exécution, elle jouit de pouvoirs exceptionnels et exorbitants. En Angleterre, où l'impôt de l'alcool atteint un taux énorme, c'est une tyrannie qui ferait en France jeter les hauts cris. Le fabricant d'alcool est obligé de se conformer aux indications de l'État pour la construction de son usine. Tous les tuyaux sont garnis de cadenas dont les clefs sont entre les mains des employés de la régie. C'est là ce qu'on appelle le régime de la liberté. En France, nous ne sommes pas beaucoup mieux partagés et malgré cela on persiste à qualifier d'atteinte à la liberté une réforme dont le but serait de faire tomber ces formalités gênantes et vexatoires tout en offrant aux producteurs un bénéfice assuré.

Le monopole de rectification n'encourt donc pas le premier reproche que les économistes adressent à tout monopole en général, à savoir qu'il porte une grave atteinte à la liberté en faisant disparaître une industrie privée. Examinons le suivant et voyons si sur ce point encore notre système ne peut pas se justifier.

On a dit que tout monopole est condamnable parce

que l'État est un mauvais fabricant. Il est facile de comprendre que ce reproche ne peut s'appliquer qu'à un monopole complet et que notre système ne tombe pas dans cet inconvénient puisque par avance nous nous sommes défendu de vouloir monopoliser la fabrication, mais seulement la rectification des alcools. L'État ne fabriquera rien, il ne fera qu'acheter, soit des flegmes qu'il rectifiera pour les rendre propres à la consommation, soit des produits déjà rectifiés qu'il vendra tels quels.

En troisième lieu, l'économie politique condamne les monopoles parce qu'ils transforment les simples citoyens en fonctionnaires de l'État. C'est, dit-on, le développement et la mise en pratique des théories collectivistes. Ce reproche encore ne saurait s'appliquer à notre système. Où voit-on, en effet, que le monopole de la rectification transforme les citoyens en fonctionnaires ? Il ne change absolument rien. Les producteurs d'alcool restent ce qu'ils sont : ils travaillent pour leur compte comme bon leur semble, ils fabriquent les quantités qu'ils veulent, la régie n'intervient, comme aujourd'hui, que pour surveiller leur production et empêcher la fraude ; ils n'ont aucune attache directe avec l'État dont ils ne reçoivent aucune rémunération. Et les cabaretiers sont-ils changés ? Pas le moins du monde. L'État ne fait que tarifier le prix de vente de l'alcool du monopole et leur accorder un bénéfice proportionnel à la consommation ; ils ne sont nullement les employés de l'État. On ne manque pas de nous reprocher la création des entreposeurs. Il est vrai que de ce côté il y aurait

une nouvelle classe d'employés ; mais, en revanche, combien de suppressions ! Le monopole comblerait le vide du dégrèvement des boissons hygiéniques et de la suppression des octrois, ce qui permettrait dans ces administrations une diminution importante du nombre des préposés. La régie n'aurait donc plus à s'occuper que de l'alcool, encore sa surveillance serait-elle rendue plus facile par suite du paiement des droits au moment de l'achat et de la simplification des opérations de transport des alcools.

Nous avons maintenant passé en revue les reproches, au nom desquels les économistes rejettent les monopoles et nous croyons avoir démontré que notre système ne tombe dans aucun de ces inconvénients. C'est dire que le monopole de rectification de l'alcool, tel que nous le comprenons et tel que nous l'avons exposé, échappe aux critiques générales et doit être rangé dans la catégorie des monopoles légitimes.

Notre tâche est encore loin d'être terminée, car aux critiques de principe, aux objections générales s'ajoutent des reproches qui frappent d'une manière plus spéciale le monopole de l'alcool dans son organisation et dans son but. Ce n'est point certes que le rôle de défenseur qu'on nous assigne soit de nature à nous décourager ; nous nous réjouissons, au contraire, devant les obstacles nombreux qu'on nous ménage, bien persuadé que le plus souvent un système fiscal se recommande moins par les arguments qu'il fait valoir que par les critiques qu'il soulève. Nous allons main-

tenant examiner divers points qui ont été de la part de nos adversaires l'objet de vives et nombreuses attaques.

§ 3. — Le monopole est-il nécessaire ?

Un certain nombre de députés, mandataires dévoués des gros commerçants d'alcool, montrent contre le monopole une résistance acharnée. Ils combattent pour leurs propres intérêts et, navrés de voir finir avec le monopole l'ère des spéculations éhontées sur les alcools toxiques, ils luttent désespérément pour empêcher ou retarder l'application de ce système. Tout d'abord ils ont nié le danger, ils ont contesté l'opportunité d'un remède énergique, mais le monopole a créé contre les liqueurs toxiques un tel mouvement d'opinion que personne n'ose plus s'y opposer ouvertement. Ils en sont donc réduits à contester la valeur du remède. Le monopole, disent-ils, est un système qui produira un bouleversement inutile puisqu'on peut, par un autre moyen, beaucoup moins attentatoire à la liberté, arriver au même but. Pourquoi permettre à l'Etat une intervention aussi grave et aussi compromettante pendant qu'il est si facile, par une simple loi, d'obliger le commerce à rectifier les alcools ?

Nous sommes loin de partager cette opinion. Pour nous, le commerce ne peut pas rectifier et l'Etat ne peut pas l'y contraindre à cause des inconvénients graves qui en résulteraient.

Pourquoi le commerce ne rectifie-t-il pas ses alcools ? Actuellement la majeure partie des alcools destinés à la consommation ne sont pas suffisamment rectifiés. Ceux-là seulement qui sont destinés à la fabrication des liqueurs supérieures sont l'objet d'une rectification. Cette situation se comprend. La rectification demande des appareils spéciaux, une installation coûteuse, et elle augmente sensiblement le prix de revient. Le cabaretier, qui a tout intérêt à acheter bon marché pour réaliser de gros bénéfices tout en vendant le moins cher possible, délaissera les alcools rectifiés au profit des alcools impurs. Le consommateur ne s'en plaindra pas car il est difficile de distinguer au goût l'alcool rectifié de celui qui ne l'est pas. L'amélioration dans la qualité n'est pas visible pour l'acheteur, de sorte que les producteurs malgré eux ne pourront pas rectifier leurs produits parce que cette opération leur imposerait un sacrifice pécuniaire en échange duquel ils n'obtiendraient aucun avantage. C'est là un fait constant qu'il est impossible de nier.

Pourquoi le commerce ne peut-il pas être contraint de rectifier ? Si le commerce ne veut pas rectifier, dit-on, il est bien simple de l'y obliger en ne laissant circuler que des alcools réduits à un maximum d'impureté déterminé. Un grand nombre de projets de loi ont été présentés dans ce sens, notamment par M. Fleury-Ravarin, député du Rhône, mais aucun n'a pu rallier une majorité. Cela tient aux difficultés que soulève la mise en pratique d'un pareil système. Pour s'assurer de la pureté des alcools il faudra procéder à des analyses

nombreuses qui nécessiteront la création d'un grand nombre de laboratoires. Admettons cependant qu'on puisse, au prix de dépenses importantes et de lenteurs dans les transactions, assurer l'innocuité des alcools entrant dans la circulation, ce ne sera pas tout. Il ne suffit pas que les alcools sortent purs des usines de fabrication, c'est même un point presque négligeable, l'important c'est qu'ils entrent dans la consommation dépourvus de toute matière toxique. Il est si facile de falsifier une liqueur, que les soins apportés dans la fabrication ne donnent aucune garantie. Mais, ajoutent nos adversaires, nous surveillerons également la circulation et la consommation. On est tenté de sourire devant la prétention de vouloir surveiller à la consommation la pureté des alcools. On éprouvera les mêmes difficultés et les mêmes embarras qu'à la production puisqu'on sera obligé de procéder aux mêmes opérations dans les mêmes conditions. On peut voir déjà à combien d'analyses le même alcool pourra donner lieu depuis sa fabrication jusqu'à sa consommation. Quand la régie voudra vérifier la qualité des liqueurs servies dans un débit, comment s'y prendra-t-elle ? Elle sera obligée de saisir quelques bouteilles au hasard et de les soumettre à des analyses, car elle ne peut songer à les éprouver toutes. Quelles garanties peuvent présenter des vérifications faites dans ces conditions ? Aucune. On peut affirmer que tant qu'on n'aura pas trouvé un moyen simple, pratique et rapide de vérifier la pureté des alcools, la mise en pratique de ce système sera impossible.

Supposons que les analyses de la régie aient révélé des alcools toxiques dans un cabaret, quelle sera la sanction ? Probablement une peine sévère infligée au cabaretier. Mais sera-t-on bien sûr que le châtiment ne portera pas à faux ? Chacun ne peut être puni qu'à raison de ses propres fautes ; or, qui prouve que le cabaretier lui-même n'a pas été trompé et n'a pas payé un prix élevé pour un alcool toxique qu'on lui présentait comme pur ? Il n'a aucun moyen de vérifier les affirmations de son fournisseur et par suite il encourt une peine à raison d'un acte qu'il n'est pas en son pouvoir d'accomplir légalement. Il rejettera la faute sur son vendeur et celui-ci sur un autre intermédiaire, de sorte que la responsabilité fera ainsi toute une série de circuits sans arriver à se fixer d'une façon définitive. Ne voit-on pas immédiatement quelles innombrables vexations entraînerait un pareil régime ? De plus, cette obligation de rectifier imposée aux distillateurs n'aurait-elle pas tous les inconvénients qu'on se plaît à attacher au monopole, sans en avoir les avantages ? Les petits producteurs n'ayant pas les ressources suffisantes pour organiser un établissement de rectification seront obligés d'avoir recours aux gros industriels qui ne manqueront pas de leur imposer des conditions inacceptables, de façon à les obliger à renoncer à leur industrie. Ce sera donc l'élimination des petits et des moyens distillateurs et la concentration de la production entre les mains de quelques gros industriels. Ce serait tout simplement l'établissement d'un monopole privé au profit de quelques producteurs, monopole

d'autant plus dangereux qu'il n'aurait même pas l'avantage de maintenir à tous les mêmes libertés et les mêmes droits et qu'il favoriserait la spéculation au détriment des intérêts du Trésor.

Voilà donc le système que MM. Ribot, Léon Say et plusieurs autres ont mis en avant pour soutenir que le monopole que nous proposons n'est pas nécessaire. Entre les deux cependant, l'hésitation n'est pas possible. L'un multiplie les vexations et n'aboutit qu'à des complications inutiles ; l'autre simplifie les formalités et procure des avantages certains, tant à l'hygiène publique qu'au Trésor.

On rencontre dans cette longue discussion une inconséquence qu'il est bon de noter. Les adversaires du monopole préconisent un contrôle sévère exercé par l'Etat pour empêcher l'entrée dans la consommation des alcools toxiques. Si ce contrôle est capable de remplir ce but, pourquoi ne pas y attacher la perception de l'impôt ? Ce serait alors le monopole tel que nous le proposons. Si, au contraire, on rattache les formes du contrôle hygiénique au mode actuel de perception, on arrivera à des complications et à des difficultés insurmontables. Pourquoi vouloir une intervention énergique de l'Etat dans la question d'hygiène et la lui refuser pour la perception des droits. Cela ne se comprend pas. Du reste, l'expérience a déjà montré que le contrôle hygiénique était impossible sans le monopole. En Allemagne, on avait cru pouvoir l'établir isolément, mais il a fallu, au bout de quelques années, abroger cette partie de la loi reconnue impraticable.

Cet exemple nous suffit, la France ne tentera pas un essai dans lequel elle ne serait pas plus heureuse que sa voisine.

§ 4.— Le Monopole est-il pratique ?

On a prétendu que le monopole de l'alcool était un système impraticable, que c'était un de ces projets éclos en une heure dans le cerveau de quelque théoricien et qui s'effondrent aussitôt qu'ils passent dans le domaine de la pratique. Pourquoi donc le monopole de rectification n'est-il pas susceptible d'être mis à exécution ? On fait à cette question de nombreuses réponses sur la valeur desquelles nous allons nous expliquer.

C'est une tâche bien délicate et toujours ingrate que de venir défendre un impôt, parce que tous les impôts sont mauvais en ce qu'ils gênent le contribuable, restreignent sa liberté et limitent ses droits. Mais il faut partir de cette idée que l'impôt est indispensable pour faire face aux dépenses générales d'un pays et que, s'il est un mal, c'est du moins un mal nécessaire.

Ce point établi, qu'on ne vienne plus nous accuser de porter atteinte à la liberté, de léser des droits, d'apporter des perturbations dans les relations économiques, nous savons ce qu'il faut penser de ces allégations dont nous avons déjà fait justice. S'il n'y avait de pratiques que les modes de perception volontairement acceptés par tous les contribuables parce qu'ils n'ap-

portent aucune entrave au libre exercice de l'activité humaine, la science financière serait toujours en défaut et les économistes les plus distingués devraient s'avouer vaincus.

Pour se rendre compte de la possibilité d'application d'un système d'impôt il faut jeter un regard sur ce qui se fait actuellement, il faut voir s'il n'a pas déjà été expérimenté. En France, les monopoles sont nombreux et si on peut, à quelques-uns du moins, adresser quelques critiques quant à la qualité des produits, nous sommes obligé de convenir que, d'une manière générale, le fonctionnement en est excellent. Du reste, le monopole de la rectification serait exempt de ce reproche puisqu'il ne comprend pas la fabrication. Quoi qu'il en soit, les monopoles français produisent à l'Etat des revenus considérables sans peser lourdement sur le contribuable. Prenons, par exemple, le tabac. L'impôt sur cette denrée est organisé sous la forme d'un monopole complet : fabrication et vente. Il donne chaque année au Trésor un revenu net excédant 320 millions, chiffre supérieur au rendement de l'impôt foncier, à celui de l'impôt sur les vins et à beaucoup d'autres qui pèsent davantage sur les citoyens. Il est donc meilleur puisqu'il produit plus, tout en dérangeant moins. Pourquoi donc cette supériorité ? Parce qu'il est perçu sous la forme du monopole. Les mœurs et l'esprit populaires sont déjà préparés pour recevoir cette forme de perception à laquelle nous sommes habitués. Pourquoi le monopole de l'alcool ne donnerait-il pas les mêmes avantages que celui du tabac, pourquoi ne

serait-il pas, comme lui, susceptible d'application ? Il y a, nous répond-on, une raison sérieuse. Pour organiser le monopole, la première chose à faire c'est d'établir une surveillance rigoureuse sur la production de la matière première. En ce qui concerne le tabac, la chose est facile parce que la matière imposable n'est fournie que par une seule plante qui n'a pas d'autre usage ; il est facile d'en surveiller la production en limitant la culture et en exerçant les planteurs. Mais pour l'alcool, la situation est bien différente. L'alcool est produit par un très grand nombre de substances ; la matière première n'est pas une plante spéciale, uniquement cultivée en vue de la production de l'alcool ; elle varie à l'infini selon les circonstances, les lieux, les habitudes locales. Pour en organiser utilement le monopole il faudrait exercer presque tous les cultivateurs, d'où des vexations insupportables et inutiles puisque la fraude se glisserait partout et rendrait le monopole improductif. Cette objection ne pourrait se comprendre que pour un monopole complet. Que nous importe les origines des alcools ; qu'ils soient extraits de la betterave, du maïs ou de la pomme de terre, puisque l'Etat ne les prend qu'après leur production pour les débarrasser précisément des matières toxiques qui rappellent cette origine et les ramener à un type déterminé. Donc, aussi bien pour l'alcool que pour le tabac, la matière imposable est unique ; il n'est nullement nécessaire d'exercer tous ceux qui récoltent des plantes fermentées, sucrées, farineuses ou amylacées, il suffit que l'Etat s'in-

terpose entre le producteur et le consommateur. Après les déclarations formelles sur ce point des partisans de notre système, nous ne comprenons pas qu'on vienne à chaque instant apporter des critiques qui ne peuvent viser que le monopole complet. Il n'y a donc aucune raison sérieuse pour prétendre que le monopole de l'alcool n'est pas susceptible d'application pratique comme les autres monopoles déjà existants. Il y a, entre le monopole du tabac et celui de l'alcool une analogie réelle, frappante, qui permet de bien augurer du fonctionnement de notre système. L'exemple de la France ne fait par conséquent que nous raffermir dans notre opinion.

L'étranger, sur ce point encore, nous a devancés. Depuis plusieurs années déjà le monopole de l'alcool fonctionne dans quelques Etats; il est donc facile de se rendre compte de ses résultats pratiques. La Russie et la Suisse possèdent le monopole de l'alcool à peu près sur les mêmes bases que nous voudrions le voir fonctionner en France, nous pouvons donc puiser dans l'expérience faite par ces deux nations un utile enseignement. L'Allemagne n'a pas absolument le monopole; le projet présenté par de Bismarck a échoué parce qu'il avait plutôt pour but d'établir l'unité complète des Etats allemands, néanmoins elle possède un régime établi en 1887 par une loi dite « loi du contingent » qui prépare l'avènement du monopole et permet de l'établir rapidement au cas de besoins pressants. En Italie, le ministre du Trésor, dans son exposé financier de 1893, annonçait le dépôt d'une proposi-

tion de monopole. En Autriche également un projet de monopole avait réuni un grand nombre de partisans, mais, dans un pays comme dans l'autre, ce système a échoué pour des raisons purement politiques.

Monopole en Russie. — La théorie du monopole de rectification de l'alcool est connue depuis une vingtaine d'années. Elle a été imaginée et vulgarisée par M. Alglave, grâce à ses publications et à ses conférences. En 1886 il revenait de Suisse où il était arrivé à faire adopter le monopole et il commençait en Russie une propagande acharnée en faveur de ce système. Le ministre des finances elabora un projet de monopole, mais il rencontra de telles oppositions qu'il dut le retirer. Son successeur fut plus heureux. En 1893, M. Serge Witte présenta au Conseil de l'Empire un nouveau projet de monopole qui, malgré de sérieuses difficultés, fut accepté. Un avis du Conseil de l'Empire, revêtu de la sanction du Czar Alexandre III, le 8 juin 1893, autorisa le ministre à organiser le monopole. Le 6 juin 1894 le Czar sanctionna le règlement détaillé discuté par le Conseil de l'Empire. Tout d'abord le monopole ne fut établi qu'à titre d'essai, à compter du premier janvier 1895 dans quatre provinces à l'est du Volga : Perm, Orenbourg, Samara et Oufa. L'expérience fut si concluante que peu de temps après le ministre des finances présenta au Conseil de l'Empire une nouvelle proposition ayant pour but d'étendre progressivement l'application du monopole. Cette proposition fut acceptée le 24 avril 1895 et publiée le 26 mai suivant. C'est en vertu de cette loi que le monopole

fonctionne depuis le deuxième semestre 1896 dans neuf autres provinces du Sud et du Sud-Ouest. Depuis 1897 il est en vigueur dans 35 gouvernements et forme actuellement la loi commune de l'Empire.

En Russie, l'Etat n'a pas monopolisé les distilleries, mais il les a réglementées. L'administration des contributions indirectes se procure par adjudication le tiers des quantités dont elle a besoin, les deux autres tiers sont achetés aux producteurs de la région. L'Etat se rend donc acquéreur de tout l'alcool de la consommation, il le fait rectifier et le vend en bouteilles cachetées portant sur une étiquette le prix, le degré, le volume. Le prix de la bouteille est perçu en même temps que l'alcool, mais la bouteille est reprise et le prix remboursé. Aux débits existants l'Etat a substitué des établissements entretenus à ses frais qui ne tiennent exclusivement que de l'alcool à emporter. Il est expressément défendu de consommer sur place. A côté de ces débits de la Couronne, des particuliers peuvent obtenir le droit de vendre les produits du monopole dans des conditions spéciales. Si un aubergiste ou un restaurateur a obtenu cette autorisation, il ne lui sera fait qu'une faible remise pour l'encourager à vendre plutôt d'autres liqueurs que celles de la régie. Seuls les buffets des gares, des clubs et quelques centaines de restaurants peuvent vendre des spiritueux au petit verre.

L'alcool du monopole est vendu 3 fr. 95 c. le litre (alcool pur). Ce prix doit rembourser deux francs 13 c. d'accise et toutes les dépenses, y compris les indemnités allouées aux villes et aux provinces pour les

dédommager des droits de licence qu'elles percevaient. Il n'a pas été accordé d'indemnités aux marchands niaux débitants. La dépense totale est de trois fr. 36 c. ce qui donne un bénéfice net de (3 fr. 95-3 fr. 36) 59 centimes par litre d'alcool pur. En 1897 le revenu global du monopole a atteint 40 millions de francs. Il faut tenir compte de ce que l'élévation des prix et la diminution des débits ont d'abord produit un recul dans la consommation.

Les résultats financiers obtenus en 1897 dans 20 provinces s'établissent ainsi : Recettes brutes, 117 millions de roubles ; Dépenses, 36 millions de roubles, d'où un bénéfice net de 81 millions de roubles.

Dans le rapport de M. Serge Witte, ministre des finances, sur le budget de 1899, une partie importante est consacrée au monopole de l'alcool. Pour apprécier les résultats d'un système d'impôts il faut envisager une expérience de quelque durée. C'est le cas pour le monopole russe puisqu'il fonctionne depuis cinq ans dans les provinces de l'Est et depuis trois ans et demi dans la région du Sud et du Sud-Ouest. Écoutons, du reste, ce que dit le ministre des finances dans son rapport : « Si l'on envisage à la fois la marche des ren-
« trées fiscales et des épargnes, et les avis reçus des
« autorités locales, on est fondé à conclure que le mono-
« pole de vente des spiritueux exerce une action bien-
« faisante sur les ressources matérielles des popula-
« tions » (1). Et plus loin : « Après l'entrée en vigueur

1. *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, juin 1899, p. 786 et suivantes.

« du monopole le produit des boissons dans l'Est a
« excédé de 18 millions et demi de roubles, dès la
« première période triennale, le rendement qui aurait
« été obtenu avec le régime de l'accise. Ces résultats
« financiers si satisfaisants ne doivent pas être attri-
« bués à des conditions locales qui, dans l'Est, seraient
« particulièrement propices aux fonctionnements du
« monopole (1). »

Et encore : « sans aucun doute il reste beaucoup à
« faire dans ce domaine à l'administration des finances...
« néanmoins cette vaste entreprise repose dès mainte-
« nant sur une base rationnelle. Profondément con-
« vaincu que la réforme des boissons ne tardera pas à
« exercer une action bienfaisante sur tous les points
« de l'Empire, le ministre des finances s'attend à ce
« que l'application en soit la plus féconde dans les
« provinces du Centre..... » (2).

Malgré les appréciations réfléchies, l'opinion aussi autorisée que celle de M. Serge Witte, les adversaires du monopole persistent à soutenir que ce système n'a pas donné en Russie de résultats satisfaisants. Il ne faut pas oublier l'idée qui a présidé à l'établissement du monopole en Russie. Ce n'est point la rentrée de gros revenus qu'on a escompté, on a poursuivi simplement le but hygiénique, la lutte contre l'alcoolisme dans une

1. *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, juin 1899, p. 786 et suivantes.

2. *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, juin 1889, p. 786 et suivantes.

région où ses effets étaient particulièrement néfastes. On voulait soustraire les populations rurales à l'exploitation honteuse des cabaretiers, combattre l'ivrognerie, ne livrer à la consommation que des alcools rectifiés, favoriser les distilleries agricoles. Le point de vue financier est rejeté au second plan, « ce que le Trésor encaisse en moins sur les boissons il pourra le recouvrer en plus, soit sur d'autres contributions indirectes, soit sur les impôts directs, en même temps on va progresser le bien-être et la moralité des masses » (1). Cette unité de but dans le système russe se révèle dans le rapport de M. Witte « ...il est permis d'en conclure que dans cette région (sud-ouest) non plus, le monopole n'entraînera pas de diminution de recettes budgétaires » (2). Les seules préoccupations financières du ministre c'est que le rendement de l'alcool ne diminue pas. Quoi d'étonnant donc que le monopole n'aurait pas donné en Russie des résultats fiscaux merveilleux ? Cependant, l'excellent produit par le monopole est à considérer, ainsi que nous l'avons vu, encore a-t-il une tendance à augmenter à mesure que la consommation reprend sa marche ordinaire. Et au point de vue hygiénique ? Excédent. Tous les hommes d'Etat russes qui se sont occupés de cette question, sont unanimes à le proclamer. Les arrestations pour ivrognerie ont diminué de moitié, les crimes,

1. *Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, juin 1899, p. 786 et suiv.

2. *Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, juin 1899, p. 786 et suiv.

les suicides et les folies dûs à l'alcoolisme ont également baissé dans une proportion très satisfaisante. Le monopole russe est si pratique, son action a produit des résultats si heureux, que le ministre des finances en sollicite « l'application la plus féconde aux provinces du centre ».

²⁵ *Monopole en Suisse.* — Le monopole de l'alcool a été établi en Suisse vers le milieu de l'année 1887 en vertu de la loi fédérale du 23 décembre 1886. Avant cette époque, la fabrication et la vente des boissons étaient abandonnées à la compétence des cantons. Il existait alors trois régimes des boissons : dans 7 cantons on ne percevait aucun droit sur les boissons ; dans 7 autres on frappait d'un droit d'entrée appelé ohmgeld toutes les boissons, suisses ou étrangères ; enfin, dans d'autres cantons, l'alcool étranger seulement était taxé. Ces droits étaient peu élevés et ils devaient disparaître à la fin de l'année 1890. Dès 1882 les pouvoirs fédéraux s'émurent des progrès rapides de l'alcoolisme et se livrèrent à une enquête qui révéla les dangers imminents auxquels le pays était exposé. Le peuple fut alors invité à réviser le pacte fédéral « en vue d'assurer à la confédération et aux cantons les moyens propres à combattre la propagation de l'ivrognerie et diminuer les abus de l'eau-de-vie ». La révision fut adoptée le 25 octobre 1885. Le Conseil fédéral se mit à l'œuvre et élaborer un projet de monopole qui fut accepté par l'assemblée fédérale le 23 décembre 1886. La loi soumise au référendum, fut approuvée le 15 mai 1887 et rendue exécutoire à partir du 27 du même mois.

Le monopole suisse comprend la fabrication, l'achat et la vente de tous les alcools d'industrie. Cependant, le quart des quantités livrées à la consommation est demandé aux producteurs indigènes. A cet effet, la confédération passe avec eux des contrats spéciaux. Les trois autres quarts proviennent exclusivement de l'importation. Aucun particulier ne peut, en Suisse, recevoir de l'alcool de l'étranger ; l'importation ne peut avoir lieu qu'au nom de l'administration fédérale. Cependant l'entrée des liqueurs supérieures étrangères est autorisée moyennant le paiement d'un droit de 80 fr. par 100 kilogs de poids brut.

Le monopole a créé trois catégories de distilleries :

1° Celles qui ont été indemnisées pour la moins-value des bâtiments et des appareils servant à la distillation (art. 18) (distilleries supprimées) ;

2° Celles qui n'avaient pas droit à une indemnité de ce genre et qui ont renoncé à leurs prétentions (distilleries libres produisant de l'alcool avec des matières premières ayant payé les droits ou avec les matières premières indigènes énumérées par la loi) ;

3° Celles auxquelles la Confédération a adjugé des lots en vertu des articles 1 et 2 de la loi (distilleries concessionnaires de lots) ;

L'alcool indigène est mis au concours par livraisons de 250 à 1000 hecto. par ordre de préférence de la manière suivante : associations agricoles employant des matières indigènes, distillateurs particuliers utilisant les mêmes matières, associations agricoles mettant en œuvre des matières premières étrangères, distillateurs

particuliers faisant usage des mêmes matières.

Le maximum d'impuretés est fixé à 1,5 0/0. Les alcools, indigènes ou d'importation, ne sont soumis à la rectification que s'ils dépassent cette proportion. La rectification fut d'abord confiée aux particuliers, mais en présence des frais élevés qu'elle nécessiterait (en 1889, 6 fr. 84 c. par hecto), la régie a créé à Delémont un établissement de rectification qui fonctionne depuis le commencement de l'année 1890. Pendant l'année 1890, la rectification faite dans cette usine est revenue à 3 fr. 65 par hecto. On comprend l'énorme avantage de la rectification directe.

Le monopole suisse possède trois sortes d'alcools qu'il vend 175, 170 et 167 francs par quintal à 95°.

En 1885, la Suisse a consommé environ 10 litres d'alcool par habitant ; en 1890, cette moyenne n'atteint plus que 6 litres 25. De plus, le monopole a eu pour conséquence une amélioration sérieuse dans la qualité. L'administration, pour faire face aux dépenses occasionnées par l'établissement du monopole, contracta un emprunt de 5.200.000 fr. amortissable en dix ans.

En 1890, le bénéfice net du monopole a été de 6.662.116 fr. Si on tient compte de ce que, pendant l'année 1890, on a supprimé certaines charges exceptionnelles pour l'amortissement des installations dans les entrepôts (334.191 fr.), et qu'une somme de 206.500 fr. est affectée aux intérêts de l'emprunt, on voit que le bénéfice net dépasse réellement 7 millions.

Nos adversaires se plaisent à répéter sur tous les tons que le monopole n'a pas donné les résultats finan-

ciers qu'on en attendait. Voici sur quelle considération ils établissent leur argumentation. Lors du vote du monopole, le conseil fédéral avait évalué à 80 fr. 25 le bénéfice probable par quintal métrique. Mais comme le but du monopole était de diminuer la consommation, il fallait bien en tenir compte. Alors on évalua cette diminution à 20 0/0 et l'on vit que, dans cette hypothèse, la consommation, qui était de 150.000 hectol., descendrait à 120.000 hectol. ce qui portait le rendement, à raison de 80 fr. 25 par quintal métrique, à 8 millions environ. Ce n'était là qu'une simple supposition reposant sur une évaluation sujette à erreur. On aurait tout aussi bien pu supposer une diminution plus importante ou moins forte. En fait, elle a atteint à peu près 40 0/0. Qu'est-ce que cela prouve ? Que le monopole a dépassé les espérances, puisque, établi pour obtenir une baisse dans la consommation que les auteurs du projet évaluaient à 20 0/0, il a doublé ce chiffre. Loin d'être un échec, c'est un succès inespéré. Il faut se pénétrer de cette idée que la Suisse n'a jamais cherché, en établissant le monopole, à récupérer un excédent de recettes et que si on avait fixé, au début, un chiffre pour les bénéfices, c'était à titre de simple indication pour le vote du budget. Au reste, le résultat financier a-t-il bien été ce qu'on se plaît à le faire paraître ? Il ressort, des divers rapports qui ont été présentés, que le monopole suisse a rapporté au gouvernement fédéral un bénéfice dépassant 86 fr. par quintal métrique. Le chiffre prévu étant de 80 fr. 25, on voit donc que les résultats sont pleine-

ment satisfaisants, et on ne comprend pas comment nos adversaires peuvent persister à le nier. Ils ont si bien compris que ces constatations les gênaient dans leurs prétentions, qu'ils se sont empressés d'ajouter que la réforme opérée en Suisse n'était d'aucune portée pratique et qu'il n'y avait aucune conclusion à en tirer. Pour eux, ce qui a été fait dans un petit pays comme la Suisse serait absolument impraticable dans une nation plus grande, plus peuplée ou plus riche comme la France. Cette affirmation ne résiste pas à l'examen.

Nous ne rappellerons pas les difficultés que la Suisse a dû vaincre pour arriver à la révision du pacte fédéral qui était indispensable pour établir le monopole ; nous n'insisterons pas sur l'intérêt des cantons au maintien de la constitution qui leur garantissait des droits importants ; nous ne relèverons pas cette théorie suisse d'après laquelle, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, les bénéfices industriels et commerciaux ne peuvent donner lieu à aucune indemnité. Et cependant voilà des obstacles et des oppositions avec lesquels le gouvernement fédéral a dû compter et que la France n'aurait pas à redouter. En ce qui concerne l'application de la loi, la Suisse n'avait pas une armée d'agents et de fonctionnaires au service de la régie, elle fut obligée de tout créer lors de la mise en vigueur du monopole. Cependant, malgré toutes ces difficultés et l'inexpérience d'une administration encore rudimentaire, le monopole a lutté avec succès contre les fraudeurs et contre l'alcoolisme.

On a dit, en outre, que la Suisse avait eu surtout en vue la suppression de tous les droits cantonaux de façon à organiser plus fortement son système de taxation et à se mieux défendre contre l'étranger. On ne voit pas trop pourquoi le conseil fédéral aurait provoqué le référendum pour faire décréter l'abolition de droits qui devaient, aux termes mêmes de la constitution, disparaître trois ans après. Ce n'était donc pas une pensée fiscale qui guidait les auteurs du projet ; les réformateurs voulaient faire avant tout une œuvre de moralité et de salubrité publiques.

Nous en avons fini avec cette question. Nous avons vu que le monopole appliqué en France comme mode de perception de divers impôts donne des résultats excellents ; que la Russie et la Suisse ont recours depuis déjà plusieurs années en ce qui concerne les droits sur l'alcool à ce système qui fonctionne à la satisfaction générale. Pourquoi ne serait-il pas permis de croire que le monopole de l'alcool pourrait être utilement organisé chez nous ? Ce ne sont pas en tout cas les vaines allégations que nos adversaires n'ont jamais pu justifier.

§ 5. — Le monopole serait-il efficace ?

Les détracteurs du monopole de l'alcool l'ont attaqué jusque dans son but. Voici leur argumentation. On prétend faire produire au monopole un double résultat : diminution de l'alcoolisme et augmentation des recettes

budgétaires. C'est parfait en théorie, mais paradoxal en pratique. De deux choses l'une, en effet : ou la consommation diminuera et le but hygiénique sera réalisé, mais, la matière imposable diminuant, le produit de l'impôt diminuera, d'où déceptions, déficits ; ou cette consommation se maintiendra et alors le but fiscal sera réalisé, mais l'hygiène souffrira toujours. En un mot, il y a contradiction entre l'avenir financier et l'avenir hygiénique du monopole. Si la consommation hausse, le fisc en bénéficie mais l'hygiène en souffre ; si elle baisse, c'est la victoire morale, mais la ruine financière. Si, d'une part, le fisc traite l'alcool en bête de somme et si, d'autre part, l'hygiène le traite en ennemi, quel ne sera pas l'embarras du législateur et celui de l'Etat qui doivent avoir à la fois souci de l'hygiène et du fisc ? Au nom du fisc ils doivent faire des vœux pour que la consommation se maintienne, voire même pour qu'elle s'accroisse ; au nom de l'hygiène ils doivent faire des vœux pour qu'elle diminue.

Cette prétendue contradiction n'existe qu'en apparence. L'Etat n'est pas ici le Maître Jacques que M. Leroy-Beaulieu veut bien dire. L'embarras n'existerait pas si les fameux principes d'hygiène dont on vante tant l'efficacité devaient avoir très vite raison de l'alcoolisme. Mais cette victoire, si l'humanité la remporte jamais, ne serait pas prochaine. Tous les remèdes préconisés au nom de l'hygiène pour bons et efficaces qu'on les puisse tenir, ne donneront qu'à la longue les résultats attendus. On conçoit donc la nécessité d'une mesure énergique de nature à réduire à son minimum la no-

cuité des alcools. Au reste, il ne saurait y avoir de contradiction, car nous avons répété bien souvent que nous ne poursuivons pas la diminution de la consommation. Les antagonistes du monopole qui persistent à ne voir la solution du problème hygiénique que dans l'abaissement de la consommation, peuvent trouver singulier qu'on veuille par une même mesure combattre l'alcoolisme et opérer une réforme financière. Malheureusement toute leur belle discussion ne porte pas puisqu'elle ne tient aucun compte de la base même sur laquelle repose notre système. Pour nous, l'alcoolisme prend naissance dans la mauvaise qualité et non dans la quantité des alcools absorbés. Ce n'est donc pas la consommation qu'il faut viser ; il faut chercher une amélioration.

« Il ne nous paraît pas possible, disait M. Guillemet, « de diminuer la consommation de l'alcool, car les « lois sont généralement impuissantes à déraciner les « habitudes malheureusement invétérées et vraisem- « blablement irréductibles. Nous avons d'ailleurs « besoin des ressources que fournit l'alcool et nous « devons chercher à retirer beaucoup de l'impôt tout « en donnant satisfaction à l'hygiène. Nous ne pré- « tendons pas réduire la quantité consommée mais « rendre la qualité de l'alcool telle qu'il n'y ait plus de dangers à la consommer... » (1). Dès lors pourquoi y aurait-il contradiction entre le côté hygiénique et le but fiscal du monopole ? N'est-il pas possible

1. Rapport Guillemet, 1897, *Loc. cit.*

d'améliorer la qualité tout en taxant lourdement l'alcool ? Où se trouve l'impossibilité d'exécution d'une pareille mesure ? La réforme paraît d'autant plus facile qu'elle se ferait sans demander au contribuable de nouveaux sacrifices et sans changer les habitudes du consommateur.

Il y a d'ailleurs une réponse péremptoire à faire à ceux qui prétendent nous embarrasser. Alors même que la consommation viendrait à baisser, l'Etat en retirerait encore un avantage pécuniaire. L'alcool et l'alcoolisme coûtent, en effet, des sommes considérables chaque année à la nation. Les calculs ont été faits par le docteur Legrain, nous nous bornerons à les reproduire.

Dépenses pour les alcooliques alié-	
nés	8.114.000 fr.
Répression des crimes engendrés	
par l'alcool	9.000.000 fr.
Assistance	70.000.000 fr.
Pertes résultant de suicides et morts	
accidentelles	5.000.000 fr.
Salaires perdus par maladies et chô-	
mages divers	<u>1.340.000.000 fr.</u>
Ce qui représente une dépense to-	
tale de	1.432.000.000 fr.

Si nous ajoutons à ce chiffre celui de 280 millions représentant le rendement du droit de consommation, celui de 38 millions pour les octrois et enfin le prix d'achat des alcools consommés nous aurons à peu près

le montant des dépenses que l'alcool occasionne annuellement. Si cet argent restait dans nos poches, n'est-il pas permis de croire que les individus, les familles et l'État seraient soulagés? La richesse publique n'aurait-elle pas une autre élasticité? Mais laissons donc de côté ces objections sans valeur, ces hypothèses d'un lointain avenir et voyons les difficultés du présent qu'il faut résoudre au plus vite.

Au point de vue hygiénique. — Le but hygiénique lui-même qui devrait être au-dessus de toute contestation est cependant l'objet de vives critiques. Le monopole de l'alcool, dit-on, est présenté comme un remède simple dans sa conception et décisif dans ses effets. M. Alglave prétend qu'il « donne une garantie absolue à la santé publique puisqu'aucun alcool n'entrera dans la consommation sans avoir été au préalable analysé et reconnu parfaitement pur. » De son côté, M. Guillemet affirme que sa proposition « a pour but, sinon de supprimer l'alcoolisme, du moins d'en atténuer considérablement le danger ; la question fiscale passe au second plan. » Malheureusement, on se propose aussi de tirer un milliard de la réforme ; il faudra donc plaire au consommateur, lui offrir une liqueur de son goût. M. Alglave reconnaît lui-même que « l'acheteur préfère souvent l'alcool toxique parce qu'il est plus violent, grise plus vite et gratte davantage le palais. Par exemple, le malheureux ouvrier qui a bu de l'alcool agrémenté d'huile de vitriol trouvera toujours bien fades les plus fins cognacs ; le fait est là trop brutal pour

être nié. » Dans ces conditions, il est certain que l'État devra ajouter des arômes à ses alcools car, étant marchand de gouttes, il est évident qu'il a intérêt à ce que la consommation ne tombe pas. L'exemple de la Suisse peut nous instruire. Or, tous ces arômes ajoutés aux alcools rectifiés, ne sont que des huiles essentielles, des poisons. Du reste, alors même que l'Etat ne livrerait que des alcools épurés, il est certain que non seulement il n'aura pas enrayé le mal mais qu'il aura, au contraire, contribué à l'aggraver. Les eaux-de-vie naturelles, si prisées par le consommateur, et dont le monopole semble se désintéresser, contiennent plus d'impuretés que la généralité des alcools d'industrie.

A quoi se réduit la critique que nous venons d'exposer ? A peu de chose : le monopole ne peut lutter utilement contre l'alcoolisme parce que l'Etat sera obligé d'ajouter à ses alcools rectifiés des arômes spéciaux qui constituent un véritable poison et que les eaux-de-vie naturelles sont plus toxiques que les alcools d'industrie. L'Etat, en effet, se propose d'aromatiser ses produits avec des bouquets particuliers et de fabriquer des liqueurs communes, mais qu'est-ce que cela prouve ? Tous les arômes, toutes les essences, sont-ils des poisons ? évidemment non. Si le commerce emploie des matières de mauvaise qualité, c'est toujours pour la même raison, à cause du bon marché et parce qu'il juge inutile de se livrer à une peine et à une dépense qui ne seraient d'aucun intérêt pour la vente. Mais l'Etat n'utilisera que des arômes inoffensifs qu'il pourra, sans danger pour la santé, ajouter à ses

alcools. Le monopole obtiendra donc des liqueurs semblables à celles qui se consomment actuellement dans les débits, avec cette différence profonde que le buveur pourra les absorber sans avoir à redouter les symptômes désastreux de l'alcoolisme.

Quant au second chef d'accusation, il n'a pas sa raison d'être. On nous reproche d'introduire dans la consommation, sans les rectifier, des alcools dit naturels qui sont au moins aussi toxiques que les alcools d'industrie. Nous avons déjà dit ce que nous pensions de cette allégation erronée. Nous ne renouvellerons pas toute l'argumentation que nous avons produite à propos des causes de l'alcoolisme. Nous ne rappellerons pas les expériences aussi nombreuses que concluantes qui ont été faites simultanément sur des animaux de même espèce à la fois avec de l'eau-de-vie naturelle et avec de l'alcool d'industrie. Nous ne reprendrons pas les conclusions de médecins éminents pour combattre une accusation que personne aujourd'hui n'ose plus soutenir. Du reste, en admettant que les eaux-de-vie naturelles, soit par suite d'une distillation imparfaite ou défectueuse, soit à raison de la mauvaise qualité des matières mises en œuvre, puissent parfois contenir des impuretés, le contrôle sévère dont elles seront l'objet est de nature à donner à l'hygiène toutes les garanties désirables.

Au point de vue fiscal. — Le côté fiscal du monopole, pas plus que le côté hygiénique, n'a échappé à la critique. Nos adversaires ont été effrayés par le

chiffre du rendement probable du monopole, alors que par aucun autre système ils n'ont pu arriver à compenser les dégrèvements proposés. Ils se sont alors vus dans l'obligation de venir contester nos calculs, mais personne jusqu'ici n'a pu les renverser. Ils se sont attaqués à tous les éléments de notre organisation, il n'est pas une considération dont nous ayons tenu compte dans nos évaluations qui n'ait été l'objet de contestation. Nous allons apprécier les principales de ces objections.

D'abord, on nous reproche d'avoir calculé sur le chiffre actuel de la consommation, alors que certainement l'élévation considérable des droits le fera baisser. C'est une erreur de prétendre que la surimposition fait diminuer la consommation. Nous avons déjà eu l'occasion, par des exemples puisés, tant en France qu'à l'étranger, de prouver le contraire. L'augmentation des droits sur l'alcool a pu parfois amener une petite baisse, mais elle n'a été que momentanée et au bout de très peu de temps la consommation a repris sa marche ascendante. Du reste, il faut s'expliquer sur la prétendue surimposition produite par le monopole. L'Etat obtiendra un excédent important de recettes mais le consommateur sera-t-il surchargé? Assurément non. Le prix de l'alcool dans les cabarets sera le même, le buveur n'aura aucun sacrifice nouveau à s'imposer. Tout l'excédent produit par le monopole sur l'accise sera prélevé sur les spéculations des intermédiaires. Actuellement, avant d'arriver à la consommation, l'alcool passe par un grand nombre de mains et chaque

négociant le falsifie de son mieux pour augmenter ses bénéfices. Au sortir de l'alambic l'alcool se vend à peu près 30 francs l'hectolitre à 96° ; au cabaret, le consommateur le paie environ 4 francs le litre mais à 40°, ce qui correspond au chiffre de 960 francs l'hectolitre à 96°. Dans ce chiffre de 960 francs la part de l'Etat n'entre pas pour plus de 180 francs (156 fr. 25 de droit de consommation et les autres taxes sur l'alcool). Où passe la différence ? Elle entre dans la caisse des commerçants et des intermédiaires de toutes sortes. Avec le monopole, l'Etat sera le seul intermédiaire entre le producteur et le consommateur, et c'est ainsi qu'il lui sera possible de prélever sur l'alcool de grosses sommes sans rien demander aux contribuables.

Or, pourquoi les partisans de la surimposition de l'alcool ont-ils confiance que leur système portera atteinte à la consommation ? Parce que, le prix des liqueurs augmentant, ils espèrent que l'alcoolique reculera devant les sacrifices que lui impose la satisfaction de sa passion. Cette raison n'existe pas avec le monopole qui ne changera même pas les habitudes des clients des cabarets. On ne voit donc pas comment le nouveau mode de perception de l'impôt sur l'alcool pourrait avoir une influence quelconque sur le chiffre de la consommation.

Les calculs des partisans du monopole, ajoute-t-on, sont établis sur le prix de dix centimes le petit verre et à raison de 40 petits verres par litre. Or, ces deux hypothèses sont entachées d'erreur. Il est inexact de prétendre que le petit verre se vend uniformément dix

centimes. Il est des contrées où on ne le paie que cinq centimes. Si cette situation favorable se rencontre quelque part (nous n'en connaissons pas d'exemple) il est presque certain que la contenance du verre est inférieure à celle que nous avons supposée. Du reste, dans les régions de grande consommation, les seules intéressantes au point de vue fiscal, le petit verre se vend uniformément dix centimes. En ce qui concerne sa capacité, nous ne soutenons pas qu'elle soit partout exactement d'un quarantième de litre. Le litre étant une mesure métrique, sa capacité est déterminée d'une manière très précise et absolument invariable ; il faudrait donc que celle du petit verre fût également déterminée et fixée à deux centilitres et demi. Nous n'entendons parler que d'une moyenne. Il est incontestable que dans certains débits de campagne où les frais sont moins élevés, le débitant peut employer des petits verres d'une capacité supérieure à deux centilitres et demi ; mais, en revanche, dans les grandes villes, où des droits de toutes sortes pèsent sur les cabaretiers, on s'ingénie à tromper l'œil du consommateur ; on lui sert les liqueurs dans des verres qui paraissent grands mais qui, en réalité, grâce à la forme et à l'épaisseur des parois, contiennent moins d'un quarantième du litre. Quoi qu'il en soit, nous sommes convaincu qu'à peu de chose près, il y a environ 40 petits verres dans un litre.

Le dégrèvement des boissons hygiéniques, nous dit-on encore, contribuerait à faire baisser la consommation de l'alcool. Etant débarrassées des droits qui

pèsent actuellement sur elles, leur prix s'abaissera et la classe ouvrière se portera davantage de ce côté pour délaisser l'alcool. Nous admettons cet argument et c'est le seul point sur lequel nous reconnaissons le bien fondé des critiques. Il est évident que la population ouvrière boira plus de vin qu'actuellement, et nous en serons heureux car notre réforme a un caractère démocratique : si nous considérons le dégrèvement des boissons alimentaires comme une des premières réformes à réaliser, c'est parce que nous voulons en faire profiter toute la classe des travailleurs, c'est parce que nous l'envisageons bien moins comme un moyen de réduire les charges, que de les répartir plus équitablement. Sur ce point encore nous serons large et nous pensons n'être pas au-dessous de la vérité en admettant que cette consommation baissera de 20 0/0. Que nous importe cette diminution ! N'aurons-nous pas encore au moins 700 millions à consacrer aux dégrèvements de toutes sortes ? Cette baisse ne nous inquiète pas ; nous la désirons même, pourvu qu'elle se produise au profit des boissons alimentaires. Nous aimons croire qu'on ne nous en voudra pas d'avoir ce désir. Au moment où les mots d'égalité et de liberté sont dans toutes les bouches, où le flot montant de la démocratie nous déborde, on ne saurait combattre une mesure sur l'urgence et l'opportunité de laquelle l'accord est fait depuis longtemps ; ce serait aller à l'encontre des mœurs, du sentiment populaire et de la justice.

L'Etat aura encore à se défendre contre les fraudeurs

dont la passion sera d'autant plus intense que l'élévation des droits leur laissera entrevoir la possibilité de gros bénéfices. Ils deviendront plus audacieux et plus habiles et le Trésor verra diminuer ses recettes sans trouver le moyen d'y remédier. Ce n'est pas notre avis ; nous pensons, au contraire, que le monopole réduira la fraude à son minimum. Avec la bouteille fiscale, les fraudeurs devront diviser leurs opérations ; ils ne pourront plus, comme aujourd'hui, soustraire au fisc, d'un seul coup, des sommes énormes ; ils devront bien des fois encourir les chances d'une répression sévère pour réaliser un gain appréciable. C'est précisément là l'une des bases de notre système qui vient faire échec à ce principe, à savoir que la fraude est en raison directe du taux des droits. L'Etat dépense environ un franc 60 centimes par kilog. de tabac qu'il vend douze francs 50 centimes, ce qui fait un impôt sensiblement égal à 7 fois et demie la valeur réelle de l'objet taxé. L'alcool revient à peu près, tous frais compris, à 75 francs l'hectolitre (alcool pur) et l'Etat ne perçoit que 156 fr. 25, soit seulement un peu plus de deux fois la valeur. Lequel des deux impôts est le plus fraudé ? Personne ne contestera que c'est l'alcool. Pourquoi ? Grâce au mode de perception. L'impôt du tabac rentre mieux parce que c'est un monopole. Ce n'est pas la différence des matières imposables, car l'alcool se trouve, au point de vue de la perception des droits, dans une situation plus favorable que les tabacs : la majeure partie des liqueurs spiritueuses se consomme dans des établissements exercés,

ouverts à la régie et conséquemment plus faciles à surveiller que les maisons particulières où les employés ne peuvent entrer que difficilement. D'autre part, les marchands en gros, outre les difficultés créées par des textes récents, en éprouveront de nouvelles pour faire apurer leurs acquits fictifs. Comment le bouilleur de crû s'y prendrait-il puisque ses eaux-de-vie ne pourront désormais circuler qu'en bouteilles du monopole ? D'un autre côté, les négociants auront moins souvent à user de l'acquit fictif puisqu'ils ne pourront plus fournir clandestinement les débits et se trouveront ainsi rarement en manquant. Le bouilleur de crû, alors même qu'il voudrait frauder, comment opérerait-il ? Ses eaux-de-vie ne peuvent que difficilement être utilisées en dehors de la régie. Il ne pourra plus pourvoir à la consommation des cabarets puisque le cabaretier n'aura pas de bouteilles pour recevoir l'eau-de-vie. Il ne lui restera plus qu'une ressource pour échapper aux droits : écouler quelques bouteilles à ses voisins ou à ses amis, mais nous savons que cette fraude est absolument négligeable et qu'elle constitue la part d'abus à laquelle l'Etat doit se résigner, même et surtout en matière d'impôt. Grâce à l'enveloppe extérieure que devra revêtir l'alcool, tant pendant son transport que pendant son séjour dans les lieux de consommation, la fraude se trouvera considérablement réduite et, de ce chef encore, le Trésor bénéficiera de recettes dont nous n'avons pas fait état.

Enfin, nous abordons une grosse question, celle des indemnités et des dépenses d'exploitation. Pour déter-

miner le produit net du monopole, il faut établir deux éléments : les recettes brutes et les dépenses. Jusqu'ici nous n'avons examiné que les critiques portant sur les recettes ; maintenant nous allons discuter celles visant les dépenses.

Et d'abord les indemnités ? L'évaluation fiscale sera encore diminuée du chiffre des redevances dont les partisans du monopole ne croient pas devoir tenir compte. La libre industrie ne comprend pas seulement le droit de produire, mais encore celui de vendre. Or, sous le régime du monopole, le distillateur n'aura plus qu'un acheteur, l'Etat. Celui-ci tiendra donc le commerce des alcools à sa merci et pourra fixer arbitrairement les prix d'achats des flegmes. Il ne serait pas équitable de ne pas indemniser, non seulement les producteurs mais encore les commerçants. Erreur ! L'Etat, loin de tyranniser les producteurs, leur garantira l'écoulement d'une quantité déterminée de leurs marchandises à un prix supérieur aux cours actuels. L'alcool peut prendre deux voies en sortant de l'alambic : l'exportation et la consommation à l'intérieur directement ou indirectement. Si le monopole réserve à l'Etat, quoique à des conditions avantageuses pour les fabricants, la seconde de ces voies, il laisse entièrement libre la route de l'étranger, il la rend même plus praticable en faisant disparaître presque toutes les formalités de douane qui constituent des entraves gênantes pour l'exportation.

L'Etat n'oblige nullement les distillateurs à lui livrer ses produits ; s'ils trouvent plus d'avantages à vendre à l'étranger, ils sont absolument libres. Le monopole,

dit-on, en réduisant à l'unité le nombre des acheteurs, fait disparaître la concurrence sans laquelle le commerce n'a plus sa raison d'être. Il s'en suivra forcément une surproduction qui abaissera les alcools à des prix dérisoires. Evidemment l'Etat ne peut prendre l'engagement de se rendre acquéreur de toutes les marchandises. Quoi de plus naturel ? Actuellement, quand, pour des raisons quelconques, l'acheteur ne se présente pas, que le prix tombe très bas, que le marché est en crise, que fait l'industriel ? Il est obligé d'attendre et de garder ses produits en magasin. Avec le monopole, au contraire, le producteur sera certain d'écouler une partie déterminée de ses produits, il aura ainsi une base pour régler sa production. Comme cela se passe et se passera toujours, aussi bien en France qu'à l'étranger, quand la production est supérieure à la consommation, il faut que la différence, l'excédent reste quelque part. Notre système ne saurait faire disparaître une loi naturelle qui est de l'essence même des choses. Il pourra seulement en atténuer les effets en fixant approximativement chaque distillateur sur la quantité qu'il pourra fournir à la consommation française.

Les rectificateurs ne seront pas plus mal traités. L'Etat, nous le savons, n'achètera pas que des flegmes, il se rendra aussi acquéreur de l'alcool rectifié. Par conséquent les rectificateurs pourront continuer à travailler comme aujourd'hui puisque l'Etat fera en faveur des produits reconnus propres à la consommation une différence suffisamment rémunératrice.

Dans ces conditions, on cherche en vain le préjudice causé aux fabricants de toutes sortes par l'établissement du monopole. En l'absence de préjudice une indemnité ne se comprend pas.

Et les marchands en gros ? Nous comprenons que notre système gêne considérablement leurs combinaisons. Ils ne pourront plus fournir clandestinement les débits et les particuliers et prélever ainsi sur le Trésor, grâce à une fraude continuelle et permanente, de gros bénéfices et édifier des fortunes scandaleuses. Mais peut-on dire, en se basant sur les principes d'une saine justice, qu'il y ait là droits acquis, intérêts légitimes ? De semblables pratiques, si longtemps qu'elles se prolongent, ne sauraient constituer un droit. L'Etat peut toujours y mettre un terme sans sortir des limites de ses attributions. D'ailleurs, nous avons déjà eu l'occasion de dire que les marchands en gros ne seraient point victimes de spoliations comme nos adversaires le prétendent. Ceux qui spéculaient sur des eaux-de-vie naturelles pourront continuer leur commerce puisque le monopole ne soumet leurs marchandises qu'à un contrôle hygiénique. Les autres auront une juste compensation qui consistera dans la faculté qui leur sera accordée de se rendre adjudicataires des entrepôts de l'Etat.

On ne voit donc pas comment l'Etat aurait à payer du chef de l'établissement du monopole des indemnités énormes que nos adversaires ont souvent évaluées à des chiffres fantastiques, et qui, suivant eux, absorberaient entièrement les recettes. Du reste, y aurait-il

quelques intérêts lésés, certaines espérances détruites, que l'attitude de l'Etat s'expliquerait et se justifierait encore. Comme le dit M. Wahl « cette suppression étant inspirée par des considérations d'intérêt général, (car il est évident qu'une loi qui mettra ainsi obstacle à la libre pratique d'une industrie, ne le fera ou ne croira le faire que dans un intérêt public), le préjudice qu'elle cause à des intérêts particuliers a une cause légitime (1). La ville de Paris, lorsqu'elle a, dans un but de salubrité publique, prescrit le tout-à-l'égout n'a-t-elle pas rendu inutile et par conséquent supprimé les entreprises de vidanges? Et pourtant, les choses ne se sont pas passées autrement. Elle n'a accordé à ces sociétés aucune indemnité. Et même les particuliers qui avaient contracté des engagements envers ces compagnies se sont trouvés déliés sans avoir à craindre l'application de l'article 1184 du code civil.

Examinons maintenant les dépenses d'exploitation. A en croire nos adversaires, l'Etat aurait à exposer des frais considérables pour l'exploitation du monopole. La bouteille fiscale qui paraît être la clef du système coûterait excessivement cher. Il en faudrait plus de 400 millions, disent les uns, 800 millions et même trois milliards disent les autres. Quelles dépenses ! Ces bouteilles demandant une construction spéciale nécessiteraient de gros frais. On se livre alors à des évaluations fantaisistes. M. Claude (des Vosges) estimait à 500 millions le prix d'achat, M. Stourm portait

1. Vins artificiels, p. 11.

ce chiffre à 800 millions. Nous assistons aux mêmes exagérations qu'à propos du calcul de la fraude des bouilleurs de crû. C'est à qui fera entrevoir les frais les plus considérables pour jeter le discrédit sur le monopole. Mais toutes ces évaluations ne soutiennent pas la discussion. En admettant, comme nous l'avons supposé, que la consommation porterait sur 1.715.000 hectolitres d'alcool pur ou sur 4.290.000 hectolitres d'alcool à 40°, cela ne ferait que 429 millions de bouteilles. Mais on comprend sans peine que l'alcool destiné à la consommation d'une année ne sera pas tout en même temps mis en bouteilles. Cela ne se peut pas parce que les produits ne seront achetés qu'au fur et à mesure des besoins. D'un autre côté, on ne peut pas sérieusement admettre que chaque bouteille ne servirait qu'une fois ; dès que les récipients vides reviendraient à l'entrepôt ils seraient de nouveau remplis et prêts à retourner au cabaret. Nous avons admis que chaque bouteille servirait 6 fois ce qui ne nous paraît pas exagéré. Dans cette hypothèse, l'exploitation n'exigerait que 70 millions de bouteilles environ. Quant à la valeur de chacune d'elles, nous l'avons fixée à 50 centimes. La bouteille ordinaire d'un litre vaut à peu près 15 centimes, nous croyons qu'en tenant compte à la fois des soins, des difficultés de construction et de la baisse de prix résultant du mode d'achat, notre évaluation est raisonnable. Ce n'est donc pas 800 ni même 500 millions qu'il faut compter mais tout au plus 35 millions.

En ce qui concerne la rectification, les exagérations

sont non moins grandes. L'Etat n'aura pas à rectifier tous les alcools de la consommation. Il fixera pour les produits ramenés au maximum d'impuretés des prix tels que les rectificateurs auront encore intérêt à continuer leurs opérations. Nous avons pensé que 5 usines suffiraient amplement ce qui, à raison de 3 millions l'une, entraînerait une dépense de 15 millions. En Suisse, la rectification directe par l'Etat ne revient qu'à 3 fr. 65 c. Il est permis de croire que la France, opérant sur des quantités beaucoup plus considérables, pourrait obtenir un prix de rectification sensiblement plus faible. Quoi qu'il en soit, les chiffres que nous donnons sont calculés sur des bases fournies par l'expérience du monopole à l'étranger.

En résumé, nous n'avons pas la prétention d'avoir évalué d'une manière absolue le rendement du monopole, mais nous sommes convaincu qu'il ne saurait y avoir un écart bien grand. La différence, s'il y en avait une, nous serait plutôt favorable. Serait-elle contre nous, qu'il n'y aurait pas à s'en effrayer. Quand un système d'impôt rapporte au Trésor plus d'un milliard, on comprend aisément qu'il puisse se présenter un mécompte de quelques millions.

Au point de vue politique et social. — Nous ne voudrions pas que dans ce travail il fut question de politique, tant nos préoccupations et notre but y sont étrangers. Mais nous sommes bien obligé, sous peine de la faire considérer comme avérée, de nous défendre d'une nouvelle et dernière accusation.

La question du monopole, dit-on, confine à la politi-

que et à des conceptions diverses de l'organisation sociale. Pour les socialistes, c'est un commencement de l'absorption par l'Etat de la propriété individuelle et de l'industrie privée ; c'est un article du programme collectiviste. Ces principes sont incompatibles avec l'idée de progrès, leur application serait un retour à la barbarie. La propriété est la condition même de la liberté et de la dignité des citoyens, comme la meilleure garantie des individus contre l'omnipotence et l'arbitraire de l'Etat. C'est toujours grave que de retirer à l'activité privée un champ où elle s'exerce librement depuis longtemps, que de faire disparaître au profit de l'Etat des situations péniblement acquises par le travail, l'intelligence et les capitaux des particuliers. Cela ne peut se justifier que par une nécessité impérieuse ou des avantages incontestables. Le monopole, disait M. Catusse, « équivaut à la suppression d'une artère chez un corps animé, c'est entraver la circulation de la richesse et tarifier une des sources de la vitalité d'une nation (1). »

C'est tout simplement le procès du collectivisme, la condamnation d'une conception sociale. Nous n'essaierons pas de discuter la théorie socialiste, voulant nous en tenir à la justification du monopole. Reprenons cette idée qui est comme le résumé de toute la critique que nous venons d'exposer : le monopole ne peut se justifier que par une nécessité impérieuse ou des avantages incontestables. La nécessité impérieuse d'intervenir

1. *Journal des Contrib. ind.*, 18 juin 1895, p. 312 et s.

n'est pas discutable. Nous sommes en présence d'un attentat général et permanent contre la santé et la morale publiques, crime d'autant plus abominable qu'il implique une préméditation savante, une spéculation en vue des nécessités les plus naturelles de l'alimentation et un effort constant dans le but de favoriser un entraînement irrésistible. En face d'un mal aussi profond, aussi invétéré et aussi dangereux pour tout un peuplé, qui oserait nier qu'il y a urgence, nécessité absolue, d'apporter un remède énergique et efficace. Le monopole de la rectification de l'alcool (nous ne reviendrons plus sur cette démonstration) possède au suprême degré ces deux qualités. De plus, il est le seul remède qui puisse donner entière satisfaction sur ce point. Tous les systèmes proposés sont incomplets et impuissants. La rectification libre, qui semble rallier actuellement presque tous les suffrages des adversaires du monopole, est une conception condamnable parce qu'elle est destinée à multiplier les tracasseries et les vexations sans apporter au mal un remède sérieux.

Et les avantages incontestables ? Nous avons consacré un grand nombre de pages à les mettre en lumière. Le monopole est donc une nécessité impérieuse, inéluctable.

Nous pourrions nous en tenir là puisque nous avons démontré que le monopole est le seul régime qui réunisse toutes les conditions que nos adversaires eux-mêmes semblent exiger de tout projet de réforme. Mais nous n'en ferons rien, bien résolu à ne laisser passer aucune objection sans la discuter. Le monopole, vient-on nous dire, peut présenter des avantages sérieux, mais

il faut le repousser parce que les socialistes l'adoptent. Voilà un raisonnement tout au moins singulier ! Nous n'insisterons pas. Le monopole que nous préconisons est-il bien la réforme que rêve le parti socialiste ? Pas le moins du monde. Fidèles à leurs principes, les socialistes demandent une main-mise générale de l'Etat, un monopole complet. C'est M. Vaillant qui a exposé le projet de cette école. Nous sommes loin des idées du leader socialiste et notre système n'a pas du tout les mêmes caractères que le sien. Si les socialistes acceptent le nôtre c'est parce qu'ils le considèrent comme indispensable pour arrêter les ravages de l'alcoolisme et que le leur a été repoussé à une très grosse majorité. C'est pour eux un pis aller car le monopole partiel est un impôt de consommation, une taxe sur une consommation populaire, tandis que leur programme comporte, au contraire, la suppression de tous les impôts de consommation et leur remplacement par un impôt direct et progressif sur la propriété et les successions. Notre système est donc en opposition avec les théories socialistes puisqu'il consacre l'application de principes qu'elles combattent. Et après tout, qu'importe l'épithète politique qu'on pourra nous appliquer, à nous qui n'avons qu'un but : conjurer l'alcoolisme en apportant à l'Etat les ressources indispensables pour réaliser une série de réformes urgentes. Qu'il nous suffise de constater que le monopole a fait son chemin et que son établissement est une nécessité à laquelle la France ne saurait et ne voudrait échapper.

CHAPITRE V

Réformes et dégrèvements.

Les réformes budgétaires apparaissent toujours en équilibre et même avec un léger excédent, du moins sur le papier. Parfois ensuite, quand la réforme est accomplie il faut déchanter, les recettes que l'Etat abandonne sont perdues, cela est certain ; celles qu'il espère obtenir rentreront-elles ? A toute époque cette question serait grave, mais elle l'est particulièrement à l'heure où nous sommes. Le gouvernement n'a plus le droit de commettre une imprudence financière. La condition essentielle d'un système de réforme est donc celle-ci : l'entourer de précautions telles qu'aucun mécompte ne soit à craindre.

Avec le monopole, aucun de ces inconvénients n'est à redouter. Il est organisé de telle façon qu'il ne saurait y avoir de mécompte possible : les principes économiques sur lesquels il repose, son fonctionnement et les expériences pratiques qui en ont été faites, en sont la plus sûre garantie. Le résultat financier du monopole sera tel que, non seulement il assurera d'une manière certaine la compensation du dégrèvement des boissons hygiéniques, mais qu'il permettra, en outre, de réaliser de nombreuses réformes urgentes.

Depuis longtemps déjà tout le monde sollicite des réformes et personne n'en fait. Et cela se comprend. Pour faire des remaniements dans un système fiscal, pour opérer des dégrèvements il faut, ou déplacer le fardeau en le reportant d'une classe sur l'autre, en découvrant l'une pour couvrir l'autre ; ou bien supprimer purement et simplement un impôt, ce qui exige des capitaux disponibles. Le premier de ces moyens n'est guère possible dans l'état actuel des esprits. L'industrie et le commerce ne voudraient jamais accepter les conséquences d'un allègement des charges de l'agriculture et celle-ci n'est pas en mesure de supporter de nouveaux impôts. Quant au second moyen, dans l'état actuel des choses il n'y faut pas songer. Le budget de la France, comme presque tous les budgets européens du reste, se maintient difficilement en équilibre ; chaque année il faut faire des efforts désespérés, réaliser quelques économies insignifiantes, opérer des suppressions de crédits, frapper de taxes certains objets de luxe, en un mot mettre en jeu tous les moyens dont dispose un Etat pour éviter un déficit. On est tenté de sourire lorsqu'en parcourant les programmes politiques de certains candidats on trouve à chaque pas les mots de dégrèvements, de réformes, d'abolitions d'impôts, alors que l'auteur serait fort embarrassé de faire connaître de quelle manière il entend en assurer la compensation. Chacun apporte son système de réforme et dans l'ordre politique et dans l'ordre social. De cette mêlée, à défaut de solution effective, il se dégage du moins une volonté

formelle de faire mieux, de faire autre chose, mais on ne peut arriver à une entente sur un point déterminé. Dans cette bataille ce sont assurément les contributions indirectes qui sont les plus visées et particulièrement les droits sur les boissons hygiéniques. Les impôts directs non plus ne sont pas exempts de critiques, depuis longtemps il est question d'une refonte complète et la persistance du régime actuel ne laisse pas que d'étonner tout le monde. Sans approuver en bloc, sans réserves et sans distinctions, toutes les réformes demandées et tous les projets présentés, nous sommes néanmoins obligé d'avouer qu'il est des réformes fiscales qui s'imposent, car si certaines taxes contribuent à assurer la sécurité du Trésor, elles sont loin d'assurer la justice aux contribuables. Nous ne nous aventurerons pas à argumenter sur la contribution personnelle et mobilière et les patentes dont le caractère est bien différent de celui de la contribution foncière et de celui de l'impôt des portes et fenêtres. Ce dernier surtout ne se défend plus car il a pour objet d'imposer un élément indispensable à la vie, une propriété incontestable de tout être humain. L'autre, celle qui frappe la propriété non bâtie, la terre, appelle de toutes parts l'allègement depuis longtemps promis. De toutes les sources de la richesse publique c'est assurément l'agriculture qui est la plus éprouvée. Les campagnes se dépeuplent, les jeunes gens fuient le travail des champs, le paysan ne peut plus vivre de sa terre. Chaque jour les produits du sol diminuent, les céréales surtout, et, par une sorte d'ironie fâcheuse des lois

économiques, à mesure que le cultivateur voit ses ressources baisser, la satisfaction de ses besoins devient plus onéreuse. Il est temps d'y porter ordre, il est urgent de venir au secours de l'agriculture. On a bien essayé souvent, par l'augmentation des droits de douane, d'amener une hausse des céréales, mais par suite de circonstances sur lesquelles l'accord n'est pas fait, on a obtenu un résultat tout différent de celui qu'on attendait. Pour nous, il n'est pas deux façons de venir au secours de l'agriculture qui languit, c'est de lui enlever tout ou partie de la charge énorme que le Trésor lui fait supporter. Dès 1892 il fut constaté au Sénat que l'agriculture payait 25 0/0 de son revenu, tandis que la propriété urbaine n'acquittait que 17 0/0, le commerce et l'industrie 13 0/0 et la propriété mobilière 4 0/0. Depuis cette époque les revenus de l'agriculture ont baissé et il ne serait pas étonnant de voir certaines régions de la France payer jusqu'à 35 et même 40 0/0 de leurs revenus. Notre rêve serait d'établir un juste équilibre entre les charges supportées par les divers modes de l'activité nationale. C'est dans ce but que nous proposons d'utiliser les recettes du monopole de l'alcool à opérer une répartition plus équitable de l'impôt.

La première réforme que nous proposons, c'est la suppression, sinon radicale et absolue, du moins dans une proportion telle qu'il ne sera plus un obstacle constant à la production, de l'impôt foncier sur les terres non bâties, cultivées directement par leurs propriétaires. En ce qui concerne les propriétés affermées,

elles paieraient 4 0/0 sur le montant des fermages comme les revenus des valeurs mobilières. Il importe que la terre soit rendue libre ou du moins débarrassée dans une large mesure des entraves qui la gênent et que le paysan se sente le plus possible soulagé. L'impôt foncier fournit environ chaque année 100 millions au Trésor.

Dans notre engouement pour les cultivateurs il ne faut pas perdre de vue la démocratie urbaine. Il est vrai que depuis quelque temps le législateur s'est beaucoup occupé d'elle, mais il est encore loin d'avoir épuisé la série des réformes urgentes. Le dégrèvement des boissons hygiéniques, que nous inscrivons ensuite dans notre programme, lui serait très profitable. Ces boissons peuvent être classées parmi les denrées de première nécessité, il est donc équitable, ainsi que nous l'avons expliqué, d'en rendre la consommation plus facile pour les classes pauvres. Les droits qui frappent actuellement les boissons hygiéniques produisent environ 200 millions par an.

La contribution des portes et fenêtres, si difficile à justifier et si vivement critiquée, serait également sacrifiée. Cette suppression profiterait à tout le monde, aussi bien aux ouvriers des villes qu'à ceux des campagnes. Ce serait, pour le Trésor, une perte annuelle d'environ 50 millions.

La quatrième réforme proposée serait la suppression des octrois, demandée depuis longtemps mais demeurée à l'état de projet par suite de la difficulté d'établir

des taxes de remplacement. Le rendement des octrois est d'environ 135 millions.

Voici donc, en résumé, l'économie des réformes fiscales et des dégrèvements que l'établissement du monopole permettrait d'effectuer.

Rendement net du monopole.	900.000.000	
Diminution prévue par suite de l'abaissement possible de la consommation (20 0/0)	180.000.000	
Reste net.	720.000.000	
Suppression de l'impôt foncier sur les terres non bâties et cultivées par leurs propriétaires, ci	100.000.000	
Suppression de la contribution des portes et fenêtres	50.000.000	
Dégrèvement des boissons hygiéniques	200.000.000	
Suppression des octrois	135.000.000	
Total.	485.000.000	485.000.000
Reste	236.000.000	

Malgré ces nombreuses et importantes réformes, il resterait disponible une somme supérieure à 200 millions qu'on pourrait conserver sans en ordonner l'emploi, au moins pendant quelque temps jusqu'à ce que les premières hésitations, les premiers tâtonnements fussent dissipés et que le monopole eût bien pénétré le pays, de façon à parer à toute éventualité. A ce moment-là, tout l'excédent deviendrait définitivement disponible et il serait possible d'élaborer d'autres réformes, car, si celles que nous avons indiquées

peuvent être considérées comme les plus urgentes, elles ne sont pas les seules utiles.

Sur cette question des réformes fiscales il se produit de nombreuses divergences faciles à comprendre. Il est bien certain, en effet, que l'urgence d'une mesure est plutôt d'ordre subjectif et dépend essentiellement du point de vue auquel on se place. Nous n'essaierons donc pas de critiquer les autres opinions qui se sont fait jour sur cette question, par exemple celle de M. Guillemet qui propose d'employer le produit du monopole à la création d'une caisse de retraite pour les ouvriers de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. Le point important, le seul qui doive retenir l'attention, c'est le rendement même du système que nous préconisons. Lorsque le fisc aura encaissé le produit et possèdera des capitaux disponibles, il sera facile d'en trouver l'emploi.

CONCLUSION

Les ravages de l'alcoolisme, ses effets désastreux sur l'individu et sa descendance, tant au point de vue de la santé que de la morale et de l'intelligence, ne sont pas contestables. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a signalé pour la première fois le danger redoutable que fait courir aux nations civilisées le développement toujours croissant de la consommation des boissons spiritueuses. Voilà bientôt cinquante ans qu'Edgard Poë jetait le cri d'alarme dans une de ses « *Nouvelles extraordinaires* » : « Il n'y a pas de fléau comparable à l'alcool ! ». Que de fois depuis, ce cri n'a-t-il pas été répété ! du haut de toutes les tribunes ! Hygiénistes, économistes, hommes d'Etat, tous sont unanimes à proclamer la nécessité d'un remède énergique et radical. D'innombrables discours ont été prononcés, d'innombrables conférences ont été faites, d'innombrables écrits ont été répandus, rédigés soit avec la rigueur de l'appareil scientifique, soit sous la forme familière de la vulgarisation. Peut-on se flatter au moins que tant d'efforts généreux, convergeant vers le même

point, ont atteint le but qu'ils visaient? Hélas! non. Loin de se calmer, le mal a plutôt empiré. L'alcoolisme envahit de plus en plus les races civilisées comme une lèpre dévorante qui annihile peu à peu les forces intellectuelles, les énergies morales, l'activité matérielle de tous ceux qui doivent demander au travail la satisfaction de leurs besoins quotidiens, et qui menace de tarir la source d'activité de certains peuples.

Puisque tant de paroles sont, semble-t-il, démeurées vaines et n'ont pu jusqu'ici enrayer le fléau et conjurer le danger, n'est-il pas temps de substituer aux mots reconnus impuissants des actes précis et décisifs?

La lutte contre l'alcoolisme apparaît aujourd'hui comme un problème très délicat et fort difficile à résoudre, d'autant plus difficile que le mal est profondément enraciné et qu'il règne en maître sur presque toute l'humanité. Les difficultés commencent avec la nature du système qu'il convient d'appliquer. Nous avons discuté tour à tour toutes les solutions proposées et il résulte d'une façon indéniable, de l'examen approfondi auquel nous nous sommes livré, que le monopole de la rectification de l'alcool est le seul remède qui donne à la fois satisfaction à l'hygiène et au Trésor. Nous croyons, d'accord avec l'expérience, que l'action administrative est insuffisante en matière de réforme sociale. Nous ne pensons pas également que les remèdes légaux et les remèdes moraux soient de nature à apporter une solution prompte et efficace à la question de l'alcoolisme. La maladie est déjà trop ancienne, les habitudes trop invétérées pour qu'on puisse s'en tenir encore à des

lénitifs. Tous les remèdes qu'on propose pour repousser le monopole, l'Angleterre, depuis près d'un demi-siècle qu'elle se débat contre l'alcoolisme, les a employés simultanément avec une persistance et une énergie qui ne seront pas dépassées et dans des dispositions morales qui, au plus haut degré, devaient en favoriser l'action et qui ne seront pas égalées. Négliger cet enseignement serait un crime. La circulation et la consommation des alcools ne peuvent être régularisées et réglementées qu'à la condition que les spiritueux dépendent de l'Etat, de façon qu'il puisse non seulement surveiller la production, mais encore diriger la consommation conformément aux exigences de l'intérêt général et la mettre en rapport avec les besoins réels de la population. Ce sont deux desiderata qui sont impossibles à concilier avec les préoccupations intéressées des particuliers et qui exigent l'intervention de l'Etat, seul capable de donner au problème une solution exclusivement inspirée par le souci du bien public.

Nous ne rejetons pas cependant tous les autres remèdes proposés ; nous pensons qu'ils peuvent exercer une influence lente, mais bienfaisante et indéniable, et pour cette raison nous sommes disposé à les employer à titre secondaire et accessoire. Nous n'écartons aucune des solutions pratiques qui peuvent se combiner avec le monopole, nous les considérons comme d'utilité adjuvants. Dans cet ordre d'idées, il est nécessaire de tenir compte de ces deux facteurs de l'alcoolisme : l'ignorance et la misère. Au chapitre des remèdes, nous

avons exprimé la confiance que nous avons dans l'influence de l'instruction et de l'éducation. Par leur action sur la jeune génération, elles forment de nouvelles couches mieux armées pour la lutte contre l'alcoolisme ; elles sont appelées à réformer lentement sans doute, mais sûrement, les mœurs et les sentiments de la nation et à préparer un avenir meilleur. On a dit avec raison que la misère et l'alcoolisme sont à la fois réciproquement cause et effet. Le cabaret conduit à la misère et la misère ramène au cabaret. Les conditions générales de la vie, le bien-être, ont aussi leur influence qui est grande. Si son logement devenait plus agréable et plus sain, l'ouvrier y passerait un plus grand nombre de ses heures de repos. Quand on songe comment sont logés des milliers de travailleurs, dans quelles conditions, dans quelle promiscuité, comment ne pas admettre la fatalité du cabaret ! La loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché peut, à cet égard, faire beaucoup de bien. A côté du logement, il faut placer l'alimentation. Si l'ouvrier pouvait avoir à chaque repas du vin naturel et de la viande saine (nous ne parlons pas du pain de froment que l'extraordinaire bon marché du blé rend accessible à tout le monde), l'alcool battrait en retraite, car sa consommation est un appel à un excitant qui trompe l'estomac, mal satisfait par les aliments.

Nous ne pouvons donc qu'encourager le gouvernement à persévérer dans la bonne voie où il est entré. En éclairant le peuple et en s'attachant à augmenter

son bien-être, il contribuera, accessoirement et concurremment avec le monopole, à aider dans cette œuvre grandiose.

Vu : le Président de la thèse
BEAUREGARD

Vu le Doyen,
GLASSON

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.	5
HISTORIQUE ET LÉGISLATION	15

PREMIÈRE PARTIE

Bouilleurs de crû.

PRÉLIMINAIRES	41
CHAPITRE I. — La suppression du privilège serait-elle juste ?	50
§ 1. — Caractère de la situation des bouilleurs de crû.	51
§ 2. — Le privilège des bouilleurs de crû constitue- t-il une véritable inégalité ?	61
§ 3. — Le privilège des bouilleurs de crû est-il une cause de fraude ?	68
§ 4. — Le privilège des bouilleurs de crû contri- bue-t-il à propager l'alcoolisme ?	89
CHAPITRE II. — La suppression du privilège serait-elle poli- tique ?	98
CHAPITRE III. — La suppression du privilège est-elle né- cessaire ?	112
CHAPITRE IV. — La suppression du privilège serait-elle efficace ?	128
CONCLUSION	143

DEUXIÈME PARTIE

Monopole de l'alcool.

PRÉLIMINAIRES	147
-------------------------	-----

TITRE I. — LE PÉRIL ALCOOLIQUE.

CHAPITRE I. — Les causes.	161
CHAPITRE II. — Les remèdes.	175
<i>Section I.</i> — Remèdes ayant pour but de diminuer la consommation.	177
§ 1. — Dégrevement des boissons hygiéniques et augmentation de l'impôt sur l'alcool.	177
§ 2. — Limitation du nombre des débits.	184
§ 3. — Mesures contre les buveurs et contre les débitants.	193
§ 4. — Initiative privée	198
Sociétés de tempérance.	199
Education	205
<i>Section II.</i> — Remèdes ayant pour but d'améliorer la qualité.	210
§ 1. — Rectification obligatoire.	211
§ 2. — Monopole	214
APPENDICE.	217

TITRE II. — MONOPOLE DE RECTIFICATION DE L'ALCOOL
PAR L'ÉTAT.

CHAPITRE I. — Historique du monopole	221
CHAPITRE II. — Organisation du monopole	231
CHAPITRE III. — But du monopole	249
§ 1. — But hygiénique	250
§ 2. — But fiscal	252
CHAPITRE IV. — Examen des critiques. Justification du mo- nopole	258

§ 1. — Droit d'intervention de l'Etat	258
§ 2. — Principe du monopole	261
§ 3. — Le monopole est-il nécessaire ?	273
§ 4. — Le monopole est-il pratique ?	278
Monopole en Russie.	282
Monopole en Suisse.	287
§ 5. — Le monopole serait-il efficace ?	292
CHAPITRE V. — Réformes et dégrèvements.	314
CONCLUSION	321

Imprimerie des Écoles, L. BOYER, 15, rue Racine, Paris.
